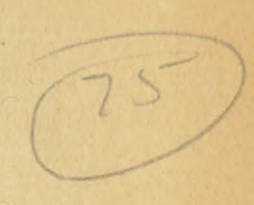

3 1761 07043559 9





L'EUROPE

ET L'ODYSSÉE

DE

LA POLOGNE

AU XIXe SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR SUR LA POLOGNE

La Pologne sous la rafale.

« ...Cette consécration d'un meurtre honteux a fait de l'Europe une mutilée depuis un siècle.

Le prochain Congrès des puissances devra faire amende honorable et réparer cette faute en rétablissant la Pologne — comme la Belgique — dans son indépendance et dans son unité. Elle a le droit de se gouverner elle-même. Son sort n'est pas une question russe, un problème allemand ou une affaire autrichienne, c'est un devoir européen... » (p. 9).

Paris 1915 . . . . *Fr. 1* —

La Pologne attend, *quelques articles pour rompre le silence.*

« Une seule politique est digne à la fois de l'Europe et de la Pologne, c'est la restauration d'un Etat indépendant. Le premier homme d'Etat qui prendra cette cause en main trouvera derrière lui, non seulement la nation polonaise unanime, mais tous les peuples qui luttent pour une paix durable... (p. 8).

Cette promesse faisant défaut, la Pologne aurait tout avantage à ce que les Russes ne rentrent pas et que les Alliés soient assez victorieux sur les autres fronts pour imposer à l'Allemagne l'évacuation de la Pologne comme une des conditions de paix... (p. 10).

Les Polonais espèrent qu'au moment des négociations, l'Angleterre et la France auront assez de poids dans leur balance pour exiger la cession de la Posnanie... En réunissant ces trois lambeaux pour en faire un grand Etat-tampon, les Alliés feraient non seulement justice à un noble peuple, ami de la France et de la civilisation... La constitution d'une Pologne indépendante est la condition fondamentale d'une paix durable... » (p. 93).

Paris et Genève 1916 . . . . *Fr. 1 50*

EDMOND PRIVAT

DOCTEUR ÈS LETTRES

PRIVAT-DOCENT A L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

L'EUROPE

ET L'ODYSSÉE

DE

LA POLOGNE

AU XIXE SIÈCLE



LAUSANNE

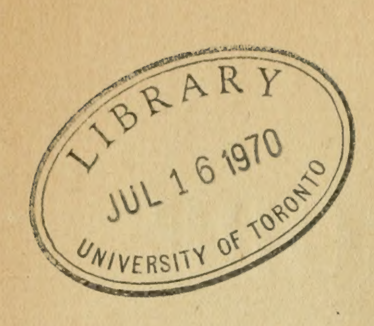
GEORGES BRIDEL & Cie, ÉDITEURS

—

PARIS, LIBRAIRIE FISCHBACHER

33, rue de Seine, 33.

1918



INTRODUCTION

La seule introduction nécessaire à ce volume, ce sont les premiers chapitres, qui rappellent en quelques pages la grandeur passée de la Pologne et qui marquent ensuite les étapes de son démembrement tragique.

Il ne s'agit point ici d'un livre politique, ni d'un ouvrage destiné à prouver quelque assertion particulière, sinon que la cause polonaise a passionné l'opinion publique en Europe occidentale pendant une grande partie du XIXme siècle. C'est une simple étude entreprise pour développer certains chapitres des manuels d'histoire, qui font en général assez peu de place à la Pologne après les partages et moins encore à l'impression produite en Occident par ses insurrections périodiques pour reconquérir son indépendance.

Cette longue et sanglante odyssée fut pour nos grands-pères un constant sujet d'enthousiasme et de préoccupations. A l'heure où la Pologne va retrouver son rôle historique parmi les grandes nations libres de l'Europe, il me semble opportun d'évoquer ce chemin de croix douloureux et d'analyser la trace qu'il a laissée dans l'histoire politique et littéraire de la France et de l'Angleterre en particulier.

Que ce travail soit à la Pologne renaissante l'hommage sincère d'un ami fidèle. Son indépendance a été pour ma plume un but de guerre digne des plus durs sacrifices à l'heure où c'était presque un crime d'en oser parler. Aujourd'hui que l'idée a fait son chemin, c'est une joie de la voir entrer dans le domaine des faits et se réaliser devant nos yeux.

Genève, novembre 1918.

E. P.

P. S. — *Qu'il me soit permis de témoigner ici toute ma reconnaissance à la Bibliothèque du Musée polonais de Rapperswil, qui m'a laissé puiser pendant deux ans aux sources les plus directes dans les archives de l'émigration polonaise de 1831, si riches en documents peu connus.*

CHAPITRE PREMIER

La Pologne, puissance libérale.

La Pologne parmi les nations. — Sa culture. — Un témoignage de 1667. — Les origines. — Le christianisme au xe siècle. — La Lithuanie païenne au xive siècle. — Les chevaliers Teutons. — Libertés politiques au xve siècle. — Noblesse et démocratie. — Les Juifs. — L'union avec la Lithuanie.

La Renaissance. — L'âge d'or au xvie siècle. — Civilisation brillante. — La Réforme. — Tolérance religieuse. — Union des Eglises grecque et romaine.

Jusqu'au milieu du xviie siècle une puissance illustre occupe la première place au Nord de l'Europe. C'est la Pologne.

Elle est vaste, elle est riche, elle est plus grande que la France et l'Angleterre.

Polonais, Lithuaniens, Juifs et Ruthènes vivent librement dans sa République, entre les Carpathes et la mer Baltique. Chacun d'eux garde sa langue et son culte. Nulle contrainte et nulle haine. Les rois sont électifs et le pouvoir est contrôlé.

Tolérant chez lui, pacifique au dehors, l'Etat libéral par excellence ne prend jamais les armes pour une conquête. Mais pour les autres il se bat sans compter.

De siècle en siècle, il arrête les invasions barbares qui déferlent comme des vagues, périodiques et furieuses, pour inonder l'Occident.

Debout devant la porte, en face de l'Orient, ce chevalier romain défend la chrétienté contre l'Islam.

La cour de Louis XIV entonne un chœur de louanges en 1683 et le Roi-Soleil envie la gloire de Sobieski, vainqueur des Turcs sous les murs de Vienne.

Slave de race et latine de culture, la Pologne a développé chez elle une civilisation brillante avec toute la splendeur orientale et toute la finesse italienne. Qu'on feuillette un vieux numéro de la *Gazette de France* et l'on voit constamment figurer Varsovie comme l'une des grandes métropoles après Paris.

Sur les quais de la Seine un gros traité de géographie domine par son volume un étalage de vieux bouquins ; c'est l'*Europe Vivante,* parue chez Widerhold à Genève, en 1667. Qu'on l'ouvre au chapitre *Pologne* :

C'est un Etat qui tient de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie : monarchique puisqu'il a un roy ; aristocratique puisque les sénateurs forment un corps à part ; démocratique et populaire puisque tous les gentilshommes, même celui qui n'a qu'un arpent de terre, a voix délibérative dans les affaires.

Disons que les Polonais sont tous grandement intelligents dans les affaires de la République. Ils savent, à chaque élection, augmenter leurs privilèges et diminuer ceux du Roy.

Ils savent les langues et particulièrement la françoise, l'allemande et l'italienne, le latin aussi.

A quoi il faut ajouter que la noblesse est galante et magnifique, qu'elle a des vertus solides et une générosité qui ne peut aller plus loin.

En songeant à son martyre, Sainte-Beuve appelait l'Irlande « la Pologne de l'Océan ». Michelet disait de

la Pologne « cette France du Nord » ; il pensait à ses qualités.

Son histoire commence au temps de Charlemagne, quand les tribus slaves se groupent en faisceaux plus compacts. On distinguera bientôt les Tchèques sur les bords de l'Elbe et les Polonais entre l'Oder et la Vistule, où les bateaux normands font leur apparition.

Après les rois légendaires, l'épopée se déroule en tableaux émouvants, tour à tour sombres ou lumineux, avec une étonnante variété de couleurs et une riche dépense d'héroïsme généreux.

Quand des ambassadeurs viendront demander au pape de leur donner des reliques, Paul V pourra répondre aux envoyés polonais : « Prenez-donc une poignée de votre terre ! »

C'est d'abord la dynastie des Piast, fondée par un laboureur. La Pologne est encore païenne.

Au xe siècle une chrétienne de Bohême épouse Mieczyslas 1er, convertit son mari et fait prêcher sa foi dans le pays. Devant le peuple épouvanté, les moines portent la hache sur les arbres géants des dieux.

Le grand schisme établira la division des Slaves : Ceux d'Occident, Slovènes, Croates, Polonais et Tchèques reçoivent de Rome leur culte et leur culture. Ceux de l'Est et des Balkans, Moscovites, Ruthènes, Bulgares et Serbes vont se mettre à l'école de Byzance.

En l'an mille, c'est la splendeur à la cour de Gnesne, où l'empereur d'Allemagne Othon III vient saluer Boleslas le Grand, qui fondera la puissance polonaise et placera lui-même la couronne sur sa tête comme Napoléon Ier à Notre-Dame.

Au XIIe siècle avec Boleslas III c'est la brillante chevauchée des croisades aux côtés de la France. Au XIIIe, c'est la défense énergique et la victoire de Lignitza qui brise l'invasion tartare.

Au XIVe enfin c'est la grande union qui s'ébauche avec le vaste Etat de Lithuanie, étendu jusqu'à l'Ukraine. La langue officielle est déjà le ruthène à cette époque, mais sur les côtes de la Baltique la population parle encore son antique idiome, parent du sanscrit.

Qui veut retrouver sur les lèvres des hommes « un écho de ce qu'a pu être la langue commune indo-européenne, dit M. Meillet du Collège de France, va écouter les paysans lithuaniens d'aujourd'hui ». C'est là-bas et chez leurs aïeux de la vieille Prusse que se réfugie le paganisme au moyen âge. En plein quatorzième siècle on y vénère les idoles et les serpents apprivoisés. L'ennemi, c'est le voisin de Marienbourg :

Funeste apparition du manteau germanique
A la croix funèbre !
Où les pieds d'un pareil fantôme ont laissé leur trace,
Il n'y a plus que ruine des bourgs et des cités.
Chaque vallée est une tombe.

Ainsi chante le vieux barde prussien dans *Konrad Wallenrod*[1]. Les chevaliers Teutons porte-croix et porte-glaive installent à coup d'épée la mission chrétienne et les colons, de même qu'on apporte à l'Afrique de nos jours le canon, la Bible et l'alcool.

Ils germanisent la Prusse. La Lithuanie résiste. Quand Jagellon, son duc, unira son trône à la Pologne,

[1] Poëme d'Adam Mickiewicz.

son peuple acceptera l'Evangile du Christ des mains douces de la reine Hedwige.

Mais la lutte va reprendre acharnée contre les intrusions des chevaliers encombrants, jusqu'au jour où l'écrasante victoire de Grünwald en 1410 délivre enfin les deux pays d'un cauchemar séculaire.

Le vainqueur est débonnaire : il laissera la Prusse Orientale à l'Ordre teutonique. Son dernier grand maître Albert de Brandebourg en deviendra duc en embrassant la Réforme et sera vassal de la Pologne. Ainsi l'Aigle blanc va couver sous son aile un œuf noir d'où sortiront un jour les Hohenzollern.

Au XVe siècle avec les Jagellons, c'est le développement des libertés politiques.

En 1422 et en 1430 le roi s'engage à respecter à jamais l'inviolabilité des biens et celle des personnes. *Nul ne peut être emprisonné sans jugement.* La Pologne proclame ce principe essentiel du droit moderne deux siècles avant l'Angleterre et trois siècles et demi avant la France révolutionnaire.

De victoire en victoire, la démocratie établit son régime parlementaire et constitutionnel en 1505 à la Diète de Radom. Dès 1454 les rois avaient perdu le droit de faire la guerre et même d'ordonner la levée générale sans l'assentiment du corps électoral.

Quelle avance éloquente sur l'Europe actuelle ! Avec des lois pareilles en 1914 on eût évité la ruine et la course à la mort.

Ce corps électoral, c'est la *noblesse*, et ce mot n'est qu'un nom, bien fait pour induire en erreur et nourrir des préjugés au loin. Il indique au contraire une grande

hauteur morale. Tout électeur polonais est *noble*, comme tout citoyen suisse est *souverain* d'après la loi. La République interdit rigoureusement les titres et tous les gentilshommes sont égaux en droits [1]. *Pieds nus, mais l'épée au côté,* disaient fièrement les pauvres gueux de village en cultivant leur enclos sans jamais quitter l'arme ancestrale, qui signalait à la fois leurs privilèges et leur dévouement à la patrie.

Le roi leur dit « Monsieur mon frère » comme au plus riche des Radziwill ou des Sapieha. Dès la fin du seizième siècle, les citoyens disposent de la couronne et chacun d'eux est éligible. Une simple brochure éleva son auteur au trône [2]. La Diète est nommée par les diétines de chaque région.

Pour se représenter ces assemblées générales de tous les électeurs, il faut aller dans les vieux cantons du pays de Guillaume Tell assister aux *Landsgemeinde.* On y voit encore aujourd'hui briller l'épée des citoyens sur les pentes fleuries des Alpes.

Dans la République polonaise, avant les partages, treize pour cent de la population totale compose le corps des gentilshommes. C'est la proportion des mobilisables dans les pays modernes. Tous les citoyens-soldats sont nobles. Quant aux autres classes, elles sont formées par la bourgeoisie cosmopolite des villes, qui envoie ses délégués aux Diètes, par les femmes et par ceux des paysans qui vivent sur la terre d'autrui.

[1] Les titres portés par certains Polonais d'aujourd'hui sont postérieurs aux partages.

[2] Michel Korybut, gentilhomme pauvre, élu roi de Pologne, avait publié en 1620 un *discours politique touchant les prétendants à la couronne.*

Kosciuszko les émancipera. En Angleterre avant 1830 la proportion des électeurs est six fois plus faible.

Une puissance aussi démocratique et des rois aussi libéraux devaient attirer les voisins. Un des Jagellons sera nommé successivement aux trônes de Bohême et de Hongrie par les Tchèques et par les Magyars. Dantzig, la Mazovie et la Livonie s'unissent pacifiquement à la Pologne et conservent leurs droits nationaux comme les cantons suisses. Il y a même des autonomies d'Etats dans l'Etat. Voyez aujourd'hui Léopol en Galicie. Le voyageur y trouve trois cathédrales. Elles ont leurs archevêques, tous les trois catholiques, l'un pour le rite latin, l'autre pour le rite grec et le troisième pour le rite arménien. C'est un vivant souvenir d'un généreux passé. Les réfugiés arméniens viennent en Pologne au XIIIe siècle. Dès lors ils y possèdent, non seulement leur Eglise et leurs évêques, mais leurs tribunaux propres et leur statut particulier.

Le Christ est né d'Israël. Hospitalière à ses disciples, la Pologne a voulu l'être encore à ses compatriotes. Elle ouvre ses portes aux malheureux Juifs et leur fait un fraternel accueil à l'heure même où l'Europe entière les persécute et les chasse comme de vils chiens.

Ils apportent avec eux la banque et l'industrie. Ils forment la bourgeoisie des petites villes. Dès le XVe siècle, ils ont leurs communautés, leur justice, leur diète et même leur budget particulier. Tolérance inouïe pour l'époque. Aucun effort pour les assimiler, aucune pression pour leur ôter leur langue. Au contraire. On redoutait la fusion.

Traversez les vieux quartiers de Varsovie : vous

trouverez à l'heure qu'il est, derrière le château royal, une véritable ville israélite, un grand tiers de la capitale, où l'on n'entend que les sons gutturaux du *yeddish*, où l'on ne voit que manteaux longs et casquettes noires.

Il aura fallu cent ans de régime tsariste pour qu'un parti politique invente à l'aube du xx[e] siècle un chauvinisme antisémite en Pologne et tombe ainsi dans le piège du gouvernement russe, qui n'a cessé de refouler à l'Ouest tous les Juifs de l'Empire afin d'y semer la discorde. Vieille tactique. Elle n'a réussi qu'à demi pourtant, car en 1906 on a vu la jeunesse polonaise prendre les armes pour empêcher les *pogroms* à Varsovie, où l'on avait envoyé des bandes noires.

Cette généreuse attitude, inspirée par la gauche, était certes plus conforme aux traditions nationales que le boycottage organisé par la droite et sévèrement jugé dans le monde entier.

En 1413 c'est l'union solennelle avec la Lithuanie : Union des peuples après celle des souverains. On signe à Horodlo cet acte inoubliable :

...Il n'y a que l'amour qui n'agit pas en vain : source de lumière, il éteint les jalousies, affaiblit les rancunes, procure à tous la paix ; il réunit ceux qui sont séparés, relève les déchus, efface les inégalités, redresse tout ce qui est courbé, vient au secours de chacun, n'offense personne. Quiconque vient se réfugier sous ses ailes y trouve un abri sûr, où nul danger ne saurait l'atteindre.

L'amour crée les lois, gouverne les royaumes, fonde les villes, mène vers le bien les Etats de la République. Celui qui méprise l'amour sera privé de tout.

Voilà pourquoi nous tous, qui sommes réunis ici, pré-

lats, chevaliers, gentilshommes, nous voulons nous mettre sous le bouclier de l'amour et, remplis d'un pieux sentiment à son égard, nous confirmons par l'acte que voici l'union de nos maisons, de nos familles et de nos blasons...

En 1569 les deux nations resserrent encore le lien qui fait leur force et remplacent l'union personnelle par l'union réelle. Lithuaniens et Polonais sont désormais tous citoyens de la République sérénissime avec la même Diète et les mêmes droits. Mais l'administration intérieure, bien qu'identique, reste autonome des deux côtés.

L'ombre au tableau, c'est la politique de la Diète de Lublin, qui détache les provinces ruthènes de la Lithuanie méridionale pour les faire passer à la couronne de Pologne en dépit d'une grande opposition. Il est vrai que le prestige de la culture attirait la classe instruite, à tel point que le polonais deviendra bientôt, sur tout le territoire de la République, la langue maternelle de la noblesse et l'idiome central des deux pays.

On maintiendra la langue ruthène dans les actes officiels pour observer un article du pacte, mais la majorité des gentilshommes de Lithuanie et de Ruthénie se poloniseront d'autant plus rapidement qu'on ne les y forcera pas.

Les paysans conserveront presque seuls leur langue et leur nationalité. On ne fera d'ailleurs aucun effort pour les en priver.

L'Union vivra plus longtemps que la République elle-même. A l'heure du grand déchirement, la Lithuanie donne à la Pologne Thadée Kosciuszko, le chef de l'insurrection suprême. Après les partages, elle lui don-

nera le grand poète de l'insurrection nationale Adam Mickiewicz.

En 1812, en 1830, en 1863 elle proclamera la fidélité de l'union dans la révolte et dans le malheur.

Il aura fallu cent ans de corruption tsariste et d'intrigues pour allumer là-bas des rivalités de langue parfaitement contraires aux traditions du pays. En dehors de ces rivalités, rien n'est plus légitime que les aspirations à l'autonomie — et même à l'indépendance — de tous les peuples.

La grosse difficulté réside surtout dans les questions de frontière. Comment les fixer dans certains pays où la société des villes est polonaise, tandis que la bourgeoisie y est juive et que la population des campagnes environnantes est lithuanienne, ruthène ou blanc-russienne? Il faudra en revenir à l'ancien fédéralisme libéral du temps jadis.

Au XVIe siècle, à l'âge d'or, c'est la Renaissance avec son brillant défilé de savants et d'artistes et c'est aussi le grand air frais de la liberté religieuse à l'heure même où la Saint-Barthélemy déshonore l'Europe sanglante.

La vieille Université de Cracovie, fondée en 1364, donne au monde un Copernic et devient la métropole de milliers d'étudiants slaves ou germains. Celle de Vilna s'ouvre en 1568. D'ailleurs les Polonais vont par centaines à Florence, à Bologne, à Paris, faire leurs humanités.

L'architecture italienne embellit partout les villes de leur patrie. « Rector magnificus » à Padoue au temps de sa jeunesse, Jean Zamojski fait bâtir Zamostj

et son Académie en souvenir et sur le modèle de la cité qu'il aimait tant. Au Wawel à Cracovie Della Lore et Castiglione travaillent à la résidence royale, et Berecci construit la chapelle des Sigismonds à la cathédrale.

L'hospitalité fait la joie du pays. Les maisons fastueuses ouvrent leurs portes aux réceptions brillantes. Un luxe éblouissant émerveille les hôtes. Riches tapis de Perse, meubles nacrés d'Asie Mineure, filigranes de Constantinople, ébène incrusté d'ivoire, tout l'Orient en couleurs y resplendit comme à Venise.

Sur un fond pareil, les joyaux d'or, les émeraudes et les rubis étincellent parmi les somptueux costumes que l'on frôle en circulant dans les salles : velours cramoisis, sabres damasquinés, manches relevées sur l'épaule, satins ramagés, zibelines moelleuses, dentelles de Flandre et souliers mignons brodés de perles.

Un luxe égal resplendit dans la culture intellectuelle et, quand le président De Thou raconte l'admiration des Parisiens devant l'équipage et la distinction des ambassadeurs polonais qui vinrent offrir la couronne élective à Henri de Valois en 1573, il ajoute qu'on remarqua surtout la pureté de leur français, leur aisance à parler latin et leur érudition « qui fit grande honte à nos courtisans ».

Une grande poésie classique enrichit la langue polonaise. La gloire d'un Janicki lui fera décerner la couronne de lauriers à Rome, au Capitole. Sur le tombeau de sa fille aimée, Kochanowski, l'ami de Ronsard, trouve une inspiration sublime.

Exhortant la Diète, comme Bossuet devait prêcher

un jour à la cour de France, un Skarga s'élève à des hauteurs d'éloquence qui marquent ses sermons pour l'éternité. Un Modrzewski fonde la sociologie moderne.

Discussions religieuses, pamphlets politiques, essais sur l'art grec ou sur la république romaine, les imprimés fourmillent et les idées abondent. Presses et bibliothèques travaillent sans relâche et se multiplient. Humanistes et proscrits étrangers se réfugient en Pologne. On invite les réformateurs à venir y faire des discours publics. Erasme correspond avec Tomicki l'évêque, et Mélanchton avec Jean Laski.

La rénovation religieuse est active. Une partie de la noblesse abjure le catholicisme. On bâtit des écoles et des temples calvinistes ou luthériens.

En Occident le sang coule et les bûchers grillent à petit feu des centaines de martyrs. Charles-Quint fait enterrer toutes vives des femmes protestantes et la France appauvrie perd toute une élite intelligente qui va renforcer les puissances rivales.

Tandis qu'on se prépare au Louvre à faire égorger les huguenots par milliers, le dernier des Jagellons, Sigismond-Auguste, dit aux Polonais : « Je ne suis pas le roi de vos consciences » et le grand chancelier Zamojski s'écrie : « Si cela pouvait vous faire tous catholiques, je donnerais la moitié de ma vie et je m'en réjouirais avec l'autre, mais je la donnerais tout entière plutôt que de voir quiconque employer la violence et vous contraindre. »

En 1573 Henri de Valois, élu roi de Pologne, doit prêter serment de respecter la loi fondamentale qu'on venait d'inscrire dans les *Pacta Conventa* pour garantir

la liberté religieuse à tous les habitants de la République. Grande nouveauté pour un prince qui avait vu de près le drame du balcon royal, d'où son frère Charles IX tirait sur les protestants qui traversaient la Seine en bateau.

La nation polonaise dans sa majorité ne voit pas dans les idées réformées une raison de quitter l'Eglise mais plutôt une série de critiques parfois utiles, dont elle aurait avantage à profiter pour corriger les fautes et supprimer les abus.

Les grands dignitaires du clergé pensent même à donner à l'Eglise de Pologne une forme plus nationale et plus indépendante. En tous cas la tolérance leur permet d'opérer sur le sol de la République une réconciliation mémorable. En 1595 à Brest-Litowsk les Eglises grecque et romaine proclament leur union sous la suprématie du pape. Chacune gardera son rite, oriental ou latin, mais l'unité catholique est rétablie dans la foi.

Pour ramener à la discipline orthodoxe ces « Uniates » des pays ruthènes, arrachés à la Pologne au temps des partages, la Russie emploiera les pires violences, depuis les cruautés de Catherine II jusqu'aux fusillades récentes en 1874.

CHAPITRE II

DÉCLIN DE LA RÉPUBLIQUE ET CAUSES DES PARTAGES.

Les rois suédois au XVIIe siècle. — L'absolutisme en Europe. — Lutte contre la réaction monarchique. — Démocratie farouche. — Les « Confédérations ». — Le *liberum veto.* — L'élection des rois. — Victoire de Sobieski sur les Turcs en 1683.

Faiblesse au XVIIIe siècle. — Appétit des voisins. — Situation géographique défavorable. — Intrigues étrangères. — Effort de rénovation. — Stanislas Leszczynski et la France. — Jésuites et *dissidents.*

La Prusse et la Russie contre les réformes. — Frédéric II à dix-neuf ans. — Testament de Pierre le Grand. — Catherine II. — Stanislas-Auguste Poniatowski. — Son élection. — Intrigues de Kayserling et de Repnin. — Violences russes.

Le XVIIe siècle est pour la Pologne une époque difficile et fatigante. Au dehors, la guerre avec la Suède, les Turcs et les Moscovites. A l'intérieur la défense contre les empiétements de certains rois.

Après la fuite honteuse d'Henri de Valois, qui part de nuit comme un voleur pour aller recueillir en France la succession de Charles IX, la Diète élit Etienne Batory qui va lutter pied à pied contre les prétentions du tsar Yvan le Terrible.

Puis c'est la série des rois suédois, qui vont brouiller les affaires de la République.

Neveu du dernier Jagellon, Sigismond Wasa n'a pas les principes de ses aïeux maternels. Il ne comprend pas un pays démocratique où le chancelier Zamojski

lui dit en pleine Diète : *Régnez, mais ne gouvernez pas!* En France Thiers devait reprendre la même formule trois siècles plus tard en proposant la royauté constitutionnelle en 1830. Alors que tous les souverains d'Europe établissaient chez eux le régime absolutiste, de Charles-Quint à Louis XIV, la Pologne entendait continuer au contraire son évolution libérale. Les efforts des Wasa pour s'affranchir du contrôle national vont provoquer une réaction générale contre l'autorité. On dira couramment : *le roi est fait pour le peuple et non le peuple pour le roi.* Les citoyens refuseront l'obéissance au monarque s'il ne tient pas ses engagements de respecter le pacte.

Ils finiront même par inscrire dans les lois de la République leur droit de se liguer contre lui pour sauvegarder les privilèges de la nation. Introduit dans un esprit de farouche défense contre les abus du pouvoir, ce droit finira par devenir un abus lui-même.

Chaque fois qu'un parti politique aura des raisons de se plaindre, il pourra former une *confédération* armée, nouvel Etat dans l'Etat, qui luttera pour faire triompher son point de vue.

La Diète ne pourrait-elle imposer elle-même son contrôle et les réformes urgentes ? Non, car elle devient de plus en plus impuissante à cause même de son libéralisme exagéré. Le droit des minorités est à tel point respecté qu'un seul député peut empêcher tout vote par le simple fait de son opposition. C'est le fameux *liberum veto.*

Devant une seule voix négative, la Diète est condamnée à renoncer à telle ou telle mesure indispen-

sable au bien du pays. La majorité en est réduite à former une « confédération » pour imposer sa volonté par les armes.

L'élection des rois complique encore les choses.

D'abord la liberté de choisir même un étranger encourage toutes les puissances à présenter des candidats et à fomenter des intrigues pour leur gagner des sympathies.

Ensuite on prendra l'habitude néfaste de se confédérer pour soutenir l'un ou l'autre. L'unanimité ne pouvant se faire sur un nom, la majorité fera triompher son élu par un coup de force et la minorité proclamera le sien de son côté. La guerre civile menacera le pays à chaque élection pour la plus grande joie des voisins qui feront tout pour exciter les partis.

Dès 1657 la Prusse fait reconnaître son indépendance et profite habilement du désordre en Pologne.

A la fin du siècle une armée turque formidable avance jusqu'à Vienne. L'Europe tremble devant l'invasion. Le pape fait appel à la Pologne et la victoire de Sobieski porte un coup définitif à la puissance ottomane. Au seuil de la décadence, la République jette un dernier éclat de gloire éblouissant, qui resplendit au loin jusqu'à Versailles.

Le XVIIIe siècle est celui des partages.

Affaiblie par ses guerres pour autrui et par ses luttes intérieures, la Pologne allait devenir la proie des ambitions menaçantes qui croissaient autour d'elle. Peu favorisée par la nature, elle n'avait pas comme la France une mer à l'Ouest et des montagnes à l'Est pour aider sa défense à l'heure de la grande lessive et

lui permettre ainsi de laver son linge en famille. Le moyen de se ressaisir avec des frontières ouvertes à toutes les invasions ?

Trois causes principales expliquent donc les malheurs de la République. D'une part l'appétit grandissant de ses voisins, de l'autre sa position de plaine au milieu des plaines, enfin ses vices politiques et plus encore peut-être son désir de s'en débarrasser.

Les meilleurs patriotes voyaient bien le péril. Une élite intelligente va s'efforcer de remonter le courant du désordre en réformant le système du gouvernement.

Un citoyen calme et savant monte sur le trône et se fait chasser deux fois par l'étranger. C'est le roi Stanislas Leszczynski. Les voisins de la République imposent les candidats saxons, qui subissent leur influence.

La Russie n'entend pas laisser à la Pologne l'occasion de réparer ses forces. En 1732 les cours de Pétersbourg et de Berlin s'entendent pour empêcher toute réforme au pays qu'elles convoitent. En 1762 elles signeront un véritable traité d'alliance pour s'opposer à l'établissement d'un trône héréditaire qui aurait supprimé l'anarchie des élections royales. Le loup se faisait berger de la constitution. Plaisants personnages à la vérité que ces deux autocrates si farouchement républicains chez les autres !

La France ne comprit pas assez le danger qu'on faisait courir là-bas à la tranquillité de l'Europe. La victoire des réformistes polonais aurait pu sauver un Etat dont l'existence et la force étaient bien nécessaires à l'équilibre. En 1734 Stanislas Leszczynski tint six mois à Dantzig contre les armées impériales. On

finit par lui envoyer deux mille Français. Les baïonnettes russes en eurent bientôt raison. Elles imposèrent à la Pologne Auguste III.

Retiré à Lunéville et à Nancy, le roi philosophe devint duc de Lorraine et beau-père de Louis XV.

Son influence pénètre encore au pays par les jeunes gens de son entourage. Plusieurs familles vont défendre à Varsovie des projets de réorganisation politique. Les Czartoryski et les Poniatowski vont même tenter de jouer au plus fin avec la Russie pour détourner son opposition. Elle se laissera prendre au jeu quelque temps pour mieux les jouer à son tour.

Le régime d'influence étrangère et la corruption russe démoralisaient le pays. Les souverains ne défendaient guère ses intérêts. Le trésor était vide et l'armée désorganisée.

Une dernière plaie devait encore hâter la catastrophe. Les Jésuites profitèrent de la faiblesse générale pour installer leur pouvoir occulte et faire perdre à la Pologne une de ses dernières gloires : la tolérance. Ils ne voulurent pas se contenter de la persuasion pour ramener au bercail de la foi romaine un grand nombre de familles protestantes. Ils finirent par faire passer une loi d'exception qui réservait aux seuls catholiques l'accès du pouvoir et du parlement. C'est leur influence qui fit donner aux luthériens, aux calvinistes et aux orthodoxes le nom de « dissidents », alors qu'au XVIe siècle tous les citoyens de la République s'étaient reconnu mutuellement la faculté d'être *inter se dissidentes* en matière de religion, sans aucune différence de droit quelconque.

Cette faute allait servir de prétexte aux interventions de la Prusse et de la Russie qui n'étaient catholiques ni l'une ni l'autre. La tsarine pouvait se donner l'air de protéger ainsi chez les autres la tolérance, inconnue chez elle. En même temps elle pouvait aliéner à la Pologne certaines sympathies parmi les philosophes de France.

Pour écarter les périls qui menaçaient la patrie de tous côtés, il eût fallu hâter sa rénovation par un mouvement national appuyé sur le peuple entier. En fermant encore aux *dissidents* la porte déjà close aux bourgeois et aux paysans, on augmentait l'indifférence et le découragement collectif.

Pour sauver le pays, il fallait donc rétablir avant tout l'égalité des droits et renforcer l'autorité responsable afin de guérir l'une après l'autre les maladies de la République. C'était le but des réformistes. Mais ces maladies étaient favorables aux intérêts des voisins qui pouvaient en profiter pour intervenir à leur gré. La Russie avait pris l'habitude incroyable d'envoyer en toute occasion des troupes en Pologne pour soutenir tel ou tel parti contre un autre. En 1764 Catherine II invite le roi de Prusse à s'allier avec elle pour s'opposer à tout changement dans la constitution de la Pologne.

Elle savait bien que Frédéric II n'était pas un naïf. C'est lui qui à dix-neuf ans déjà écrivait au conseiller von Natzmer en 1731 :

...Comme les pays prussiens sont si entrecoupés et séparés, je crois que le plus nécessaire des projets que l'on doit faire est de les rapprocher, ou de recoudre les pièces détachées qui appartiennent naturellement aux parties que

nous possédons, telle qu'est la Prusse polonaise, qui a appartenu de tout temps au Royaume et qui n'en a été séparée que par les guerres que les Polonais eurent contre l'ordre teutonique, qui la possédaient alors...

Ce pays étant acquis, non seulement l'on se fait un passage entièrement libre de Poméranie au Royaume de Prusse, mais l'on bride les Polonais et l'on se met en état de leur prescrire des lois par la raison qu'ils ne peuvent se défaire de leurs denrées qu'en les faisant descendre la Vistule... [1]

Une dizaine d'années plus tôt, Pierre le Grand avait légué à ses héritiers un programme politique si bien suivi par eux qu'on a pu le résumer un jour dans ce testament fameux et digne d'être authentique :

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, Nous Pierre Ier, etc..., à tous nos descendants et successeurs au trône et gouvernement de la nation russe....

Regardant le peuple russe comme appelé, dans l'avenir, à la domination générale de l'Europe, je laisse à mes héritiers les enseignements suivants :

I. Entretenir la nation russe dans un état de guerre continuelle pour tenir le soldat aguerri et toujours en haleine...

II. Appeler par tous les moyens possibles, de chez les peuples instruits de l'Europe, des capitaines pendant la guerre et des savants pendant la paix...

III. Prendre part, en toute occasion, aux affaires et démêlés quelconques de l'Europe...

IV. Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et des jalousies continuelles ; gagner les puissants à prix d'or ; influencer les diètes, les corrompre, afin d'avoir action sur

[1] Février 1831. Lanson, *Choix de lettres du XVIIIe siècle.* Paris, 1909.

l'élection des rois ; y faire nommer ses partisans, les protéger ; y faire entrer les troupes moscovites, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait.

Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément en morcelant le pays, jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui aura été donné.

V. Prendre le plus qu'on pourra de la Suède...

VI. Prendre toujours les épouses des princes russes parmi les princesses d'Allemagne...

VII. Rechercher de préférence l'alliance de l'Angleterre pour le commerce...

VIII. S'étendre sans relâche vers le Nord, le long de la Baltique, ainsi que vers le Sud, le long de la mer Noire.

IX. Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y règnera sera le vrai souverain du monde.

Etc.... [1]

Quant à Catherine II, que le Prince de Ligne appelait malicieusement Catherine *le Grand*, elle était connue pour ses vices et pour son ambition démesurée qui ne s'embarrassait d'aucun scrupule.

Née pour commander, vivant dans la débauche, elle avait fait étrangler son mari après l'avoir détrôné.

C'est elle qui publiait des ukases en faveur de l'instruction publique et s'empressait d'écrire à tel gouverneur de province qui les prenait au sérieux :

« L'ordre d'ouvrir des écoles dans mon empire n'est pas pour nous, mais pour l'Europe, car du moment où le peuple russe saura lire, je ne resterai pas impératrice, ni vous gouverneur. »

Il fallait ménager la galerie et surtout le public français des encyclopédistes, où Catherine avait su trouver des amis.

[1] Cité par Henri Martin dans *La Russie et l'Europe*. Paris, 1866.

En 1763, le trône de Pologne étant vacant, l'impératrice impose à la Diète l'élection de son ancien amant, Stanislas-Auguste Poniatowski, gentilhomme diplomate et lettré, mais indécis, mieux fait pour briller dans les salons de Pétersbourg et de Paris que pour tirer sa patrie d'embarras.

Voici les instructions que la tsarine envoie le 6 novembre 1763 à son ambassadeur à Varsovie, le comte Kayserling, et au prince Repnin qui le secondait :

« Vous emploierez tout l'argent et les 100 000 roubles que je vous envoie afin d'augmenter le nombre des chefs et des adhérents de notre parti. Si notre candidat n'est pas élu, alors sans aucune déclaration, nous ordonnerons à nos troupes d'envahir le territoire polonais, de regarder nos adversaires comme des rebelles et de détruire par le fer et par le feu leurs biens et leurs propriétés. Dans ce cas nous nous concerterons avec le roi de Prusse. »

Tandis qu'elle donnait ces ordres en secret, la tsarine faisait répandre en public une protestation solennelle contre les « faux bruits » qui lui attribuaient des intentions de partage, assurant les Polonais *que la justice et l'humanité seules guidaient sa conduite et qu'elle ne permettrait à personne de toucher au territoire de la République.*

Catherine, en effet, ne demandait pas mieux que de se réserver la proie tout entière. Elle envoya quarante mille hommes pour assurer le succès de son candidat. Deux ans plus tard elle en dépêcha cinquante mille pour s'opposer aux plans de réforme et forcer la Diète

à signer un traité d'alliance avec la Russie. *L'impératrice y promettait solennellement de protéger les libertés de la Pologne et lui garantissait à jamais son intégrité*, ce qui ne l'avait pas empêchée d'exercer des violences inouïes sur les Polonais qui n'approuvaient pas ses procédés. Ses agents avaient arrêté les évêques de Kiew et de Cracovie et fait déporter en Sibérie les comtes Rzewulski, père et fils.

CHAPITRE III

JEAN-JACQUES ROUSSEAU ET LA RÉSISTANCE POLONAISE

La Confédération de Bar en 1768. — Les envoyés français : Choisi, Thesby de Belcour. — Taulès. — Dumouriez. — Vioménil. — Catherine incite les Zaporogues au massacre des Polonais et des Juifs.

L'envoyé des Confédérés de Bar à Paris. — Wielhorski chez Mably et Jean-Jacques. — Les *Considérations* de Rousseau *sur le gouvernement de Pologne*. — Catherine II et les philosophes. — L'*Histoire* de Rulhière. — Son témoignage impartial. — Anarchie et sécurité publique.

Indignés de tant d'outrages et désespérés de la faiblesse du roi, les patriotes les plus courageux forment, en 1768 la *Confédération de Bar* pour défendre l'indépendance et la dignité de leur patrie.

Catherine aussitôt les traite en rebelles et force le malheureux Stanislas à solliciter une intervention de sa part. C'est pour les armées russes une excellente occasion d'envahir la Pologne.

Sur le versant hongrois des Carpathes, les vaillants confédérés établissent leur quartier général dans la petite ville d'Epériès. Bientôt leurs détachements vont inquiéter partout les Russes par une lutte acharnée de guérillas et de batailles imprévues.

La France envoie aux Confédérés quelques secours d'argent et plusieurs officiers d'expérience, dont on a conservé certaines correspondances, en particulier les rapports du lieutenant-colonel de Choisi, qui raconte

le siège de Cracovie, et les lettres du colonel Thesby de Belcour, qui fait le récit des atrocités commises par les armées russes. Il cite avant tout les exploits du colonel Drewitz, qui faisait écorcher vif et mutiler ses prisonniers. Il s'agissait de répandre partout la terreur et d'impressionner les populations. Le procédé n'est pas nouveau.

Catherine sut même déchaîner par un manifeste sanguinaire la fureur des tribus cosaques des Zaporogues et les employer pour faire un massacre épouvantable de Polonais et de Juifs en Ukraine et en Podolie. Hommes, femmes, enfants, tout fut égorgé sans distinction.

Le cabinet de Versailles avait chargé M. de Taulès d'une mission secrète auprès des Confédérés. Il fut déçu de les trouver en pleine dissension et s'en retourna sans avoir employé les subsides qu'on lui avait confiés. Après la chute de Choiseul, c'est Dumouriez qui fut envoyé là-bas, mais il voulut tout commander et fut bientôt remplacé par le baron de Vioménil, qui nous a laissé des mémoires détaillés.

De son côté la Confédération de Bar se fit représenter en France par le comte Michel Wielhorski. Désireux d'intéresser à la cause de sa patrie les esprits les plus généreux de Paris, le diplomate polonais visita les grands écrivains du temps. Mais il tombait sur un milieu mal disposé : Catherine et Frédéric avaient su gagner les sympathies des philosophes par Voltaire, par Diderot, par d'Alembert et par le baron Grimm, qui servait d'informateur à l'impératrice.

Dans toute cette brillante société littéraire du XVIIIe siècle, trois écrivains seulement osèrent témoigner une active sympathie aux Polonais qui luttaient pour leur indépendance. Ce furent l'abbé de Mably, Jean-Jacques Rousseau et l'historien Claude de Rulhière.

En 1769 le comte Wielhorski avait demandé à Mably d'écrire ses observations sur l'état politique de la Pologne [1]. Il eut l'idée d'aller faire à Rousseau la même proposition quand celui-ci revint à Paris dans l'été de l'année 1770. Il trouva le philosophe genevois installé dans son petit appartement du quatrième à la rue Plâtrière, accablé par la curiosité générale dont il était l'objet, importuné par les visites et les invitations qui pleuvaient sur lui de tous côtés.

Jean-Jacques se prêta néanmoins à recevoir plus d'une fois le comte Wielhorski et accepta même d'écrire les « Considérations sur le gouvernement de Pologne ». Il y mit toutefois ces deux conditions, que son travail ne serait ni rétribué, ni publié.

La Confédération de Bar a sauvé l'honneur de la patrie expirante, écrivait-il dans son ouvrage. Il faut graver cette grande époque dans les cœurs. Je voudrais qu'on érigeât un monument... Une seule chose suffit pour rendre la Pologne impossible à subjuguer, c'est l'amour de la patrie

[1] Mably remit au comte Wielhorski pour les Confédérés de Bar un premier mémoire *Du gouvernement et des lois de Pologne*, daté du château de Chantôme le 31 août 1770, puis un second (qui était une revision du premier), daté du château de Liancourt le 9 juillet 1771. Il écrivit plus tard une étude plus courte *De la situation politique de la Pologne en 1776* et enfin le *Banquet des politiques* qui parut avec les trois autres dans l'édition de ses œuvres en 1790 chez Barrois, à Paris.

et de la liberté, animé par les vertus qui en sont inséparables. Tant que cet amour brûlera dans vos cœurs, il ne vous garantira pas peut-être d'un joug passager, mais tôt ou tard il fera explosion, secouera le joug et vous rendra libres. Travaillez sans relâche, sans cesse, à porter le patriotisme au plus haut degré dans tous les cœurs polonais.

Enfin, si vous ne pouvez empêcher que vos voisins vous engloutissent, faites au moins qu'ils ne puissent pas vous digérer.

C'est en 1772 que Jean-Jacques fit tenir au comte Wielhorski le manuscrit mis au net et recopié de sa propre main. Il fut imprimé pour la première fois en 1782 dans l'édition des œuvres complètes de Rousseau, publiée à Genève après sa mort.

Mais le secret n'avait pas été gardé comme on l'avait promis et l'illustre ami des Polonais se plaignit amèrement que son manuscrit fût tombé aux mains de d'Alembert[1]. Il est en tous cas certain que les idées de Rousseau sur la Pologne furent connues de son vivant. Il ne cachait d'ailleurs pas ses sympathies. Elles lui valurent les visites enthousiastes des Polonais qui passaient à Paris, mais elles lui attirèrent aussi la haine et les railleries de Frédéric, et surtout de Catherine, qui était furieuse de voir un homme si pauvre et si grand qu'on ne pouvait l'acheter. Pas moyen de lui payer sa bibliothèque 80 000 francs comme à Diderot, ni de l'en nommer conservateur avec une rente viagère !

[1] L'historien polonais Askénazy, qui avait débuté par une étude où il avait rendu justice à Jean-Jacques, a publié depuis lors en 1898 dans la *Biblioteka Warszawska* les lettres indignées de Rousseau à Wielhorski en 1777 et les explications gênées de d'Alembert.

L'impératrice était habituée à faire taire les écrivains trop indiscrets. Son ambassadeur à Paris, le prince Galitzine, était chargé de répartir les arguments sonnants d'après les conseils du baron Grimm.

Rulhière a raconté comment on lui proposa jusqu'à trente mille francs pour obtenir le manuscrit de son *Histoire de la Révolution de Russie* qui contenait des vérités sur le rôle de Catherine. Le spirituel historien refusa l'offre avec malice. « Vous perdriez la somme, répondit-il à l'agent russe, car chaque ligne est inscrite dans ma mémoire. »

En 1768 Rulhière fut chargé d'écrire l'histoire des troubles de Pologne pour l'éducation du Dauphin. Cet ouvrage, auquel il consacra vingt-deux années de sa vie, est un admirable tableau de la vie polonaise et des intrigues russes à l'époque du premier partage. Elu membre de l'Académie française en 1787, Rulhière mourut quatre ans plus tard et ses héritiers vendirent le manuscrit à l'ambassade de Russie ; mais il avait eu la précaution d'en déposer deux copies au ministère des Affaires étrangères. C'est ainsi que Napoléon put faire publier ce travail en 1807 au grand déplaisir du tsar Alexandre qui, à l'entrevue de Tilsit, lui reprocha d'avoir ainsi disposé d'un livre que sa grand'mère avait payé si cher.

Le témoignage impartial de Rulhière est un précieux document. Sévère pour les défauts de la Pologne, il donne à sa chute une couleur pourtant bien différente de la thèse officielle russe, qui fut abondamment répandue par une propagande riche et puissante et

qui a laissé des marques profondes jusque dans les manuels d'histoire des écoliers d'aujourd'hui.

On sait assez comment un gouvernement impérialiste peut faire accréditer une thèse historique utile à sa cause. Depuis 1870 n'y a-t-il pas en Europe deux explications de la dépêche d'Ems ? N'y a-t-il pas déjà deux histoires opposées des origines de la guerre mondiale ?

La conspiration du silence, la déformation des faits et l'accusation pure et simple d'anarchie, trompétée sans appel, ne suffisent pas à motiver un jugement définitif sur les malheurs de la Pologne. « C'est un fait prodigieux et humiliant, s'écrie Michelet en 1863, que le monde des lumières et de la civilisation ait pu, depuis un demi-siècle, se laisser tromper là-dessus[1]. »

Il faut au moins rappeler que cette anarchie politique n'était pas agressive et gênait si peu les voisins qu'ils n'ont cessé de l'entretenir de leur mieux. Elle ne gênait pas trop les Polonais non plus et aurait même pu se prolonger parfaitement bien jusqu'à l'heure d'une rénovation pacifique, si la Russie était restée chez elle.

« Ce qui peut à peine se comprendre, écrivait Rulhière en parlant de la Pologne au temps de Louis XV, c'est que dans une pareille anarchie elle paraissait heureuse et tranquille. La sûreté régnait dans les villes ; les voyageurs pouvaient sans rien craindre, traverser les forêts les plus solitaires et les routes les plus fréquentées. Jamais on n'entendait parler d'aucun crime

[1] *Légendes démocratiques du Nord.* Paris, 1863.

et rien peut-être ne fait plus d'honneur à la nature humaine et ne confirmerait mieux l'opinion philosophique que l'homme est naturellement bon. »

Voyageant en 1779 avec lord Herbert, le professeur anglais William Coxe, de l'Université de Cambridge, raconte qu'en Pologne ils pouvaient laisser leur voiture à la rue toute la nuit sans surveillance et sans qu'on leur volât jamais rien, tandis qu'en Russie on leur dérobait tous les soirs quelque chose en dépit des meilleures précautions [1].

C'est un fait bien connu que les caisses provinciales, transportées à Varsovie chaque année avec des sommes atteignant jusqu'au million de florins, n'étaient accompagnées que d'un seul ou de deux cavaliers et ne couraient aucun risque. A la même époque, au pays des rois absolus, les bandits infestaient les grandes routes, et la France dut subir la terreur des Mandrin avant celle des Robespierre. La Pologne ignora l'une et l'autre, aussi bien que le régicide, complètement absent de son histoire.

Sans doute la sécurité publique n'est pas tout pour un Etat et les Polonais avaient certes bien à faire pour dissiper la confusion qui régnait dans leur vie politique et pour améliorer le sort des paysans.

Ils y pensaient. Les Zamojski, les Jablonowski, les Poniatowski donnaient l'exemple en affranchissant leurs serfs par centaines de mille au grand déplaisir de Catherine. Enfin leur patrie n'était pas seule à mériter

[1] William Coxe. Voyage en Pologne, Russie, Suède, etc... chez Barde, Manger et Cie, Genève 1786.

les critiques. Au contraire, c'est elle qui en méritait le moins. En comparaison des autres grands pays d'Europe, on la considérait d'ailleurs à bon droit comme l'un des plus avancés, en vérité beaucoup trop avancé pour son temps.

C'était une chose bien lamentable en effet que de voir la liberté discréditée par le désordre et par l'intrigue étrangère ; mais pour déchaîner les violences d'une Révolution française, il fallait des abîmes d'injustice et d'inégalité beaucoup plus proches de la tyrannie russe que du libéralisme polonais.

CHAPITRE IV

L'Europe et le premier partage.

Occasion du premier partage. — Guerre turco-russe. — Médiation autrichienne. — Frédéric et Joseph à Neustadt. — Henri de Prusse à Pétersbourg. — Scrupules de Marie-Thérèse. — Le duc de Rohan à Vienne. — Le traité de 1772.

Apathie de la France et de l'Angleterre. — Louis XV regrette Choiseul. — George III plaint Stanislas. — Catherine et la presse anglaise. — Cynisme de Frédéric et de Voltaire. — Dissolution de la Confédération de Bar en Suisse. — L'inscription de Rapperswil.

Pour aider les Confédérés de Bar en 1769, la France avait poussé la Turquie à déclarer la guerre à Catherine. Une pareille diversion était la bienvenue sans doute, et ce fut pourtant le fatal événement qui détermina le premier partage de la Pologne. Voici comment :

Les armées russes, ayant envahi le territoire ottoman jusqu'au Danube, occupaient les provinces valaque et moldave qui forment aujourd'hui la Roumanie. L'Autriche avait grand'peur de voir la Russie installée définitivement dans ces parages et redoutait de l'avoir pour voisine. Elle avait même promis à la Porte de s'opposer à toute conquête russe de ce côté-là.

Quand la Turquie sollicita la médiation de la cour de Vienne pour conclure la paix, Joseph, fils de Marie-Thérèse, était précisément à Neustadt en train de dis-

cuter avec le roi de Prusse les moyens d'éviter un agrandissement de la Russie aux dépens de l'Empire ottoman.

Frédéric II s'empressa d'envoyer son frère à Pétersbourg et c'est le prince Henri qui eut le premier l'idée de proposer le démembrement de la Pologne pour contenter tout le monde en offrant une compensation générale aux dépens du voisin. Catherine eût préféré se réserver la Pologne tout entière, mais elle pensa pouvoir se rattraper plus tard et, lorsque Henri de Prusse revint à Potsdam, il emportait un plan de partage admirablement esquissé par l'impératrice pour « désintéresser l'Autriche ».

Frédéric II l'accueillit d'abord avec indignation, mais la nuit ayant porté conseil et noyé ses derniers scrupules, il félicita son frère de « son heureuse inspiration, qui sauvait la monarchie ».

Mais il fallait encore faire accepter le projet à Marie-Thérèse et l'on craignait de rencontrer d'insurmontables difficultés de sa part.

En effet l'impératrice-reine d'Autriche-Hongrie avait la réputation d'une femme pieuse. En outre elle détestait Frédéric II, qui lui avait enlevé la Silésie, et méprisait Catherine, dont les vices grossiers la scandalisaient.

Depuis la mort de son mari, elle passait des heures entières dans un oratoire funéraire tendu de noir, avec des crucifix, des têtes de morts et le portrait du défunt empereur.

A l'idée de souiller la fin de son règne par un partage aussi criminel, Marie-Thérèse fut remplie d'horreur ; mais son ministre Kaunitz lui fit comprendre qu'elle

n'avait guère le choix entre la paix avantageuse qu'on lui proposait et la guerre formidable où l'entraînerait un refus. Si elle avait pu compter sur un secours actif de son allié de Versailles, peut-être eût-elle choisi pourtant le chemin de l'honneur, mais la chute de Choiseul et la faiblesse du nouveau gouvernement français lui donnaient à penser qu'elle ne serait pas plus soutenue que la Turquie ne venait de l'être en dépit des promesses de la France.

Ainsi les conversations commencèrent entre Vienne et Pétersbourg et l'Autriche fit payer cher ses scrupules en obtenant la plus belle part de cette première opération comme prix de sa participation « à contre cœur ».

Son cas fait songer à celui d'un certain juge qu'un plaideur voulut séduire et qui se récria : « Cinquante mille francs, monsieur ? Fi donc ! Je suis bien trop honnête pour me laisser corrompre à ce prix-là. » Mais pour deux cent mille il vendit sa conscience, à contre cœur aussi.

Le prince Louis de Rohan, qui représentait la France à Vienne, avertit en vain son gouvernement des machinations qui se tramaient en secret, mais ni Louis XV, ni le duc d'Aiguillon ne voulurent croire possible une pareille infamie. Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, que la France eut le grand tort de se fier trop aveuglément aux bonnes intentions d'une alliée.

« J'ai vu Marie-Thérèse pleurer sur les infortunes des Polonais opprimés, écrivait le prince de Rohan, mais cette princesse, habile à dissimuler ses projets, a des larmes à volonté. D'une main elle porte son mou-

choir à ses yeux pour essuyer ses pleurs et de l'autre elle manie le sabre qui doit partager la Pologne. »

Tombée sous les yeux de Mme Dubarry, cette lettre fut citée à l'un de ses soupers. Une mauvaise langue s'empressa d'aller raconter la chose à la Dauphine Marie-Antoinette, qui ne manqua pas d'en avertir sa mère...

Le 24 juillet 1772 les traités du premier partage furent signés à Pétersbourg. Moins Dantzig et Thorn, Frédéric II obtenait la Prusse Occidentale et une partie de la Grande-Pologne, soit un territoire de 630 000 milles carrés avec 416 000 habitants.

La Russie prenait toute la région de Polotsk, Witebsk et Mohilew jusqu'au Dniepr et à la Duna, soit environ 2000 milles carrés avec 1 800 000 âmes.

Quant à l'Autriche, on lui attribuait le pays qui forme aujourd'hui la Galicie. Il s'agissait de 1280 milles carrés avec une population de 2 700 000 habitants.

Cette rupture de tous les traités, cette violation criminelle de toute bonne foi publique eût certes mérité d'attirer sur la tête des coupables un châtiment infligé par une ligue de tous les autres Etats, réunis en coalition justicière. Il n'en fut rien.

Les deux puissances qui étaient seules en mesure de prendre une pareille initiative avouèrent leur faiblesse en gardant le silence. L'Angleterre et la France avaient perdu leur influence dans les affaires de l'Europe.

Le vieux roi Louis XV, en apprenant à Versailles la nouvelle du partage, se contenta de dire en soupirant : « Si l'*autre* eût été ici, cela ne serait pas arrivé. » L'autre, c'était Choiseul, et nul éloge ne lui fit plus d'honneur.

Quant à George III d'Angleterre, inquiet surtout des événements d'Amérique, où grondait la révolte, il ne trouva rien d'autre à répondre à l'appel déchirant du roi Stanislas que cette lettre glaciale du 17 novembre 1772 :

Monsieur mon frère,

Votre Majesté rend justice, dans sa lettre du 27 octobre à mes sentiments au sujet de ses malheurs et de ceux de son Etat. Il y a bien longtemps que j'ai vu, avec la douleur la plus extrême, les maux qui entourent Votre Majesté et qui ont abîmé la Pologne. Je crains que ces malheurs soient arrivés au point de ne pouvoir être redressés que par le Tout-puissant, et je ne vois pas d'autre intervention qui puisse y remédier. J'exercerais volontiers la mienne si je voyais le moment qu'elle pourrait être utile.

La justice doit être le guide invariable des souverains. Je voudrais bien supposer qu'elle ne les abandonne jamais. Mais si malheureusement des intérêts temporels l'emportent quelquefois sur elle, il faut espérer qu'elle reprendra toujours sa place dans des conjonctures plus favorables.

La constance et la magnanimité de Votre Majesté ne peuvent que lui concilier l'estime et l'admiration universelles.

Je suis, avec les sentiments de l'amitié la plus sincère, Monsieur mon frère, de Votre Majesté le bon frère.

George, roi.

Il faut avouer que c'était là une consolation un peu austère à offrir au souverain d'une nation généreuse qui criait au secours tandis qu'on arrachait trois lambeaux du corps vivant de sa patrie.

Le gouvernement britannique, déjà très impopulaire en Angleterre, se rendit plus impopulaire encore et la presse de Londres fut si sévère à son égard et si

violente envers Catherine, que l'impératrice de Russie écrivit au comte Worontsow, son ambassadeur :

« Il y a trois remèdes à cela, le premier c'est d'inviter le journaliste anglais à un rendez-vous et de le faire fustiger ; le deuxième, c'est de l'acheter ; le troisième, de supprimer son journal. »

Le comte assura plus tard dans ses mémoires qu'il avait fait taire au moins vingt journaux anglais. Il se vantait peut-être.

Tandis que cette même Catherine écrivait à Frédéric II : *Je prends tout le blâme sur moi*, celui-ci poussait le cynisme effronté jusqu'à rimer une ballade comique sur le partage de la Pologne, et Voltaire n'eut pas honte de l'en féliciter.

Les gens de cœur en jugèrent autrement et la marquise du Deffant écrivit à Voltaire : « Vous devriez bien employer votre éloquence à faire abolir les usages qui confondent le vrai avec le faux et qui rendent les signatures inutiles. Je voudrais que vous fissiez des factums pour les pauvres Polonais... [1] »

Marie-Thérèse, elle, fut moins fière du crime que ses deux complices. Quand le marquis de Breteuil se présenta quelques années plus tard à Vienne comme ambassadeur de France, elle lui dit en l'accueillant à sa cour : « Je sais monsieur, que ce qui a été fait en Pologne a souillé mon règne d'une tache ineffaçable, mais on me pardonnerait si l'on savait mes répugnances et la foule de circonstances qui se sont réunies pour faire fléchir mes principes. »

Vaincus par la diplomatie et non par les armes, les

[1] 8 octobre 1773. *Corresp.* éd. Moland, Paris, 1882.

Confédérés de Bar n'avaient plus qu'à dissoudre leur vaillante ligue avec le sentiment d'avoir au moins sauvé l'honneur de la patrie. Réfugiés à Lucerne, en Suisse, en 1773, Michel Pac et son fidèle secrétaire Bohusz se réunirent en novembre avec les autres chefs dans la petite église de Rheineck, au fond du canton de Saint-Gall, et non loin du lac de Constance. C'est là qu'ils signèrent leur protestation solennelle *contra dismembrationem.*

A Rapperswil, en 1868, le comte Plater voulut commémorer le centenaire de fondation de la Confédération de Bar en réalisant le vœu de Jean-Jacques Rousseau : il fit élever un monument devant les murs du vieux château féodal où il installait le musée national des émigrés polonais. Une colonne, surmontée d'un aigle, domine cette éloquente inscription déjà pâlie par les hivers :

L'esprit immortel de la Pologne, par une lutte sanglante et séculaire, proteste contre l'oppression par la force et, sur le libre sol de l'Helvétie, fait appel à la justice de Dieu et du monde.

CHAPITRE V

Deuxième et troisième partages.

Régénération politique en Pologne. — La Constitution du 3 mai 1791. — Sa sagesse admirée par Edmund Burke et Fox en Angleterre. — Renouveau de puissance. — Alliance prusso-polonaise. — Oginski chez Pitt.

Occasion du second partage. — Catherine II contre la démocratie. — Elle soutient la confédération targowitzienne. — Invasion russe en 1792. — Félonie de Frédéric-Guillaume qui renie ses traités. — Faiblesse du roi Stanislas. — Triomphe russe. — Battue en France, la Prusse envahit la Pologne. — Diète de Grodno. — Violences de l'ambassadeur Sievers. — Le traité de 1793.

Occasion du troisième partage. — Coalition contre la France. — L'insurrection de Kosciuszko détourne le coup. — Ecrasement de la Pologne. — Massacre de Praga. — Traité de 1795. — Les trois parts.

Après l'avoir ainsi mutilée des trois côtés à la fois, les voisins de la Pologne lui laissèrent enfin quelque repos. Grandie par la souffrance, la République avait compris la leçon qu'il fallait tirer d'événements si douloureux. Elle se mit avec ardeur à corriger ses fautes et retrouva son unité nationale dans le désir général de renforcer l'Etat.

Tandis qu'en France les idées démocratiques allaient contribuer au déchaînement des passions révolutionnaires, en Pologne au contraire elles allaient contribuer avant tout à rétablir l'ordre et la paix intérieure.

La nation tout entière est enflammée d'un zèle de réforme et la littérature politique est abondante à cette

époque. On y discute avec entrain les idées de Jean-Jacques Rousseau et l'on publie après sa mort une traduction des conseils qu'il avait donnés à la Pologne.

On commença par installer à Varsovie un ministère de l'Instruction publique, le premier qui fut créé en Europe.

On n'osa plus faire usage du *liberum veto*, désormais discrédité par les intrigues de l'étranger, qui l'avait tant de fois employé pour intervenir dans les diètes par le moyen de quelque traître ou de quelque naïf.

On songea de plus en plus à rendre la couronne héréditaire afin d'assurer la continuité du pouvoir et de supprimer le danger des élections. Les regards se tournèrent vers la maison de Saxe pour trouver une famille qui puisse régner sur la Pologne en évitant les jalousies entre les magnats du pays.

La diète qui se réunit en 1788 travailla deux ans à rédiger une nouvelle charte libérale où toutes ces réformes étaient réalisées. En 1790 elle fit élire une seconde représentation, qui se joignit à la première, et cette assemblée nationale adopta la fameuse Constitution du 3 mai 1791, qui fit l'admiration du monde par sa largeur démocratique et la sagesse de ses lois.

Non seulement elle inaugurait en Europe un régime parlementaire stable avec un cabinet responsable, mais elle étendait le droit de vote aux bourgeois des villes et aux paysans propriétaires qui payaient au moins cinq livres de taxe annuelle. Quant aux serfs attachés à la terre de leurs maîtres, elle facilita leur affranchissement par une loi spéciale.

En Angleterre l'œuvre de la Grande Diète fut louée par les juristes les plus célèbres. Après Fox et Thomas Payne, Edmund Burke en fit l'éloge à la Chambre des Communes.

« L'humanité doit se réjouir et se glorifier, s'écria-t-il, quand elle considère le changement en Pologne : rien n'y est faible, rien n'y est honteux ! Ce changement est d'une nature si élevée qu'il sera le bienfait le plus noble et le plus grand versé sur l'espèce humaine. ...A cette merveille bienfaisante se joint encore la gloire particulière d'une prévoyance couronnée par le succès qui a su prévenir la plus légère effusion de sang. Tout ce qui est arrivé a été tellement conservé dans les bornes de la dignité, de l'harmonie et de la décence qu'on n'a jamais rien vu de semblable en pareilles circonstances. O nation fortunée, s'il t'est donné de pouvoir achever comme tu as commencé ! »

Relevée dans sa puissance, avec un gouvernement fort appuyé sur une armée régulière, la Pologne, même amoindrie dans son étendue, reprenait en Europe une place importante et Frédéric-Guillaume, qui avait succédé à Frédéric II sur le trône de Prusse, fut heureux de signer avec elle un traité d'alliance en la félicitant de sa nouvelle constitution. Mais il aurait voulu qu'on lui cédât Thorn et Dantzig. Malgré les conseils du jeune ministre anglais William Pitt au prince Oginski, chargé d'une mission à Londres, les Polonais ne purent se décider à ce nouveau sacrifice. Il devait leur en coûter cher un peu plus tard.

Catherine était furieuse des changements opérés en

Pologne *sans sa permission.* Effrayée des progrès de la révolution française, elle enrageait de voir les idées démocratiques s'implanter si près de son empire. Encore si les Polonais s'étaient livrés à la passion des luttes révolutionnaires, elle aurait pu jouer le rôle de Raminagrobis et les croquer tous en intervenant au bon instant ; mais l'ordre était rétabli tout au contraire, et la Pologne se relevait. Il fallait en finir à tout prix et, tandis que ses alliés se chargeraient d'écraser la France, elle s'occuperait de l'autre, qui lui ressemblait comme une sœur, *la France du Nord,* aux yeux d'un Michelet.

Sitôt qu'elle a terminé sa nouvelle campagne contre les Turcs, la tsarine convoque à Pétersbourg une poignée de mécontents et de félons parmi les conservateurs polonais. Les ayant engagés à former la Confédération de Targowitz, elle envahit la Pologne avec cent mille hommes pour soutenir leur cause et libérer la république des « infâmes jacobins » au nom de la justice et de la charité chrétienne. Elle avait déjà publié le 2 février 1792 un premier manifeste contre la France et la Pologne :

« ...J'engage donc mon armée et tous mes sujets à repousser jusqu'au bout de l'univers les peuples qui adopteraient ce système de fausse liberté, destructeur de toute autorité et à combattre les rois mêmes qui voudraient l'établir dans leurs Etats. »

Devant cette invasion formidable, Stanislas-Auguste fit appel à son allié Frédéric-Guillaume, qui répondit sans rougir que le traité ne s'appliquait pas dans un

cas pareil et qu'il ne pouvait aller défendre une Constitution « adoptée à son insu [1] ».

Au lieu d'étaler une pareille mauvaise foi, le roi de Prusse eût mieux fait d'avouer qu'il avait des soucis d'un autre côté. Il avait en effet joint ses armées à celles de l'Autriche pour aller rétablir en France le pouvoir de Louis XVI et des émigrés, mais les troupes de la Révolution lui donnaient du fil à retordre et repoussaient les siennes jusqu'à Mayence aux accents de la « Marseillaise ».

La Pologne fut donc seule à se défendre contre la Russie, et le prince Joseph Poniatowski organisa de son mieux les forces nationales. Il était secondé par Thadée Kosciuszko, revenu d'Amérique après avoir pris part à la guerre d'indépendance et reçu de Washington le diplôme de général. Mais l'armée fut bientôt livrée à la trahison du roi Stanislas, qui renia tous les

[1] Or le 16 mai 1791 Goltz, chargé d'affaires de Prusse à Varsovie, avait demandé audience à la députation des affaires étrangères de la diète et déclaré qu'il venait de recevoir de Sa Majesté le roi de Prusse l'ordre de témoigner en son nom *combien il avait éprouvé de satisfaction, en apprenant l'heureuse révolution qui avait enfin donné à la Pologne une constitution sage et régulière.*

Quant au traité d'alliance du 29 mars 1790 entre la Prusse et la Pologne, il contenait cette clause assez claire :

« Si une puissance étrangère, quelle qu'elle soit, en vertu d'actes précédents ou de stipulations quelconques, réclamait le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la République de Pologne, en quelque temps et de quelque manière que ce soit, Sa Majesté le roi de Prusse s'engage à employer ses bons offices pour prévenir les hostilités qui pourraient naître d'une pareille prétention. Si ces bons offices demeuraient sans résultat, et si les hostilités qui pourraient naître d'une pareille prétention venaient à éclater, Sa Majesté le roi de Prusse considérant un tel événement comme un cas prévu dans le traité, prêterait assistance à la République, conformément à la teneur de l'article 4 du présent traité. »

L'article 4 garantissait un secours de 20 000 ou 30 000 hommes ou, en cas de nécessité, de toutes les forces disponibles de la Prusse.

serments qu'il avait prêtés et signa, par faiblesse envers Catherine, son adhésion à la Confédération targowitzienne.

Installés au pouvoir par la force des baïonnettes russes, les traîtres gouvernent à Varsovie et font à Pétersbourg des courbettes déshonorantes.

Aux époques les plus tragiques de son odyssée, la Pologne a toujours compté chez elle ou à l'étranger deux ou trois intrigants, assez oublieux de la dignité nationale pour s'abaisser ainsi devant les oppresseurs de leur patrie ; mais toujours aussi l'opinion publique et l'histoire ont à jamais flétri leur mémoire. Ce châtiment suffit, mais ne peut réparer tout le mal qu'ils ont fait.

Battu en France, le roi de Prusse envoie ses troupes en Pologne et les fait avancer jusqu'à la Vistule en février 1793. Est-ce pour libérer le pays de l'occupation russe et remplir un peu tard ses obligations d'allié ? Non, c'est pour « maintenir l'ordre et le repos public » dans les districts « infectés par le poison dangereux... du démocratisme français et les maximes de cette secte atroce qui cherche à faire des prosélytes de tout côté [1] ».

En réalité c'est pour se venger à l'Est de l'humiliation subie en Occident. Catherine avait trouvé ce moyen de repêcher la Prusse en lui offrant la consolation d'un nouveau partage aux dépens du voisin. Les Targowitziens vont se plaindre à l'ambassadeur de Russie, et celui-ci les raille : « L'impératrice est pour le roi de Prusse ou ne l'est pas, leur dit-il. Dans le pre-

[1] Déclaration faite au nom du roi de Prusse le 16 janvier 1793.

mier cas votre protestation est inutile et dans le second sa puissante protection suffit. »

Les plus naïfs n'attendirent pas longtemps pour s'apercevoir que les deux puissances avaient déjà décidé le second démembrement de la république.

Les événements se précipitent. Il faut convoquer une Diète à Grodno. L'ambassadeur Sievers, au nom de l'impératrice, entend forcer le parlement polonais à ratifier lui-même le nouveau crime de la souveraine. Jamais les patriotes n'accepteront de plonger eux-mêmes le couteau meurtrier dans la chair vivante de la patrie. Ils aimeront mieux voir leurs biens confisqués. Sievers en arrive donc à faire enlever de force quatre nonces [1] qui avaient osé protester courageusement contre ses violences.

Comme la Diète se plaint de ce nouveau coup de force, l'ambassadeur lui répond que « rendre la liberté aux députés emprisonnés, ce serait abjurer l'intérêt que l'impératrice prend aux progrès de votre législation ; et la conduite de la Diète est une nouvelle offense envers les hautes cours alliées. Je ne dois de compte à personne de ces emprisonnements ; je connais les lois que l'on allègue à ce sujet, et je tiens à ce qu'elles soient exécutées. Mais je dois vous inculquer la première des lois, c'est d'honorer les souverains, loi qui n'est pas du tout comprise dans les principes des jacobins du 3 mai. »

Impatienté de la résistance qu'il rencontrait à la Diète, Sievers fait entourer le château par deux batail-

[1] Les députés aux Diètes portaient le titre de nonce.

lons et braquer des canons contre les portes. « Dussent-ils coucher sur la paille, les sénateurs ne sortiront pas tant que ma volonté ne sera pas exécutée. »

Pendant tout un jour et toute une nuit la Diète garde un silence impressionnant. « Qui ne dit mot consent » déclare l'ambassadeur, et le lendemain matin les députations doivent signer le traité du partage. C'est le 22 juillet 1793.

La Prusse obtint cette fois Dantzig et Thorn et la meilleure partie de la Grande-Pologne, environ 1000 milles carrés avec un million d'âmes. La Russie prit la moitié de la Lithuanie, la Podolie, l'Ukraine et la Wolhynie, soit plus de 4000 milles carrés et trois millions d'habitants, à peu près juste autant que le dernier lambeau qu'on laissait à la République.

L'Autriche refusa de prendre part au second partage, soit qu'elle en jugeât l'infamie par trop éclatante, soit qu'elle fût entièrement occupée par sa guerre avec la France.

L'Angleterre était l'âme de la coalition des puissances qui s'était formée pour abattre la grande Révolution. On comptait bien en profiter pour démembrer la France à son tour, et l'Alsace, la Lorraine, le Nord et la Picardie étaient déjà promis à la curée des envahisseurs.

A l'heure même où leurs armées s'apprêtaient à frapper ensemble un coup formidable avec des forces redoublées, Kosciuszko fit éclater l'insurrection suprême de la Pologne, qui sauva la France en détournant le coup. Le 24 mars 1794 il proclame à Cracovie, dans

l'antique cité des rois, la Constitution du 3 mai, supprimée par Catherine, et prête un serment solennel en la vieille église de Sainte-Marie. Au pied du Wawel, où dorment les Jagellons dans leurs tombeaux magnifiques, la foule enthousiaste acclame le général en chef et le « sauveur de la patrie ».

Le 17 avril il bat les Russes et fait son entrée à Varsovie, où il se maintiendra jusqu'à l'automne en soutenant une lutte inégale pendant six longs mois qui verront des prodiges d'héroïsme et de sacrifice. Mais c'est en vain que la Pologne fit appel à la France de Robespierre et à celle des Montagnards : elle devait succomber sous la masse des troupes ennemies qui allaient inonder le pays des trois côtés à la fois.

Souwarow et Fersen arrivant avec deux corps d'armée de renfort, Kosciuszko dut attaquer ce dernier le 10 octobre à Maciéjowicé. Il fut blessé grièvement et laissé pour mort sur le champ de bataille, où les Russes le firent prisonnier[1]. Le 4 novembre Souwarow entra dans Varsovie après avoir fait mettre à sac le faubourg de Praga. Douze mille habitants furent massacrés à la baïonnette, jetés dans la Vistule ou brûlés dans leurs maisons. Le sang ruisselait dans les rues et ce fut au lendemain de cette boucherie que l'impératrice envoya le bâton de feld-maréchal à son instigateur.

On ne peut s'empêcher, à ce propos, de remarquer le contraste entre une conduite aussi brutale et le

[1] Kosciuszko a protesté avec indignation contre la légende qui lui attribue ce blasphème : *Finis Poloniæ !* (Voir sa lettre du 31 octobre 1803 au comte de Ségur).

souci chevaleresque du comité national polonais dans la proclamation qu'il avait adressée au peuple, à peine trois semaines auparavant.

Ayant parlé de venger sui l'ennemi la perte du généralissime, il avait pris soin, dans son deuxième appel du 14 octobre 1794, de spécifier « qu'il ne s'agit pas de se venger sur des personnes inoffensives de la nation moscovite, soit prisonnières de guerre, soit en lieu de sûreté. Il faut respecter leur sort par égard pour l'humanité... il ne s'agit ici que d'une vengeance digne de la vertu polonaise, à exercer sur les champs de bataille par notre vaillance et notre discipline. C'est ainsi que notre douleur sera courageuse et civique, digne d'hommes libres et consolante pour Thadée Kosciuszko, qui connaît les sentiments nobles [1]. »

Le troisième partage mit fin à l'existence politique de la Pologne, dont les vainqueurs se divisèrent le dernier lambeau [2].

« Les souverains, disait le préambule du premier

[1] Ce même jour, 10 octobre 1794, à Londres, Fox et Sheridan faisaient acclamer la cause polonaise aux citoyens assemblés en meeting populaire à la taverne Shakespeare. On croyait encore au succès possible de Kosciuszko.

[2] Le 25 novembre 1795 le roi Stanislas-Auguste abdiqua pour aller jouir à Pétersbourg d'une retraite que lui offrait Catherine, tandis qu'elle avait jeté Kosciuszko dans une prison. Après la mort de l'impératrice, un des premiers gestes du nouveau tsar Paul fut d'aller trouver Kosciuszko dans son cachot et de lui rendre la liberté. Acclamé d'abord aux Etats-Unis, où il fit un voyage triomphal, le grand général vint se fixer ensuite à Paris, puis dans les environs de Fontainebleau, à Berville, chez son ami Zeltner, diplomate suisse en retraite. A son arrivée au Havre, il avait été reçu avec les honneurs militaires. A Paris en 1798 on lui offrit un banquet de cinq cents couverts et le titre de citoyen français, décerné par décret national. Nulle figure n'était plus fameuse que la sienne des deux côtés de l'Atlantique. Il préféra la retraite aux honneurs. Sa grande modestie et sa bonté touchante lui gagnaient tous les cœurs dans les apparitions discrètes qu'il faisait chez Mme Tallien ou chez Lafayette.

traité, signé le 3 janvier 1795, convaincus par l'expérience du passé de l'incapacité absolue de la République de Pologne de se donner un gouvernement ferme et de vivre paisiblement sous ses lois en se maintenant dans un état d'indépendance quelconque, ont reconnu dans leur sagesse et dans leur amour pour la paix et le bonheur de leurs sujets, qu'il était de nécessité indispensable de recourir et de procéder à un partage total de cette république entre les trois puissances voisines. »

Cette fois l'Autriche ne se tint pas à l'écart. Elle fut même servie la première et Léopold, qui était empereur d'Allemagne par-dessus le marché, prit Kielcé, Lublin et Cracovie avec toute la région qui s'étend jusqu'à la Pilitza, le Bug et la Vistule.

Les deux autres eurent plus de peine à s'accorder et leur dispute se prolongea pendant toute une année. Enfin le roi Frédéric-Guillaume obtint Varsovie, Bialostock et Suwalki, tout le pays jusqu'au Niemen. Catherine annexa le reste, qui était la plus grosse part.

Avant 1772 la Pologne avait un territoire de 700 000 kilomètres carrés et une population de 15 millions d'habitants. Dans les démembrements successifs, la Russie lui arracha 500 000 kilomètres carrés et 8 millions d'âmes en tout, la Prusse et l'Autriche environ 120 000 kilomètres carrés et 3 millions et demi d'habitants chacune. En vingt-trois ans le royaume de Prusse avait doublé de grandeur.

CHAPITRE VI

Les légions polonaises sous le Directoire et le Consulat.

La Pologne en trois parts. — Confédération secrète à Cracovie. — L'hôtel Diesbach à Paris. — Oginski et le général Bonaparte. — Le Directoire et la Pologne. — Dombrowski au quartier général d'Italie. — Légion polonaise en 1706. — Paix de Léoben. — La Pologne oubliée.
Campagne de Naples. — Kniaziewicz à Paris. — Gloire polonaise en France. — Nouvelle déception de Lunéville. — Dissolution des légions en 1801.

En 1795 le dernier partage est consommé. Chacun exploite à sa manière la part qu'il s'est réservée.

La Prusse inonde le pays de colons et de bureaucrates, cependant que le roi Frédéric met tranquillement dans sa poche les diamants de la couronne.

L'Autriche commence par germaniser les écoles et fait dans les campagnes une intense propagande pour exciter les paysans contre les propriétaires.

La Russie persécute les Juifs et les Uniates. Elle replonge les paysans dans leur état de servage et l'impératrice Catherine s'approprie les archives et la bibliothèque Zaluski.

Mais on ne tue pas une nation. La grande crucifiée reste immortelle et, dans son corps déchiré, le cœur n'a pas cessé de battre.

Au pays, les patriotes recueillent pieusement les sou-

venirs, comme on serre les débris sacrés des vases foulés par les barbares sur les dalles du temple ensanglanté. L'espoir, qui renaît du désastre, fait surgir à foison les sociétés clandestines. Une mystérieuse toile d'araignée étend ses fils aux trois lambeaux de la patrie. On groupe les forces vives de résistance et d'organisation.

A l'étranger les émigrés sont tous ambassadeurs et diplomates pour revendiquer les droits de leur ancien Etat. Le sang de la Pologne crie jusqu'à Paris par la voix de Barss et de Wybicki.

Traqué par les agents des trois Empires, Oginski fait un périlleux voyage à Constantinople en passant par Naples et l'Asie Mineure. La diplomatie française le protège. Verninac, puis le nouvel ambassadeur Aubert du Bayet lui facilitent ses démarches, mais la Porte est indolente et la Pologne est lointaine.

Le 6 janvier 1796 une nouvelle confédération secrète s'était fondée à Cracovie. On comptait sur l'appui de la France : « Au premier appel de cette généreuse nation, nous sommes prêts à tout sacrifier, biens, existence et tout ce qui est en notre pouvoir ; promettant de nous porter en masse, ou séparément, partout où, d'après un système combiné, notre présence sera nécessaire et décidée par la pluralité. »

Deux députés de Galicie avaient signé cette proclamation, c'étaient le général Rymkiewicz et le colonel Jablonowski, ancien collègue de Bonaparte à l'Ecole de Brienne [1].

[1] Il avait même dû mettre le jeune Bonaparte aux arrêts certain jour de service.

Les Polonais vont mettre leur espoir dans cette étoile qui monte à l'horizon. Mille projets s'ébauchent à l'hôtel Diesbach, leur quartier général à Paris. De la Roche, un Français né à Varsovie, s'était installé dans cette ancienne demeure du colonel des gardes suisses, au Faubourg Saint-Honoré. Il en fit, dès 1796, un véritable salon de propagande polonaise où de brillantes fêtes donnaient à François Barss et à ses amis l'occasion de rencontrer Mme Beauharnais, J. Chénier, Thibaudeau, Laharpe, Mme Tallien, Fréron, Talma et tant d'autres personnalités dont la sympathie pouvait servir leur cause.

Le 10 août 1796 Oginski adresse une lettre à Bonaparte, alors général en chef des armées d'Italie :

Quinze millions de Polonais jadis indépendants, aujourd'hui victimes de la force des circonstances, fixent leurs regards sur vous. Ils voudraient percer la barrière qui les sépare de vous pour vous couronner de nouveaux lauriers et pour ajouter à tous les titres que vous avez acquis, celui de *père des opprimés*[1].

Bonaparte est touché, mais fort embarrassé. Sulkowski, son aide de camp polonais, répond le 15 septembre que le général, après avoir lu la lettre et réfléchi quelques instants, lui dit :

Que dois-je répondre ?... Que puis-je promettre ?... Ecrivez à votre compatriote que j'aime les Polonais et que j'en fais grand cas ; que le partage de la Pologne est un acte d'iniquité qui ne peut se soutenir... ; qu'après avoir terminé la guerre en Italie, j'irai moi-même à la tête des Français pour forcer les Russes à restituer la Pologne, mais dites-lui aussi que les Polonais ne doivent pas se

[1] Oginski, *Mémoires*. Livre VI. Chapitre IX.

reposer sur des secours étrangers, qu'ils doivent s'armer eux-mêmes, inquiéter les Russes, entretenir une communication dans l'intérieur du pays. Toutes les belles paroles qu'on leur contera n'aboutiront à rien. Je connais le langage diplomatique et l'indolence des Turcs.

Une nation écrasée par ses voisins ne peut se relever que les armes à la main [1].

Verser leur sang, fournir des soldats sans compter, c'est un prix que les Polonais n'ont jamais trouvé trop cher pour payer la plus faible chance de libérer leur patrie. Quiconque attachait à ses drapeaux le moindre signe d'espoir favorable à cette nation chevaleresque était sûr de trouver chez elle une source inépuisable de vies à sacrifier. Pendant vingt ans la Pologne verra tomber des milliers de ses enfants sur tous les champs de bataille de l'Europe, où ses héros servent la France avec une admirable fidélité. Cette fraternité d'armes a laissé dans l'histoire trop de glorieux souvenirs pour que rien puisse jamais la faire oublier.

A cette époque de quatre-vingt-seize, la France, en guerre avec l'Autriche, pouvait trouver dans la Pologne un excellent moyen d'affaiblir son ennemie par une diversion opportune. Un soulèvement national en Galicie eût grandement servi ses intérêts militaires.

Déjà célèbre pour avoir secondé Kosciuszko pendant la dernière insurrection, le général Dombrowski vient à Paris proposer au Directoire la création d'une armée polonaise [2]. Partant d'Italie, elle pourrait inciter les

[1] Oginski, *Mémoires*. Livre VI. Chapitre X.

[2] Voir aussi le mémoire présenté par Wybicki à Caillard, ambassadeur de France, et le plan des patriotes polonais réunis à Paris le 15 avril 1797.

Slaves du Sud à la révolte et traverser la Hongrie pour rejoindre ensuite en Bukovine un autre corps de volontaires organisé en territoire ottoman. Mais la loi ne permettait pas au gouvernement de la République d'entretenir une armée étrangère. Réveillère-Lepaux l'écrit à Bonaparte et l'engage à voir si les Milanais ne peuvent pas la prendre à leur solde.

Dombrowski se rend lui-même au quartier-général d'Italie.

Le 9 janvier 1797 il signe une convention avec l'administration lombarde. Habile à tourner la difficulté, Bonaparte avait pressenti le congrès d'Etat à Milan par une lettre au président Porcelli.

Il fut décidé que les légionnaires porteraient l'uniforme polonais, la cocarde française et l'épaulette aux couleurs italiennes avec cette inscription : *Gli uomini liberi sono fratelli* [1].

Le 20 janvier Dombrowski lance à ses compatriotes un vibrant appel en quatre langues et le fait distribuer en tous pays par des colporteurs secrets :

> ...Polonais, l'espérance nous rallie ! La France triomphe, elle combat pour la cause des nations ; tâchons d'affaiblir ses ennemis ; elle nous accorde un asile, attendons de meilleures destinées pour notre pays. Rangeons-nous sous ses drapeaux. Ils sont ceux de l'honneur et de la victoire...

Accourant des pays les plus divers, désertant les armées impériales, ne connaissant ni la langue ni la géographie de l'Italie et courant parfois les plus grands dangers, les volontaires polonais arrivent en Lom-

[1] « Les hommes libres sont frères. »

bardie. On en compte bientôt six mille, qui se battent avec un courage indomptable et gagnent l'admiration du général Bonaparte et de son état-major.

Vaincus à Tagliamento, les Autrichiens ne peuvent plus éviter l'invasion et déjà les Polonais rêvent de leur entrée en Galicie avec l'étendard à l'aigle blanc... lorsque la paix de Leoben vient détruire toutes leurs espérances. On signe les préliminaires et le congrès va se réunir à Campo-Formio. De la Pologne : aucune mention.

La déception cruelle après tant d'héroïsme est un calice amer à porter aux lèvres. Dombrowski l'explique au général en chef :

Les Polonais oubliés, écrit-il le 22 Messidor [1], resteront les seules victimes, et pourquoi ? Pour avoir servi la cause de la liberté, pour avoir montré à l'Europe que dans l'espace de cinq mois, éloignés de trois cent milles de leur patrie, ils ont pu former un corps de six mille hommes ?

Bonaparte embarrassé lui répond le 25 Messidor par une lettre pleine de compliments flatteurs sur la conduite des légions, mais

Quant à la demande que vous me faites de pouvoir entrer au Congrès, vous sentez combien cela est difficile. Les vœux de tous les amis de la liberté sont pour les braves Polonais, mais il n'appartient qu'au temps et aux destinées de les rétablir.

Le temps et les destinées ! Que de fois ne leur a-t-on pas remis en toute confiance la cause polonaise lorsqu'elle devenait gênante !

[1] 10 juillet 1797.

Il fallut donc faire son deuil de toute allusion dans le traité de Campo-Formio. La mort dans l'âme et pourtant prêts toujours à garder le courage et l'espoir, les volontaires continuent à se couvrir de gloire en prenant part à la campagne de Naples. Leur valeur est si éclatante que le général Championnet envoie Kniaziewicz à Paris pour présenter au Directoire trente drapeaux pris à l'ennemi. La cérémonie solennelle, devant le palais du Luxembourg, fait resplendir aux yeux du public français une gloire qui gagne aux Polonais la sympathie générale [1].

Acclamée par les peuples, oubliée par les cabinets; chantée par les poètes, abandonnée par les diplomates, c'est toute l'histoire de la Pologne à l'extérieur pendant le siècle de martyre qui s'écoule entre les deux grandes révolutions de France et de Russie, entre l'heure du partage et celle de la résurrection.

Après la première campagne d'Italie, Oginski voit plusieurs fois Talleyrand et celui-ci l'avertit franchement que les Polonais ne doivent rien attendre et que leurs démarches sont vaines en ce moment.

Après la campagne d'Egypte et le 18 Brumaire, les Polonais participent à la victoire de Marengo. De son côté, Kniaziewicz forme une légion nouvelle sur le Danube et bat les ennemis de la France à Hohenlinden le 3 décembre 1800. Les noms de Kniaziewicz, Dombrowski, Zaïonczek, Rymkiewicz et Sokolnicki sont bientôt fameux dans la France entière, mais la Pologne est encore oubliée à la paix de Lunéville et l'Autriche

[1] 8 mars 1799.

obtient même du premier consul que le nom des légions polonaises soit rayé des contrôles de l'armée française.

Terrible humiliation. Un corps doit passer au service du roi d'Etrurie et l'autre aller périr à Saint-Domingue dans une lamentable expédition. D'ailleurs, beaucoup de légionnaires avaient démissionné, dont plusieurs gardèrent contre la France de Bonaparte une rancune telle qu'ils allèrent grossir les rangs du parti russophile et comptèrent sur le nouveau tsar Alexandre pour rétablir un Royaume de Pologne.

Partageant leurs sentiments d'amertume, Oginski rejoint à Pétersbourg Adam Czartoryski, le jeune prince ami du tsar, qui s'efforçait d'attacher Alexandre à la cause polonaise et qui devait aussi connaître un jour les déceptions cruelles.

CHAPITRE VII

Napoléon Ier et le Duché de Varsovie.

Austerlitz et Auerstaedt. — Napoléon en Posnanie. — Dombrowski forme une nouvelle légion. — Refus de Kosciuszko. — Entrée à Varsovie. — Poniatowski organise une armée. — Paix de Tilsitt. — Le Duché de Varsovie (1807).

L'armée polonaise en Espagne. — Somo-Sierra. — L'Autriche envahit le duché. — Retour de Napoléon à Vienne. — Victoires polonaises. — Le duché s'agrandit (1809).

Seconde guerre de Pologne en 1811. — Mgr de Pradt à Varsovie. — Napoléon à Vilna. — Son allocution décourageante. — Joie et illusions d'Alexandre. — La misère en Pologne. — La retraite de Russie. — Passage de l'empereur vaincu par Varsovie. — Fidélité de Poniatowski. — Bataille de Leipzig en 1813. — Regrets de Napoléon à Sainte-Hélène.

En 1805 les puissances forment une deuxième coalition contre Napoléon et se font battre à Austerlitz. En 1806 après la bataille d'Auerstaedt, le général Dombrowski s'engage à fond et lance avec Wybicki un nouvel appel, daté de Berlin le 3 novembre :

Polonais ! Napoléon le Grand, l'invincible, entre dans la Pologne avec une armée de trois cent mille hommes. Sans vouloir approfondir les mystères de ses vues, tâchons de mériter sa magnanimité.

« Je verrai, nous a-t-il dit, si vous méritez d'être une nation. Je m'en vais à Posen ; c'est là que mes premières idées se formeront sur votre compte.»

Polonais ! il dépend de vous d'exister et d'avoir une patrie ; votre vengeur, votre créateur est là.

Accourez de tous côtés au-devant de lui comme accourent les enfants éplorés à l'apparition de leur père !

Apportez-lui vos cœurs, vos bras... Bientôt Kosciuszko, appelé par Napoléon le Grand, vous parlera par ses ordres...

Rien n'était moins certain ; en effet Kosciuszko, retiré près de Fontainebleau, refusait obstinément de s'engager dans cette politique, au grand déplaisir de l'empereur qui ne lui pardonnait pas la méfiance avec laquelle il repoussait ses avances.

A la mi-novembre les Français pénètrent en Posnanie, accueillis avec enthousiasme par les populations. On chante partout la marche des Légions polonaises :

La Pologne n'est pas encore finie
Tant qu'un seul Polonais vivra.
Si la force nous l'a ravie,
La force aussi nous la rendra.

Trente mille patriotes s'engagent dans la nouvelle armée nationale.

Enfin, le 28 novembre, les troupes françaises font leur entrée dans Varsovie sous la conduite de Murat, que Napoléon rejoint lui-même vingt jours plus tard. Il institue sans retard une commission gouvernementale et le prince Joseph Poniatowski, nommé ministre de la guerre, dirige l'organisation militaire.

Pour couronner cette œuvre on forme un régiment de chevau-légers, comme garde impériale, un corps à la fois militaire et politique, où la plus brillante jeunesse représente la noblesse du pays auprès de Sa Majesté.

Après la bataille de Friedland, Napoléon signe à Tilsitt un traité de paix avec la Prusse et la Russie le

7 juillet 1807. Les Polonais cette fois, obtiennent un « Duché de Varsovie ». Ce sont les territoires pris par la Prusse aux deux derniers partages, moins Bialostock qui passe à la Russie. Napoléon veut ménager Alexandre et s'engage même à ne pas rétablir le nom de Pologne, dont le tsar prend ombrage.

On proclame un statut constitutionnel, un code civil à la française et par-dessus tout l'égalité des classes. Quant à la couronne, l'empereur l'adjuge au roi de Saxe Frédéric-Auguste, qui continue à résider à Dresde et qui fait gouverner son nouveau duché par un conseil des ministres.

Pour la défense du nouvel Etat on organise une magnifique armée, dont les plus beaux régiments sont envoyés en Espagne après l'entrevue d'Erfurt, où Napoléon subit encore l'influence d'Alexandre. A Somo-Sierra, loin de leur patrie et loin de sa cause, les escadrons polonais remportent une victoire fameuse, où leurs brillants cavaliers défient la mort et chargent sous des feux croisés.

Sur l'autel de son nouveau dieu, la jeune Pologne accumule ses offrandes généreuses, depuis le sang précieux des guerriers héroïques jusqu'à l'entraînement fameux de Mme Walewska, refoulant ses pleurs avec ses scrupules et sacrifiant ses devoirs de jeune épouse aux promesses qu'elle obtient pour son pays.

Tandis qu'on se bat en Espagne, l'Autriche en profite pour déclarer la guerre, et les armées de l'archiduc Ferdinand marchent sur Varsovie. Ayant à peine quinze mille hommes en Pologne, Poniatowski ne peut

arrêter quarante mille Autrichiens. Il faut évacuer la capitale et subir l'invasion ennemie.

Mais Napoléon ramène à temps ses troupes : il occupe Vienne, et les Polonais, reprenant l'offensive, libèrent le duché de Varsovie et conquièrent avec Lublin toute la Galicie.

Au traité de Schoenbrunn, en 1809, Napoléon leur laisse Lublin et Cracovie, mais rend la Galicie à l'Autriche et cède même Tarnopol au tsar Alexandre.

La campagne de 1812 va réveiller tous les espoirs. Les proclamations impériales l'annoncent comme « la seconde guerre de Pologne » et l'on compte cette fois sur une restauration complète de l'ancien Royaume.

Encourager cette confiance et provoquer l'activité nationale, surtout au point de vue militaire, telle est la tâche assignée à Mgr. de Pradt, archevêque de Malines, dépêché à Varsovie comme ambassadeur de France. On va chercher dans sa retraite le vieux prince Czartoryski (Adam-Kasimir), on organise banquets et manifestations, et la Diète se constitue en confédération générale du Royaume de Pologne, « rétablissant les droits et le corps de la nation ».

Mais l'empereur tenait à ménager l'Autriche[1] et

[1] Napoléon avait cependant envisagé une cession éventuelle de la Galicie. Voici les articles V et VI du traité d'alliance avec l'Autriche signé à Paris le 14 mars 1813 :

Art. V. Dans le cas où, par suite de la guerre entre la France et la Russie, le Royaume de Pologne viendrait à être rétabli, Sa Majesté l'empereur des Français garantit spécialement, comme elle garantit dès à présent, à l'Autriche la possession de la Galicie.

Art. VI. Si le cas arrivant, il entre dans les convenances de l'empereur d'Autriche de céder, pour être réunie au Royaume de Pologne, une partie de la Galicie en échange des provinces illyriennes, Sa Majesté l'empereur des Français s'engage dès à présent à consentir à cet échange.

tandis qu'il faisait activer d'un côté l'ardeur des Polonais, il voulait en public n'avoir pas l'air de les encourager. C'était un jeu trop fin, qui devait lui coûter cher.

Evitant le passage par Varsovie, il prend la route de Kœnigsberg, reçoit à Vilna la délégation de la Diète et lui fait une réponse ambiguë :

Messieurs, j'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire. Polonais, je penserais et j'agirais comme vous...

Dans ma position j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir...

Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits...

Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne ; je dois ajouter ici que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses Etats et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre ni aucun mouvement qui tendrait à le troubler dans la paisible possession de ce qui lui reste des provinces polonaises.

Que la Lithuanie, la Samogitie, Witebsk, Polotsk, Mohilew, la Wolhynie, l'Ukraine, la Podolie, soient animés du même esprit que j'ai vu dans la Haute-Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause.

Elle récompensera ce dévouement à votre patrie, qui vous a rendus si intéressants, et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, sur laquelle vous pouvez compter dans toutes les circonstances [1].

Les délégués furent amèrement déçus : « Ils étaient partis de feu ; ils revinrent de glace », écrit Mgr. de Pradt, et tandis que leur impression va refroidir l'enthousiasme à Varsovie, le discours impérial va réjouir le tsar Alexandre qui s'écrie après l'avoir lu : « Maintenant je suis tranquille et la Russie est sauvée ! »

[1] 11 juillet 1812. — Oginski, *Mémoires*. Livre X, chap. IV.

Il se trompait en partie, car les Polonais mirent pourtant sur pied quatre-vingt-seize mille hommes sans reculer devant les sacrifices, et leurs troupes, commandées par Poniatowski, battirent les Russes à Mohilew, à Smolensk et devant Moscou.

Sacrifiant la Galicie qui le gênait à cause de l'Autriche, Napoléon par contre entendait réveiller la Lithuanie qui pouvait le servir contre les Russes. Sa réponse en fait foi. Douze jours avant cette allusion publique, il avait déjà donné à ce pays un gouvernement provisoire et des commissions administratives pour chaque palatinat. Le 14 juillet on proclame l'adhésion de la Lithuanie à la Confédération générale du Royaume et Joseph Sierakowski prononce un éloquent discours à la cathédrale de Vilna :

Que la jeunesse donc s'enrôle sous les drapeaux de l'aigle portant le tonnerre ; qu'elle suive l'exemple de ses frères... Serrons nos mains devant cet autel tout-puissant et que nos voix, redevenues libres, fassent entendre la première parole du cœur :

Vive l'empereur Napoléon ! le sauveur de deux nations et l'égide de notre patrie commune !

On leva six régiments d'infanterie, et la noblesse en offrit quatre de cavalerie. Ce fut un coup pour Alexandre, auquel cette nouvelle fit regretter peut-être de n'avoir pas suivi les conseils du prince Oginski, lorsque ce patriote lui suggérait de se proclamer roi de Pologne et d'accorder l'autonomie à ses provinces polonaises.

Dans son mémoire, habilement rédigé, le prince n'avait-il pas montré au souverain le danger de tout

retard ? S'attacher ces populations par une décision généreuse, n'était-ce pas le meilleur moyen de prévenir les mouvements de rébellion que l'ennemi chercherait sans doute à provoquer en Lithuanie ?

Mais Alexandre avait encore trop d'illusions, non seulement sur ses propres sujets, mais encore sur les sentiments des Polonais de Varsovie et c'est en vain qu'Oginski lui avait écrit le 15 mai 1811 :

Tous ceux qui pensent que l'armée du duché de Varsovie n'est pas vouée à Napoléon, et qu'il y aurait moyen de la faire revenir de son opinion dans l'état actuel des choses, sont en erreur ; tous ceux qui croient que le mécontentement qui règne dans le duché de Varsovie, et qui est une suite de la misère générale et des vexations du gouvernement, puisse altérer le sentiment patriotique des habitants et faire évanouir leurs espérances, se trompent également. Aussi longtemps que, d'un côté, Napoléon fera des promesses captieuses et nourrira l'esprit patriotique des Polonais et que, de l'autre, on mettra de l'inactivité et de l'indifférence, l'exaltation et les espérances des Polonais monteront en raison des impressions que ces deux conduites leur feront éprouver.

Quand on relit ce passage en pensant aux événements d'hier et à l'invasion de 1915, on mesure le peu de profit que les gouvernants tirent des leçons de l'histoire. Erreur, présomption, illusions des deux côtés.

Pourtant, comme hier, les souffrances de la Pologne étaient cruelles en 1811.

Les fonctionnaires n'étaient pas payés. On manquait partout d'argent et les familles riches fermaient leurs hôtels. Les réquisitions, de jour en jour plus

exorbitantes, accablaient la ville et les campagnes. Les taxes étaient doublées et les troupes parcouraient le duché dans toutes les directions « mangeant, ruinant, amenant les paysans, les chevaux... tout tarissait et les besoins grossissaient toujours ».

Napoléon était parti pour cette campagne lointaine sans assurer suffisamment ses derrières par un service de ravitaillement bien organisé. Il en résultait des conflits continuels avec les habitants, des abus, des colères, des représailles et des incidents quotidiens. Tandis qu'une comtesse en était réduite à cacher son dernier cheval dans son salon, un général français faisait chercher la viande de boucherie dans la plus belle calèche des Potocki.

Au tableau qu'il fait de cette époque sombre, l'ambassadeur de France ajoute plusieurs récits d'atrocités commises par l'armée envers des paysans polonais, mais sa rancune personnelle contre l'empereur et son désir de se justifier aux dépens des autres, permet qu'on accueille avec modération le témoignage de Mgr. de Pradt.

Le désastre approchait. La retraite effroyable avait commencé dans les déserts de neige et, tandis que les débris de la Grande Armée s'écrasaient au pont de la Bérésina, l'état-major français bombardait Varsovie de bulletins de victoire, qui provoquaient des éclats de rire au milieu de l'angoisse générale.

De tous côtés on fuyait déjà la capitale, lorsque le général Dutaillis, pensant ranimer les courages et lever de nouvelles troupes, fit afficher cet incroyable appel :

Polonais, l'ennemi est à vos portes, les Tartares inondent la rive droite de la Vistule ; il faudrait vous armer et je ne vois qu'emballage.

Le grand Napoléon vous contemple du haut des tours de Moscou [1]. Aux armes ! et méritez qu'il puisse dire de vous : « Polonais, je suis content. »

Le 10 décembre un traîneau s'arrêtait devant l'hôtel d'Angleterre à Varsovie. Solitaire et vaincu, Napoléon fait allumer du feu dans une pauvre chambre et reçoit en cachette son ambassadeur, puis le comte Potocki, premier ministre, avec son collègue des finances.

La scène est lamentable. C'est un monologue plutôt qu'une conversation : « Je vous trouve bien alarmés ici, leur dit l'empereur... Bah ! l'armée est superbe ; j'ai cent vingt mille hommes. J'ai toujours battu les Russes. Ils n'osent pas tenir devant nous. Ce ne sont plus les soldats de Friedland et d'Eylau. On tiendra dans Vilna ; je vais chercher trois cent mille hommes... j'en ai bien vu d'autres... je ne puis pas empêcher qu'il gèle : on vient me dire tous les matins que j'ai perdu dix mille chevaux dans la nuit ; eh bien ! bon voyage... Ah ! Ah ! c'est une grande scène politique. Qui ne hasarde rien n'a rien. Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. »

Cette phrase revient constamment, découvrant ainsi la blessure d'âme que Napoléon redoutait le plus.

De la Pologne il fut peu question, sinon pour demander qu'on levât encore dix mille cavaliers. Mgr de Pradt objectant le triste état du pays et rappelant qu'il avait déjà fourni presque cent mille hommes :

[1] L'incendie de Moscou datait déjà d'un mois.

« Je n'ai vu personne », répondit l'empereur. C'était pourtant Dombrowski et ses troupes qui avaient retenu les Russes pendant le passage de la Bérésina.

Après trois heures de ce langage incohérent, Napoléon, dépité, remonte en traîneau et disparaît.

Son premier geste, au relai suivant, c'est le rappel de l'ambassadeur.

Fidèle dans la défaite, le prince Joseph Poniatowski rentre à Varsovie. Son armée compte encore vingt mille hommes. Il trouve les ministres en train de préparer la capitulation. Des amis et des parents le pressent d'abandonner le vaincu et d'entamer des pourparlers avec Alexandre. Sa loyauté s'indigne. Il refuse tout compromis et c'est lui désormais qui, sans songer à sa fatigue, va lutter de maison en maison pour que chacun renonce à des projets qu'il juge avec sévérité : ce n'est pas dans le déshonneur qu'on trouvera le salut de la patrie !

A Cracovie, comme dans la capitale, il gagne encore une fois cette victoire morale. On avait pourtant fait miroiter devant ses yeux la couronne de Pologne. Les Russes le serrent de près tandis qu'on lui transmet les avances d'Alexandre. Il tiendra jusqu'au bout sa parole d'honnête homme.

Rejoignant à Zittau l'empereur des Français, Poniatowski montre aux Saxons l'exemple du courage et de la fidélité. A Leipzig ses huit mille soldats combattent jusqu'à la mort : il en reste huit cents le troisième jour. « Huit cents braves valent huit mille hommes, s'écrie Napoléon, c'est à vous que je confie le soin de couvrir mon armée ! »

Le pont de l'Elster saute. Ecrasés par les boulets, mais toujours fidèles à leur poste, les héros polonais meurent pour la France. Blessé, couvert de sang, mais ferme encore sur son cheval, le prince Joseph aurait pu vivre et rentrer bientôt chez lui, comblé d'honneurs par la grâce du tsar magnanime : il préféra la mort et la trouva dans les eaux du fleuve où l'emportait son cheval au galop.

C'est la fin d'un rêve sublime. Napoléon lui-même ne s'en consola pas. A Sainte-Hélène il en parle encore : « Cette guerre eût dû être la plus populaire des temps modernes. C'était celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous. » Il sentait bien que « le relèvement de la Pologne, cette véritable clef de toute la voûte » était le devoir capital à remplir pour assurer la tranquillité de l'Europe. « Tout dépend à la vérité du sort définitif de la Pologne... Si j'avais réussi, j'aurais rétabli, à tout prix, la Pologne en couronne séparée, indépendante, et il m'importait peu sur quelle tête, amie, ennemie, alliée, pourvu que cela fût. »

CHAPITRE VIII

La Pologne au Congrès de Vienne.

Napoléon et la Pologne. — Le tsar Alexandre à Paris. — Ses promesses à Kosciuszko. — Le prince Adam Czartoryski. — Le Congrès de Vienne. — Talleyrand. — Alexandre veut une grande Pologne sous son sceptre. — Pozzo di Borgo prévoit les difficultés. — Opposition de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France. — Leurs points de vue.

Lord Castlereagh veut convertir la Prusse. — Il échoue. — Metternich pousse au partage. — Menaces de guerre. — Les concessions du tsar. — La Prusse obtient la Posnanie.

Wellington et le retour de l'île d'Elbe.

Le compromis final.—La Pologne du Congrès : Royaume constitutionnel. — La nationalité garantie aux autres Polonais. — Déception de Kosciuszko. — Il se retire à Soleure.

Napoléon avait trouvé l'ancienne République sérénissime entièrement partagée entre ses trois voisins, l'Autriche et la Prusse ayant divisé la Pologne ethnographique par le milieu, la Russie ayant pris tous les territoires de l'Est à population lithuanienne, polonaise et ruthène.

En 1807 il avait confisqué la part prussienne (sauf Dantzig et la Prusse Occidentale) pour en faire le duché de Varsovie. En 1809 il avait permis aux Polonais de reprendre eux-mêmes la part de l'Autriche (sauf la Galicie) pour agrandir le petit Etat.

En 1812 il comptait refouler l'Empire des tsars au delà du Dniepr et rétablir la Pologne dans ses anciennes

limites en lui rendant la part de la Russie. Il avait prévu même un échange avec l'Autriche qui devait céder aux Polonais la Galicie contre les provinces illyriennes[1] offertes en compensation.

Toutefois il entendait ménager son allié de Vienne et défendit qu'on fît aucune allusion publique à ce dernier projet. C'est ainsi qu'à Vilna son discours aux délégués de la Diète en juillet 1812 avait refroidi quelque peu l'enthousiasme.

Le prince Joseph Poniatowski conseilla franchement à Napoléon d'arrêter ses armées au Dniepr et de ne pas pousser plus loin. Il raisonnait en Polonais et trouvait à la fois naturel et prudent qu'on fît la paix sitôt que sa patrie aurait obtenu le résultat magnifique auquel cent mille de ses enfants sacrifiaient si joyeusement leur vie.

Mais Napoléon avait d'autres visées et ne croyait pas d'ailleurs qu'on pût imposer une paix durable au tsar avant d'avoir écrasé complètement ses forces. Lutte formidable entre les deux colosses. En allant chercher trop loin celui du Nord, celui d'Occident succomba.

Dans sa détresse il blâma la Pologne. Injuste accusation. En grand deuil de ses rêves, sanglante et ruinée par les sacrifices, mais surtout fidèle jusqu'au bout dans le malheur, elle ne méritait pas ce geste impatient. Saignée comme elle l'était, aucune Diète ne pouvait lui commander encore une levée de nouvelles troupes à l'heure de la retraite. On comprend la réplique du lieutenant-colonel Arthur Potocki aux

[1] Yougo-slaves.

reproches amers que Napoléon laissa monter à ses lèvres dépitées le 22 octobre 1813, à Fulde après la bataille de Leipzig. « Sire, c'est Votre Majesté elle-même qui a toujours retenu l'enthousiasme de la nation polonaise ; quand nous avons tout donné, vous exigiez toujours davantage. Et qu'a répondu Votre Majesté aux députés de la Diète confédérée et à ceux de la Lithuanie ? Des paroles vagues et décourageantes qui ont anéanti partout l'enthousiasme et abattu les courages les plus éprouvés ! »

En voulant mettre la Pologne à son service au lieu de se consacrer lui-même au service du bon droit, l'empereur avait compromis sa cause. La défaite illustra son tort devant le monde entier.

Après avoir entraîné les Polonais dans une chevauchée fantastique à travers l'Europe et bercé leur espoir en semant partout leur sang, des terres brûlées d'Espagne aux déserts blancs du Nord, il laissait leur pays aux mains des puissances qui l'avaient partagé vingt ans plus tôt.

Seulement c'était la Russie qui occupait cette fois, non seulement son ancienne part, mais encore la part des voisins, car ses troupes avaient envahi tout le duché de Varsovie, de Suwalki à Cracovie. Outre la Saxe, Alexandre Ier tenait donc en son pouvoir la Pologne entière, sauf la Galicie et la Prusse Occidentale.

Un gage pareil avec le prestige de sa victoire immense allait lui donner la première place au Congrès et la prépondérance en Europe. Les Polonais le comprirent et le prince Adam Czartoryski s'efforça d'employer pour

le bien de sa patrie l'influence qu'il exerçait auprès du souverain dont il était l'ami de jeunesse.

Exilé avec son frère à la cour de Russie, comme une espèce d'otage auprès de Catherine II, qui avait confisqué les biens de leurs parents, le jeune homme avait brillé là-bas par son intelligence rare et sa dignité parfaite. Alexandre adolescent l'avait choisi pour ami et lui avait ouvert son cœur, où bouillonnaient alors des aspirations nobles et des intentions libérales, qu'avait encouragées son précepteur suisse La Harpe.

Adam Czartoryski résolut de faire profiter la Pologne de ces dispositions favorables du futur empereur.

A son avènement, il accepta d'être son ministre des Affaires étrangères et plus tard il fut nommé curateur de l'instruction publique en Lithuanie.

Après la chute de Napoléon, c'est donc le tsar Alexandre qui va jouer le rôle de protecteur des Polonais. Son caractère aimable et son air généreux lui font des amis partout.

En Lithuanie, au lieu de représailles, il amnistie ceux qui ont pris les armes contre lui. Dans le duché de Varsovie il gagne la sympathie générale par sa bienveillance. A Paris, il traite avec honneur les officiers polonais et les autorise à rentrer chez eux avec armes et bagages.

« Messieurs, leur dit-il, nous avons appris à nous estimer sur les champs de bataille. Il est temps que les inimitiés qui ont trop longtemps partagé nos deux nations finissent. Vous avez droit à reprendre votre rang parmi les peuples. Vous méritez d'être heureux.

Pour parvenir à ce but j'emploierai toute la force que Dieu m'a donnée. »

Le 8 avril 1814 Kosciuszko voit l'empereur, qui lui tend les bras et lui adresse quelques jours plus tard cette lettre autographe :

J'éprouve une grande satisfaction, général, à répondre à votre lettre. Vos vœux les plus chers seront accomplis. Avec l'aide du Tout-puissant, j'espère réaliser la régénération de la brave et respectable nation à laquelle vous appartenez. J'en ai pris l'engagement solennel et, de tout temps, son bien-être a occupé mes pensées. Les circonstances politiques seules ont mis des entraves à l'exécution de mes desseins. Ces obstacles n'existent plus. Deux années d'une lutte terrible, mais glorieuse, les ont aplanis.

Un peu de temps encore, avec une marche sage, et les Polonais recouvreront leur patrie, leur nom : et j'aurai la jouissance de les convaincre que celui qu'ils croyaient leur ennemi sera celui qui réalisera leurs vœux.

Combien il me sera satisfaisant, général, de vous voir venir à mon aide dans ces travaux salutaires ! Votre nom, votre caractère, vos talents, seront mes meilleurs appuis.

Paris, le 3 mai 1814.

Alexandre.

Mais s'il voulait rétablir une Pologne, Alexandre entendait le faire au profit de son Empire. On le vit bien au Congrès de Vienne.

Pour se faire une vivante image de cette foire diplomatique et mondaine où les souverains, les diplomates, les princesses, les belles dames et les agents de toute sorte passèrent l'hiver ensemble, il faut lire le journal de Jean-Gabriel Eynard. Ce financier genevois, qui

devait défendre un jour avec tant d'ardeur la cause de l'indépendance hellénique, fut envoyé au Congrès des puissances avec son oncle Pictet de Rochemont. Il fallait obtenir pour Genève une liaison territoriale avec la Suisse au bord du lac Léman. Entre un bal et une visite, entre une démarche et un dîner, Eynard et sa jeune femme notent leurs impressions[1].

C'est bien la question polonaise qui domine toutes les autres, avec le sort de la pauvre Saxe, dont le roi si populaire était mal vu des puissances pour avoir trop suivi Napoléon.

Au début, c'est bien aussi la figure d'Alexandre Ier qui attire tous les regards, mais bientôt c'est Talleyrand qui va s'imposer par son talent prodigieux d'influence et d'intrigue.

On avait compté laisser la France à l'écart des discussions. L'ancien évêque d'Autun finit par lui gagner sa place aux côtés de l'Angleterre. Son salon fait briller à Vienne la grâce et l'esprit parisiens, tandis qu'on s'ennuie chez l'ambassadeur anglais où Lady Castlereagh salue à peine ses hôtes, occupés à recueillir avec soin les monosyllabes que son noble époux laisse tomber froidement.

Metternich donne des fêtes splendides et fait maintenir pendant ce temps sur le pied de guerre une armée de cinq cent mille hommes. Il faut penser à tout.

Pendant que le roi de Prusse court les rues de Vienne, les mains dans les poches et le chapeau sur les yeux, son ministre Hardenberg s'impatiente et frappe sur la

[1] *Au Congrès de Vienne.* Journal de J.-G. Eynard, publié par Edouard Chapuisat. Genève et Paris, 1914.

table au mot de *droit public* que Talleyrand lui jette à toute occasion dans les jambes.

Empressé auprès des dames et galant dans le monde, Alexandre est toutefois décidé à tenir tête à l'Europe entière plutôt que de céder la Pologne. Entre une course en traîneau avec la princesse Gabrielli et une valse avec la comtesse Zichy, plus belle encore, il a des altercations terribles avec Metternich ou Lord Castlereagh.

Fort d'épaules et de poitrine, fier de sa gloire et de sa puissance, il essaie d'intimider l'empereur d'Autriche, petit, malingre et déjà cassé : « Je resterai douze mois à Vienne s'il le faut, s'écrie-t-il.

— Votre Majesté peut rester dans mes Etats tant qu'il lui plaira, lui répond François II ; je chercherai même à lui procurer tous les agréments qu'elle pourra désirer et, s'il le faut, je continuerai à lui donner des fêtes pendant une année ; mais je ne peux, pour le bien de mes peuples accéder aux volontés de Votre Majesté[1] ! »

En le suivant au Congrès de Vienne, Adam Czartoryski voulait fortifier le tsar dans son projet d'un Etat polonais, uni à la Russie par un lien personnel comme la Hongrie l'est à l'Autriche à l'heure actuelle. Un tel Royaume avec le territoire de l'ancienne République aurait pu reprendre une place importante en Europe et développer sa vie nationale intensément. Mais il fallait compter avec trois principaux obstacles :

D'abord les puissances occidentales étaient prêtes à lutter ensemble contre un agrandissement pareil de

[1] *Journal de J.-G. Eynard*, chap. II, 20 novembre 1814.

l'Empire des tsars ; ensuite un régime libéral — inévitable en Pologne — exciterait la jalousie du peuple russe [1]; enfin Alexandre lui-même ne demandait pas mieux sans doute que de faire du polonisme à l'ouest aux dépens de la Saxe et de l'Autriche, mais il tenait beaucoup moins à joindre au Royaume le grand-duché de Lithuanie pour tenir ses promesses passées.

A Paris déjà l'empereur avait froncé les sourcils quand le doigt de Kosciuszko, glissant sur la carte, avait indiqué le Dniepr et la Duna comme limite orientale.

L'indépendance intégrale de la Pologne ne fut pas même discutée au Congrès de Vienne. L'Angleterre déclara bien qu'elle eût préféré cette solution [2], la

[1] Cet argument forme la base du mémoire présenté au tsar Alexandre par le comte Pozzo di Borgo, le diplomate habile auquel l'empereur avait demandé son avis : « Le titre de roi de Pologne, écrit-il, ne pourra jamais sympathiser avec celui d'empereur et d'autocrate de toutes les Russies. Ce sont deux qualifications qui ne sauraient nullement s'allier ensemble ; elles signifient des choses et supposent des fonctions si différentes qu'il paraît impossible de les voir exercer systématiquement par le même personnage sans qu'il se trouve dans la nécessité d'indisposer l'une ou l'autre nation et peut-être toutes les deux... Le titre de roi de Pologne devrait compléter et non commencer l'existence politique des Polonais. Une fois que l'empereur de Russie l'aura adopté, il ne reste plus de retraite à la prudence... en cas de faillite ont-ils calculé le malheur de se soumettre de nouveau et celui de voir tant de générosité et de bonté amener pour résultat une guerre d'extermination... ? Les Polonais se trompent s'ils croient que leur salut consiste dans une ligne de démarcation entre les deux nations ; s'ils s'obstinent à vouloir être étrangers, ils finiront par être soumis et malheureux. »

(Décembre 1814. Colson. *De la Pologne et des Cabinets du Nord, pièces justificatives.* Tome I[er], Paris, 1841.)

[2] Après que le nouveau partage eut été décidé, Lord Castlereagh fit insérer au protocole du Congrès une note explicative le 12 janvier 1815 : « ...Le vœu que sa Cour a constamment manifesté a été de voir en Pologne un Etat indépendant, plus ou moins considérable en étendue, qui serait régi par une dynastie distincte et formerait une puissance intermédiaire entre les trois grandes monarchies.

» Si le soussigné n'a pas eu l'ordre d'insister sur une semblable mesure, le seul motif qui ait pu le retenir a été la crainte de faire naître parmi les Polonais des espérances qui auraient pu devenir ensuite une cause de mécontentement, puisque d'ailleurs tant d'obstacles paraissent s'opposer à cet arrangement... »

France qu'elle l'eût souhaitée [1] et l'Autriche qu'elle eût même consenti à des sacrifices pour la faire aboutir [2], mais on parlait au passé conditionnel : en fait on considéra cette idée comme enterrée d'avance par les

[1] Le 19 décembre 1814, au plus fort de la discussion, Talleyrand avait écrit à Metternich dans une note diplomatique :

« ...De toutes les questions qui doivent être traitées au Congrès, le roi aurait considéré comme la première, la plus grande, la plus éminemment européenne, comme hors de comparaison avec toute autre, celle de Pologne, s'il lui eût été possible d'espérer autant qu'il le désirait, qu'un peuple si digne de l'intérêt de tous les autres par son ancienneté, sa valeur, les services qu'il rendit autrefois à l'Europe, et par son infortune, pût être rendu à son antique et complète indépendance... Mais lorsque la force des circonstances eut réduit la question de Pologne à n'être plus qu'une simple affaire de partage et de limites, que les trois puissances intéressées discuteraient entre elles et à laquelle leurs traités antérieurs avaient rendu la France étrangère, il ne restait à celle-ci qu'à désirer que vous fussiez satisfait et à l'être elle-même si vous l'étiez. »

(Bibliothèque des archives diplomatiques. *Recueil* d'Angebert, p. 636.)

[2] Dans leur réponse à la note de Lord Castlereagh les plénipotentiaires autrichiens Metternich et Wessenberg déclaraient le 21 février 1815 :

« La marche que l'empereur a suivie dans les importantes négociations qui viennent de fixer le sort du duché de Varsovie, ne peut avoir laissé de doute aux puissances que non seulement le rétablissement d'un Royaume de Pologne indépendant et rendu à un gouvernement national polonais eût complètement satisfait aux vœux de Sa Majesté Impériale, mais qu'elle n'eût pas même regretté de plus grands sacrifices pour arriver à la restauration salutaire de cet ancien ordre des choses.

Il suffit sans doute de ce fait pour prouver que l'empereur est éloigné d'entrevoir, dans ce qui se rapporte à la nationalité polonaise, un motif de jalousie ou d'inquiétude pour la généralité de son Empire. Dans aucun temps, l'Autriche n'avait vu dans une Pologne libre et indépendante une puissance rivale et ennemie, et les principes qui avaient guidé les augustes prédécesseurs de l'empereur et Sa Majesté Impériale elle-même, jusqu'aux époques des partages de 1773 et 1797, n'ont été abandonnés que par un concours de circonstances impérieuses et indépendantes de la volonté des souverains de l'Autriche. »

Voir aussi la note de Metternich au prince de Hardenberg, plénipotentiaire de Prusse (10 décembre 1814), avant la décision du partage.

(*Les documents cités sans autre indication que leur date sont ceux qui se trouvent à la fois dans les cahiers de la correspondance diplomatique anglaise présentée à la Chambre des communes en* 1863, dans le *Recueil* d'Angebert de la Bibliothèque des archives diplomatiques. Paris, Amyot, 1862, et dans les *Recueils* de Klüber et de Martens.)

prétentions du tsar et l'on chercha d'emblée à ruiner ses projets en poussant au partage du duché de Varsovie.

Malgré la formule à la mode en 1815, le but était bien moins de travailler au *bonheur des peuples* que d'éviter avant tout l'accroissement d'une puissance rivale.

Lord Castlereagh adresse au tsar des mémoires indignés. Comment ? Les Alliés auraient versé leur sang pour délivrer l'Europe d'une hégémonie dangereuse et tout leur profit serait de voir un immense Empire slave installé aux portes de Vienne et de Berlin ! Il leur faudrait tolérer « l'invitation faite aux Polonais de se réunir autour du drapeau de la Russie pour le renouvellement de leur Royaume, les nouvelles espérances données, l'ardeur excitée, les nouvelles scènes ouvertes à l'activité et aux cabales de ce peuple léger et remuant [1] ! »

Jamais l'Angleterre n'y consentirait. Talleyrand faisait chorus. « La France ne demande rien pour elle, disait-il à tout le monde, mais elle doit s'opposer aux agrandissements de la Russie... J'ai montré que j'étais contraire au système de tout envahir, mais s'il faut qu'il y ait un colosse en Europe, j'aime encore mieux le colosse de la Seine que celui de la Néva [2]. »

Alexandre accusait le prince de Bénévent d'avoir changé d'avis :

— A Paris vous vouliez un Royaume de Pologne !

[1] *Mémorandum de Lord Castlereagh au tsar* (14 décembre 1814). Voir *Correspondence* 1814 *and* 1815 *presented to the House of Commons*. London, 1863.

[2] *Journal de J.-G. Eynard*, chap. Ier, 20 octobre 1814.

— Mon avis, Sire, est toujours le même... Je voulais alors son indépendance, comme je la voudrais aujourd'hui, mais il s'agit de tout autre chose !...

— J'ai deux cent mille hommes dans le duché de Varsovie, ripostait le tsar en colère. Que l'on m'en chasse !... Vous parlez toujours de principes ; votre *droit public* n'est rien pour moi. Je ne sais ce que c'est... Quel cas voulez-vous que je fasse de tous vos parchemins et de vos traités [1] ? »

L'Autriche avait encore plus de raisons de s'opposer aux projets russes. Voici pourquoi : pour dédommager la Prusse de son appui pendant la guerre, les Alliés s'étaient engagés en 1813 « à contribuer à son agrandissement dans des proportions statistiques et géographiques pour le moins telles qu'elles étaient avant la guerre de 1806 [2] ». Il fallait donc lui rendre le duché de Varsovie dont Napoléon l'avait dépouillée. Mais Alexandre avait imaginé de lui offrir la Saxe en échange et de punir ainsi le roi Frédéric-Auguste de ses complaisances envers Bonaparte en le privant tout simplement de son trône.

La Prusse était d'accord, préférant la Saxe à la Pologne, mais l'Autriche avait tout à redouter d'une combinaison qui menaçait pareillement ses frontières. Rappelant les traités qui garantissaient un partage à l'amiable du duché de Varsovie entre les trois puissances, elle contesta formellement le droit de ses voi-

[1] *Rapport de Talleyrand à Louis XVIII*, 4 octobre 1814.

[2] D'après le traité de Kalisz entre la Prusse et la Russie (28 février 1813) et celui de Reichenbach entre la Prusse et l'Angleterre (14 juin 1813).

sins à conclure un autre arrangement sans qu'elle y consentît[1].

Metternich fait remarquer au ministre de Prusse « combien les vues de la cour de Russie à l'égard du duché de Varsovie, entièrement contraires au sens des traités qui ont uni les souverains alliés contre la France, ont mis d'obstacles, tant à l'arrangement des intérêts des puissances entre elles qu'à la marche du Congrès[2]. »

Sur le conseil de Lord Castlereagh, il demande au prince Hardenberg de se joindre à lui pour faire auprès du tsar une démarche simultanée au nom des deux puissances voisines. Il faut citer en entier les propositions de l'Autriche dans cette note du 2 novembre 1814, car elles indiquent en même temps le désir de la France et de l'Angleterre, qui les avaient inspirées :

1° Animée des principes les plus libéraux et les plus conformes à l'établissement d'un système d'équilibre en Europe, et opposée depuis 1772 à tous les projets de partage de la Pologne, l'Autriche est prête à consentir au rétablissement de ce Royaume, libre et indépendant de toute influence étrangère, sur l'échelle de sa dimension avant le premier partage, en réservant aux puissances voisines le règlement des frontières respectives sur le principe d'une mutuelle convenance.

2° Admettant le peu de probabilité que pareil projet

[1] La convention de Reichenbach signée le 22 juin 1813 entre la Prusse, l'Autriche et la Russie stipulait à l'article II « la dissolution du duché de Varsovie et le partage des provinces qui le forment entre les Cours d'Autriche, de Prusse et de Russie d'après les arrangements à prendre par ces trois puissances ».

Le traité de Toeplitz entre les mêmes puissances (9 septembre 1813) prévoyait aussi à l'art. Ier, section 4, « un arrangement à l'amiable entre les trois cours sur le sort futur du duché de Varsovie. »

[2] Lettre accompagnant la note du 2 nov. 1814. Corresp. 1814 and 1815 presented to the House of Commons. Inclosure 1, N° 6.

puisse même être pris en considération par la Cour de Russie, l'Autriche accéderait également au rétablissement de la Pologne libre et indépendante dans les dimensions de l'année 1791, sauf la réserve énoncée dans la proposition première.

L'Autriche se prêterait dans ce cas à reconnaître les agrandissements que la Russie et la Prusse croiraient devoir se réserver sur le nouveau Royaume, et qui ne seraient pas incompatibles avec son existence comme corps politique indépendant.

3º Dans la supposition que l'empereur de Russie regardât cette seconde proposition également inadmissible, l'Autriche est prête à reconnaître l'extension de la frontière russe jusqu'à la rive droite de la Vistule, le cours de ce fleuve devant rester libre et appartenir aux débouchés communs des souverains. La Russie garderait sur la rive gauche de la Vistule la ville de Varsovie avec un rayon, tandis qu'elle céderait à la Prusse la ville de Thorn sur la rive droite du fleuve.

L'Autriche, loin de viser jamais à s'immiscer dans des objets d'administration intérieure de ses voisins, abandonnerait à S. M. I. de toutes les Russies le soin de donner à ses provinces polonaises telle forme d'administration qu'Elle jugerait utile et convenable. Elle ne s'opposerait même pas à ce que l'empereur donnât à ses nouvelles acquisitions territoriales, isolément ou cumulativement avec ses autres provinces polonaises, la dénomination de « Royaume de Pologne du Nord ou de l'Est », S. M. I. et R. A. se réservant dans ce cas la faculté de réunir ses provinces polonaises sous la dénomination de « Royaume de Pologne du Sud », sous telle forme administrative qu'elle trouverait également utile et convenable. La même faculté devrait être réservée à S. M. prussienne.

La spécialité des notes autrichiennes sur la Pologne, c'est de commencer toujours en flétrissant les partages

et de finir presque aussi souvent par la proposition d'un nouveau démembrement plus favorable à la cour de Vienne que les précédents. Quant à la tactique employée de concert avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre, elle consistait à brandir le spectre de l'indépendance pour effrayer le tsar et l'amener à consentir au partage.

Lord Castlereagh ayant réuni chez lui Metternich et le prince Hardenberg, il sembla pendant quelques jours que la Prusse allait se détacher de la Russie et faire bloc avec les autres pour s'opposer aux prétentions d'Alexandre sur la Pologne. L'illusion fut brève et la cour de Berlin se contenta de proposer au tsar un compromis dont elle espérait de nouveaux avantages pour elle-même.

Le 7 novembre Hardenberg écrit un mémorandum qu'il communique à l'ambassadeur anglais :

...Même le prince Czartoryski travaille maintenant à ce que l'empereur s'arrange sur les limites. Il faudra, à mon avis, mettre tout en œuvre pour parvenir à un arrangement convenable à cet égard... mais nous devons céder sur la question politique parce que j'y vois beaucoup plus de profit que de danger pour le repos de l'Europe en général et pour les voisins de la Russie en particulier. Je vois la force et la puissance de celle-ci plutôt affaiblie qu'augmentée par ce nouveau Royaume de Pologne sous le sceptre du même souverain. La Russie proprement dite perd des provinces très considérables et fertiles[1].

Combinées avec le Duché de Varsovie, elles auront une

[1] Le tsar Alexandre ne manquait pas une occasion de laisser croire aux diplomates étrangers comme aux Polonais qu'il entendait réunir la Lithuanie et l'Ukraine au Royaume. Il en avait donné l'assurance au prince de Hardenberg.

constitution tout à fait différente, et beaucoup plus libérale que celle de l'Empire. Les Polonais jouiront des privilèges que les Russes n'ont point. Bientôt l'esprit des deux nations sera tout à fait en opposition, leurs jalousies empêcheront l'unité ; des embarras de tout genre naîtront, et un empereur de Russie, en même temps roi de Pologne, sera moins redoutable qu'un souverain de l'Empire russe, réunissant à celle-ci la plus grande partie de ce pays qu'on ne lui dispute pas comme province...

On voit combien peu le *bonheur des peuples* inquiétait le prince de Hardenberg et les diplomates ses frères. Le ministre de Prusse en arrivait à trouver plaisant de conclure un traité qui devait empoisonner l'Europe. Il oubliait que la gangrène est contagieuse et qu'il est dangereux d'infecter ses voisins, même pour les affaiblir.

Cependant la France et l'Angleterre continuaient à soutenir l'Autriche et se préparaient même à signer avec elle un traité secret d'alliance contre la Russie le 3 janvier 1815. On signalait partout des mouvements de troupes.

L'Autriche avait toujours cinq cent mille hommes sur le pied de guerre, la Prusse deux cent cinquante mille, la Bavière quatre-vingt mille, le Wurtemberg trente mille. La Russie en gardait plus d'un demi-million rien qu'en Saxe et en Pologne. Le tsar avait dépêché son frère Constantin à Varsovie pour y lever une nouvelle armée.

Impatienté par les hésitations des généraux polonais, pourtant sympathiques à la royauté d'Alexandre, le grand-duc lança lui-même un appel aux armes le 11 décembre 1814 :

« Sa Majesté l'Empereur Alexandre, votre puissant protecteur vous appelle. Réunissez-vous sous ses drapeaux ; que votre bras s'arme pour la défense de votre patrie et la conservation de votre existence politique ! »

A Vienne les nouvelles étaient mauvaises. Les pessimistes prévoyaient une rupture. Le tsar préféra l'éviter. Il présenta le 31 décembre un projet de concessions qui fut adopté par le congrès à peu de chose près.

C'était une solution mixte : en fait un nouveau partage de la Pologne avec la plus grosse part à la Russie. On rendait à l'Autriche Tarnopol et les salines de Wieliczka. Les villes de Thorn et de Cracovie devenaient territoires neutres et libres. La Prusse obtenait toute la région de Poznan.

Le reste du malheureux duché de Varsovie passait à la couronne de Russie, comme « Etat uni » avec une administration séparée, une constitution, des finances, une armée et des institutions nationales.

Le tsar demandait en outre à ses deux voisins d'accorder à leurs possessions polonaises une certaine autonomie provinciale qui leur garantît leur nationalité.

Mais la Prusse, à qui l'on avait promis de la rétablir dans ses proportions d'avant 1806, ne voulait pas se contenter de la Posnanie. Elle entendait se faire adjuger encore la Saxe tout entière. Le conflit devint très violent avec l'Autriche. Talleyrand soutenait Metternich.

Lord Castlereagh proposa de céder Thorn à la Prusse

en échange de Leipzig qu'on laisserait au roi de Saxe avec la capitale et la moitié de son royaume. La cour de Berlin joindrait le reste à ses Etats. Cet arrangement sauva la paix.

Lord Castlereagh avait insisté par une déclaration solennelle sur l'invitation faite aux puissances de garantir à leurs sujets polonais la conservation de leur nationalité.

En Angleterre l'opposition soutenait la cause de la Pologne. Wilberforce et Mackintosh proclamaient son droit à la vie. Lord Brougham avait lancé en sa faveur un retentissant *Appel aux Alliés et à la nation anglaise.* L'opinion publique ainsi réveillée serait terriblement déçue de la solution donnée au problème.

Il s'agissait de la calmer. Il s'agissait aussi de prévenir, par une concurrence de bons traitements, toute envie des Polonais d'Autriche ou de Prusse d'aller renforcer le Royaume uni à la Russie. En leur donnant des institutions autonomes, on apaiserait peut-être en eux cette « turbulence » qui ne cessait d'inquiéter Lord Castlereagh.

« De semblables moyens, déclare-t-il, paraissent être les plus directs et les moins dangereux pour les disposer à vivre tranquilles et satisfaits sous leurs gouvernements respectifs [1] . »

Les puissances répondirent chacune à la note anglaise et s'engagèrent publiquement à respecter ce principe dans leurs Etats.

[1] Note de Lord Castlereagh présentée au Congrès de Vienne le 12 janvier 1815.

L'accord était fait au commencement de février. Lord Castlereagh partit le 12. Le duc de Wellington venait d'arriver quand tout était fini.

Son apparition fut courte. Il entendit le tsar exposer les bases de la Charte qu'il destinait aux Polonais. Il reçut le prince Radzivill qui lui fit part de ses doutes et du grand désir de ses compatriotes de voir Alexandre proclamé roi de Pologne afin de l'obliger à tenir ses promesses. Il prit part le 21 février à la conférence où l'on inséra la note anglaise et les réponses dans le protocole.

Le 1er mars Napoléon débarque à Marseille et le 3 avril le noble duc-généralissime est en Belgique à la tête de ses troupes.

Le même jour les puissances approuvent définitivement la rédaction de l'article *Pologne* en accordant au tsar le titre de roi pour satisfaire aux vœux du prince Adam Czartoryski.

Ce n'est donc pas le retour de l'île d'Elbe qui a forcé l'entente, puisqu'elle était déjà faite ; il en a seulement pressé la confirmation publique. Encore une légende qui s'effrite à la morsure des faits.

Le 30 avril Alexandre annonce au Sénat polonais la création du Royaume. Le 3 mai il conclut avec la Prusse et l'Autriche les nouveaux traités de partage et le 9 juin les plénipotentiaires apposent leur signature au bas de l'acte final du Congrès au nom des souverains d'Autriche, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, de Portugal, de Prusse, de Russie et de Suède en ordre alphabétique.

L'Article premier du Traité de Vienne est rédigé comme suit :

Le duché de Varsovie, à l'exception des provinces et districts dont il a été autrement disposé dans les articles suivants, est réuni à l'Empire de Russie. Il y sera lié irrévocablement par sa constitution, pour être possédé par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ses héritiers et ses successeurs à perpétuité.

Sa Majesté Impériale se réserve de donner à cet Etat jouissant d'une administration distincte, l'extension intérieure qu'elle jugera convenable. Elle prendra avec ses autres titres celui de czar, roi de Pologne, conformément au protocole usité et consacré pour les titres attachés à ses autres possessions.

Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent, jugera utile et convenable de leur accorder.

En mentionnant les « sujets de la Russie » aussi bien que ceux de l'Autriche et de la Prusse, le traité de Vienne étendait cette dernière garantie aux Polonais de Lithuanie et Ruthénie annexés par Catherine II.

Le second paragraphe laissait d'ailleurs entendre qu'on joindrait ces provinces au Royaume pour le rétablir par cette « extension intérieure » dans ses anciennes limites orientales du Dniepr et de la Duna. Mais si l'empereur s'était réservé la liberté entière de leur donner cette satisfaction nationale ou de les en

priver, il était engagé dans le second cas à leur accorder cette même autonomie provinciale qu'il avait réclamée lui-même en faveur de la Galicie et de la Posnanie. De 1815 à 1914 un siècle a permis à chacune des trois puissances de montrer la valeur attachée aux engagements pris devant l'Europe.

Quant au Royaume, qu'on appela bientôt « La Pologne du Congrès », il devait trouver son indépendance de toute ingérence russe dans cette constitution particulière qu'on lui garantissait par le traité, mais qu'on oubliait d'insérer par la même occasion. Cette omission allait autoriser plus tard les abus les plus criants et faire abandonner petit à petit le point de vue accepté en 1815, qui ne prévoyait pas d'autre lien entre la Russie et le Royaume de Pologne que la réunion des deux couronnes sur une même tête.

La rédaction de l'article était conforme au tempérament d'Alexandre et à l'espoir que les Polonais plaçaient en lui. Son libéralisme était personnel, mais pas démocratique. Il entendait dispenser les libertés comme des grâces, mais pas comme des droits. Quel contraste avec les Jagellons qui inscrivaient dans la loi — toujours obligatoire pour leurs successeurs — chacun des privilèges qu'ils accordaient aux citoyens !

Indignés de l'opposition des puissances à l'unité de leur patrie, les Polonais comptaient sur Alexandre pour faire plus et mieux que le Congrès. Plus tard, après les nouvelles désillusions qui les attendaient, ils se retournèrent vers le traité de Vienne pour y trouver plus et mieux que la politique des tsars. C'est alors seulement, dans les mares de leur sang cruellement

répandu, qu'ils aperçurent en pleine lumière le vague et la pauvreté du misérable chiffon de papier qui défendait leur existence aux yeux du monde. Telle une malheureuse famille, après la mort d'un protecteur aimable, découvre avec son notaire l'inanité d'un précieux contrat qu'elle brandissait pour assurer sa demeure et le pain des enfants.

Le protecteur aimable, ce fut Alexandre Ier, qui brisa l'avenir de la Pologne en voulant à tout prix se réserver un monopole de générosité provisoire. Le notaire, ce fut la diplomatie anglaise, qui ne comprit qu'en 1831 à quel point les termes du traité de Vienne laissaient à désirer.

Le tsar était bien décidé à laisser les choses dans le vague afin d'en rester seul arbitre. Il ne répondit pas même à l'admirable appel de Kosciuszko, venu jusqu'à Vienne pour le supplier de préciser enfin ses intentions. Brutalement déçu, le grand vieillard se réfugia en Suisse et mourut à Soleure en 1817 au sein de la famille Zeltner. Les deux colosses avaient tenté vainement d'employer comme un instrument politique son nom sans tache et glorieux à jamais. A l'un comme à l'autre il avait demandé une parole droite et sûre qui garantît solidement l'avenir de sa patrie. Ne pouvant l'obtenir, il ne voulut servir ni l'empereur Napoléon ni le tsar Alexandre. En quittant la ville du Congrès, il écrivit au prince Adam Czartoryski, le 13 juin 1815, ce résumé noble et clair du vrai point de vue polonais :

Mon cher prince, je mets le plus grand prix à votre amitié, votre manière de penser étant conforme à la mienne, vous

êtes sans doute convaincu que le premier de mes désirs est de servir efficacement ma patrie.

Le refus de l'Empereur de répondre à ma dernière lettre de Vienne, dont vous trouverez la copie ci-jointe, m'ôte la possibilité d'atteindre ce but. Je ne veux point agir sans garantie pour mon pays, ni me laisser leurrer par l'espérance.

J'ai mis dans la même balance les intérêts de mon pays et ceux de l'Empereur; je suis incapable de les séparer : dans l'impossibilité de faire davantage, je me suis offert en sacrifice pour ma patrie, mais non pour la voir restreinte à cette petite portion de territoire, emphatiquement décorée du nom de Royaume de Pologne.

Nous devons rendre grâce à l'Empereur d'avoir ressuscité le nom polonais ; cependant le nom seul ne constitue pas une nation. L'étendue du territoire et le nombre des habitants sont quelque chose. Je ne vois pas sur quoi fonder, si ce n'est sur nos vœux, la garantie qu'il nous fit, à moi et à tant d'autres de mes compatriotes, d'étendre les frontières de la Pologne jusqu'à la Dzwina et au Borysthène, ce qui en établissant une certaine proportion de force et de nombre, aurait contribué à maintenir entre les Russes et nous une considération mutuelle et une amitié stable.

Ayant une constitution libérale et tout à fait séparée, comme ils se le promettaient, les Polonais se seraient estimés heureux de se trouver avec les Russes sous le sceptre d'un si grand monarque. Mais dès le début, j'aperçois un ordre de choses tout différent : les Russes remplissent, concurremment avec nous, les premières places du gouvernement. Ceci ne peut certainement pas inspirer une grande confiance aux Polonais; ils prévoient, non sans crainte, qu'avec le temps le nom polonais tombera dans le mépris et que les Russes nous traiteront bientôt comme leurs sujets ; et en effet, comment une population si bornée pourrait-elle se soustraire à leur prépondérance ? Et ceux de nos frères retenus sous le sceptre de la Russie, pouvons-

nous les oublier ? Nos cœurs souffrent de ne pas les voir réunis à nous : Nous avons pour garant la parole sacrée de l'empereur lui-même.

C'était ainsi que devait se former une population de 15 à 16 millions d'âmes, qui aurait constitué le Royaume de Pologne, royaume qui, comme celui de Hongrie, ayant sa constitution et ses lois particulières, devait sous un même sceptre, former un même empire avec la Russie.

Ici je dois séparer les intentions généreuses et humaines de l'empereur d'avec la politique de son Cabinet. Je conserverai jusqu'à la mort une juste reconnaissance envers ce prince, pour avoir ressuscité le nom polonais, quoique en lui donnant des bornes si restreintes. Que la Providence vous dirige; quant à moi, ne pouvant plus servir utilement ma patrie, j'irai trouver asile chez les Suisses. Vous savez si j'ai coopéré, autant qu'il a été en moi, au bien public.

CHAPITRE IX

ESSAI D'AUTONOMIE APRÈS 1815.

La Charte de 1815. — Alexandre félicite la première Diète. — Mais il se sent juge et partie. — Il ne réunit pas la Lithuanie et la Ruthénie au Royaume. — Déception des Polonais. — Violations russes de la Charte. — Protestations des frères Niemojewski. — Alexandre blâme la Diète en 1820. — Régime d'arbitraire. — Nowosiltsoff organise l'espionnage politique. — Violences du grand-duc Constantin. — Menaces d'Alexandre. — Il retarde la Diète. — Arrestation de Niemojewski.

Mort d'Alexandre en 1825. — Nicolas Ier jure de respecter la Charte. — Conspiration en Russie. — On cherche des complices en Pologne. — La Terreur à Varsovie. — Indignation nationale. — Les vers de Miçkiewicz expriment le sentiment général.

Le 18 avril 1815, Alexandre avait informé le président du Sénat polonais, comte Ostrowski, de la solution adoptée par le Congrès : « En prenant le titre de Roi de Pologne, j'ai voulu satisfaire aux vœux de la nation. Le Royaume de Pologne sera uni à l'Empire de Russie par les titres de sa propre constitution, sur laquelle je désire fonder le bonheur du pays. Si le grand intérêt du repos général n'a pas permis que tous les Polonais fussent réunis sous le même sceptre, je me suis efforcé du moins d'adoucir, autant que possible, les rigueurs de leur séparation et de leur obtenir partout la jouissance possible de leur nationalité. »

Un mois plus tard Alexandre adressait une proclamation à la population du Royaume et le roi de Saxe

Frédéric-Auguste signait son acte de renonciation au duché de Varsovie. Il fallait à tout prix donner confiance aux Polonais, sans doute impressionnés comme tout le monde par le retour de Napoléon, échappé de l'île d'Elbe.

Ce n'est qu'en automne, cinq mois après Waterloo, que le souverain put faire son entrée à Varsovie, en revenant de Paris où il avait prolongé son séjour.

La charte constitutionnelle qu'il signa le 27 novembre était inspirée des travaux de la Grande Diète en 1791 et rédigée d'après les suggestions du prince Adam Czartoryski. Son caractère nettement libéral fit l'admiration de l'Europe en dépit des restrictions qu'elle contenait. On la considéra partout comme une grande victoire pour les Polonais et ceux-ci mirent leur zèle à l'appliquer loyalement.

La personne du souverain formait l'unique lien entre le Royaume et l'Empire. Un lieutenant du Roi à Varsovie, un secrétaire d'Etat polonais à Pétersbourg maintenaient la continuité des rapports entre le monarque et son gouvernement. Le pouvoir exécutif était représenté par un Conseil d'Etat et par un conseil administratif plus restreint, où siégeaient en permanence autour du lieutenant les cinq ministres polonais et le commissaire du Roi. Le souverain faisait partie de la Diète avec la Chambre des nonces et le Sénat, qui devaient se réunir tous les deux ans.

L'armée nationale avait son uniforme et ses insignes particuliers.

A la clôture de la première Diète, le 27 avril 1818,

Alexandre exprime son contentement dans son discours du trône :

Vous avez justifié mon attente. Les délibérations de cette première assemblée, l'esprit qui l'a dirigée, les résultats qu'elle a produits attestent l'unanime pureté de vos intentions et déterminent mon suffrage...

Parmi les projets de loi qui vous ont occupés, un seul n'a pas obtenu l'assentiment de la majorité des deux Chambres. La conviction et la bonne foi ont présidé à ce résultat. J'y ai applaudi parce qu'il releva l'indépendance de vos suffrages. Librement élus, vous deviez librement délibérer. A cette double inviolabilité sera toujours attaché le vrai caractère d'une représentation nationale que j'ai voulu réunir pour entendre par son organe l'expression franche et complète de l'opinion publique...

Emportez, en retournant dans vos foyers, le témoignage d'avoir travaillé au bonheur de vos concitoyens et à la prospérité de votre patrie. Songez que cette même patrie élevée à la dignité d'un *Etat libre et indépendant* vous surveille d'un œil attentif dans le cercle de vos relations particulières et domestiques.

Le tsar terminait en recommandant aux Polonais d'appliquer les « divins préceptes de la morale chrétienne. »

Cependant le 16 août de l'année précédente, le ministre secrétaire d'Etat pour le Royaume de Pologne à Pétersbourg écrivait au prince lieutenant du roi à Varsovie :

« ...Sa Majesté ne regarde nullement comme irrévocables les bienfaits dont elle a comblé le pays, elle croit ses institutions obligatoires pour la nation, mais non pas pour elle ; dans le pacte octroyé à ses sujets, elle se sent juge et

partie ; elle n'en remplira les engagements qu'aussi longtemps que sa sagesse les jugera conformes au bien-être de la nation...

La lettre finissait par cet avertissement clair : que Sa Majesté ferait passer le maintien de l'ordre public avant toute autre considération.

Cet ordre n'était pas troublé, bien que les Polonais eussent déjà des raisons d'être amèrement déçus.

Alexandre avait constamment fait miroiter à leurs yeux la réunion des anciens territoires de l'Est au nouveau Royaume. Depuis 1812, il en faisait la promesse aux représentants de la Lithuanie et au prince Oginski, leur délégué principal, mais depuis que la chose était en son pouvoir, il en parlait surtout par sous-entendu, de manière à conserver l'espoir chez eux tout en évitant de s'engager lui-même [1].

C'est une méthode aujourd'hui classique. De Napoléon Ier à Nicolas II, quel homme d'Etat, quel souverain ne l'a pas employée chaque fois qu'il s'est agi de la question polonaise à la fois impérative et gênante entre toutes ?

[1] Après la réception des délégués de Lithuanie le 26 novembre 1815 à Varsovie, l'Empereur dit au sénateur Lanskoï, son conseiller privé, qui lui faisait remarquer la confiance témoignée par les députés envers leur souverain : « Ils ne se trompent pas ; ils ont raison de se fier à moi, et je ferai pour eux bien plus même qu'ils ne peuvent s'y attendre aujourd'hui. » Le sénateur le répéta le jour même aux délégués en ajoutant confidentiellement que S. M. avait l'intention de réunir la Lithuanie au Royaume. Voir Oginski, *Mémoires*, LXII, chap. VI.

Le 27 avril 1818 dans son discours de clôture à la Diète, Alexandre déclare : « Je reviendrai parmi vous pour jouir de vos progrès dans la belle carrière qui vous est ouverte et pour vous faire recueillir de nouveaux fruits de ma sollicitude. Polonais ! je tiens à l'accomplissement de mes intentions. Elles vous sont connues. »

Chacun veut avoir les Polonais pour soi, mais nul n'est prêt à sacrifier ses intérêts pour mériter leur appui jusqu'au bout.

Dès 1813 Adam Czartoryski s'était plaint au tsar du traitement infligé à la Lithuanie[1]. Néanmoins quand le prince Oginski fut reçu par Alexandre en audience privée le 12 novembre 1815, celui-ci joua la surprise en apprenant qu'à Vilna la censure interdisait toute allusion au Royaume de Pologne et à sa charte : « Je ne savais pas tout cela, mais un trait de plume va changer cette conduite... J'écrirai à Korsakoff. » Puis, comme Oginski lui demande la permission de lui présenter une délégation de la Lithuanie : « Volontiers, répond l'empereur, mais à condition que vous ne me demandiez pas la réunion de vos provinces à la Pologne, car il ne faut pas que l'on s'imagine que c'est vous autres... il faut que l'on soit persuadé que cela vient de ma propre impulsion, que c'est moi qui le veux. Vous êtes mécontents en Lithuanie et vous devez l'être aussi longtemps que vous ne serez pas amalgamés avec les vôtres... Encore une fois de la confiance et ne me compromettez pas[2] ! »

En réalité l'empereur jugeait infiniment plus profitable d'incorporer définitivement à la Russie les provinces orientales de l'ancienne République. On pourrait tenter de les russifier plus tard en provoquant d'abord une concurrence entre les différentes nationalités qui les habitent.

[1] Lettre du 27 avril 1813. *Mémoires et correspondance du prince* Adam Czartoryski.

[2] Oginski. *Mémoires*, Livre XII, chap. VI.

Mais il était essentiel que les Polonais ne perdissent pas confiance en lui. Des conseillers d'Alexandre comme Adam Czartoryski ou le comte Pozzo di Borgo, l'avaient averti du danger qu'il y aurait à tromper l'attente d'un peuple aussi bouillant. A défaut d'y répondre, il fallait donc avant tout prolonger cette attente.

C'est ainsi qu'on peut expliquer la stipulation fameuse du traité de Vienne : *Sa Majesté Impériale se réserve de donner à cet Etat l'extension intérieure qu'elle jugera convenable.* Sans rien garantir, une telle phrase autorisait tous les espoirs.

Il y a de bonnes raisons de croire que l'empereur avait déjà renoncé avant la fin du Congrès de Vienne à décréter la réunion de la Lithuanie au Royaume, si ardemment souhaitée à Vilna comme à Varsovie. Gabriel Eynard note dans son *Journal* au 27 janvier 1815 : « On dit que l'empereur Alexandre, qui avait jusqu'à présent persévéré dans son projet de réunir au duché de Varsovie les provinces polonaises russes..., a renoncé à ce projet sur les observations qui lui ont été faites par son Sénat et ses ministres à Pétersbourg qu'il détacherait ainsi les plus belles provinces de l'Empire russe [1]. »

Cependant l'opinion publique en Pologne eut bientôt fait de s'apercevoir qu'elle était leurrée une fois de plus. A cette méfiance, ainsi réveillée, allait s'ajouter toute une série de provocations.

Deux Russes faisaient la loi au gouvernement polo-

[1] *Journal de J.-G. Eynard*, chap. IV.

nais, c'étaient Nowosiltsoff, commissaire impérial, et le grand-duc Constantin, nommé par son frère Alexandre au commandement en chef de l'armée du Royaume. Ni le vieux général Zaïonczek, lieutenant du Roi, ni le Conseil d'Etat n'étaient assez forts pour opposer à ces deux personnages une résistance efficace.

Le sénateur Nowosiltsoff toujours enjoué, toujours habile, cachait les perfidies sous les fleurs. Le grand-duc était brutal, prompt à la colère et violent jusqu'à la cruauté. « Il a une figure affreuse ; il ressemble à une hyène en fureur ; lorsqu'il vous fixe, il est difficile d'imaginer un coup d'œil plus féroce. » Voilà le portrait qu'en faisait Eynard en revenant d'un bal au Congrès de Vienne [1].

Dès l'établissement du Royaume, il avait révélé ses dispositions hostiles et le prince Adam Czartoryski signalait au tsar, déjà depuis 1815, toute l'inquiétude que lui causait la présence de Constantin. Il semble à peine que le prince écrive au frère du grand-duc, tant la franchise est osée dans cette lettre :

Il paraît avoir pris en haine ce pays et tout ce qui s'y passe... L'armée, la nation, les particuliers, rien ne trouve grâce à ses yeux. La Constitution surtout est matière à sarcasmes continuels. Mgr le grand-duc ne s'en tient pas même aux lois militaires qu'il a lui-même confirmées. Il veut absolument introduire les coups de bâton dans l'armée et il les a ordonnés hier sans avoir égard aux représentations unanimes du comité. On dirait qu'il y a un plan formé pour contrecarrer les vues de Votre Majesté, pour rendre

[1] *Journal de J.-G. Eynard*, soirée du 9 octobre 1814, chap. I[er].

illusoires ses bienfaits et pour faire manquer son entreprise dès le commencement [1].

La suite vint confirmer cette impression fâcheuse. La constitution garantissait toutes les libertés, celle de la presse comme celle des personnes : toutes furent violées les unes après les autres.

L'article X prévoyait le passage ou l'introduction de troupes russes en cas de guerre. En pleine paix 10 000 soldats moscovites furent bientôt installés à Varsovie et dans les environs.

L'article XIII assurait au clergé catholique la propriété des fonds qui lui appartenaient. En fait on les diminua par des mesures qui le forçait de choisir entre la misère ou la soumission aveugle au gouvernement. En 1818 la plupart des couvents furent supprimés pour faciliter la propagande orthodoxe à l'Est.

L'article XCI soumettait aux délibérations des Chambres les lois de recrutement, le vote des impôts et le contrôle général des affaires publiques. En réalité ce droit leur fut dénié, le souverain ayant déclaré qu'il regardait cet article comme facultatif pour la couronne.

L'article XVI disait : *La liberté de la presse est garantie. La loi réglera les moyens d'en réprimer les abus.* Cette restriction servit de prétexte à l'établissement d'une censure générale qui devait soi-disant protéger la pensée chrétienne, mais qui en réalité

[1] *Mémoire et correspondance du prince* Adam Czartoryski. Lettre du 27 juillet 1815 à l'empereur Alexandre.

supprima tout simplement le droit de critiquer le gouvernement [1].

Les articles XVIII à XXIII garantissaient la liberté individuelle contre les arrestations arbitraires et les condamnations sans jugement ; mais le grand-duc Constantin ne s'en souciait guère et persécutait les étudiants pour la moindre chanson [2].

En ouvrant la seconde Diète en septembre 1820, Alexandre avertit les députés qu'il entendait rester le maître et montra qu'il n'avait nulle intention de désavouer son frère : « Sans doute le siècle où nous vivons exige que l'ordre social ait des lois tutélaires pour base et pour garantie. Mais ce siècle impose aux gouvernements l'obligation de préserver ces mêmes lois de la fatale influence des passions, toujours inquiètes, toujours aveugles.

» Sous ce rapport une grave responsabilité pèse sur

[1] Ordonnance du 22 mai 1819, art. II : « Tous les journaux et publications périodiques sans aucune exception sont dorénavant soumis à la censure. » L'ordonnance du 16 juillet 1819 étendait cette mesure « à toutes les publications et à tous les ouvrages de tout genre qui paraîtront dans le Royaume, quand même ces publications ne seraient pas périodiques. »

Le ministre secrétaire d'Etat écrit de Pétersbourg au lieutenant du roi le 13 décembre 1819 : « Si l'article 16 de la charte prescrit seulement que la loi réglera les moyens de *réprimer* les abus de la liberté de la presse, cela n'empêche nullement que cette même loi n'avise aux moyens de *prévenir* les abus... »

[2] Dans sa lettre du 13 décembre 1819 au lieutenant du roi le ministre-secrétaire d'Etat déclare : « Quant à la liberté individuelle, on doit également laisser au gouvernement la force nécessaire pour remplir tous ses devoirs... car autrement l'ordre des choses et même l'intérêt bien entendu des citoyens, confié à la protection de l'autorité, imposeraient au gouvernement l'obligation indispensable de s'attribuer cette force et de s'en servir, dans des cas plus graves, sans autre principe que celui de l'urgence du moment et de la responsabilité qui retomberait sur le gouvernement si, par son inactivité il exposait le pays aux malheurs bien plus funestes qu'amènerait l'anarchie. »

vous comme sur moi... elle m'oblige, pour prévenir la naissance du mal et la nécessité des remèdes violents, à extirper les germes de désorganisation dès qu'ils se feraient apercevoir. Telle est mon irrévocable résolution [1]. »

Les séances furent mouvementées. Une violente opposition se manifesta dès le début, et les deux frères Niemojewski, du palatinat de Kalisz, firent sonner les vérités sans ménagement. Les modérés les en blâmèrent, estimant qu'il eût mieux valu ne pas casser les vitres et répondre à la perfidie par la patience.

Quoi qu'il en soit, la Diète refusa tous les projets de loi sauf deux.

Piqué au vif, Alexandre quitta Varsovie en claquant les portes : « Interrogez votre conscience, s'écrie-t-il en clôturant la Diète le 13 octobre, et vous saurez si, dans le cours de vos discussions, vous avez rendu à la Pologne tous les services qu'elle attendait de votre sagesse ; ou si, au contraire, entraînés par des séductions trop communes de nos jours, et immolant un espoir qu'aurait réalisé une prévoyante confiance, vous n'avez pas retardé dans ses progrès l'œuvre de restauration de votre patrie. »

Ce discours du plus généreux des tsars est encore un exemple assez typique de la méthode employée par les souverains de Russie pour intimider non seulement les Polonais, mais aussi les puissances qui voudraient les défendre. On en trouve des exemples frappants dans toute l'histoire du siècle et notamment au Congrès de

[1] Discours du 30 septembre 1820.

Paris en 1856. Pour obtenir justice, il faut avant tout ne pas la réclamer. Silence et confiance. Si l'on parle, on perd la meilleure des causes en indisposant Sa Majesté, qui préparait justement telle mesure admirable. Si l'on se tait, la mesure est ajournée, puisque personne ne demande rien et que tout le monde est content.

Dès lors c'est la brouille. Alexandre est plein de ressentiment et ses représentants ne se gênent plus. C'est un régime inouï d'arbitraire qui commence. Nowosiltsoff favorise en grand l'espionnage et la corruption. Constantin semble atteint d'une folie furieuse. La jeunesse est un crime en elle-même, les étudiants sont traqués et jetés au cachot sans jugement. Le conseil du palatinat de Kalisz est suspendu. Le nombre des écoles est diminué et l'instruction publique enrayée comme suspecte.

La charte prévoyait la discussion du budget par la Diète. En fait il ne lui fut jamais soumis et la nation dut supporter sans contrôle un lourd déficit de plusieurs millions chaque année pour satisfaire aux caprices de Constantin, qui imposait au pays des charges militaires exorbitantes. Au lieu de modérer ces dépenses exagérées, Alexandre en profite pour menacer le Conseil d'Etat de l'abolition du Royaume [1].

Les citoyens eurent beau s'empresser de payer leurs impôts d'avance à l'appel du nouveau ministre des

[1] « Les choses en sont venues à tel point, écrit-il le 25 mai 1821, qu'il ne s'agit pas actuellement de délibérer sur la suppression de quelques emplois, sur l'achèvement ou la cessation de quelques travaux, mais plutôt de prononcer sur l'existence nationale de la

Finances Xavier Lubecki, le tsar avait renoncé à tout ménagement. Il attendit cinq ans pour convoquer la troisième Diète, en violation formelle de la constitution qui en fixait l'assemblée tous les deux ans [1].

Il en exclut d'avance les deux frères Niemojewski et fit interdire à Vincent de jamais paraître en sa présence. L'intrépide nonce de Kalisz voulut remplir son mandat quand même : dès son arrivée, il fut saisi par les gendarmes et reconduit chez lui comme prisonnier dans ses domaines, tandis qu'on traînait son frère Bonaventure devant les tribunaux.

Enfin la publicité des débats, garantie par l'article 95 de la charte, fut supprimée par un article additionnel inséré le 3 février 1825 [2], sans aucun autre droit que le bon plaisir du plus fort.

Qu'on était loin de la première Diète où le tsar avait félicité les députés de leur indépendance et proclamé dans son discours du 27 mars 1818 :

Votre restauration est définie par des traités solennels ; elle est sanctionnée par la charte constitutionnelle.

Pologne et du bien le plus précieux des Polonais ; car il s'agit de vérifier par l'expérience, si la Pologne peut suffire par ses propres ressources à l'existence politique et civile dont elle a été gratifiée, ou si, après avoir déclaré son impuissance, ce nouveau royaume doit céder à l'établissement d'un ordre de choses plus adapté à l'exiguïté de ses forces. »

[1] Article 87 de la Charte.

[2] « Nous Alexandre Ier, etc.... avons décrété et décrétons : les séances d'ouverture et de clôture de la Diète ainsi que celles où la sanction royale des projets de loi sera promulguée, continueront d'être publiques comme par le passé, elles seront accompagnées des solennités ordinaires. Pour le choix des commissions, ainsi que pour les délibérations et les discussions de tout genre, les chambres se formeront en un comité particulier. Cet article est déclaré partie intégrante et inséparable de la charte constitutionnelle. »

L'inviolabilité de ces engagements extérieurs et de cette loi fondamentale assure désormais à la Pologne un rang honorable parmi les nations!

Alexandre mourut le 1er décembre 1825, laissant aux Polonais l'impression d'un autocrate au caractère aimable et généreux, mais ambitieux jusqu'à l'hypocrisie et perverti par son entourage, encore fidèle aux pires traditions de Catherine.

En montant sur le trône impérial et royal, Nicolas Ier déclara que les institutions données par Alexandre aux Polonais resteraient sans changement : « en conséquence, proclamait-il le 25 décembre, je promets et je jure devant Dieu que j'observerai l'acte constitutionnel et que je mettrai tous mes soins à en maintenir l'observation. »

Mais, le jour suivant, une grande conspiration nationale éclatait en Russie. Elle fut réprimée dans le sang et des milliers de victimes furent envoyées en Sibérie. On chercha des complices jusqu'en Pologne, où les sociétés démocratiques avaient entretenu des rapports d'amitié avec les intellectuels russes. Les cachots furent remplis de prisonniers de tout âge et virent se dérouler comme en Asie d'abominables scènes de torture.

Le grand procès qui suivit cette affaire dura près de quatre années et les accusés ne furent enfin libérés que par l'intervention de l'archevêque et l'établissement d'une haute cour nationale. Les sénateurs qui la composaient votèrent l'acquittement général. Ils furent sévèrement réprimandés et consignés dans la capitale,

tandis qu'on interdisait la publication du jugement.

Constantin, nommé lieutenant du roi après la mort de Zaïonczek, avait introduit en Pologne le régime de l'Inquisition. Un cabinet noir, qui brisait et réparait les cachets, livrait au grand-duc les secrets des familles et les correspondances des clubs.

Les espions pullulaient, pénétrant dans les maisons, dénonçant un père qui lisait Jean-Jacques, un fils qui parlait politique. Arrêtés la nuit, les malheureux disparaissaient au fond des caves sombres d'un vieux couvent humide. Pour avoir résisté au supplice et refusé de livrer des noms, beaucoup d'entre eux n'en revinrent jamais.

Plongé dans la terreur, exaspéré par la méfiance, le pays tout entier marchait au désespoir.

L'indignation gagnait tous les cœurs et la jeunesse rêvait d'enflammer la conscience nationale pour un grand mouvement libérateur. Au sein de l'armée, Pierre Wysocki organisait les forces cachées d'une société patriotique, mais il avait de la peine à trouver des chefs, tant les généraux craignaient de se compromettre en vain.

Du fond de la Russie, Adam Mickiewicz, exilé de sa patrie, publiait son grand poème historique, dont la censure de Pétersbourg n'avait pas saisi l'inspiration profonde. Les vers de *Konrad Wallenrod* couraient sur toutes les lèvres à Vilna comme à Varsovie :

Chant populaire, arche d'alliance entre les temps anciens et nouveaux ! C'est en vous que le peuple dépose les armes

de son héros, la force de sa pensée et la fleur de son sentiment...

Chant du peuple ! gardien du sanctuaire national des souvenirs ! Si ta voix et tes ailes sont angéliques, tu tiens parfois aussi le glaive de l'archange !

L'histoire tracée au pinceau, la flamme peut la dévorer ; vos trésors, les larrons viendront les piller : le chant seul échappe et survit ; le chant parcourt la foule et s'il n'est pas compris, il fuit dans la montagne, il s'attache aux décombres et raconte au désert l'histoire du passé !

CHAPITRE X

L'insurrection de 1830 et la monarchie de juillet.

Nicolas viole la Charte. — Il retarde la convocation de la Diète. — Révolution de Juillet en France. — La Belgique s'émancipe. — Le Tsar mobilise. — L'armée polonaise doit marcher contre la France. — La Pologne s'indigne. — L'Insurrection éclate à Varsovie (le 29 novembre 1830).

La sympathie française. — La presse. — Temps perdu en Pologne. — Le généralissime veut négocier. — Nicolas refuse. — La Diète proclame l'indépendance de la Pologne. — Elle déclare le trône vacant (25 janvier 1831). — Invasion russe. — Czartoryski au pouvoir. — Le duc Mortemart ambassadeur de France à Pétersbourg. — Kniaziewicz et Plater à Paris. — Fausse neutralité de la Prusse. — Lafayette proteste au Palais Bourbon. — Le gouvernement français ne veut pas se compromettre. — Sympathie populaire en Europe et en Amérique. — Excitation à Paris et à Lyon. — Les chansons. — Le *Temps* suggère une démarche franco-anglaise à Pétersbourg. — Talleyrand la propose à Londres. — Palmerston refuse.

Discours du trône de Louis-Philippe. — Son cabinet conseille aux Polonais la modération. — Hésitations funestes en Pologne. — Influence néfaste de la diplomatie. — Chute de Varsovie (le 7 septembre 1831). — Le général Sébastiani l'annonce à la Chambre française. — Emeute à Paris. — Lafayette et Casimir Périer. — Accents indignés de Barthélemy.

Nicolas attendit quatre ans pour venir à Varsovie se faire couronner. Il en attendit cinq pour convoquer la Diète. On aurait pu croire qu'il provoquait sans regret l'inévitable explosion qui lui permettrait de se venger en supprimant la constitution du Royaume.

Averti du péril et pressé d'ordonner quelques réformes, le tsar gardait le silence et le comte Nesselrode répondait pour lui sans quitter son calme impénétrable : « Ne croyez-vous pas qu'il soit déjà trop tard ? »

Sur ces entrefaites, les nouvelles de France annoncent la révolution de juillet qui vient d'éclater avec un retentissement tel, qu'il ébranle tous les trônes de l'Europe.

Ayant renversé le gouvernement réactionnaire de Charles X le 29 juillet 1830, la population parisienne hésite entre la République et la royauté constitutionnelle. Elle adopte enfin l'idée de Thiers et l'on acclame Louis-Philippe d'Orléans, que le vieux général Lafayette présente avec un drapeau tricolore sur le balcon de l'Hôtel-de-Ville.

Soulevée à son tour, la Belgique réveillée secoue la domination hollandaise et proclame son indépendance. Le tsar est indigné de tant d'audace. La Sainte-Alliance et toute l'œuvre du Congrès de Vienne sont insultées par les peuples. Les principes d'autorité sont ruinés. Une contagion pareille peut faire tache d'huile et menacer jusqu'au trône impérial de Russie. Il faut à tout prix l'arrêter et la détruire à la source.

Nicolas mobilise les troupes russes et se prépare à marcher sur Bruxelles et Paris. L'armée polonaise devait servir d'avant-garde. Le 18 août le ministère des finances à Varsovie reçoit de Pétersbourg l'ordre formel d'avoir à s'occuper des frais d'une campagne [1].

[1] Lettre confidentielle au prince Lubecki, ministre des finances de Pologne : « L'Empereur et Roi m'a chargé d'informer V. E. de la manière la plus particulière que, comme dans les circonstances

Le 21 octobre la guerre est décidée pour la fin décembre [1].

Cette fois c'en est trop. Les Polonais n'accepteront pas d'aller se battre en France contre le droit des peuples et contre une nation qu'ils n'ont jamais cessé d'aimer comme une sœur malgré toutes les déceptions passées.

L'insurrection nationale éclate le 29 novembre au soir à Varsovie. Des coups de fusil retentissent au Belvédère et le grand-duc Constantin, poursuivi dans son palais par la jeunesse patriotique, s'échappe à grand'peine dans la nuit et quitte bientôt le Royaume avec ses troupes.

La Pologne s'arme contre ses oppresseurs et l'insurrection provoque un soulèvement général d'un bout à l'autre du pays. L'armée nationale, au lieu d'aller poignarder la France et la Belgique, se retourne pour demander raison à l'autocrate.

A Paris, Lafayette, qui avait combattu en Amérique avec Kosciuszko, s'écrie à la Chambre des députés [2] :

actuelles il pouvait se présenter des cas où l'armée polonaise dût se mettre en mouvement, il est de l'intention de S. M. que vous vous occupiez immédiatement, mon prince, à revoir les ressources sur lesquelles le trésor pourrait compter au besoin pour subvenir aux frais de la mobilisation de l'armée ainsi qu'à ceux d'une campagne... (signé) J. Turkull. » 18 août 1830.

[1] Lettre confidentielle du Secrétaire d'Etat au même : « Mon Prince, M. l'aide de camp du général comte Tschernyscheff m'ayant fait connaître par un office de ce jour que S. M. I. et R. venait de charger S. A. I. Monseigneur le grand-duc Constantin de mettre sur pied de guerre toutes les troupes qui sont sous ses ordres, y compris l'armée royale polonaise, et d'en hâter l'exécution pour le terme définitif du 10/22 décembre de l'année courante ; qu'il soit fourni à la commission de guerre, des fonds dont elle aurait besoin pour cette opération. Je m'empresse d'informer V. E. de cette volonté suprême... (signé) E. Grabowski. 21octobre 1330.

[2] Séance du 15 janvier 1831.

« Messieurs, la guerre était préparée contre nous ; la Pologne devait former l'avant-garde ; elle s'est retournée contre le corps de bataille, et l'on s'étonnerait que cette avant-garde excitât tous nos vœux, toute notre reconnaissance, toute notre sympathie ! »

Le peuple français, lui, ne s'étonnait pas. Il comprenait que cette insurrection préservait la France encore une fois comme celle de Kosciuszko l'avait déjà sauvée en 1794. « On vivait surtout en Pologne », écrit Louis Blanc. Démocrates et catholiques unissaient leurs voix pour applaudir au courage des Polonais. Armand Carrel les louait dans *Le National*, Montalembert et Lamennais dans *L'Avenir* :

Enfin elle a jeté son cri de réveil, enfin elle a secoué ses chaînes et en a menacé ses oppresseurs, cette fière et généreuse Pologne... Le monument sacrilège que le XVIIIe siècle nous a légué, est effacé de la carte de l'Europe, l'œuvre impie du Congrès de Vienne est anéantie... On ne reverra plus l'impitoyable diplomatie distribuer les hommes comme de vils bestiaux et vendre la foi des nations au plus offrant ! [1]

Un gouvernement provisoire s'était formé le 4 décembre à Varsovie et l'on avait confié la dictature au général Chlopicki.

Désireux d'éviter la guerre, celui-ci préféra la diplomatie, qu'il connaissait mal, à l'art militaire qui faisait toute sa réputation.

Effrayé de l'élan populaire, il veut à tout prix négocier avec le tsar, envoie Lubecki à Pétersbourg et gaspille un temps précieux qui permet aux armées russes

[1] Article du comte de Montalembert dans l'*Avenir* du 12 décembre 1830.

d'opérer leur jonction vers les frontières du Royaume.

Nicolas d'ailleurs est indigné que des sujets osent lui parler de *conditions*. Il exige une soumission entière et fait des promesses aux soldats polonais qui resteront fidèles à la Russie et trahiront ainsi la cause de leur patrie. Ses généraux le persuadent qu'on écrasera l'insurrection sans peine.

Diébitsch et Beckendorff tiennent ce même langage le 18 décembre aux officiers qui portent les dépêches de Chlopicki : « Eh bien, messieurs les Polonais ! votre révolution n'a pas au moins le mérite de l'à-propos : vous vous êtes justement soulevés au moment où toutes les forces de l'Empire étaient en marche vers vos frontières. Vous sentez bien qu'une lutte aussi inégale ne saurait être longue. » Ils se trompaient ; car la guerre sanglante dura dix mois, bien qu'ils eussent au moins 125 000 hommes et 450 canons pour écraser 45 000 Polonais avec 140 bouches à feu.

Comme un des envoyés [1] répondait que la Pologne pourrait bien tenir jusqu'à l'intervention des puissances libérales qui viendraient à son secours, le maréchal Diébitsch lui répliqua : « Eh bien, qu'en résultera-t-il pour vous ? Nous comptions faire une campagne sur le Rhin ; nous la ferons sur l'Elbe ou même sur l'Oder après vous avoir écrasés. »

Réunie le 18 décembre à Varsovie, la Diète lançait le manifeste fameux qui fut publié dans le monde entier. Ce document, d'une fière noblesse de ton,

[1] Le lieutenant-colonel Wylezinski.

expose les différents griefs de la nation et contient ce passage caractéristique :

Nous n'avons été influencés par aucune haine nationale contre les Russes, qui sont comme nous d'origine slave ; au contraire dans les premiers moments, nous nous plaisions à nous consoler de la perte de notre indépendance, en pensant que, bien que notre réunion sous un même sceptre fût nuisible à nos intérêts, elle pourrait néanmoins faire participer une population de quarante millions d'habitants à la jouissance des libertés constitutionnelles, qui, dans tout le monde civilisé, étaient également devenues un besoin pour les gouvernants comme pour les gouvernés.

Convaincus que notre liberté et notre indépendance, loin d'avoir jamais été hostiles vis-à-vis des Etats limitrophes, ont au contraire servi, dans tous les temps, d'équilibre ou de bouclier à l'Europe, et peuvent lui être aujourd'hui plus utiles que jamais, nous comparaissons en présence des souverains et des nations avec la certitude que la voix de la politique et de l'humanité se feront également entendre en notre faveur.

Nicolas de son côté lançait une proclamation solennelle au peuple russe le 12/24 décembre 1830 :

Russes !... dès la première nouvelle de la trahison, votre réponse a été le serment réitéré d'une fidélité inébranlable.

C'est avec une profonde émotion que nous voyons ce magnanime élan de l'amour du peuple pour nous et pour la patrie, et nous croyons que c'est pour nous un devoir sacré d'y répondre par des paroles rassurantes... Dieu, le protecteur du bon droit, est avec nous et la puissante Russie peut, d'un seul coup décisif, forcer à la paix ceux qui osent la troubler...

Les encouragements venus de France avaient pu tromper les Polonais et leur faire espérer l'intervention des puissances occidentales.

Les pamphlets contre la Russie pullulaient à Paris. On y signalait le danger qu'il y aurait pour l'Europe à laisser la victoire à un empire aussi envahissant. L'opinion qui régnait en France est assez bien illustrée par une brochure du général du Bourg, publiée à Paris le 14 décembre 1814[1]. On y lit cette conclusion catégorique : « Les vœux de l'Europe, l'Angleterre comprise, sont pour la Pologne ; et s'il venait un jour où l'appui de la France lui fût nécessaire, il ne lui serait pas refusé. »

Cependant les diplomates s'efforçaient d'expliquer aux Polonais combien il serait difficile à leurs gouvernements d'entrer en rapports officiels avec une nation dont le roi se trouvait être en même temps l'empereur de Russie.

A Varsovie, où ces propos furent connus à la même heure que les arrogantes réponses du tsar, on crut donc opportun de proclamer l'indépendance de la Pologne et la déchéance de Nicolas Ier.

La Diète déclare le 25 janvier 1831 que le *peuple polonais est indépendant et qu'il a le droit de disposer de la couronne*[2].

[1] *La révolution de Pologne et ses effets probables*, Paris, chez les libraires du Palais royal, 1830.

[2] Voici l'acte de déchéance, signé par les nonces et les sénateurs : « Les conventions les plus sacrées sont autant inviolables qu'elles sont mutuellement et fidèlement observées par les deux parties. Nos longues souffrances sont connues du monde entier. Les franchises jurées par deux souverains, violées tant de fois, délient en ce jour la nation polonaise de la fidélité qu'elle devait au monarque régnant. Les paroles de l'empereur Nicolas disent que le premier coup de canon que nous tirerons sera le signal de la destruction de la Pologne. Ces paroles en nous ôtant tout espoir d'obtenir justice, ne nous laissent qu'un noble désespoir. En conséquence le peuple polonais, représenté par la Diète, déclare : qu'il est indé-

En réponse à cet acte impressionnant, les armées russes envahissent le pays et les Polonais se battent comme des lions. Les premiers combats leur sont favorables, mais leurs pertes sont terribles.

Le temps gaspillé se paya cher. En temporisant deux mois au lieu d'envahir immédiatement la Lithuanie, le dictateur avait négligé la meilleure occasion d'augmenter les forces nationales avec l'appui d'une population qui ne demandait pas mieux que de participer au soulèvement[1].

L'armée souffrit aussi des changements continuels de généralissime. Après la démission de Chlopicki, le commandement fut confié successivement au prince Michel Radziwill le 21 janvier 1831, à Skrzynecki le

pendant et qu'il a le droit de disposer de la couronne en faveur de celui qu'il jugera digne de la porter et qui lui présentera les garanties les plus solennelles et les plus religieuses pour le maintien de la foi et du pacte juré. »

Le 6 février 1830 Nicolas y répondait par un nouveau manifeste au peuple russe :

« Cet audacieux oubli de toutes les lois et de tous les serments. cette démence inqualifiable ont comblé la mesure des crimes.., Nous avons ordonné à nos fidèles soldats de marcher contre les rebelles et de les exterminer.

» Russes !... vous allez tirer la gloire de la vengeance pour maintenir intacts l'honneur et l'intégrité de l'Empire. »

[1] Voir l'adresse des Lithuaniens et Ruthènes habitant la Pologne présentée à la Diète le 22 janvier 1831 :

« Nos lois ont été méconnues, notre nationalité outragée à la face de l'Europe malgré les stipulations du Congrès de Vienne, notre religion persécutée et on nous imposait le schisme... Des citoyens notables, la fleur de la jeunesse, martyrs de la nationalité, ont été transportés en Sibérie et punis sans être coupables. On nous a ôté notre statut, notre langue maternelle... on vendait la justice...

» Depuis que cette révolution a été reconnue nationale, les terres lithuano-ruthéniennes font de nouveau partie de la Pologne, car c'est par une action simultanée que notre indépendance pourra se consolider. Espérant tout de vos vertus civiques, nous déposons entre vos mains le sort de la Pologne. »

26 février, à Dembinski le 10 août, à Casimir Malachowski le 18 août et à Rybinski le 9 septembre.

Le 30 janvier la Diète nomme un gouvernement national de cinq membres, dont le prince Adam Czartoryski accepte la présidence. Risquant sa tête et son immense fortune, il n'hésite pas à ranimer le courage guerrier de ses compatriotes : « Nous devons aujourd'hui chercher notre salut dans les armes et dans les combats. L'Europe qui va contempler la lutte ne se prononcera qu'après la victoire [1]. »

[1] Dans ce discours à la Diète le 30 janvier 1831 le prince Adam expliquait aussi les raisons de son attitude : « Le sort a voulu me condamner, dit-il, à passer la plus grande partie de ma vie dans ces tristes jours où le nom de Polonais semblait rayé de la liste des nations. Il n'y avait plus rien alors à espérer pour nous que du monarque qui régnait sur notre pays tout entier. Alexandre, jeune, noble, animé pour la Pologne de bienveillantes et généreuses intentions, avait su m'attirer à lui par toutes les vertus de son âme et les qualités de son caractère ; je crus pouvoir profiter de ses heureuses dispositions ; sa gloire et l'indépendance de notre chère patrie devinrent les seuls objets de tous mes désirs et de toutes mes actions... Je croyais alors que la Pologne, par son union intime avec un peuple de la même race, pouvait rentrer, plus lentement il est vrai, dans son indépendance, à l'aide de ses constants et infatigables efforts. Trop d'événements ont détruit ma conviction et éteint mes espoirs. La violation flagrante de la Constitution et des lois, ces persécutions nombreuses dont s'armait un pouvoir soupçonneux, ne permettent plus à personne de mettre en pratique quelques-unes de ces idées dont j'ai cru l'application possible. Désormais tous les liens sont brisés ; la nation a proclamé hautement sa ferme volonté de rester libre et indépendante. Quoi que la nécessité puisse commander, le devoir d'un chacun est de s'y soumettre ; la volonté nationale, franche et unanime, ne doit rencontrer aucun obstacle. Maintenant abandonner la cause du peuple, ne pas m'associer entièrement à sa fortune, à ses dangers et à ses sacrifices, ce serait trahir le cri de ma conscience ; ainsi je porterai l'honorable fardeau que l'on vient de m'imposer, persuadé comme je le suis, que nul ne doit se soustraire à l'accomplissement de devoirs qui sont communs à tous... »

Plus loin le prince engageait ses compatriotes à ne pas se décourager en cas de revers : « C'est dans les revers que les Polonais pourront attester leur force d'âme et leur inébranlable amour de la patrie... Le sort du pays et l'intérêt de la nation ne peuvent être à mes yeux enchaînés à aucun lien particulier ; l'armée et le gouvernement doi-

En effet quand la déchéance du roi, proclamée par les Chambres, fut communiquée aux cabinets d'Occident, ceux-ci trouvèrent de nouvelles objections pour excuses : Les Polonais s'étaient mis dans leur tort, il ne fallait pas casser les vitres, un acte pareil allait gêner les puissances, qui d'ailleurs n'avaient jamais envisagé d'intervention armée et qui ne pouvaient songer qu'à des démarches amicales auprès du tsar.

C'était notamment le point de vue du gouvernement français, qui venait d'envoyer à Saint-Pétersbourg un ambassadeur aristocrate, le duc de Mortemart, avec la mission de rassurer le tsar sur les intentions de la nouvelle monarchie. En traversant la Prusse au milieu de janvier pour rejoindre son poste, le duc avait rencontré de nuit dans une forêt des agents polonais qui l'attendaient à son passage pour l'interroger.

« Mes instructions, leur dit-il, ne m'autorisent à agir qu'en faveur du Royaume de Pologne, tel qu'il a été constitué par le Congrès de Vienne. Si les Polonais allaient au delà, ils n'auraient pas à compter sur l'appui de la France. » Victor de Nouvion, qui rapporte cette conversation dans son *Histoire du Règne de Louis-Philippe*, en profite pour blâmer durement les Polonais de n'avoir pas tenu compte de cet avertissement.

Si les interlocuteurs du noble Duc ont eu le temps

vent combattre jusqu'à la fin et disputer opiniâtrement chaque pied resté libre du territoire national. »

Ce discours est un des principaux faits mentionnés dans l'acte d'accusation que le tsar Nicolas fit dresser contre le prince Adam, qu'il condamna par contumace à la mort et à la confiscation de ses biens.

d'avertir encore la Diète avant sa décision suprême, ce que Nouvion ne prouve pas, on ne voit guère cependant l'avantage qu'il y aurait eu pour la Pologne à renoncer d'avance à ses droits historiques pour gagner un appui aussi atténué que celui dont parlait M. de Mortemart. C'est au contraire en tenant beau coup trop compte de pareils conseils de modération que le général Chlopicki et ses successeurs firent perdre à leur armée des occasions précieuses de frapper un grand coup décisif.

D'ailleurs les délégués ne pouvaient pas croire à l'avertissement tardif de l'ambassadeur : ils avaient trop confiance dans la force de la démocratie française et s'imaginaient de loin que la popularité d'un Lafayette suffirait à renverser tout Cabinet qui refuserait de prêter secours à la Pologne. Ils se trompaient gravement et s'aperçurent bientôt à leurs dépens qu'en France aussi bien qu'ailleurs le pouvoir avait les moyens de leurrer l'opinion publique avec des phrases et d'agir à sa guise en dépit de toutes les manifestations possibles. En fait le commerce et la finance approuvaient la politique de paix à tout prix, et le soleil du vieux général avait déjà baissé depuis sa démission du ministère et du commandement de la garde nationale.

Adam Czartoryski avait délégué à Paris le général Kniaziewicz et le comte Plater pour y installer une légation polonaise ; mais c'est en vain que Lafayette adjure le gouvernement français de la reconnaître. Il a beau faire valoir les services d'un peuple qui versa tant de fois son sang pour la France. Le ministère des

bourgeois prudents qui entourent Louis-Philippe ne veut pas s'engager dans une aventure.

Sans aller pourtant jusqu'à la guerre, on aurait au moins pu faire entendre un langage aussi ferme en faveur de la Pologne que celui qu'on avait su tenir à propos de la Belgique, « un langage des premiers temps de juillet », comme on disait au Palais-Bourbon.

N'avait-on pas empêché quiconque d'aller attenter aux libertés conquises par les Belges ? Pourquoi se taire alors quand la Prusse pratiquait à l'égard de la Pologne une perfide neutralité à deux poids et deux mesures, arrêtant les secours, fermant la frontière de Poznan, coupant les communications entre l'Europe et les insurgés, tandis qu'elle ouvrait la Vistule aux Russes, approvisionnait leurs armées et tenait les siennes prêtes en cas de besoin pour écraser les Polonais par derrière ?

Voilà ce qu'on se demandait à la Chambre, où l'on commentait avec feu les nouvelles du Nord.

En Posnanie les Polonais qui vont combattre avec leurs frères voient leurs biens confisqués. Dantzig et Kœnigsberg se plaignent au roi de Prusse du choléra que les bateaux russes apportent au sein des villes[1]. Des soulèvements ayant éclaté en Lithuanie, les armées du tsar passent un mauvais quart d'heure et se trouvent bientôt prises entre deux feux. L'aile droite, complètement cernée, aurait succombé sans la connivence de la Prusse, qui lui rétablit sa ligne de communication coupée et lui permit ainsi de passer la Vistule entre Thorn et Plock.

[1] Voir l'adresse de la municipalité de Kœnigsberg (5 Juillet 1831).

L'abandon où l'on nous avait laissés ne nous avait point découragés, mande le gouvernement national à ses agents diplomatiques[1] ; nous avons multiplié nos efforts, nous avons prodigué notre sang, nous ne nous sommes pas laissé abattre par des revers ; nous avons résisté, nous résistons encore à la puissance colossale de la Russie ; car si nous n'avions jusqu'à présent aucun allié, nous n'avions du moins qu'un seul adversaire à combattre.

Mais au moment où nous avons cru mériter l'estime et peut-être même l'intérêt des autres puissances, au moment où nos efforts et nos sacrifices allaient porter leurs fruits, pouvons-nous voir sans douleur une puissance voisine porter secours à nos ennemis pour arrêter nos succès et nous dépouiller des avantages brillants que notre position actuelle nous avait assurés ?

Cette protestation légitime resta sans effet, mais non pas sans écho. Le gouvernement polonais avait envoyé des représentants aux principales cours d'Europe[2]. S'ils trouvaient peu d'accès auprès des cabinets, qui n'acceptaient leurs notes que par la porte de service entrebâillée, ils rencontraient chez les peuples une sympathie enthousiaste. C'est par là seulement qu'ils pouvaient exercer quelque influence indirecte sur les gouvernements.

Dans toutes les capitales de l'Occident, ils étaient maîtres de l'opinion publique et, si les diplomates les évitaient, les poètes célébraient leur cause et la presse la soutenait avec passion.

[1] Huitième circulaire, du 27 juin 1831.

[2] A Londres le marquis Alexandre Wielopolski. Lord Palmerston ne consentit à le recevoir qu'à son domicile privé pour ôter tout caractère officiel à l'entrevue.

L'Allemagne presque entière blâmait ouvertement la mauvaise foi des autorités prussiennes. C'était l'époque du lyrisme et du sentiment. La Saxe faisait des vœux pour la Pologne, et la Suède comme la Hongrie souhaitait sa victoire [1].

L'Amérique organisait des souscriptions publiques, la ville de New-York, l'Ecole militaire de West-Point et des sociétés innombrables firent signer des adresses, la ville de Boston envoya des drapeaux, et sa jeunesse préparait même un corps de volontaires qui devait aller combattre en Pologne [2].

En Autriche beaucoup de sympathies allèrent aux insurgés tandis que Metternich faisait semblant de les décourager pour plaire à Nicolas. On publiait des ordonnances contre les sujets galiciens qui leur prêtaient main forte et « prolongeaient leur séjour dans le Royaume ». En fait on laissait passer des secours et sortir des patriotes, excellent moyen d'ailleurs de se débarrasser des éléments trop ardents. Au moment où l'armée russe fut mise en mauvaise posture près de la frontière prussienne, Metternich osa même offrir sa médiation et réunir chez lui l'ambassadeur du tsar et

[1] Voir l'adresse du Comitat hongrois de Bars à l'empereur-roi François 1er en faveur de la Pologne.

[2] Le comité américain pour la Pologne envoya son président S.G. Howe pour présenter ces adresses et ces drapeaux à Varsovie. Arrivé trop tard en Europe après la chute de cette ville, il prit part le 29 novembre 1831 à la manifestation organisée à Paris pour célébrer le premier anniversaire de l'insurrection polonaise et y prononça un discours mémorable : « ...Les peuples ont le droit de se faire gouverner comme ils l'entendent ; ils ont le droit de forcer ceux qu'ils emploient et qu'ils paient pour tenir le gouvernail de l'Etat à diriger le bâtiment à leur gré, et ils ne souffriront pas longtemps qu'on s'oppose à leur volonté. »

le comte André Zamojski, le représentant de ses sujets révoltés.

Il est probable que le Vatican ne fut pas étranger à cette initiative. On y avait reçu du maréchal de la Diète une lettre qui faisait appel au saint-père au nom de la nation polonaise et le suppliait de « bénir l'épée tirée pour la défense de la liberté et de la foi de Jésus-Christ » et de s'adresser aux souverains de la chrétienté pour les encourager à reconnaître l'indépendance de la Pologne [1].

Le pape Grégoire XVI, embarrassé, fit répondre par le cardinal Bernetti qu'il lui était impossible de faire lui-même aucune démarche politique, mais qu'il proposait d'intéresser « quelqu'un des puissants souverains catholiques » à tenter un effort de « médiation amicale [2] ».

N'ayant jamais reconnu les partages de la Pologne, la Turquie était prête à envahir la Russie méridionale dès le début de l'insurrection si la France était décidée à la soutenir ou tout au moins à l'approuver. Le général Guillerminot n'hésita pas à donner cette assurance à la Porte, mais il fut désavoué sans retard et la Russie obtint son rappel en intimidant le gouvernement français.

Le cabinet de Louis-Philippe avait peur de se compromettre aux yeux du tsar. Ce qui le préoccupait avant tout, c'était d'être officiellement reconnu par les puissances. « Il semblait avoir oublié l'histoire de

[1] La lettre est du 1er mars 1831, signée : Wladislas comte Ostrowski.

[2] Rome, juillet 1831.

France, remarque un écrivain du temps, et surtout la réponse de Bonaparte aux plénipotentiaires autrichiens qui le menaçaient de ne pas reconnaître la République française : *La République n'a pas besoin d'être reconnue, elle est comme le soleil à l'horizon.* »

On avait bien envoyé à la cour de Russie le duc de Mortemart avec la mission de rappeler discrètement au souvenir du tsar les engagements pris à Vienne en 1815, mais ses instructions n'étaient pas très précises et « s'appliquaient moins à la situation présente, encore incertaine et douteuse, qu'au moment de la victoire ». En effet le général Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, n'avait pas hésité à prédire l'écrasement de l'insurrection.

Cependant l'opinion publique se passionnait pour la Pologne et les refrains populaires lançaient leur blâme jusqu'aux fenêtres des Tuileries :

« *France, tu dors et ta sœur va mourir*[1]. »

A Paris le comité central franco-polonais, présidé par Lafayette, recueillait des sommes considérables et dirigeait sur Varsovie des envois de secours et des médecins militaires[2].

« Il n'y a rien dans notre politique intérieure qui puisse balancer l'intérêt des événements de Pologne, écrivait Armand Carrel dans le *National* du 6 mars ; aujourd'hui on ne s'entretient que de cela dans Paris : à la Bourse, au théâtre, dans les salons, on ne se rencontre que pour s'interroger sur le sort de ces nobles

[1] Refrain de *La chasse à la liberté* ou *Le dernier cri de l'Aigle polonais*, par le cousin Jacques.

[2] Voir les comptes rendus de la soirée publique donnée à l'Athénée des Arts, Sciences et Belles-Lettres de Paris, le 7 février 1831.

amis, et se dire tout haut ce que l'on pense d'un gouvernement qui n'a pas su intervenir d'une manière quelconque en leur faveur. Les récits des glorieuses journées de Groczów donnent trop à espérer pour que déjà les transports de la joie publique ne se manifestent pas. Plusieurs quartiers de Paris sont illuminés. »

Dans la rue, au spectacle, on chantait partout *La Varsovienne* de Casimir Delavigne, qui traduisait en remords national l'appel de la Pologne à la France :

Vaincre et mourir ensemble autrefois fut si doux !
Nous étions sous Paris : pour de vieux frères d'armes
N'aurez-vous que des larmes ?
Frères c'était du sang que nous versions pour vous !
Polonais, à la baïonnette !
C'est le cri par nous adopté.
En mourant le tambour répète :
Vive, vive la liberté !

Qu'on apprît un soir la victoire de Groczów ou la défaite d'Ostrolenka, on réclamait ces couplets sur toutes les scènes de Paris. Les chansons pareilles se multipliaient dans tous les concerts pour satisfaire à l'enthousiasme de la foule. Béranger, Montémont, Decourcelle exaltaient l'héroïsme des Polonais et Victor Hugo fut pris à partie pour n'avoir pas mis sa lyre au service de leur cause [1].

[1] Voir aussi les pièces de vers de Paillet de la Plombière : *Aux Polonais, L'ombre de Kosciuszko.* Paris, 1831.
Charles Lamalle : *Aux Polonais, Chant polonais.* Bordeaux, 1831.
Servan de Sugny : *Le réveil de la liberté.* Paris, 1831. Chez R. Riga.
Fougu : *Le sommeil du despote.* Paris, 1831. Chez Guiraudet.
Mure-Antoine Jullien : *Le cri de la Pologne* et *Poésies politiques.* Paris, 1831. Chez Sédillet.
Louis Berthoud : *Donnez aux Polonais* dans la *Glaneuse.* Lyon, 20 juillet 1831.

Pour qui garde-t-il donc sa voix retentissante,
Ce tribun poétique aux vers audacieux ?
Qu'est devenu ce luth qui suivait dans les cieux
Des filles de Sion la plainte gémissante ?
Et quel esclave russe a repoussé, banni
Les refrains polonais du clairon d'Hernani ?
Poètes, que nous font les attraits de vos belles
Et vos rêves d'amour et vos minces querelles ?
...Quoi, pendant qu'à la honte et des rois et du ciel
Un peuple de héros tombe en criant vengeance,
Paisibles, au milieu des clameurs de la France
Vous délayez l'encre et le fiel !

C'est à Lyon qu'on vendait cette ode sévère. Un comité franco-polonais s'y était fondé comme à Paris, et Mme Desbordes-Valmore patronnait les grands bazars qu'on organisait pour soutenir les hôpitaux de Varsovie. La ville entière y concourait, les dames riches donnaient leurs bijoux, les pauvres apportaient de la charpie. Le *Précurseur* et la *Sentinelle nationale* encourageaient l'ardeur de la population.

« On égorge les Polonais, écrivait ce journal[1], les sauvages Baskires incendient la Lithuanie, et nos ministres se taisent. »

Le *Temps* lui-même avait déjà proposé une intervention concertée avec l'Angleterre :

L'humanité, dont les gouvernements modernes invoquent si souvent le nom, ne les portera-t-elle jamais à mettre un terme à l'affreuse situation de ce généreux peuple, dont le sort est d'être assassiné tous les vingt ans par les barbares qui l'avoisinent ?... Que les deux pays unissent leurs voix en faveur de cette glorieuse

[1] *La Sentinelle nationale*, 29 juin 1831.

nation ; que la royauté nouvelle fasse pour elle ce que la restauration n'a pas craint de faire pour la Grèce, qu'elle plaide sa cause avec l'énergie qui se fait écouter, et le salut de la Pologne sera bientôt assuré. *Mais qu'on se hâte, si l'on ne veut pas n'avoir à protéger que des ruines !*

Talleyrand, qui était alors ambassadeur de France à Londres, fut chargé le 7 juillet de solliciter l'appui de l'Angleterre pour une démarche commune auprès de la Russie en vue d'assurer l'existence politique du peuple polonais [1].

Lord Palmerston refusa net. Il répondit à Talleyrand qu'il n'avait pas attendu sa communication pour faire savoir au tsar que Sa Majesté britannique ne saurait consentir à voir les Polonais privés des avantages que leur avait garantis le Congrès de Vienne, mais qu'il ne pouvait pas aller plus loin. La Russie n'accepterait certainement pas une telle offre de médiation et l'Angleterre ne pouvait risquer ni un affront, ni une guerre, n'ayant d'ailleurs aucune raison de se brouiller avec « un bon et fidèle allié [2] ».

Pour calmer l'indignation populaire qui régnait en France, le roi Louis-Philippe dut déclarer dans son discours du trône le 23 juillet *que la nationalité polonaise ne périrait pas.* Les Chambres confirmèrent cette assurance dans leur adresse en réponse au roi. Le geste était fier, mais platonique. Il n'y avait certes pas là de quoi priver Nicolas de son sommeil.

Pendant ce temps les chefs polonais recommen-

[1] Voir la dépêche du général Sébastiani au prince de Talleyrand du 7 juillet 1831.

[2] Voir la réponse de Lord Palmerston au prince de Talleyrand, du 22 juillet 1831.

çaient à céder à leur manie des négociations. Les champions de la prudence perdaient la partie par leur confiance exagérée dans la diplomatie. On énervait le peuple et l'armée par tous les faux bruits qui se répandaient à l'arrivée des courriers de France ou d'Angleterre. Les envoyés diplomatiques eux-mêmes attachaient souvent trop d'importance aux belles paroles qu'on leur prodiguait à l'étranger et confondaient trop volontiers leurs désirs avec la réalité.

Quant aux cabinets de Paris et de Londres, ils eurent le grand tort d'encourager les Polonais dans leurs illusions et de leur prêcher en même temps la modération.

Ayant la main forcée par la pression de l'opinion publique, ils avaient dû quitter leur froide réserve et faire aux Polonais des promesses douteuses. Une telle attitude, quand les intentions pratiques restaient les mêmes, était plus dangereuse encore pour la cause de l'insurrection.

Le 7 juillet, par exemple, quand le comte Sébastiani chargea Talleyrand de faire une démarche à Londres, il pria le *jour même* Kniaziewicz et Plater d'engager leur patrie à tenir encore deux mois avec patience, mais quinze jours plus tard il négligea de leur avouer son échec, et le courrier était parti [1].

A Varsovie on s'aperçut trop tard que la Pologne était leurrée comme toujours. On aurait dû se rappeler la prédiction de Bonaparte à vingt-sept ans : « Toutes

[1] Le ministre français des Affaires étrangères avait même donné les frais de route à ce messager. Voir le rapport de la légation polonaise, cité par le général Lafayette à la Chambre des députés le 20 septembre 1831.

les belles paroles qu'on leur contera n'aboutiront à rien. Je connais le langage de la diplomatie... Une nation écrasée par ses voisins ne peut se relever que les armes à la main. »

La douzième circulaire du gouvernement national à ses représentants à l'étranger est une plainte amère et déchirante :

Si la France et l'Angleterre nous abandonnent aujourd'hui et ne réalisent en rien les espérances qu'elles nous ont données, ce ne sera point ici l'acharnement de la Russie, ni l'inimitié de la Prusse, ni l'indifférence de l'Autriche, ce sera la soi-disant sympathie que la France et l'Angleterre nous ont montrée qui aura causé notre ruine.

Si ces deux puissances avaient repoussé avec vigueur nos demandes, sans jamais changer de langage..., nous aurions reconnu tout le positif de leur détermination ; nous ne nous serions pas laissé bercer par des illusions funestes, et nous aurions eu recours à d'autres moyens de salut qui peut-être auraient assuré nos succès ! Mais nous nous sommes reposés sur la noblesse et la sagesse des Cabinets, et, en nous y fiant, nous n'avons pas tiré parti de toutes les ressources qui s'offraient à nous intérieurement et extérieurement ; pour gagner l'approbation des cabinets, pour mériter leur confiance, pour nous assurer leur appui, nous avons subordonné notre marche au désir de les satisfaire et nous ne nous sommes jamais écartés de la ligne de la plus stricte modération qui, peut-être, a paralysé bien des efforts qui nous auraient secondés. Et même dans ces derniers temps, sans les promesses des cabinets, nous aurions peut-être déjà frappé un coup décisif, mais on nous demanda deux mois d'existence, nous crûmes qu'il fallait temporiser...[1].

C'était la tragique vérité. Il eût mieux valu carrément adopter une tactique ou une autre : ou bien

[1] 15 Août 1831.

mener la guerre dans toute sa violence ou bien ne pas la faire du tout.

Au lieu de cela, certains chefs évitaient des batailles pour tenir compte de l'avis des puissances ; tandis que la nation polonaise offrait son sang avec un admirable esprit de sacrifice, on vit des officiers retenir l'ardeur de leurs soldats et laisser échapper des troupes russes qu'on aurait pu facilement encercler.

Ce fut une révélation de ce genre qui provoqua les troubles du 15 août. Le vieux général Krukowiecki rétablit l'ordre en rassurant la foule et prit dans ses mains le pouvoir suprême, abandonné par Czartoryski. Mais les Russes avaient amené devant la ville des forces considérables. La Pologne devait succomber sous le nombre. Après de sanglantes batailles, riches en preuves de courage, l'armée se retrancha dans les faubourgs et Krukowiecki rendit la place aux Russes le 2 septembre 1831 à la surprise consternée de la population, qui se préparait à la résistance. Il fut immédiatement destitué par la Diète, qui décida de suivre les troupes à Modlin et nomma Bonaventure Niemojewski président du conseil.

La chute de la capitale sonna dans le monde entier le glas de la Pologne.

A la Chambre française, le général Sébastiani annonce, au milieu d'un silence de mort, *que l'ordre règne à Varsovie.*

L'impression produite est terrible. Pendant quatre jours l'émeute gronde à Paris. La foule assiège le Palais Royal et le Palais Bourbon. Elle brise les fenê-

tres du Ministère des Affaires étrangères et scande avec fureur les couplets de la vengeance :

La guerre, la guerre !
Pour toi la honte est dans la paix.
France, relève ta bannière :
C'est le cri des Français.

Le gouvernement tient bon. Il fait occuper les places publiques par la troupe et résiste à l'assaut de l'opposition et à l'éloquence indignée du général Lafayette, qui s'écrie à la Chambre des députés : « Messieurs, toute la France est polonaise, depuis le vétéran de la Grande-Armée qui parle de ses frères polonais, jusqu'aux enfants de nos écoles qui nous envoient tous les jours le produit de leurs faibles épargnes pour aider la cause polonaise : Oui, toute la France est polonaise !

» Le gouvernement français, j'aime à le penser, est polonais aussi, mais au nom de Dieu, qu'il le montre donc d'une manière énergique [1] !... »

Casimir Périer tient tête à l'orage. Il pose la question de confiance : « *La sédition est toujours un crime,* avait-il déclaré déjà le 18 mars quand la foule avait manifesté devant l'ambassade russe. *La France ne concède à aucun peuple le droit de la forcer à combattre pour lui; le trésor et le sang français n'appartiennent qu'à la France.* »

Triste réponse à faire à la fidélité d'un Poniatowski ! Chacun l'avait senti, mais l'on hésite à renverser le ministère. Pour le défendre en apaisant les consciences,

[1] Séance du 11 septembre 1831.

Thiers n'hésite pas à piétiner le corps meurtri de la Pologne. Il oppose la froide logique au sentiment, l'intérêt matériel à la politique généreuse et trouve exagérés les regrets qu'on donne au sort fatal d'un « peuple aventurier ».

Par 214 voix contre 161, la Chambre vote la confiance et passe à l'ordre du jour.

Le peuple est indigné. Les poètes crient à la honte et Barthélemy traduit le sentiment de la foule par ces vers tout frémissants :

Noble sœur Varsovie, elle est morte pour nous,
Morte, fusil en mains, sans fléchir le genou,
Morte en nous maudissant à son heure dernière,
Morte en baignant de pleurs l'aigle de sa bannière,
Sans avoir entendu notre cri de pitié,
Sans un mot de la France, un adieu d'amitié.
Cachons-nous, cachons-nous, nous sommes des infâmes !
... Ne parlons plus de gloire et de nos barricades,
Que le teint de la honte embrase notre front !
Vous voulez voir venir les Russes ? Ils viendront.

Les Polonais retirés hors de Varsovie avaient encore une armée de 40 000 hommes et un trésor assez bien rempli. Mathias Rybinski et le général Ramorino continuent donc la campagne au grand scandale du tsar Nicolas, qui menace tous les officiers du bannissement perpétuel. La guerre ne finit qu'en octobre après que le gouvernement de Louis-Philippe eut donné à la Chambre française l'assurance formelle que le Royaume de Pologne serait maintenu avec toutes les garanties stipulées au Congrès de Vienne.

L'ambassadeur de France à Pétersbourg avait eu la naïveté d'ajouter à son message « que les promesses

du tsar seraient en dernier lieu garanties par cette expression mémorable que les *paroles d'un souverain doivent être inviolables comme un décret de la Providence*[1] ».

[1] Voir le discours du comte Sébastiani, ministre des Affaires étrangères à la Chambre des députés le 19 septembre 1831 : « Le cabinet français fit comprendre à l'empereur de Russie qu'il y avait deux questions en Pologne : une intérieure et personnelle à la Russie, l'autre européenne ; que les stipulations du congrès de Vienne avaient créé un royaume de Pologne ; que ce royaume, étant une création européenne, devait continuer à exister. Des explications furent demandées ; ces explications furent nettes et précises. Elles ont été répétées encore aujourd'hui même (*sensation*)... Le duc de Mortemart a emporté les promesses les plus formelles. »

CHAPITRE XI

L'Angleterre et la répression russe.

Le Tsar abolit la charte du Royaume de Pologne en 1831. — L'Angleterre proteste comme signataire du Traité de Vienne. — Lord Palmerston et Nesselrode argumentent. — Nicolas se fâche. — L'Angleterre ne veut pas la guerre.

Représailles en Pologne en 1832. — Atrocités. — Déportations. — Cutlar Fergusson proteste à la Chambre des Communes. — O'Connel maudit le tsar. — Emotion en Angleterre. — Thomas Campbell et son poème. — Meetings et pétitions. — Sympathie populaire pour la Pologne. — Débats orageux au Parlement. — Lord Dudley Stuart et les émigrés. — Le prince Czartoryski à Edimbourg. — Visite du grand-duc Alexandre à Londres. — Discours du duc de Sussex.

Les gouvernements de France et d'Angleterre étaient leurrés une fois de plus par la cour de Russie. L'ambassadeur britannique avertit bientôt Lord Palmerston qu'en dépit du traité de Vienne, qu'il trouvait d'ailleurs trop peu clair à cet égard, on allait dissoudre l'armée polonaise, abolir la Diète et modifier considérablement la constitution du Royaume [1]. En fait, le tsar l'avait tout simplement supprimée et devait la remplacer trois mois plus tard par un statut provisoire qui reléguerait la Pologne au simple rang d'une province russe.

[1] Dépêche du 1er octobre 1831, Lord Heytesbury à Lord Palmerston.

Une active correspondance est engagée entre Londres et Pétersbourg. Quoi ? l'Angleterre avait poussé l'amitié pour la Russie jusqu'à fermer l'oreille aux appels déchirants des Polonais, en guerre pour la vie ou la mort, et pour toute récompense on se moquait d'elle et des traités qu'elle avait signés ? Lord Palmerston ne peut l'admettre ; et pourtant n'était-ce pas la suite assez logique et naturelle de son attitude passée ?

Il va réfuter point par point les arguments du comte Nesselrode et mande à Lord Heytesbury le 23 novembre 1831 :

Le traité paraît clairement établir une distinction marquée, sous le rapport du gouvernement à y instituer, entre les parties de la Pologne qui ont été annexées comme provinces à l'Autriche, à la Prusse, à la Russie, et incorporées dans leurs possessions respectives, et celles qui sont désignées comme devant former, sous le nom de royaume de Pologne, un Etat séparé et placé sous le même souverain que la Russie, mais à la condition de garder la jouissance de ses droits et de ses privilèges distincts.

Dans le royaume de Pologne, qui, aux termes du traité de Vienne, est uni à la couronne de Russie par sa constitution, abroger cette constitution, ce serait en réalité réduire ce royaume à l'état d'une simple province russe, privée de tous les droits et de tous les avantages qui lui avaient été garantis.

...L'Europe attend, après la soumission des Polonais aux armes de Sa Majesté Impériale, le rétablissement des lois et de la justice et non des actes de représailles et de vengeance.

Le comte Nesselrode maintint que les termes du traité n'étaient pas explicites et que d'ailleurs la rébellion des Polonais libérait le tsar de tous ses engagements. La conclusion de sa réponse est assez cavalière : « Sa Majesté Impériale croit pouvoir se flatter que nos explications seront de nature à satisfaire le gouvernement britannique et que c'est pour la dernière fois qu'elle se trouve dans le cas de s'expliquer sur des questions dont elle seule est appelée à connaître [1]. »

L'écorce diplomatique de ce langage était assez mince pour que Lord Palmerston pût entendre l'exclamation d'un autocrate impatienté qui s'écriait en frappant du pied : « Mêlez-vous de ce qui vous regarde! » Le ministre anglais pria l'ambassadeur à Pétersbourg de rappeler au tsar qu'il n'était pas le seul interprête et signataire du traité de Vienne. « La révolte polonaise ne peut relever la Russie des engagements qu'elle a contractés vis-à-vis des autres puissances. » On trouve déjà cette phrase dans les instructions données à Lord Heytesbury le 22 mars 1831. Son successeur fut chargé d'insister encore sur ce point l'année suivante, mais « avec beaucoup de délicatesse et de précautions, le rang et la dignité de l'Empire britannique nous interdisant d'insister trop énergiquement sur des réclamations qu'il serait inopportun, sinon impossible d'appuyer par la force des armes [2]. »

[1] Dépêche du 22 décembre 1831, du comte Nesselrode au prince Lieven, ambassadeur russe à Londres.

[2] Dépêche du 3 juillet 1832, Lord Palmerston à Lord Durham.

Tandis que la diplomatie anglaise acceptait de baisser le ton devant l'intransigeance du tsar, la Chambre des Communes retentissait d'éloquentes protestations contre la conduite inhumaine de Nicolas Ier. C'est un Ecossais, le député Cutlar Fergusson qui décrit en termes indignés les représailles terribles ordonnées en Pologne en dépit de l'amnistie générale solennellement promise en réponse aux démarches de la France et de l'Angleterre. Ses exposés clairs, son langage mesuré, ses réquisitoires impressionnants font sensation jusqu'à Paris. Il dit les églises pillées, les religieux persécutés, les écoles fermées, les bibliothèques volées, les biens confisqués, les enfants arrachés de force, les familles déportées au Caucase et les longs cortèges d'exilés marchant vers la Sibérie, pieds nus dans la neige et liés dix par dix à des barres de fer.

Deux cent mille Polonais furent victimes de ces cruautés. Il faut lire les ukases et les rescrits officiels qui les ont consacrées devant l'éternité, celui du 9 novembre 1831 enjoignant au gouverneur de Podolie de faire « transplanter » cinq mille familles nobles, celui du 24 mars 1832 ordonnant dans le Royaume la saisie de tous les enfants mâles, « vagabonds, orphelins ou pauvres » pour être envoyés par fourgons dans les colonies militaires.

Beaucoup de ces petits malheureux avaient encore leurs mères, et les pauvres femmes couraient après les transports en gémissant à fendre l'âme. Plusieurs d'entre elles se jetèrent sous les roues des chars. On compta par milliers les enfants morts de froid ou de faim tout le long de la route.

On comprend qu'à l'ouïe de pareilles atrocités O'Connell ait pu traiter Nicolas Ier de « mécréant victorieux » en pleine Chambre des Communes après un discours de Cutlar Fergusson, toujours correct et modéré. La séance est mouvementée ce jour-là [1]. Un député tory de l'Université d'Oxford somme le gouvernement de protester « contre un langage aussi intempestif à l'égard d'un prince allié, avec lequel on vient de signer un traité ».

Lord Palmerston s'exécute et Wentworth Beaumont demande aussitôt la parole pour déclarer qu'il prend à son compte l'expression employée par son collègue irlandais. Plusieurs députés se lèvent à leur tour et suivent son exemple.

— Quel est le mot qui vous choque ? s'écrie Hume.

— Le mot «mécréant», répond Sir Robert Inglis.

— Eh bien je le répète, et ce n'est pas assez ! Le tsar est un monstre à face humaine. »

En France la sympathie pour la Pologne avait agité les masses populaires pendant toute la durée de l'insurrection. En Angleterre c'est après les représailles que la foule s'indigne avec le plus de violence. Le récit des cruautés russes commentées au Palais de Westminster eut un immense écho dans le pays tout entier.

Un poète venait de fonder la « Société littéraire des amis de la Pologne ». C'était Thomas Campbell, l'auteur des *Pleasures of Hope*. Dans son morceau fameux *The fall of Poland*, il avait chanté la grande lutte héroïque pour l'indépendance et flétri le silence des amis puissants :

[1] 28 juin 1832.

Oh ! bloodiest picture in the book of time,
Sarmatia fell, unwept without a crime ;
Found not a generous friend, a pitying foe,
Strength in her arms, or merry in her woe,
Dropt from her nervous grasp the shatter'd spear,
Clos'd her bright eye, and curb'd her high career !
...Hope for a season bade the world farewell
And Freedom shrieked when Kosciuszko fell.

Les sections locales se multiplient bientôt dans les principales villes du Royaume-Uni.

De vastes meetings rassemblent des foules énormes à Glasgow, à Hull, à Leeds, à Sheffield, à Manchester, à Birmingham, où l'on rédige une adresse aux *Brave men of Poland.*

Une pétition recueille deux cent mille signatures et quand Fergusson reprend sa campagne au Parlement l'année suivante, il est appuyé par la force de l'opinion publique, par Attwood, par Buckingham, par le même Sir Robert Inglis qui trouvait O'Connell trop virulent, et par le jeune Lord Dudley Stuart, un noble écossais qui va présider après Campbell la Société des Amis de la Pologne et consacrer sa fortune à cette cause généreuse.

La motion proposée invitait la Chambre « à voter une adresse au roi pour le supplier de refuser son assentiment et la sanction de son gouvernement à l'état politique actuel de la Pologne, qui est une violation manifeste du traité de Vienne, dont l'Angleterre est signataire [1] ».

[1] Séance du 9 juillet 1833.

Lord Palmerston demande à Fergusson de retirer sa motion, « inutile parce que le gouvernement est parfaitement d'accord avec son contenu, dangereuse parce que son adoption pourrait amener la guerre ».

— Tant pis, réplique Attwood, sauvons notre honneur avant tout !

Le ministre anglais défend ensuite la réputation du tsar Nicolas, « plein de sentiments nobles et généreux » et rejette le blâme sur la nation russe « qui, je le crains, encourage ces répressions avec un sentiment unanime ». On croit rêver, mais Lord Palmerston assure encore la Chambre que l'Angleterre a rendu service aux Polonais eux-mêmes en refusant d'intervenir par les armes en 1830 pour ne pas envenimer leur conflit avec la Russie.

— Quelle tendresse pour les Polonais ! s'écrie Dudley Stuart. De grâce, n'essayons pas de cacher notre lâcheté sous le manteau d'une misérable hypocrisie ! En vérité, je le demande, quoi donc eût rendu le sort de la Pologne plus affreux qu'il ne l'est aujourd'hui ? »

Fergusson a beau rassurer la Chambre et protester contre l'idée d'une guerre, le spectre habilement brandi par le ministère avait produit son effet.

Par 177 voix contre 95 la motion fut repoussée comme inopportune, bien que tout le monde en eût approuvé le sens et loué l'intention.

« Ces débats, déclare le *Times* du 24 juillet 1833, ont contribué à mettre hors de doute que l'Angleterre et le monde civilisé ne doivent jamais reconnaître l'odieux anéantissement des droits sacrés de la Pologne ; que l'empereur a perdu son titre légal à ce pays et qu'une

intervention directe en faveur des Polonais pourrait se trouver inopportune en ce moment, mais serait parfaitement justifiée dans le fond. »

Cette agitation publique en faveur de la Pologne fut entretenue par les émigrés qui vinrent s'établir en Angleterre. A leur arrivée à Portsmouth, la population du grand port les reçut avec enthousiasme et bonté.

L'Ecosse leur témoigna toujours une sympathie particulière. En 1835 un grand banquet fut organisé à Edimbourg afin de recueillir des fonds pour leur venir en aide [1]. On y invita le prince Adam Czartoryski et le comte Ladislas Zamojski. Le marquis de Breadalbane leur souhaita la bienvenue et le Prévôt leur décerna la bourgeoisie d'honneur au nom du Conseil municipal de la ville.

Quatre ans plus tard le futur empereur Alexandre II fit comme grand-duc une visite à Londres. Il dut s'apercevoir de l'intérêt chaleureux qu'on portait à la cause polonaise, car un cercle aristocratique l'ayant inscrit parmi ses membres en lui offrant une réception solennelle, il put observer qu'on recevait en même temps que lui dans le club [2] le prince Adam Czartoryski, jadis condamné à mort par son père.

La même année (en 1839), le duc de Sussex, oncle de la reine, accepta la présidence d'un grand meeting où la noblesse anglaise était largement représentée.

[1] 8 décembre 1835 aux Assembly Rooms, George street, Edimbourg.

[2] Le club Crockford, sauf erreur.

« Est-il permis, s'écria l'altesse royale en ouvrant la séance, qu'une nation qui a si bien mérité de l'humanité soit condamnée à périr et à voir son nom rayé de la carte d'Europe ? Non, je ne tremperai pas dans une pareille infamie en y souscrivant, et je suis convaincu que vous pensez tous comme moi. *Justice is the best policy.* »

CHAPITRE XII

L'Émigration polonaise en France.

Les armées polonaises après la défaite en 1831. — Rybinski passe en Prusse. — Ramorino en Galicie. — La Prusse livre au Tsar 12 000 prisonniers. — Les autres vont en France. — Voyage triomphal. — Le gouvernement les parque en dépôts.

L'émigration et ses partis. — Le Témoignage de Raspail. — Czartoryski et l'aristocratie. — Lelewel et les démocrates. — Activité diplomatique des uns. — Action directe des autres. — Expédition de Zaliwski en Pologne en 1833. — Arthur Zawisza et Michel Wolowicz. — Traité de Munchengrätz entre les 3 copartageants (1833).

Après l'échec de l'insurrection, les débris de l'armée polonaise avaient dû passer les frontières et déposer leurs armes. Vingt mille hommes arrivèrent en Prusse avec le général Mathias Rybinski, tandis que l'autre moitié se réfugiait en Galicie.

Le soleil se couchait derrrière les hauteurs de Sandomir et lançait un dernier éclat flamboyant sur la rive opposée de la Vistule déjà noyée dans l'ombre, quand les troupes de Ramorino franchirent la frontière autrichienne le 16 septembre 1831.

Le canon russe avait cessé de gronder au loin. Beaucoup de vétérans qui avaient servi sous Napoléon brisaient leurs armes plutôt que de les rendre. Les officiers creusaient le sol pour y cacher leur sabre.

On voyait des chevaux sans cavalier défiler au trot sous le ciel cuivré de cette poignante soirée d'automne.

Membres du gouvernement, nonces à la Diète ou sénateurs, tous les patriotes compromis dans l'insurrection suivirent les guerriers dans leur exode.

En Galicie l'accueil fraternel de leurs compatriotes adoucit l'angoisse des cœurs serrés ; mais du côté prussien les exilés durent subir un affront douloureux. Non seulement les autorités royales firent présent au tsar Nicolas des quatre-vingt-quinze pièces de l'artillerie polonaise, mais on lui renvoya même douze mille soldats, qui devaient soi-disant bénéficier d'une amnistie. En réalité les malheureux furent incorporés de force dans les régiments russes du Caucase et les récalcitrants furent condamnés à périr sous le knout.

Le reste avec tout le corps des officiers put enfin se diriger vers la France après quatre mois d'internement et de sanglants incidents au cours desquels plusieurs Polonais tombèrent sous les balles prussiennes.

Marche triomphale de vaincus, salués partout comme les héros d'une invincible cause, le droit des peuples à la liberté !

A leur passage ils furent accueillis avec un véritable enthousiasme par les populations. A Dresde, à Leipzig, à Francfort, à Metz on forma des comités pour les recevoir. Des foules entières s'avançaient à leur rencontre avec les drapeaux de la ville et des corporations, mêlés aux couleurs polonaises. On les

couvrait de fleurs, on tirait du canon, les familles bourgeoises les hébergeaient dans leurs maisons.

Le gouvernement français avait décidé de concentrer les réfugiés sur Avignon pour les répartir ensuite en différents dépôts de province. Les premières colonnes traversèrent Dijon, Mâcon et Lyon vers le milieu de février 1832, acclamées par les habitants, escortées par les gardes nationaux et suivies par la jeunesse aux accents de *La Varsovienne.*

L'émigration polonaise en France compta bientôt cinq mille patriotes qui formèrent comme un Etat dans l'Etat. La Chambre vota le 21 avril 1832 une loi de circonstance qui leur accorda quelques subsides et les soumit à un régime exceptionnel de surveillance policière.

Le cabinet de Louis-Philippe avait peur de les voir prendre une influence dans le pays, sentant bien que la sympathie que leur témoignaient les masses populaires était le plus souvent doublée d'hostilité contre la monarchie de Juillet.

Les émigrés furent donc établis en colonies militarisées à Châteauroux, Avignon, Bourges et Besançon, sans pouvoir changer de résidence, à moins d'une permission spéciale du ministère.

On retrouvait chez eux toute la Pologne en miniature avec ses poètes, ses généraux, ses politiciens et ses partis acharnés dans leurs disputes.

La dernière Diète s'était réservée le droit de prendre à l'étranger les décisions utiles au bien suprême du pays, à condition de réunir au moins trente-trois

de ses membres, sénateurs ou nonces. Il s'en trouva plus que ce nombre à Paris en janvier 1833 et les poètes Adam Miçkiewicz et Bohdan Zaleski proposèrent l'ouverture d'une session, mais le prince Adam Czartoryski trouvait l'idée imprudente et son opposition fit échouer le projet.

Tout entière dévouée à l'espoir sacré de restaurer sa patrie, l'émigration polonaise était divisée en deux groupes, unis quant au but, opposés quant aux moyens. C'était d'un côté le parti des aristocrates, établis à Paris et s'appuyant sur leurs relations mondaines et politiques, de l'autre celui de la noblesse pauvre et des hommes du peuple, retenus en province dans leurs dépôts éloignés, et volontiers suspects au cabinet royal en raison de leurs idées républicaines et de leur tempérament combattif.

Chef respecté, parfois même vénéré par ses adversaires, le prince Adam Czartoryski fonda la *Société littéraire*, la revue *Le Polonais* et plaida pendant trente ans la cause de la Pologne auprès des hommes d'Etat et des écrivains les plus distingués de France et d'Angleterre. C'est autour de lui que se groupaient les partisans de l'activité prudente et diplomatique. L'hôtel Lambert, où il s'était installé, devint un centre politique de première importance à Paris[1].

L'autre camp forma la *Société Démocratique* et lança d'éloquents appels à la solidarité des peuples. Il fut en butte aux vexations de la police, et le grand

[1] L'Hôtel Lambert devint aussi un centre de charité grâce à la bonté de la princesse Czartoryska, dévouée jusqu'à installer dans sa propre maison une école pour les filles des émigrés.

historien Lelewel dut même quitter la France et se réfugier à Bruxelles pour avoir signé une proclamation aux Russes.

Méfiants envers la diplomatie, qui avait causé l'échec de l'insurrection nationale, les démocrates s'indignaient qu'on voulût encore lui confier le salut de la patrie après une série de fautes aussi chèrement payées dans le sang de la nation.

Ils pensaient que la Pologne devait compter avant tout sur elle-même, avoir le courage d'établir enfin l'égalité des classes et profiter de chaque occasion pour secouer le joug étranger par les armes.

Raspail, qui fut leur ami, décrit ainsi les différences qui les séparaient du premier clan :

L'aristocratie diplomatise, alors que la démocratie a le verbe haut. La première dissimule, concerte, caresse, sollicite, souscrit, et trempe le doigt dans l'eau bénite des cours, pour asperger ses partisans de quelques signes d'espérance. La démocratie répond *Oui* ou *Non* à haute ou intelligible voix ; et quand elle a fini de parler, elle tourne le dos à qui refuse ; c'est à prendre ou à laisser...

L'aristocratie attend son salut des cabinets ; car elle voudrait bien pouvoir se passer du peuple de serfs. La démocratie n'attend rien et ne veut rien accepter que du concours de tout le peuple, y compris les riches, s'ils le veulent, et en dépit d'eux s'ils ne le veulent pas...

Les aristocrates, riches et bien vus, mènent chez nous la vie des ambassadeurs et diplomates. Les démocrates, pauvres, ardents et studieux, prient et espèrent, comme l'on prie et l'on espère dans la persécution...

Toutes les faveurs du cabinet français sont pour l'aristocratie ; toute la sympathie française se prononce hautement pour la démocratie et lui prodigue ses consola-

tions. Le gouvernement a eu beau l'expulser, la bâillonner, la traquer de ville en ville : Il n'est parvenu ni à l'écraser, ni à la fléchir. Reléguée au bout de la France, elle trouvait encore moyen de servir la cause de son pays [1]...

Tout en indiquant ses préférences avec feu, Raspail rend hommage à la personnalité du prince Adam Czartoryski : « Je respecte les hommes dans le parti que je blâme, écrivait-il dans la préface de cette brochure, et je leur ai toujours reconnu plus de noblesse et de générosité dans les sentiments que dans les principes politiques. »

L'activité des deux partis fut intense et la division du travail n'était pas si fâcheuse après tout. On retrouvait les amis du prince derrière toutes les discussions parlementaires et toutes les démarches diplomatiques relatives, non seulement aux affaires de Pologne, mais encore à celles de Russie. Ils usaient de leur influence et de leur fortune. Ils informaient la presse et les hommes de lettres, en général peu renseignés sur le monde slave. C'est à leur école que l'opinion française apprit cette russophobie violente, que la guerre de Crimée allait consacrer vingt ans plus tard.

Le prince Adam tissait de Londres à Constantinople un habile réseau d'intrigues destinées à faire échouer tous les projets de la Russie en Orient. Il envoyait dans les Balkans des agents qui flairaient partout la politique du tsar et retournaient ses tau-

[1] *De la Pologne sur les bords de la Vistule et dans l'émigration*, par F. V. Raspail, Paris, 1839.

pinières avec autant de finesse que d'acharnement.

En Serbie, à la chute de Milosch, au Caucase à l'affaire du *Vixen*[1], ils remportèrent de véritables succès, et la diplomatie anglaise, qui mettait à profit leurs suggestions, s'amusait de la furieuse impatience des ambassadeurs russes, embrouillés à chaque instant dans les fils croisés que les Polonais tendaient devant leurs pas.

A ces moyens détournés, les démocrates opposaient l'action directe. Ils avaient pour eux le nombre et savaient entretenir la sympathie populaire par l'intransigeance de leur dignité nationale.

Ils passaient avec raison pour turbulents et certes on les voyait mêlés à toutes les manifestations publiques en faveur de la justice et de la liberté. Mais s'il fallait des vies à sacrifier pour aller rallumer l'enthousiasme en Pologne ou pour aller secourir les radicaux allemands ou les carbonari d'Italie, on les trouvait toujours prêts à offrir la leur en inscrivant sur leurs bannières comme en 1830 lorsqu'ils combattaient les Russes : *Pour votre liberté et pour la nôtre.*

C'est ainsi qu'un beau jour de printemps 1833 Joseph Zaliwski sortit d'une forêt de sapins en plein Royaume de Pologne, à la tête d'une expédition d'insurgés. Le maréchal Paskiewitch, prince de Varsovie par la grâce du tsar, noya ces tentatives dans le sang, et les nouveaux martyrs payèrent de leur vie cet héroïque retour au pays.

[1] Vaisseau de commerce anglais saisi par les Russes sur les côtes de Circassie en 1835. Il avait été équipé par les Polonais pour prouver à Lord Palmerston l'illégalité du blocus russe.

Mais le tsar en fut impressionné. Il conclut le 8 septembre à Münchengrätz une convention secrète avec les deux autres souverains co-partageants pour assurer la répression collective et simultanée de tout réveil polonais. Chacun s'engageait à tenir une petite armée prête à passer la frontière pour aller porter secours au voisin en cas de nouvel essai de révolte.

Il y en eut encore plusieurs en Lithuanie de 1834 à 1838. Arthur Zawisza et Michel Wolowicz périrent sur l'échafaud, tandis qu'on fusillait leurs camarades. Le premier voulut parler au peuple avant de mourir : un roulement de tambour couvrit sa voix, mais il avait laissé des vers admirables :

Adieu vallons, bosquets, ruisseaux, premiers témoins de mon enfance ; adieu à toi, ô terre sacrée, tombeau de mes ancêtres... Le son d'une cloche étrangère annoncera mon trépas... mais avant de mourir je prédirai comme un prophète, inspiré dans sa vue, que ma patrie ne restera pas toujours opprimée sous le joug du tyran, que le soleil un jour embrasera l'horizon, que le Nord et l'Orient reverront le bonheur et que la Pologne redeviendra nation.

CHAPITRE XIII

La Suisse et la Jeune Europe.

Mazzini à Soleure. — La Jeune Europe. — Les démocrates s'agitent en Allemagne. — Les émigrés polonais du Doubs vont à leur secours en 1833. — Déçus, ils restent en Suisse. — Hospitalité du canton de Berne. — Menace allemande à la Suisse. — Fière indignation des radicaux bernois. — Un poème d'Albert Richard. — Un présent de Louis-Napoléon.

Expédition de la Jeune Italie en Savoie (1834). — Les Polonais y participent. — Elle échoue. — Les puissances menacent la Suisse. — Le gouvernement fédéral hésite. — Berne résiste. — On éloigne les Polonais compromis.

La Suisse connut aussi l'émigration polonaise. Dans l'Europe entière la jeunesse idéaliste préparait le réveil des peuples. De Granges, dans le canton de Soleure, Mazzini dirigeait le mouvement de la *Jeune Italie.* Il y avait aussi la *Jeune France* et la *Jeune Allemagne.* C'était l'époque du romantisme en politique aussi bien qu'en littérature et l'on croyait à la révolution prochaine dans les Etats germaniques.

Le 27 mai 1832 les démocrates allemands fêtèrent bruyamment à Hambach, dans le Palatinat rhénan, le quatorzième anniversaire de la constitution bavaroise. En présence de plusieurs délégués de France et de nombreux émigrés polonais, on célébra la république future et la fraternité universelle. L'indépendance de la Pologne était dans le programme. On fit en sa faveur

d'éloquents discours. L'étendard à l'aigle blanc fut arboré sur une tour et l'on chanta l'hymne polonais avec enthousiasme.

Il n'en fallait pas plus pour enflammer le cœur des héros de la Pologne. Les divers souverains d'Allemagne ayant resserré le régime politique dans leurs Etats et limité la liberté de la presse à la suite de manifestations de ce genre, une révolution parut s'annoncer l'année suivante après la mort de Gœthe.

On fit appel aux officiers polonais pour diriger les opérations militaires, et tous ceux qui étaient cantonnés à Besançon, Vesoul et Dijon se mirent en route pour Francfort au nombre de cinq à six cents.

Armés de sabres et de pistolets, les braves prennent le chemin de la Suisse afin de passer le Rhin à Bâle.

Le colonel Oborski les commande et lance aux émigrés polonais qui restent en France une emphatique proclamation datée du 7 avril 1833 :

Compatriotes,

Le devoir, le désespoir, notre intérêt commun, nos cœurs, nos sentiments et notre mission, nous appellent à combattre pour la liberté de l'Allemagne...

Par notre conduite nous indiquons aux peuples le chemin d'une solidarité réciproque. En ce moment nous payons l'ingratitude par la gratitude et nous ne serons pas désavoués.

Mais le triomphe de la révolution étant encore incertain, nous devons vous considérer comme un corps de réserve ; restez donc en France en attendant l'heureux résultat qui couronnera nos efforts ; si nous devons succomber, reniez-nous, mais vivez et travaillez pour notre sainte cause nationale par tous les moyens qui sont en votre pouvoir.

Entrés en territoire suisse le 10 avril 1833, les Polonais apprirent à Saignelégier la fin pitoyable du mouvement révolutionnaire allemand après une bagarre aussitôt réprimée à Francfort une semaine auparavant. La France ayant fermé derrière eux sa frontière, ils se trouvèrent en quelque sorte assis entre deux chaises. Il ne leur restait plus qu'à demander l'hospitalité du canton de Berne. La vieille bourgeoisie des conservateurs aristocrates fut effrayée de ces hôtes aussi turbulents qu'inattendus, mais le parti radical alors en pleine force de jeunesse et d'aspirations humanitaires, salua les réfugiés comme des frères. Le Grand Conseil Bernois chargea les autorités cantonales de leur distribuer des subsides et de les répartir en divers villages avec un quartier général à Porrentruy.

Le conseil exécutif devait en même temps s'adresser au directoire fédéral et lui demander de négocier avec la France le retour des émigrés à leurs dépôts du Doubs. Mais les Polonais n'avaient plus guère envie d'y rentrer et se plaignaient hautement « des rigueurs et des vexations du gouvernement français qui, disaient-ils, appliquait arbitrairement la loi exceptionnelle du 21 avril 1832 [1] ».

Cependant l'on signalait des concentrations de troupes à la frontière suisse et la Diète germanique menaça la Confédération helvétique au nom des monarchies réactionnaires. Elle envoya de Francfort le 15 mai 1833 une note énergique au gouvernement fédéral en déclarant « qu'elle avait le droit d'exiger que

[1] Voir l'adresse des réfugiés polonais au Directoire fédéral en date du 20 mai 1833.

les Etats voisins s'opposent à l'établissement sur leur territoire d'un foyer de conspirations ».

Il faut voir alors avec quelle indignation les députés radicaux de Berne protestent au Grand Conseil contre une pareille intervention. Leur fière volonté de résistance à toute pression des puissances étrangères couvrit leur parti de gloire dans les milieux populaires. De pareils souvenirs sont bons à rappeler et l'on se plaît à réveiller l'écho de ces accents virils, dignes des antiques traditions de la Suisse primitive.

Dans sa noble attitude, la gauche bernoise est soutenue par l'opinion publique. Des comités se fondent à Berne, à Lausanne, à Martigny pour venir en aide aux réfugiés polonais. Le poète suisse romand Albert Richard chante l'arrivée des émigrés sur le sol de sa patrie :

Ils viennent, les voilà, salut aux Polonais !
De leurs pieds tout gonflés, essuyons la poussière ;
De mets choisis couvrons la table hospitalière...
C'est Dieu qui les amène. A ces hôtes sacrés
Avec orgueil offrons une heureuse retraite...
Nous ne souffrirons pas qu'auprès de nos drapeaux
Un opprimé ne puisse espérer le repos...
Notre honneur est à nous !

Le gouvernement fédéral n'avait pas fini d'être embarrassé par cette affaire des émigrés polonais. La Suisse entrait dans une période riche en difficultés extérieures. La présence du prince Louis-Napoléon Bonaparte, devenu citoyen du canton de Thurgovie, allait lui causer de nouveaux ennuis. Le futur empereur avait envoyé une lettre ouverte au comité polo-

nais de Berne avec un nécessaire en vermeil qu'il tenait de son oncle et qu'il offrait en loterie au bénéfice des réfugiés. Le geste fit sensation.

Le 2 février 1834 les Polonais se trouvent mêlés à la fameuse expédition de Savoie. Deux cents d'entre eux s'engagent dans les troupes de la *Jeune Italie* qui doivent porter la révolution dans le Royaume de Sardaigne et, de là, dans toute la péninsule. Un ancien compagnon de luttes dirige la petite armée, c'est le général Ramorino, qui avait commandé une division polonaise contre les Russes en 1831.

Parti de Carouge, le corps principal se dirige vers Saint-Julien ; deux autres détachements doivent opérer par le Dauphiné ; un autre enfin s'embarque à Nyon pour traverser le lac Léman et pour aborder en Savoie.

Mais le vent souffle et fait dévier le bateau vers la côte d'Hermance. La milice genevoise, qui veillait sur la rive, saisit la barque et ramène les prisonniers en ville. Le contingent parti pour Saint-Julien trouve peu d'enthousiasme dans les villages savoyards et retourne sur ses pas. Il est désarmé à la frontière suisse et rejoint à Genève les malheureux débarqués. Les colonnes formées à Grenoble n'avaient pas mieux réussi. Rentrées en France, elles furent entourées par la police et dirigées sur un port de mer.

A Genève la population témoigne ouvertement sa sympathie pour les réfugiés et leur fait passer des secours à la caserne de Chantepoulet, où ils sont logés et nourris aux frais des autorités cantonales. On les renvoie enfin au canton de Berne, qui les protège et

leur accorde la rentrée sur son territoire. Plusieurs obtiennent de la France un passeport pour aller s'embarquer à destination de l'Angleterre ou des Etats-Unis.

Mais cela ne suffit pas à calmer les puissances voisines. De nouvelles notes menaçantes sont adressées au gouvernement suisse par la Sardaigne, le Wurtemberg, Bade, l'Autriche et la Confédération germanique. Le Directoire est impressionné. Les Polonais d'ailleurs ont donné prise à leurs ennemis par leur imprudence. La Suisse est balancée entre son horreur traditionnelle de toute intervention étrangère et son devoir de maintenir intacte sa neutralité, compromise par l'expédition de Savoie.

Le pouvoir central répond qu'il est seul juge de sa conduite et n'entend subir aucune pression extérieure. En même temps il prie les gouvernements cantonaux de provoquer l'éloignement volontaire des réfugiés polonais qui ont mis la sécurité publique en danger. La France leur offre le passage. Nouvelle indignation à Berne. La majorité radicale de ce canton entend protéger ses hôtes jusqu'au bout. On vote une réponse énergique à la circulaire fédérale :

« La demande du Directoire est inexécutable, attendu que la France ne recevrait les Polonais que pieds et poings liés et l'Etat de Berne ne consentirait jamais à livrer de la sorte des hommes qui ont reçu l'hospitalité de la République.

» L'honneur et la dignité de la nation suisse se trouveraient gravement compromis par une mesure aussi contraire à l'indépendance de la Confédération et aux principes d'humanité. »

Après de nouveaux pourparlers avec la France, le gouvernement suisse obtient d'elle des garanties formelles de sécurité pour les réfugiés. Alors seulement les autorités bernoises invitent les Polonais compromis dans l'affaire de Savoie à demander leurs passeports à l'ambassade française.

Les puissances ne sont pas satisfaites et les notes continuent à pleuvoir des cabinets de Naples, de Turin, de Stuttgart, de Vienne et même de Pétersbourg et de Berlin. C'était le vieux Metternich qui inspirait cette cabale diplomatique des monarchies réactionnaires contre la Suisse démocratique.

Le gouvernement fédéral tint bon. La France approuva sa conduite. A la Diète, les députés de Lucerne avaient soutenu le canton de Berne et protesté contre toute faiblesse envers les puissances. Ils n'avaient pas oublié Sempach où leurs aïeux, guidés par Winkelried, écrasèrent l'armée autrichienne en 1386.

Souvenir pénible aux Habsbourg, mais cher aux Polonais. Il évoquait la douce figure de la reine Hedwige, qui avait dû sacrifier son amour à la raison d'Etat. Fiancée d'abord à Guillaume d'Autriche, elle avait dû le renvoyer pour épouser Jagellon, grand-duc de Lithuanie. Indigné d'un affront pareil,Léopold [1] allait venger l'honneur de sa maison. Il tomba raide sous la massue des Lucernois avant d'avoir pu déclarer la guerre au rival heureux de son fils. La Suisse et la Pologne furent sauvées du même coup.

[1] Léopold, duc d'Autriche.

CHAPITRE XIV

Grégoire XVI et l'Eglise persécutée.

Le tsar et le Vatican. — Nicolas compromet Grégoire XVI. — Il lui demande de rappeler la Pologne à l'ordre. — Encyclique prêchant la soumission (1832). — Effet produit en Europe. — Indignation des émigrés. — Lamennais et la Pologne. — Effet produit au pays. Un catéchisme impérial. — Violence et cruauté. — Persécution religieuse et résistance. — Découragement des fidèles après l'encyclique. — Conversion en masse à l'orthodoxie par force ou par ruse en Lithuanie. — Correspondance amicale entre Grégoire XVI et le tsar (1834). — La méthode conciliante. — Son peu de succès. — Coup de force religieux en Ruthénie-Blanche. — Plaintes de Witebsk. — La Podolie se plaint aussi. — Visite du grand-duc Alexandre au Vatican.

Ukases contre les prêtres et leurs Eglises. — Arrestation de Mgr. Gutkowski, évêque de Podlachie. — Le Vatican proteste. — Désillusion du pape. — Son allocution douloureuse au Sacré Collège. — Les dégâts en Pologne.

L'opinion populaire en Europe avait vu dans l'insurrection polonaise une lutte symbolique entre les principes de liberté d'une part et la réaction monarchique de l'autre.

Elle ne s'était guère trompée en fait et c'est bien ainsi que le comprenait l'empereur Nicolas, auquel sa victoire donnait la prépondérance dans le concert européen et le rôle de grand protecteur des trônes légitimes. Il entendait profiter de ce triomphe éclatant sur la démocratie pour assurer définitivement son autorité chez lui et son influence au dehors.

Sans avoir besoin d'envoyer ses armées sur le Rhin, il avait réussi à tenir en respect l'Angleterre et la France en apaisant l'une par un traité de commerce et en compromettant l'autre par une concession d'amour-propre à son nouveau roi.

Une troisième puissance pouvait encore menacer dangereusement son prestige en Europe et lui disputer le pouvoir en Pologne : c'était l'Eglise catholique.

Dès le premier partage, Catherine II, sa grand'-mère, avait arraché trois millions d'âmes à la foi romaine, à grands coups de knout et de persécutions. C'était le temps où les Cosaques attachaient les moines à la queue de leurs chevaux, où les officiers mutilaient des prêtres sur les routes de Sibérie et où les ambassadeurs russes faisaient enlever de nuit les évêques de Kamieniec et de Cracovie.

Nicolas lui-même s'attaquait aux biens du clergé catholique et confisquait ses immeubles. Mais la violence engendre la violence et n'a pas toujours le dernier mot. Pendant l'insurrection la soutane avait paru sur tous les champs de bataille à côté du drapeau rouge à l'aigle blanc ; les combattants polonais avaient partout fait bénir leurs armes à l'Eglise et des prêtres en grand nombre étaient morts en héros, le crucifix en main.

Pour faire échec à cette puissance, il était plus habile de trouver son point faible comme pour les cabinets d'Occident.

Or le point faible à cette époque, c'était le pape. Elu depuis deux ans, Grégoire XVI avait révélé son horreur des idées libérales et des révolutions. Sa

timide réponse à l'appel déchirant de la Pologne autorisait toutes les audaces.

Laissant à peine s'écouler deux mois pour sécher l'encre de l'ukase impérial qui supprimait les couvents catholiques en Lithuanie, le tsar envoie le prince Gagarine au Vatican pour demander au pape un désaveu formel de l'insurrection et un ordre catégorique au clergé polonais de prêcher la soumission par l'exemple et la parole.

La dernière rébellion de Pologne, qui a présenté un aspect si menaçant, aurait pu facilement acquérir une immense extension si elle n'avait pas été réprimée par les armées victorieuses de S. M. I. ; mais pour assurer le bien-être réel de ses sujets, il est indispensable d'étouffer jusqu'aux derniers germes révolutionnaires qui peuvent encore exister dans le pays. C'est par une influence morale que ce résultat peut être obtenu. En est-il de plus puissantes que celle de la religion ?...

S. M. l'empereur charge le soussigné de prier Sa Sainteté d'employer la voix de son autorité spirituelle pour engager le clergé polonais à se repentir de ses coupables et funestes erreurs, et pour lui dire avec énergie qu'il ne peut les réparer que par une entière soumission aux lois, par une coopération franche à tout ce qui peut garantir à jamais l'obéissance la plus sincère et la plus réelle à l'ordre de choses légitime.

Le saint-père se persuadera facilement qu'en soutenant les droits du trône, il défendra de la manière la plus puissante ceux de la religion.

La répression de la révolte en Pologne a été un immense service rendu à toutes les puissances sur lesquelles reposent encore dans ce moment les garanties de la conservation de l'ordre social ; le retour de pareilles alarmes menacerait l'Europe entière de maux qui la pousseraient vers un abime dont l'imagination s'effraie en envisageant sa

profondeur et dont la puissance de l'empereur l'a préservée pour le moment.

La note russe est du 20 avril 1832. Le tsar est exaucé — faut-il dire obéi ? — dans les six semaines. Le 9 juin le pape adresse une encyclique au clergé de Pologne pour lui rappeler la doctrine de la soumission aux autorités établies, en l'appuyant sur les Pères de l'Eglise, sur saint Paul (aux Romains XIII) et sur saint Pierre (I épître II : 13-15).

Grégoire XVI eût sans doute agi différemment dans le cas d'une victoire polonaise, mais il voulait, après la défaite, ôter tout prétexte au vainqueur de persécuter la religion catholique et pensait la protéger d'autant mieux qu'il accéderait plus entièrement aux désirs d'un autocrate alors tout-puissant. Il pouvait d'ailleurs prévoir que les Polonais étaient condamnés par les circonstances à subir encore assez longtemps le régime russe et se persuadait peut-être qu'il allait sauver la situation de leur clergé en opérant cette réconciliation *ex cathedra*, qui devait couvrir tout le monde pour la période inévitable de paix.

Vénérables frères, salut et bénédiction apostolique.

Nous avons été informé de la misère affreuse dans laquelle ce royaume florissant a été plongé l'année dernière ; nous avons appris en même temps que cette misère avait été causée uniquement par les menées des malveillants qui, dans ces temps malheureux, se sont, sous le prétexte de l'intérêt de la religion, élevés contre la puissance des souverains légitimes, et ont précipité leur patrie, en brisant tous les liens de la soumission légale...

Il convient que pour l'avantage et l'honneur des disci-

ples de Jésus-Christ, la perfidie et la méchanceté de pareils prophètes de mensonge soient mises dans leur jour ; il convient de réfuter leurs principes trompeurs par la parole immuable de l'Ecriture et par les monuments authentiques de l'Eglise...

Que tout homme, dit l'apôtre, soit soumis à la puissance établie, etc....

En rappelant ces principes, vénérables frères, nous ne supposons pas qu'ils vous soient inconnus... mais notre ardent désir est que le clergé de votre royaume se distingue autant par la pureté de sa doctrine que par une conduite exemplaire, afin que vous soyez exempts de tout blâme à tous les yeux ! Votre magnanime empereur de Russie vous accueillera avec bonté et entendra nos représentations et nos prières dans l'intérêt de la religion catholique, qu'il a toujours promis de protéger dans ce royaume. Certainement les gens raisonnables vous loueront et vos ennemis seront forcés de garder le silence...

Ce document provoqua chez les Polonais et chez les catholiques du monde entier une indicible consternation. A la première lecture on refusa d'y croire et l'on vit des âmes ferventes soutenir qu'il était apocryphe et forgé de toutes pièces par un agent russe. Il fallut bientôt se rendre à l'évidence et Nicolas put savourer son nouveau succès.

En effet ni le knout, ni la Sibérie, ni le sanglant martyre, rien ne pouvait atteindre aussi cruellement les héros du clergé polonais que cette imprécation du saint-père contre leur dévouement à la patrie opprimée dans sa foi.

Ah ! si le pape, au lieu d'aller puiser chez saint Paul et dans la tradition de l'Eglise, avait cherché dans l'Evangile du Christ lui-même l'appel à la non-résis-

tance et au pardon des offenses, ils auraient pu se frapper la poitrine en attendant de l'offrir aux balles des Cosaques trente ans plus tard. Mais jeter l'anathème à l'élan national en salissant la cause la plus sacrée et leur prêcher la soumission volontaire au « magnanime empereur » sans trouver pour ses crimes un seul mot de blâme, c'était vraiment errer trop loin de ce dédain sublime avec lequel Jésus répondit aux astucieux provocateurs : « Rendez à César ce qui est à César. »

A l'étranger mille voix répondirent à Grégoire XVI tandis qu'au pays la Pologne accablée souffrait en silence. De Montpellier, Siodolkowicz, un émigré démocrate, lance une « Réfutation de la bulle du pape », qui traduit la surprise indignée de ses contemporains devant la conception politique du saint-père :

Nicolas, le souverain *légitime* des Polonais ! quelle dérision !... la légitimité s'est éteinte en Pologne il y a environ trois siècles, depuis la mort de Sigismond II, dernier des Jagellons... On n'y reconnaît de légitime que ce qui émane de la souveraineté du peuple, principe aussi ancien que la République polonaise. On n'y reconnaît de légitime que la religion de nos pères ; non cette religion fanatique et cruelle qui armait le bras de Torquemada et celui de Charles IX, mais cette religion pure et sainte de Jésus-Christ qui prêche la liberté et l'égalité des hommes, religion que notre clergé a su sceller par le sang des martyrs et défendre à la tête de nos bataillons.[1]

On voit la parenté frappante qui existe entre cette tradition polonaise d'un catholicisme évangélique et

[1] Bordeaux, 1834. Imprimerie de G. Villeneuve.

les tendances libérales des Lamennais, des Lacordaire et des Montalembert qui défendaient la conscience religieuse de la France contre l'égoïsme autoritaire de la monarchie bourgeoise et contre sa politique matérialiste. Cette communauté de sentiments devait fortifier encore les sympathies dévouées que la Pologne rencontra dans ce groupe de chrétiens généreux, gagnés d'avance à la cause des opprimés.

La Pologne eut sa part d'influence importante sur l'œuvre et la pensée de Lamennais.

N'est-ce pas l'éloquence biblique adoptée par Mickiewicz dans son *Livre des pèlerins polonais* qui devait lui inspirer plus tard les accents prophétiques des *Paroles d'un croyant?*

L'encyclique aux évêques de Pologne jeta dans cette conscience agitée un nouveau trouble angoissant. Elle ne pouvait admettre sans répugnance que le christianisme fût ainsi rabaissé à servir d'instrument aux despotes pour forcer les peuples à la soumission politique. Lamennais voulait de toute son âme la victoire de Dieu sur le mal et si l'autorité violait l'évangile d'amour, c'était dans la liberté, trouvait-il, que la voix divine devait se faire entendre par la conscience populaire.

Il ne voyait pas pourquoi l'Eglise aurait dû soutenir les puissances de rapine, et il préconisait un catholicisme social et démocratique, fidèle à la lettre immuable du dogme et cependant renouvelé sans cesse par l'esprit toujours actif de l'Evangile.

A la veille d'être condamné par le pape, il était venu

s'expliquer lui-même au Vatican [1]. C'est à Rome qu'il écrivit son poème en prose :

Dors, ô ma Pologne, dors en paix dans ce qu'ils appellent ta tombe, moi je sais que c'est ton berceau...

Lorsque délaissée, trahie, rendue de fatigue, épuisée de combats, ton front pâlit, tes genoux chancelèrent, ils tressaillirent d'une joie féroce, et poussèrent un long cri, un cri sauvage, aigu, comme le cri de l'hyène qui, la nuit, fait frissonner le voyageur sous sa tente.

Dors, ô ma Pologne, dors en paix dans ce qu'ils appellent ta tombe, moi je sais que c'est ton berceau....

Tels que ces chevaliers de pierre qui sommeillent, revêtus de leur armure, sur les vieux tombeaux des *cathédrales*, le géant était là couché sur la terre ; ils jetèrent sur lui un peu de cette terre trempée de sang et dirent : il ne se réveillera plus.

Dors, ô ma Pologne ! dors en paix dans ce qu'ils appellent ta tombe ; moi je sais que c'est ton berceau.

Tes fils dispersés ont porté dans le monde les récits merveilleux de ta gloire. Ils ont raconté comment, brisant le joug de tes oppresseurs, tu te levas, semblable à l'ange que Dieu envoie, armé de son glaive, pour punir ceux qui se rient de la justice ; et le cœur des tyrans s'est troublé.

Dors, ô ma Pologne, dors en paix dans ce qu'ils appellent ta tombe ; moi je sais que c'est ton berceau.

Qu'entendez-vous dans ces forêts ?

Le mouvement triste des vents.

Que voyez-vous passer sur ces plaines ?

L'oiseau voyageur qui cherche un lieu où se reposer. Est-ce là tout ?

Non, je vois une croix : tournée vers l'Orient, elle marque le point où le soleil se lève ; et, le soir, on entend auprès des voix douces et mystérieuses.

[1] En réalité, c'est par ce voyage qu'il s'attira la condamnation en voulant forcer le Pape à se prononcer sur ses idées.

Dors, ô ma Pologne! dors en paix dans ce qu'ils appellent ta tombe ; moi je sais que c'est ton berceau.

Regardez ! sur son front pâle, mais calme, est une confiance impérissable, sur ses lèvres un sourire léger.

Qu'a-t-elle aperçu dans son sommeil ? Serait-ce un vain songe qui la trompe en fuyant ?

Non. La vierge divine, qu'elle proclama sa reine, est descendue d'en haut.

Elle a posé une main sur son cœur, et de l'autre, écartant le voile de l'avenir, la Foi, debout derrière ce voile, lui a montré la liberté.

Dors, ô ma Pologne ! dans ce qu'ils appellent ta tombe ; moi je sais que c'est ton berceau.

Tandis que Lamennais composait à Rome, aux portes du Vatican, cet admirable hymne à la résurrection polonaise, Grégoire XVI poursuivait avec persévérance la politique de concessions au tsar qui devait aboutir au lendemain de sa mort à la signature d'un concordat avec la Russie (en 1847).

Dire que sa tactique ait eu pour effet de préserver la foi catholique de l'offensive orthodoxe et des persécutions moscovites, ce serait mentir à l'histoire, qui ne cessa d'enregistrer les violences du gouvernement impérial envers l'Eglise romaine. Eût-elle souffert des violences pires encore si le pape eût choisi une autre attitude ? C'était la conviction du saint-père. Le fait est qu'il fut joué par l'empereur et compromis du même coup.

Catherine II avait déclaré la guerre à l'Eglise de Rome. Le petit-fils était plus habile encore : il l'attachait derrière son char pour mieux la dépouiller. Rien n'est plus édifiant que cet incroyable *Catéchisme du*

culte dû à l'empereur de toutes les Russies, ou commentaire du quatrième commandement divin dans ses rapports avec l'autorité temporelle, imprimé par ordre suprême à l'usage des Eglises et des écoles catholiques romaines dans l'Empire de Russie. Vilna, imprimerie du Diocèse, 1832.

En voici quelques extraits :

Question I. — D'après la religion chrétienne comment considère-t-on l'autorité de notre empereur régnant sur toutes les Russies ?

Réponse. — On considère son autorité comme procédant directement de Dieu lui-même.

Question III. — D'après la religion, que devons-nous à l'empereur ?

Réponse. — Le culte, la soumission, l'obéissance, la fidélité, le paiement des impôts, le service, l'amour par-dessus toutes choses, actions de grâces et prières devant Dieu.

Question IV. — Comment faut-il rendre ce culte à l'empereur ?

Réponse. — Par tous les moyens que l'homme possède : par les paroles, les marques extérieures, les actions et le fond du cœur.

Question X. — Faut-il prier Dieu pour notre maître l'empereur et pour notre patrie la Russie ?

Réponse. — Il faut prier pour sa santé, sa longue vie, l'accomplissement de ses vœux et son salut. Et comme la patrie est inséparable de sa personne, ces prières lui profiteront aussi.

Question XI. — Comment peut-on manquer à l'accomplissement des devoirs que notre conscience nous impose à cet égard ?

Réponse. — Par le manque d'ardeur dans notre culte pour l'empereur, dans notre soumission, notre amour ou

notre fidélité ; par les murmures, les trahisons, la résistance ou la rébellion.

Question XII. — Les fautes énumérées ci-dessus constituent-elles des péchés envers Dieu ?

Réponse. — Certainement ; non seulement nous péchons en les commettant, mais nous devenons criminels.

La bulle de Grégoire XVI était habilement exploitée pour servir l'autorité du tsar et ruiner du même coup le prestige du pape auprès de ses fidèles.

Le découragement fut immense et diminua la résistance aux conversions en masses qu'on opérait en Podolie pour faire passer les catholiques uniates à l'orthodoxie. On peut s'imaginer l'effet produit par l'attitude papale sur un troupeau qui souffrait la persécution pour défendre sa foi.

Les fidèles de ces régions voyaient leurs plus beaux édifices livrés à un culte étranger ; un ukase assignait à l'orthodoxie la moitié des églises catholiques [1]. Deux autres interdisaient d'en bâtir de nouvelles ou de réparer les anciennes [2]. Un quatrième ordonnait d'élever dans la religion grecque les enfants des mariages mixtes [3].

Les populations voyaient supprimer deux cents couvents, fermer les séminaires et les écoles, depuis l'Université jusqu'aux écoles primaires, interdire aux familles de faire élever leurs enfants par des précepteurs qui ne seraient pas diplômés de la faculté russe de Charkow.

[1] 19 juillet 1832.
[2] 5 juillet et 19 octobre 1831.
[3] 23 novembre 1832.

Elles voyaient l'évêque de Vilna Klongiewicz exilé en Sibérie, des prêtres aux cheveux blancs expédiés aux mines, les frères basiliens condamnés au knout ou traînés comme soldats dans les bataillons d'Asie, et des milliers d'enfants arrachés du Royaume et des bras de leurs mères pour être élevés dans la religion grecque au fond de la Russie.

Le trésor de Czenstochowa, qui venait d'être pillé, rappelait tous les souvenirs sanglants de l'année précédente, le massacre des femmes et des enfants dans l'église d'Ozmiana, l'irruption des cosaques à Winniça pendant la messe, le sac du couvent de Krasnobrod et le supplice atroce du vieux père Romain à soixante-dix ans.

Le message du pape était pour eux plus amer que tout le reste.

On sait que les Uniates conservent le rite oriental et la foi catholique. Le lien qui les rattache à Rome, c'est avant tout leur fidélité au saint-père. Saper leur confiance en lui, c'était couper la plus forte amarre. Le tsar et le saint-synode le savaient bien.

Quatorze mille familles passèrent au culte grec pendant les mois qui suivirent.

Mais Grégoire XVI n'avait pas compris. L'empereur d'Autriche ayant informé le Vatican d'une allusion courtoise du tsar aux sentiments conciliants du pape, celui-ci prend aussitôt la plume pour adresser à Nicolas une lettre autographe en témoignage de gratitude et de confiance [1]. Il en profite pour lui rappeler « que

[1] 4 janvier 1834.

l'Eglise catholique, bien loin d'approuver l'esprit d'insurrection contre les puissances légitimes, le réprouve et le condamne énergiquement. « Votre Majesté n'ignore certainement pas ce qu'ont rapporté même les journaux, de la constance inébranlable avec laquelle nous avons toujours insisté, et par laquelle nous avons travaillé efficacement, en ces derniers temps surtout, à arracher du cœur des catholiques tout germe d'un pareil esprit ».

A cette heure même la Ruthénie-Blanche était livrée à un véritable coup de force religieux. L'assemblée provinciale du gouvernement de Witebsk se plaint à l'empereur qu'on ferme les églises catholiques dans les petits villages et que dans les grandes paroisses on remplace le curé par un pope. On fait passer d'office des communes entières à l'orthodoxie, et quand des habitants courageux se réclament ensuite de la foi de leurs ancêtres, on leur applique le code criminel qui punit l'apostasie des peines les plus sévères, comme le knout ou l'exil en Sibérie.

Un an plus tôt l'assemblée de Podolie avait jeté aux pieds du trône la plainte douloureuse de populations à qui l'on arrachait leur langue et leur religion. « Nous vous prions, Sire, concluait cette pétition du 19 septembre 1832, de bien vouloir ordonner aussi que personne ne soit déporté dans des contrées éloignées. L'homme le plus pauvre affectionne le coin de terre qui l'a vu naître. Cet attachement universel, attesté par les larmes de nombreuses familles, nous encourage à faire en sa faveur un appel aux sentiments de V. M. elle-même. »

En 1839 c'est le tsar qui écrit au saint-père pour le remercier de l'accueil bienveillant qu'il a fait à son fils Alexandre en visite au Vatican. Il demande encore au saint-siège de rappeler avec insistance au clergé polonais ses devoirs de soumission, car « il importe plus que jamais que l'Eglise prête son assistance morale à l'autorité souveraine [1] ».

Quelques mois plus tard le ministre de l'Intérieur à Pétersbourg donne l'ordre à tous les gouverneurs de Lithuanie et de Ruthénie de mettre à exécution les ukases de 1819 et de 1831 limitant le nombre des Eglises catholiques et forçant les curés de campagne à se munir de sauf-conduits pour circuler dans leur district et de permis spéciaux pour en sortir [2].

L'année suivante un ukase impérial ordonne la saisie des biens et la réclusion perpétuelle des propriétaires qui retourneraient au catholicisme après avoir été inscrits comme orthodoxes.

Enfin le tsar fait arrêter l'évêque de Podlachie Mgr. Gutkowski et le fait enfermer sans jugement pour avoir osé critiquer la conduite du gouvernement civil envers l'Eglise.

Cette fois le Vatican s'émeut. Le cardinal Lambruscini, secrétaire d'Etat, proteste auprès de l'empereur contre ce dernier affront et mentionne tous les autres par la même occasion.

Le tsar maintient son point de vue, exige la démission de l'évêque et rappelle au pape, dont les Etats

[1] 23 février 1839.

[2] 16 décembre 1839.

sont menacés, la part active que son frère Alexandre avait prise à la restauration du pouvoir temporel du saint-siège !

En 1841 il confisque à tout jamais, avec les paysans qui les cultivent, tous les domaines du clergé catholique dans les provinces orientales de l'ancienne Pologne.

Grégoire XVI revient alors de sa longue illusion. L'Eglise polonaise est ruinée ; des millions d'adhérents lui sont arrachés peu à peu dans toutes ces régions de l'Est ; l'autorité du pape est ébranlée dans le Royaume, où sa faiblesse est en scandale au troupeau fidèle. Il en fait l'aveu déchirant dans son allocution fameuse au consistoire du sacré-collège le 22 juillet 1842 :

Quel a été le fruit de tous nos soins ? Les faits ne le disent que trop. Combien notre douleur s'en est accrue !... Mais il y a quelque chose qui met le comble à cette amertume... les ennemis du saint-siège ont fait prévaloir parmi nos fidèles le bruit qu'oublieux de notre ministère sacré, nous couvrions de notre silence les maux si grands dont ils sont accablés et qu'ainsi nous avions presque abandonné la cause de la religion catholique. Et la chose a été poussée à ce point que nous sommes presque devenus comme la pierre de scandale pour une partie considérable du troupeau du Seigneur et même pour l'Eglise universelle...

Repoussant devant Dieu jusqu'au soupçon d'une faute si injurieuse, Grégoire XVI présentait ensuite un exposé détaillé de ses démarches et de ses efforts auprès du gouvernement impérial de Russie.

Il y avait quelque chose de profondément impressionnant dans la douleur tragique du souverain pontife, accablé sous la honte qui rejaillissait d'une politique où il avait placé tant d'espoir et qui s'effondrait maintenant aux yeux de tous avec les arches croulantes des églises de Pologne. En 1844 il parla sévèrement au tsar, qui était venu le voir au Vatican, mais Nicolas, dépité, se contenta de railler après coup cette leçon tardive, et la persécution religieuse continua de plus belle.

CHAPITRE XV

Pologne et romantisme.

La Pologne martyre et le romantisme. — Miękiewicz et son œuvre. — *Konrad Wallenrod* avant l'insurrection. — Les *Aïeux* et la persécution des étudiants à Vilna. — Miękiewicz et l'émigration. — *Le livre des pèlerins polonais* (1833).

Monsieur Thadée et l'époque de 1812. — Le genre épique et l'Odyssée d'Homère.

Miękiewicz au Collège de France avec Michelet. — La fin de sa vie.

Les romantiques sous Louis-Philippe à Paris. — Slowacki et Krasinski. — L'inspiration polonaise de Chopin. — Un mot de Schumann.

Les malheurs de la Pologne en lui tressant une couronne d'épines faisaient d'elle en même temps la nation romantique par excellence dans une époque où la jeunesse d'Europe avait trouvé chez Gœthe, Byron et Chateaubriand la glorification du héros mélancolique et fier qui répondait à son humeur.

Cette patrie écrasée par ses tyrans et trahie par ses amis, ces exilés traînés en Sibérie, ces émigrés tombés de la gloire à l'aumône, cette grandeur dans la souffrance et cette désillusion devant la lâcheté universelle, il y avait là, pour un génie, de quoi donner au monde une œuvre immortelle et, à la Pologne, un poète national.

Ce fut la mission d'Adam Miękiewicz. En faisant revivre dans *Konrad Wallenrod* l'antique légende

lithuanienne et la lutte séculaire contre les chevaliers teutons à la croix noire, le jeune poète avait su réveiller l'ardeur nationale de ses compatriotes à la veille de l'insurrection. Tout le monde, sauf la censure, avait compris son but et reconnu son cri d'exilé dans l'invocation du Vaydelote :

Si je pouvais verser dans l'âme de mes auditeurs les feux brûlants qui dévorent la mienne, si je pouvais ressusciter le passé devant leurs yeux, si je savais frapper leur cœur avec le dard aigu de la parole, peut-être à l'instant même où le chant de la patrie les aurait émus jusqu'au tréfond, ils retrouveraient la grandeur d'âme antique, ils sentiraient le même frisson que les aïeux, ils vivraient au moins une heure, une heure aussi sublime que toute la vie de leurs ancêtres.

Du sein de l'émigration polonaise en France, au lendemain de la défaite, la voix de Miçkiewicz s'éleva de nouveau.

« Tel le rossignol fuit les palais envahis par les flammes ; il se pose un instant sur le toit ; et quand le toit s'effondre, il fuit dans les forêts ; là, d'une voix sonore, au-dessus des tombeaux et des ruines, il chante aux voyageurs les hymnes de la mort. »

Ce passage de *Wallenrod* était prophétique. Cette fois, ce qui va revivre en image sous la plume inspirée de Miçkiewicz, c'est la persécution qu'il a subie lui-même à Vilna comme étudiant, c'est l'enquête impériale de 1823, la jeunesse patriote emprisonnée dans les cachots lugubres et soumise à la torture de la question, la figure cynique du sénateur Nowosiltsoff, grand chef de l'inquisition russe avec sa meute d'espions cruels et de bourreaux mondains.

Les *Martyrs* dans ce drame effrayant des *Aïeux*, c'est Thomas Zan, le type inflexible et dévoué du jeune homme indifférent à la mort, c'est Mme Rollison, la mère aveugle qui vient réclamer le corps lacéré de son fils, c'est Konrad, le poète enflammé qui chante le blasphème et la vengeance et c'est l'abbé Lwowicz qui le rappelle à la douceur chrétienne.

On a déjà fait souvent le parallèle entre Konrad et Faust ou Manfred, mais le héros de Miękiewicz est plus qu'un type individuel qui représente une génération d'hommes. Son amour dans le monde ne repose pas sur un seul être, ni sur une famille, ni sur un siècle. Il aime toute une nation. Il a saisi dans ses bras toutes ses générations passées et à venir. Il les a pressées contre son cœur « en ami, en amant, en époux, en père ». Il veut rendre à sa patrie la vie et le bonheur. Il veut en faire l'admiration du monde. « Mon âme est incarnée dans ma patrie et son âme a revêtu mon corps, ma patrie et moi, nous ne faisons qu'un. Je m'appelle *million*, car j'aime et je souffre pour des millions d'hommes. Je regarde ma patrie en deuil comme un fils voit son père attaché à la roue du supplice ; je sens les douleurs de toute une nation comme une mère sent dans ses entrailles le poids déchirant de son enfant... Je souffre, je délire ! »

C'est l'*Improvisation*, qui résume toute la pensée des *Aïeux*. Les autres épisodes, avec leurs démons, leurs anges et leurs vampires, sont un monument formidable du goût bizarre de l'époque pour la fantaisie échevelée. En tirant du folklore païen de Lithuanie cette antique tradition du « soir des aïeux » où l'on servait le repas

des morts, le nouveau Dante avait mis à jour une trouvaille inappréciable en ce temps-là. Son coup de pioche dans le sol natal ouvrait au romantisme ardent le trésor des trésors avec son grouillement infernal d'esprits et de fantômes.

C'est à la mémoire de ses compagnons de prison, morts en exil dans la Russie lointaine, que Miçkiewicz avait dédié *Les Martyrs*. Maintenant c'est à ses compatriotes disséminés aux quatre coins de la France qu'il va penser avant tout. A cette émigration, ballottée à tous les vents politiques, il dédie son *Livre des pèlerins polonais*.

Psaume ou proverbe ? Le poète a pris la voix du prophète. Une langue biblique habille ses idées, une prose harmonieuse déroule ses visions. Il juge les rois et les nations. Il assène les vérités.

Il rallume au cœur des pèlerins l'espoir crépitant qui réchauffe les énergies glacées. Comme le Christ a souffert pour les péchés des hommes, ainsi la Pologne expie sur la croix les violences des Etats. Mais comme le Christ a vaincu la tombe, elle aussi doit ressusciter pour sauver les peuples et sceller leur ligue, où la justice habitera.

« Et comme sur la terre après la résurrection du Christ cessèrent les sanglants holocaustes, de même dans la chrétienté cessera toute guerre après la résurrection de la Pologne. »

C'est la première lueur du messianisme qui va rapidement embraser toute la pensée du grand artiste illuminé.

Dans son *Journal d'un poète* Alfred de Vigny compare l'Histoire à un discours dont chaque personnage est une idée. Les grandes figures défilent en cortège comme un raisonnement logique. Ainsi par l'enchaînement des symboles vivants Miękiewicz résume la chronique des nations.

Il montre les souverains d'Europe arrêtant la courbe normale de la liberté qui aurait dû partout s'élever graduellement comme chez les Polonais en passant des rois aux seigneurs, des seigneurs aux chevaliers, des chevaliers aux villes et des villes aux paysans. Pour s'assurer le pouvoir absolu, chacun fit à son peuple une idole afin de l'occuper : ce fut *le point d'honneur* pour les Français, la *souveraineté des mers* pour les Anglais et le *bien-être* pour les Allemands.

« Et les peuples adoraient leurs idoles. Et le roi dit aux Français : « Levez-vous et combattez pour l'honneur. »

Ils se levèrent donc et combattirent cinq cents ans.

Et le roi dit aux Anglais : « Levez-vous et combattez pour Mammon ! »

Ils se levèrent donc et combattirent cinq cents ans. Et les autres nations combattirent aussi chacune pour son idole. »

Marie-Thérèse, Frédéric et Catherine forment la trinité diabolique de l'hypocrisie, du brigandage et du vice, tandis que Lafayette est le dernier chevalier du dévouement chrétien.

Quant au premier ministre Casimir Périer, son nom « doit être maudit jusqu'à la fin des temps comme

celui de l'Antéchrist », car il figure l'égoïsme implacable et l'intérêt corrupteur, qui déchire l'alliance des peuples.

La chaîne des symboles se prolonge dans l'avenir jusqu'au jour où :

La liberté viendra s'asseoir sur la capitale du monde pour juger les nations. Elle dira donc à l'une d'elles : « Voilà que j'ai été assaillie par des brigands, et je t'ai appelée, ô nation, et je t'ai demandé un peu de fer pour ma défense et une poignée de poudre... et tu m'as donné des articles de journaux.

Et la nation répliquera : « Madame ! Quand donc m'avez-vous appelée ? » Et la liberté répondra : « Je t'ai appelée par la bouche de ces pèlerins et tu ne m'as pas écoutée ! Va donc dans l'esclavage, là où il y aura le sifflement des knouts et le grincement des ukases. »

Et la liberté dira à une autre nation : « Voilà que j'étais dans l'affliction et dans la misère et je t'ai demandé la protection des lois et des secours pour vivre et tu m'as jetée dans l'arbitraire. » Et la nation répliquera : « Madame, quand donc êtes-vous venue à moi ? » Et la liberté répondra : « Je suis venue à toi sous le vêtement de ces pèlerins, et tu m'as méprisée ; va donc dans l'esclavage, où il y aura le sifflement du knout et le retentissement des ukases. »

Gouverneurs de la France et docteurs de la France, vous qui parlez de liberté et qui servez le despotisme, vous serez jetés entre votre peuple et le despotisme étranger comme une barre de fer entre le marteau et l'enclume.

Et vous serez battus, et vos éclats et vos étincelles voleront jusque dans tous les pays du monde...

Et vous crierez au marteau, à votre peuple : « Pardonne et cesse de frapper, car nous avons parlé de liberté. » Et le marteau dira : « Non, car si tu as parlé pour elle, tu as agi contre. » Et il retombera plus fort que jamais sur la barre.

Et vous crierez au despotisme étranger comme à une enclume sourde : « O despotisme, amollis-toi, car nous t'avons servi ; creuse-toi pour que nous puissions échapper dans ton sein aux coups de marteau. »

Et le despotisme dira : « Non, car si tu as agi pour moi, tu as parlé contre. » Et il vous présentera son dos dur et froid jusqu'à ce que la barre ait été battue, aplatie et méconnaissable.

Et vous, négociants et boutiquiers des deux nations, avides d'or et du papier qui en donne, vous avez envoyé de l'argent pour la répression de la liberté. Et voilà qu'il viendra des jours où vous lècherez votre or et où vous mâcherez votre papier et où personne ne vous enverra ni pain ni eau.

Les pèlerins vivant parmi les Gentils doivent être des exemples et des apôtres. A coup de paraboles nettes et frappantes, le poète leur adresse un évangile de conduite pour leur séjour en terre infidèle. Mieux que personne il connaît leurs défauts et leurs disputes. Il les exhorte avec une simplicité franche et douce à la fois :

Soyez indulgents envers les autres et sévères pour vous-mêmes, ne vous disputez pas touchant vos mérites, que chacun de vous donne à la patrie son talent comme il jette son aumône en secret dans un trou sans dire combien il donne, gardez-vous de vous plaindre, de murmurer ou de douter, car ce sont des péchés, soyez parfaits comme des apôtres et les peuples vous croiront sur parole, n'argumentez pas trop sur la forme du gouvernement à donner à la Pologne, car ce n'est pas ceux qui parlent le mieux qui feront

les meilleures lois, mais ceux qui possèdent le mieux l'esprit d'amour et de sacrifice.

Cet évangile comporte une oraison dominicale. C'est la conclusion du livre. L'émouvante prière des pèlerins exprime avec puissance le cri du cœur de toute cette génération d'émigrés dont le souvenir habite encore les cimetières d'Avignon, d'Auxerre, ou de Poitiers dans leurs allées de tombes aux inscriptions polonaises. Par l'harmonie du style aux flamboyantes couleurs, cette prière est comme un jeu d'orgues sous un vitrail de cathédrale :

Seigneur, Dieu tout-puissant ! De tous les coins du monde les enfants d'une nation guerrière élèvent à toi leurs mains désarmées. Ils crient vers toi du fond des mines de Sibérie et des neiges du Kamtchatka, de la terre brûlée d'Algérie et du sol étranger de la France. Et sur le sol de la patrie, en cette Pologne qui t'est si fidèle, il n'est pas permis de t'invoquer. En secret seulement par la pensée et par les larmes, nos vieux parents, nos femmes et nos enfants peuvent te prier là-bas. Dieu des Jagellons, Dieu de Sobieski, Dieu de Kosciuszko, aie pitié de notre patrie, aie pitié de nous !

Accorde-nous de pouvoir te prier un jour comme te priaient nos ancêtres les armes à la main sur le champ de bataille, devant un autel de tambours et de canons, sous un baldaquin d'aigles blancs et de bannières de pourpre ! Permets à nos familles de te prier dans les églises de nos villes et de nos villages ; permets à nos enfants de te prier sur nos tombeaux. Et cependant, que soit faite à jamais sur la terre comme au ciel, non pas notre volonté, mais la tienne. Ainsi soit-il.

Une telle prière arracha des larmes à cette grande famille dispersée de l'émigration polonaise, que Miçkie-

wicz a tant aimée. L'ayant exhortée, il voulut la bercer. En 1833 il écrit *Monsieur Thadée.* Après les maximes tranchantes, la chanson du souvenir, la chanson bien douce des souvenirs d'enfance, le paysage qu'on voit toujours quand on ferme les yeux : l'image de la vieille maison, la vision chérie des terres paternelles avec leurs champs de luzerne et leurs trèfles roses et leurs blés jaune d'or éblouissant à l'infini. C'est le village avec l'église des aïeux. C'est le dimanche avec les costumes de fête.

La messe commence. La chapelle est trop petite pour contenir tout le monde. La plupart s'agenouillent sur le gazon, les yeux fixés sur la porte et la tête découverte. Les chevelures des Lithuaniens sont d'un blond de lin. Elles brillent au soleil comme un champ de seigle mûr, comme un champ blond tout parsemé de fleurs, car on voit de petites têtes de jeunes filles couronnées d'œillets et de plumes de paon. Elles ont entrelacé des rubans dans leurs tresses. Parmi toutes ces têtes d'hommes, les leurs sont comme des bluets et des coquelicots dans un champ.

La foule se presse autour de la chapelle. Au tintement de la sonnette, les têtes se baissent, comme les épis devant la brise.

Le sujet du poème ? un procès tragi-comique à la campagne en 1812 : deux familles se disputent les ruines d'un vieux château. Dans la grande salle aux voûtes entamées, plaignants et juges entre deux sommations font honneur ensemble aux repas interminables après la chasse au lièvre. Du bouillon de betterave, rouge et velouté, au vin clair de Hongrie plus doré que le blé, le vieux sénéchal a le temps de répéter plus d'une fois ses longues histoires, et le jeune Thadée,

tout frais sorti des écoles de Vilna, peut faire la cour à sa voisine de table.

Le vétéran des Faucheurs qui pérore au village, l'assemblée des campagnards, prêts à se mêler follement aux querelles des grands propriétaires, la garnison russe intervenant dans la nuit pour tout mettre à feu et à sang ; la belle figure de Robak, le conspirateur, qui rachète une ancienne faute par toute une vie de sacrifices et de périls au service du réveil national, enfin l'arrivée du général Dombrowski, la Grande-Armée de Napoléon, les régiments de Varsovie avec les chapkas étincelants et les plastrons cramoisis des lanciers ; le raisonneur qui hoche la tête et le cabaretier juif qui joue sur un vieux tympanon la marche des légions d'Italie, rien ne manque à ce tableau de la société polonaise en Lithuanie à la veille du grand désastre.

Cette vie patriarcale et joyeuse avec ses tragédies vite oubliées, cette noblesse de campagne et ces villageois éloquents, avec leur vivacité bavarde et leur bonhomie chevaleresque, ce pays de plaine douce avec ses forêts mystérieuses et leurs derniers ours fuyant au delà des marais, c'était pour des milliers d'émigrés, orphelins de leur patrie, toute la jeunesse et toute la Pologne qui défilait en vivantes images dans cette épopée aux vers mélodieux comme un vieux refrain du pays, tantôt bigarrée comme les scènes peintes sur les poêles de faïence et tantôt resplendissante comme la fresque royale d'un banquet magnifique.

La valeur de ce poème grandit avec les années et dépasse les limites de la Pologne. C'est la dernière page

d'une époque brillante dans l'histoire des mœurs et c'est avant tout l'un des plus beaux chefs-d'œuvre du genre épique, où les modernes ont si rarement excellé.

Pour qu'un poète au XIXe siècle ait pu renouer de si près la tradition d'Homère, il fallait à la fois trois éléments puissants. D'abord le paroxysme de souffrances communes qui peut déclancher un génie, ensuite la nostalgie nationale intense de l'émigration polonaise en France, tel Israël en Egypte, enfin la parenté incontestable entre la vie pastorale des premiers Hellènes et celle des Lithuaniens polonais. Toutes proportions gardées, il y a dans l'Odyssée et dans *Monsieur Thadée* une foule de traits de ressemblance qui tiennent moins au caractère individuel des artistes qu'aux particularités générales de leurs tribus : vie de patriarches, goût de l'éloquence, hospitalité sacrée, amour passionné de l'indépendance, nature alerte et bienveillante, grands mangeurs, grands chasseurs, grands discuteurs et grands enfants guerriers.

La traduction du *Livre des pèlerins polonais* parut à Paris en 1833. La revue *Le Polonais*, organe du prince Czartoryski, publia souvent en français des fragments de l'œuvre poétique d'Adam Miçkiewicz.

Il était depuis longtemps adoré par ses compatriotes comme le divin barde et le prophète inspiré de la Pologne quand George Sand fit connaître au public européen sa gloire nationale et son génie par un article fameux de la *Revue des Deux-Mondes*[1]. En 1839, appuyé par Sainte-Beuve qui revenait d'y faire son

[1] 1er décembre 1839 : *Faust, Manfred, Konrad.*

cours sur Port-Royal, il fut nommé professeur de littérature latine à l'Académie de Lausanne, où il connut Vinet, Monnard et le poète Juste Olivier.

L'année suivante il revint à Paris pour occuper au Collège de France la chaire des littératures slaves qu'on venait de créer pour lui. Sa généreuse attitude envers la nation russe étonna tout le monde. Il proclama l'immolation des haines et fit appel à la fraternité. « La sueur me vient d'y penser, raconte Michelet, qui fut un auditeur impressionné de son cours ; les Russes qui étaient là furent foudroyés. Ils attachaient les yeux à la terre. Les auditeurs polonais présentaient une fidèle image de la douleur et de la misère. Exilés, proscrits, condamnés, vieillards brisés par l'âge, ruines vivantes des vieux temps des batailles ; pauvres femmes âgées sous les habits du peuple, princesses hier, ouvrières aujourd'hui ; tout perdu, rang, fortune, le sang, la vie. Leurs maris, leurs enfants enterrés aux champs de bataille, aux mines de Sibérie !... Leur vue perçait le cœur... Quelle force fallait-il, quel sacrifice énorme et quel déchirement pour leur parler ainsi, arracher d'eux l'oubli et la clémence, leur ôter tout ce qui restait et leur dernier trésor, la haine. »

Au temps de Guizot, Miçkiewicz ayant violemment qualifié l'égoïsme bourgeois des politiciens au pouvoir, son cours fut fermé par le gouvernement français en 1844. On retrouve le poète au printemps 1848 à la tête d'une légion polonaise en Italie, où la foule acclame partout sa longue silhouette de géant lithuanien. « Lorsque la Providence suscite l'un de ces génies comme Homère, Dante ou Miçkiewicz, s'écria Cavour en plein

Parlement (20 octobre) c'est que les nations où ils naissent sont appelées à de hautes destinées ! »

De retour à Paris, Mịçkiewicz fonde la *Tribune des Peuples* et s'enfonce toujours plus avant dans le messianisme et dans une espèce de bonapartisme populaire et démocratique où le poussait un culte passionné pour la figure de Napoléon Ier comme sauveur des nationalités opprimées. Il faut noter en passant que ce culte est répandu non seulement chez beaucoup de Polonais, en dépit de leurs déceptions cruelles, mais plus encore chez les « Slaves d'Illyrie », comme on disait en ce temps-là. La peinture et la poésie nationales des Slovènes sont abondamment inspirées par le souvenir du vainqueur d'Austerlitz.

En 1852 le neveu fit offrir à Mịçkiewicz un poste officiel de conservateur à la Bibliothèque de l'Arsenal. Il mourut en 1855 à Constantinople, où il était allé former pendant la guerre de Crimée un nouveau corps de volontaires polonais pour lever le drapeau de l'indépendance contre le tsar de Russie. On transporta son corps embaumé au cimetière de Montmorency près de Paris, mais il en fut retiré en 1890 pour être enseveli en grande pompe à Cracovie dans la crypte royale du Wawel, où Kosciuszko, déjà, dormait avec les rois.

Dans ce Paris de Louis-Philippe, où la jeunesse des Beaux-Arts affichait encore ses gilets rouges en 1832 aux représentations du *Roi s'amuse*, Mịçkiewicz n'était pas le seul des romantiques polonais. Alors que Théophile Gautier faisait la tournée des ateliers de peinture pour alimenter la claque de Victor Hugo depuis la bataille d'*Hernani* au Théâtre-Français, Jules Slo-

wacki, le rêveur sombre de vingt-cinq ans, écrivait ses drames byroniens de *Marie Stuart* à *Mazeppa*.

Rythme fort, vers mordants, pensée grave, imagination vertigineuse, un tempérament d'artiste aussi puissant fait songer parfois au Shakespeare de *Macbeth* et au Vigny de *Chatterton*. Dans son épopée mystique il chantera l'histoire de l'âme à travers celle du monde.

Avant que Lamartine ait composé la *Marseillaise de la Paix*, Sigismond Krasinski glorifiait déjà l'esprit d'amour et de fraternité véritable. A vingt ans ce jeune aristocrate inaugurait en polonais une poésie philosophique profonde et dédaigneuse des faux dieux du jour. Repoussant les « Christ empistolés », comme disait Ronsard, il voyait le salut de la race humaine dans l'héroïsme intégral des martyrs désarmés, et devançait Tolstoï d'un demi-siècle en proclamant sa foi dans la victoire pacifique du bien sur le mal par la force de l'exemple.

Ces mêmes *Jeune-France* aux longues chevelures qui avaient remporté la victoire d'*Hernani* sur les vieilles perruques des classiques, Frédéric Chopin les vit manifester sur les grands boulevards en l'honneur du général Ramorino, qu'ils acclamaient à tue-tête comme un des héros de l'insurrection polonaise. De sa fenêtre du boulevard Poissonnière, le jeune pianiste entendait avec émotion ces cris de « Vive la Pologne ! A bas Nicolas ! » qui montaient de la foule bruyante. Mais il fut assez vite écœuré de ces démonstrations tapageuses, qui se répétaient trop souvent pour être utiles.

D'ailleurs il n'aimait pas la foule. Son premier concert à la salle Pleyel en 1832 l'avait rendu célèbre à Paris, mais il redoutait les grands auditoires. Il ne voulut pas composer d'opéra. Le piano suffit à son goût délicat pour exprimer son romantisme à la fois rêveur et passionné. Son chant s'élève comme une voix humaine du sein des accords légers de l'harmonie, qui flotte en atmosphère transparente ou brumeuse autour des envolées gracieuses de la mélodie.

Il dit sa langueur et sa mélancolie. Ce sont les élégies des *Nocturnes*. Il dit le souvenir qui renaît au cœur au milieu du bal. Ce sont les *Valses*. Il dit la terre natale, dont il gardait religieusement une poignée, qu'on devait jeter un jour dans sa tombe. Ce sont les *Mazourques*.

Il évoque les majestueux cortèges et les défilés grandioses à la cour des Jagellons. Il fait resplendir les costumes royaux et les pierres de couleur, enchâssées dans l'or. Il dit le passé glorieux, la décadence et la détresse, la chute et la douleur. Il sonne l'appel désespéré de la révolte. Il fait gronder le roulement des batailles. Il crie la plainte et les sanglots de la patrie écrasée. Ce sont les *Polonaises*.

« Des canons cachés sous des fleurs, écrit Schumann ; si l'autocrate du Nord savait quel ennemi le menace, même dans les mélodies si simples des Mazourques, il interdirait cette musique. »

Enfin dans la Sonate en *si bémol mineur*, il déroule avec puissance l'épopée triomphale de la Mort, la grande solitaire qui guettait le malheureux phtisique

aux îles Baléares avec George Sand, à Paris dans les soirées mondaines, comme

> Le convive vêtu de noir
> Qui lui ressemblait comme un frère

accompagnait partout le poète de la *Nuit de Décembre.*

La Mort épouvante ; elle apaise, elle enchante, elle promet l'oubli ; elle poursuit, elle menace, elle rôde, elle chuchotte ; elle assaille... et triomphe. Tout se tait.

Puis le glas résonne et le cortège s'ébranle, et le calme impose à la foule un pas lent et la berce avec ces accents d'espoir qui reviennent toujours dans les cœurs polonais. C'est la marche admirable et fameuse qui, depuis tant de générations, conduit au cimetière des milliers d'hommes dans le monde entier.

CHAPITRE XVI

L'idéalisme polonais et Montalembert.

Le romantisme en politique. — Towianski et le messianisme. — Les Polonais au secours de tous les peuples opprimés. — Le journal de Miękiewicz en 1833. — Ses conseils aux émigrés. — Ses appels à la concorde. — Son opinion sur le mensonge en diplomatie.

L'influence de Miękiewicz en France. — Lamennais et le *Livre des pèlerins*. — Montalembert et sa préface — Son enthousiasme pour les nobles causes. — La mission de souffrance de la Pologne. — Ce thème et les grands poètes français. — Trop de chansons populaires. — Condamnation du *Livre des pèlerins* par Grégoire XVI. — Montalembert et le généralissime Skrzynecki.

En politique, aussi bien qu'en art, la Pologne exilée vécut de romantisme. Ses grands poètes devaient subir tous les trois l'influence du messianisme et du penseur mystique Towianski, son propagateur. Miękiewicz prêchait son évangile idéaliste et la semence ne tombait pas dans les ronces, car la foule des émigrés ne demandait pas mieux que d'agir.

De 1832 à 1848 on verra les Polonais mêlés à tous les efforts de n'importe quelle nation pour se libérer d'un joug ou d'un autre. L'expédition de Francfort n'est qu'un premier exemple.

Ayant foi dans la mission mondiale de sa patrie crucifiée, le pèlerin sera toujours prêt à jeter sur son

dos son maigre bagage et à suivre l'étoile des mages pour aller sauver un peuple au berceau. Hier en Savoie, demain en Italie, après-demain en Hongrie au secours de Kossuth.

Miçkiewicz racontait cette conversation typique, recueillie un jour entre émigrés dans une petite ville de France :

« — D'où viens-tu, camarade ?

— D'Amérique, où j'ai fait une tournée, mais on ne s'occupe que de commerce pour le moment et l'on n'y songe pas à la guerre pour la liberté des peuples. Je suis donc revenu en Europe, j'obtiendrai peut-être quelques thalers, une paire de pistolets, j'irai au pays me battre avec le moscovite ; et toi camarade, où vas-tu ?

— Je viens de chez Don Pédro ; mais sa cause ne vaut pas une livre de poudre ; ils se disputent là-bas pour savoir qui, de Miguel ou de Pédro, doit régner : que nous importe ?

— Moi, dit un troisième, j'arrive de Bruxelles. Je croyais que Léopold allait sincèrement commencer la guerre et j'offrais mon secours ; mais je m'aperçois que ce Léopold n'est qu'une flûte sur laquelle joue Louis-Philippe...

— Qui sait, interrompit un quatrième, si l'on n'eût pas dû s'entendre avec Méhémet-Ali ? En tous cas les mieux partagés sont ceux qui se battent déjà contre le Moscovite et qui trouveront sur la terre natale la victoire ou la mort. »

En 1833 Miçkiewicz, à Paris, faisait paraître en

polonais un journal destiné à développer les idées politiques du *Livre des pèlerins*. C'était le *Pielgrzym Polski*.

Il voulait avant tout encourager ses compatriotes à l'unité nationale. En rappelant, à propos de l'histoire des partages, le chaos des partis et les sourdes menées de l'étranger, il expliquait ces troubles en montrant que les puissances parlaient toujours au nom d'idées généreuses et que les Polonais avaient la simplicité de les croire.

Il était navré de voir les émigrés copier les différents partis politiques de la France et s'inoculer leurs divisions. Quand les uns avaient tempêté avec la gauche dans la *Tribune* d'Armand Marrast et les autres dansé toute la nuit dans les salons du Faubourg St-Germain, ces patriotes bruyants ou mondains pensaient avoir avancé la cause de la Pologne. Les plus modérés craignaient surtout les récriminations impolies des impatients démocrates et n'étaient pas éloignés de faire appel à l'intervention du gouvernement français pour leur fermer la bouche. La tentation était d'autant plus forte que celui-ci ne demandait pas mieux.

La grande figure de Miçkiewicz planait au-dessus des partis. Il refusait d'entrer dans ces luttes vaines et prêchait la concorde à tous. Ce n'était pas la neutralité cependant, car il avait un programme positif. S'il marquait sa défiance envers la diplomatie des aristocrates et son dédain pour le verbiage doctrinaire des démocrates, il ne cachait pas son admiration

pour le courage de ces derniers et faisait tout pour intensifier leur goût de l'action directe.

Sympathie de cœur, sinon de raison. Le prince Czartoryski avait trop de noblesse pour lui en vouloir. D'ailleurs Miçkiewicz savait rendre hommage à tous les efforts sincères. On peut glaner dans ses articles du *Pielgrzym*, pieusement recueillis par son fils, tout un bouquet de pensées encore fraîches non seulement pour les Polonais, mais pour nous autres aussi.

De la divergence des opinions résulte la divergence des actions qui, pourvu qu'elle soit dirigée vers l'extérieur, n'est pas préjudiciable à notre cause. Nous ne nous indignons aucunement contre ceux qui essaient de convertir Louis-Philippe, de corriger le roi d'Angleterre, d'inspirer aux Chambres et au Parlement de généreux sentiments, quoique nous connaissions l'endurcissement des pécheurs. Mais nous exigeons également qu'on ne s'indigne pas contre ceux qui ont pris pour devise : *qui ne se laisse pas convertir se laisse exécuter* et nous demeurons certains que le premier événement heureux, le premier chant de victoire, réunira tout le monde.

Nous sommes un peu sujets ici à la maladie locale du parlage et de l'écrivaillerie, de l'adressomanie et de la proclamatiomanie... il faut conserver son talent pour l'heure d'écrire des bulletins de victoire sur un tambour.

Miçkiewicz trouve qu'il ne faut pas troquer en France le goût de l'action contre celui des phrases creuses. « Au pays, avant l'insurrection, ceux qui faisaient de la grande politique, c'étaient Czacki, en liant la cause de la Volhynie à celle de la Pologne, le prince Czartoryski, en maintenant la langue dans

les écoles ; les Niemojewski, en supportant sans hésiter les persécutions pour s'attacher aux derniers privilèges de la nation, et les milliers de conspirateurs qui succombèrent en Sibérie et dans les prisons. Les grands diplomates furent surtout les porte-enseignes dans la nuit où ils annoncèrent à coups de fusils à l'Europe l'acte du Belvédère. »

Micķiewicz avait horreur du mensonge et des rancunes personnelles.

Nous sommes tous convaincus que nos accusations mutuelles, vraies ou fausses, découlent d'une source pure, le désir de servir la cause nationale, mais le mensonge et la calomnie sont de mauvaises armes. C'est une erreur fatale que de s'en servir.

La haine individuelle ronge l'âme peu à peu comme un cancer et dévore ses facultés. C'est aux reptiles que la nature a donné le venin. Les animaux les plus forts n'en ont pas...

Quant au mensonge comme moyen politique, souvent chez nous les individualités parmi les plus nobles ont tenté de l'employer. Le résultat fut toujours mauvais.

On mentait dans les sociétés secrètes en exagérant le nombre des membres, on mentait avant l'insurrection en disant merveille de Chlopicki, on mentit ensuite en son nom en disposant de lui comme général avant qu'il accepte; les patriotes l'ont cruellement expié.

L'ancienne diplomatie est tombée dans le mépris parce qu'elle a vécu de mensonge. La plus redoutable dans l'Europe future sera la diplomatie de la nation qui basera la sienne sur la vérité. Une telle politique déroutera les vieux Cabinets.

Notre insurrection a donné un bel exemple dans ses bulletins militaires. L'Europe les lisait avec une entière confiance et grandissait même toujours nos victoires. On peut

dire que nous avons réhabilité le style militaire, qui était partout un modèle du mensonge. Avant notre guerre on disait : *mensonger comme un bulletin*. N'y aurait-il pas avantage à réhabiliter aussi le style journalistique et parlementaire et toute la politique en général ?

Un idéalisme aussi clairvoyant devait impressionner non seulement les Polonais, mais aussi les Français qui connurent la pensée politique et morale du poète. Ce fut le cas pour Lamennais, qui d'ailleurs avait lui-même influencé par ses idées l'auteur du *Livre des pèlerins*, où il devait puiser à son tour la conception littéraire de son chef-d'œuvre.

La traduction française du *Livre* parut en 1833, la même année que les *Prisons* de Silvio Pellico. Elle était mise en forme et présentée par le comte Charles de Montalembert, alors un fougueux jeune homme qui avait fondé l'*Avenir* avec Lamennais, et qui subissait plus fortement encore l'influence de Lacordaire.

Ce jeune pair de France était le type du chevalier chrétien qui pouvait plaire à Miçkiewicz. Ardent catholique et démocrate enflammé de zèle pour les questions sociales, sa noble figure fait songer d'une époque à l'autre à certains traits du comte de Mun et plus encore au Marc Sangnier du *Sillon*, que notre génération d'étudiants a connu de près au quartier latin avant la condamnation papale.

En annonçant la suspension volontaire qui précéda le blâme de Grégoire XVI, l'*Avenir* avait fermé son dernier numéro par d'admirables paroles sur la Pologne. « Tant que dura le martyre de cette noble nation, nos

prières, nos pensées, nos cœurs furent à elle. » Nul journal français n'avait plus ardemment soutenu la cause de l'insurrection que l'organe de Montalembert, tandis que la *Quotidienne* des catholiques légitimistes avait pour le tsar toutes les complaisances. Dans sa préface au *Livre des pèlerins* l'éloquent orateur se révélait déjà sous la plume du futur académicien. Parmi toutes les causes qu'il va défendre avec une chaleur infatigable, abolition de l'esclavage, liberté religieuse, liberté de la presse, liberté de l'enseignement, Belgique, Irlande, Pologne, cette dernière, qui fut aussi la première, lui tiendra toujours à cœur avec le souvenir de la grande inspiration qu'elle avait donnée à sa jeunesse ardente.

Pour nous, disait-il, dans cet avant-propos, la Pologne au milieu des misères de notre égoïsme et de notre incrédulité, nous a paru comme une vision lumineuse de ce que pouvait encore, même aujourd'hui, la race humaine ranimée par l'esprit de Dieu et vivifiée par la foi.

Là, tout ce qu'il y a eu de chevaleresque et de saint au moyen âge s'est allié avec tout ce qu'il y a de progressif et de vivace dans le nôtre ; là toutes les richesses du passé ont été déterrées et prodiguées de nouveau pour la cause de l'avenir.

Ce qu'il y a surtout d'impérissable dans la cause polonaise, c'est qu'elle est la cause de toutes les nations, la cause du monde... Elle est le type de toutes les causes vaincues, de toutes les croyances opprimées, de toutes les gloires trahies, de toutes les espérances étouffées. Elle est plus que cela : elle est la victime choisie d'en haut pour laver de son sang les fautes de la société moderne et pour acheter cette liberté dont le monde a soif.

Il fallait une victime innocente et pure qui concentrât

en elle toutes les souffrances de la race humaine. Il fallait une Pologne. Elle s'est trouvée... Son meurtre et son abandon par la France ont formé le point culminant de la tyrannie brutale d'une part, du libéralisme matérialiste de l'autre. Les entrailles de ces monstrueux systèmes ont été mises à nu, et le monde a reculé d'épouvante ; il a vu les chefs des nations, comme les voyait le Dante dans son enfer, les uns dans une mer de sang, les autres dans une mer de boue.

Comme on le voit, Montalembert lui-même avait reçu par la Pologne une langue de feu du messianisme. Ce souffle était contagieux. Un thème aussi romantique eût inspiré sans doute un grand poème à Vigny, Lamartine ou Victor Hugo si les *poetae minores* n'avaient accaparé déjà le sujet de la Pologne et de son abandon jusqu'à en dégoûter à tout jamais les artistes. De 1830 à 1848 on entendit trop chanter sur les boulevards et dans les cafés le *Réveil d'une mère polonaise*, la *Varsovienne*, le *Tombeau de Poniatowski*, les *Regrets d'un vieux soldat* ou les *Malheurs de Varsovie*. Sur les cent morceaux populaires d'un *Chansonnier national et patriotique* vendu sur les trottoirs de Paris en 1837 (avec un portrait de Béranger) on trouve une douzaine de refrains sur la Pologne qui voisinent avec *Ma Lison, ma Lisette* et la *Cocarde tricolore*.

Une popularité pareille, en illustrant les sympathies de la foule, a fait perdre en même temps à la Pologne l'occasion de voir son martyre et son âme interprétés dans un chef-d'œuvre en vers français à la profondeur où Michelet avait su la comprendre et à la hauteur où Lamennais en avait élevé le symbole.

Car je ne veux compter ni certains vers de Musset, ni la courte imitation de Barbe-Bleue que Victor Hugo finit par insérer dans les chants du *Crépuscule* en 1836 :

Les Baskirs ont marché sur ta robe royale...
Triste Pologne hélas, te voilà donc liée
Et vaincue et déjà pour la tombe pliée.
Et tes yeux que déjà la mort semble ternir
Disent : « France, ma sœur, ne vois-tu rien venir ?

Victor Hugo de fut pas le seul à qui les amis de la cause polonaise reprochèrent d'avoir gardé le silence pendant l'insurrection de 1830. C'est encore à Lyon qu'un journal politique avait jeté ce cri d'indignation :

Voix puissantes de la religion et de la patrie, Lamartine, Chateaubriand, vous aussi vous attendez peut-être les funérailles de la Pologne pour nous parler d'elle !

N'emboucherez-vous la trompette des anges que pour annoncer aux quatre vents du monde notre éternelle condamnation et la vôtre ! Mais silence ! Lamennais parle ! Il parle de la Pologne comme les prophètes. Lamennais et sa grande école parlent en vain, le monde les dédaigne, l'Eglise ne les comprend pas ! [1]

Par un bref à l'évêque de Rennes, daté du 5 octobre 1833, le pape condamnait le *Livre des pèlerins polonais* et la préface de Montalembert. Déjà brisé par la condamnation de l'*Avenir*, le jeune champion des causes généreuses errait à l'étranger en tâchant de se recueillir et de travailler à son *Histoire de sainte Elisabeth*. Mais il n'avait guère le cœur à l'ouvrage.

Surveillé par les espions de Metternich, il avait poussé jusqu'à Prague et rendu visite au généralissime

[1] *Cause polono-européenne*, articles du *Précurseur*, réunis en fascicules, Lyon 1831-1832.

polonais Skrzynecki, dont il avait loué dans sa préface l'héroïsme et la piété « dignes d'un Godefroi ou d'un saint Louis. »

Rien n'est plus touchant que la correspondance échangée depuis lors entre ces deux amis. Le chevalier croisé aux cheveux blancs et au regard pur, un vrai type de saint aux yeux brillants de courage et de foi, devient pour Montalembert le conseiller paternel qui reçoit les confessions brûlantes du jeune pénitent.

Il sait lui dire les paroles qui rendent la confiance et la volonté d'agir. Il lui prêche la mission du sacrifice et le privilège de la souffrance qui marque les ouvriers prédestinés. Il lui désigne sa place à la Chambre des pairs pour y soutenir les vérités chrétiennes et la vraie liberté, pour y représenter le bien de la France dans toute sa pureté.

« Votre patrie a peu de ces hommes indépendants. Vous avez du talent et un immense devoir à remplir. Dieu ne vous a pas doté en vain de tant de biens. Il vous demandera compte un jour de tout cela : Soldat du Christ, va occuper ta place et, sans quitter des yeux la croix de ton Maître, pense à ta devise : persévérer [1]. »

Lacordaire obtint la soumission de Montalembert à l'Eglise et sa rupture avec Lamennais. Ensuite il lui conseilla de faire le tour du globe en dix ans pour écrire un livre sur les grands souvenirs de l'histoire. Le jeune homme hésitait. Le rêve, les voyages, la haute flânerie l'attiraient. Il redoutait la vie publique et les déchirements des campagnes politiques.

[1] Skrynecki à Montalembert. Lettre du 30 septembre 1834. *Correspondance inédite.* Paris, 1903.

C'est le général polonais qui le décida pourtant. Son doigt montrant le palais du Luxembourg lui signait comme un ordre de marche, et la tribune française doit donc à l'inspiration messianique de la Pologne vaincue l'une des plus belles consciences dont la voix éloquente ait retenti du haut de ses marches.

Pâques 1835 retrouve Montalembert installé à Paris. Il écrit le 19 avril à Skrzynecki pour lui raconter ses visites aux leaders du Parlement. Molé, Janvier, Guizot, Lamartine lui ont fait bon accueil. Il décrit les assemblées de six mille jeunes gens qui attendent cinq heures debout à Notre-Dame, pour assister aux conférences de Lacordaire. Il travaille dans un groupe d'étudiants qui visitent les pauvres et font la classe aux ouvriers. Le 8 septembre il débute au Luxembourg par une défense passionnée de la liberté de la presse et six mois plus tard il prononce le premier de ses éclatants discours en faveur de la Pologne, opprimée par le tsar.

Plus tard c'est la Belgique dont il va défendre aussi la cause avec sa chaleur accoutumée. Acclamé à Bruxelles en 1839, il obtiendra que le roi fasse appel à Skrzynecki pour organiser la jeune armée devant la menace hollandaise. Metternich ayant refusé des passeports au général, Montalembert s'arrange à le faire évader d'Autriche et la presse libérale du monde entier félicite les deux amis.

CHAPITRE XVII

La russification et l'opinion parlementaire en France.

Montalembert à la Chambre des Pairs. — Nicolas I[er] menace la Pologne en 1835. — Le discours du tsar. — La presse française et anglaise. — Débats au Palais du Luxembourg. — Discussions au Palais Bourbon. — La Chambre des députés et les adresses au roi. — Broglie et Lamartine. — Bignon, Odilon Barrot et Saint-Marc Girardin. — La colère du tsar. — La russification. — Les statuts organiques. — Paskiewicz. — La Pologne et l'agitation en Europe.

En prenant la parole à la Chambre des pairs le 6 janvier 1836, le comte de Montalembert appuyait avec Villemain une motion présentée par M. de Tascher pour demander *que la France, de concert avec ses alliés, réclame le maintien de l'exécution des traités de Vienne en ce qui concerne la Pologne.*

A Paris comme à Londres, l'opinion publique venait d'être à nouveau remuée et même soulevée d'indignation par un discours du tsar Nicolas à la municipalité de Varsovie. Il avait refusé d'entendre une adresse des Polonais et les avait menacés avec hauteur :

Je sais, Messieurs, que vous avez voulu me parler ; je connais même le contenu de votre discours, et c'est pour vous éviter un mensonge que je ne désire pas qu'il soit prononcé, car je sais que vos sentiments ne sont pas tels que vous voudriez me les faire accroire.

L'empereur Alexandre, qui avait fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire, a été payé de la plus noire ingratitude... Avant tout il faut se conduire en honnêtes gens.

Vous avez, Messieurs, à choisir entre deux partis : ou persister dans vos illusions d'une Pologne indépendante, ou vivre tranquillement en sujets fidèles sous mon gouvernement.

Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante et de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute, je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie et, certes, ce n'est pas moi qui la rebâtirai.

C'est à vous, Messieurs, de mériter l'oubli du passé. Je sais qu'il y a des correspondances avec l'étranger, qu'on envoie ici de mauvais écrits et que l'on tâche de pervertir les esprits; mais la meilleure police du monde, avec une frontière comme vous en avez, ne peut empêcher les relations clandestines. C'est à vous-mêmes à faire la police, à écarter le mal.

C'est en élevant bien vos enfants, en leur inculquant les principes de religion et de fidélité au souverain, que vous pouvez rester dans le bon chemin.

Au milieu de tous ces troubles qui agitent l'Europe et de toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte. Croyez-moi, Messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection.

Prononcé le 16 octobre 1835, le discours fut reproduit *in extenso* dans toute la presse européenne. Il sonnait comme un vrai défi aux puissances libérales qui avaient signé le traité de Vienne avec la Russie. Les commentaires furent très violents.

Depuis quatre ans les émigrés polonais répandaient partout le récit des atroces représailles du gouvernement impérial en Pologne, mais on avait peu de nouvelles directes. La puissance du tsar lui conservait des admirateurs, même en Occident. Après la déposition polonaise, bruyamment insistante, la bourgeoisie pondérée eût souhaité pouvoir entendre aussi l'autre son de cloche.

Cette fois le silence était rompu. Nicolas Ier se révélait tout entier par des paroles nettes et tranchantes. Le voile qui cachait son buste aux yeux du monde tombait d'un seul coup : l'original rappelait étonnamment ses caricatures.

C'était le *Journal des Débats* qui avait publié le premier en France le texte intégral du discours.

Nous avions jusqu'ici une autre idée de l'empereur de Russie, avouait-il quelques jours plus tard ; nous le croyions éclairé, sage, patient, habile... Certes, il y a dans ce discours de quoi indigner tous les cœurs généreux, tant l'outrage, l'injure et la menace y ont quelque chose de cru. C'est la barbarie d'avant Pierre le Grand... Mais il y a aussi de quoi se consoler ! Nous pensions parfois que tout était fini sur la terre polonaise et qu'il n'y avait plus de Pologne au monde que la Pologne exilée... Nous serions-nous trompés ?

Voilà que l'oppresseur même de la Pologne rend un témoignage inattendu de sa vie ; voilà que le meurtrier atteste avec colère que sa victime respire encore et qu'il n'a pu la tuer[1] !

Montalembert fit valoir avec feu ce témoignage du tsar en appuyant la motion de son collègue à la Chambre des pairs. Toutefois ce qui frappait le plus vivement

[1] *Journal des Débats*, 13 novembre 1835.

l'opinion, c'était le mépris ouvertement affiché par l'empereur Nicolas pour les traités solennels qui garantissaient au nom de l'Europe cette « nationalité distincte », qu'il traitait de chimère et de crime. En effet, le congrès des puissances en 1815 avait non seulement décidé que le Royaume de Pologne aurait une charte et un gouvernement distincts de la Russie, mais il avait encore assuré la conservation de leur nationalité aux autres Polonais de Lithuanie et de Ruthénie. Or, s'il avait supprimé les droits du royaume, le tsar n'avait pas mieux respecté ceux des provinces voisines.

C'est pourquoi les *Débats*, revenant à la charge, pouvaient ajouter :

Quand nous y réfléchissons, nous comprenons quels sont les *mauvais écrits* dont l'empereur Nicolas parle avec tant d'animosité. Ce sont sans doute les articles du Traité de Vienne, ce sont les proclamations d'Alexandre, ce sont les siennes même. Il faut se hâter de les effacer de la mémoire des peuples ! Nous disions, il y a près de quatre ans, qu'il y avait à côté de la propagande républicaine, une propagande monarchique qui ne nous semblait pas moins folle ni moins ridicule que sa rivale. L'empereur Nicolas semble s'être fait le Dieu et le Pontife de cette propagande absolutiste [1].

Des voix russes ayant insinué que le tsar à Varsovie avait le droit de parler comme un conquérant depuis sa victoire sur les insurgés et non plus comme le roi d'un Etat constitutionnel, le *Courrier Français* jeta ces mots : « Voilà justement le grief de l'Europe [2]. » C'était surtout le grief de l'Angleterre, unanime à réfuter un

[1] *Journal des Débats*, 15 novembre 1835.

[2] *Courrier français*, 22 novembre 1835.

tel point de vue après Lord Palmerston lui-même, qui avait par deux fois déclaré à la Russie que la révolte assez naturelle des Polonais ne pouvait la relever de ses engagements internationaux pris de concert avec toutes les puissances.

« Si Nicolas renonce ainsi au titre de roi de Pologne, suggère *The Courrier*, les autres signataires de Vienne pourraient de leur côté proclamer le rétablissement de la Pologne en Royaume indépendant [1]. »

Par son allusion maladroite à l'opinion étrangère, le tsar avait blessé au vif la fierté britannique. La presse anglaise alla beaucoup plus loin que celle de Paris :

Le *Times* déclare que « le discours de Nicolas est pour l'Europe en général et pour la France et l'Angleterre en particulier une amère dérision, une insulte, une provocation même, qui nous l'espérons, ne manquera pas de porter ses fruits à l'occasion [2] ».

Le fantôme de la guerre, qui avait fait échouer à Westminster les motions de Cutlar Fergusson deux ans plus tôt, semblait effrayer de moins en moins les grands journaux de Londres.

Le *Globe* estime que l'insulte faite par Nicolas aux nations civilisées rapprochera l'Autriche de la France et de l'Angleterre pour la défense contre l'ennemi commun.

Le *Sun* croit la guerre inévitable tôt ou tard : « Le tsar s'y prépare. Nous en saluerons l'annonce comme l'aurore de la liberté européenne [3]. »

[1] Cité par le *Courrier français* du 21 novembre 1835.

[2] Cité par les *Débats* du 20 novembre 1835.

[3] Cité par les *Débats* du 19 novembre 1835.

Le *Morning Chronicle* en appelle aux Polonais : « Contre un usurpateur aussi criminel tous les bras doivent s'armer. Quelques années encore et vous n'aurez plus de patrie à défendre si vous ne vous levez pas aujourd'hui pour elle... appelez à votre aide tous les peuples qui sont intéressés à combattre l'ennemi juré de votre existence [1] ! »

Un langage pareil était bien fait pour épouvanter les prudents vieillards qui siégeaient au Palais du Luxembourg. La Chambre des pairs de France refusa même la motion pacifique du comte de Tascher pour ne pas causer d'embarras au ministère pondéré de MM. de Broglie, Thiers et Guizot.

Le gouvernement redoutait l'éloquence entraînante du jeune Montalembert. Le vicomte Dubouchage souffla dessus pour en éteindre la flamme : « N'entravons pas le gouvernement par un élan de générosité ! Le ministère a dit qu'il agissait ; attendons. »

On fut moins timide au Palais Bourbon. Depuis 1831 la Chambre des députés avait coutume de faire allusion chaque fois à la Pologne dans ses réponses aux discours du trône.

En janvier 1834 par exemple, au nom de la commission qui rédigeait l'adresse, M. Bignon avait déclaré qu'une protestation formelle était contenue dans ce paragraphe : *La France n'a pas reconnu et ne peut reconnaître à aucune puissance le droit de détruire ou d'altérer sans elle ce qui a été réglé avec son concours* [2].

[1] *Morning Chronicle* du 14 novembre 1835.

[2] Séance du 8 janvier 1834.

Le duc de Broglie, au nom du ministère, avait approuvé d'abord cette interprétation ; mais comme il avait paru se rétracter le lendemain, la Chambre insista sur une déclaration nette, et un amendement d'Odilon Barrot fut adopté à l'unanimité : *La Chambre des députés a l'assurance que le gouvernement de Votre Majesté a protesté contre l'état actuel de la Pologne et qu'il réclamera toujours avec force et persévérance en faveur de cette brave et malheureuse nation* [1].

Six mois plus tard la nouvelle adresse attirait l'attention du roi sur l'*équilibre européen déjà gravement compromis par l'atteinte portée à la nationalité polonaise* [2].

En 1836 après le fameux discours de Nicolas Ier et le rejet de la motion de Tascher à la Chambre des pairs, la discussion dura deux jours au Palais-Bourbon. La commission de l'adresse avait omis la Pologne. Le duc de Broglie s'opposait à toute allusion directe : Une protestation si souvent répétée perdrait sa valeur, il ne fallait pas gêner inutilement les négociations diplomatiques... « Vous n'y croyez pas vous-même à vos négociations ! réplique Odilon Barrot ; vous n'êtes pas gens à utopies, à illusions. Vainement, vous nous parlez de vos démarches, vous n'y avez pas foi et vous attendez notre silence peut-être pour les interrompre et y renoncer ! »

Lamartine appuyait le gouvernement. Il trouvait la prudence opportune en cette matière et voyait l'avenir

[1] Séance du 9 janvier 1834.

[2] Voté le 14 août 1834.

de la Pologne dans la cession de Constantinople à la Russie.

« Ce jour-là c'en sera fait de l'indépendance de l'Europe, s'écrie Saint-Marc Girardin ! Il faut des barrières contre l'ambition russe. Jadis la Pologne libérale opposait une digue. Où est cette frontière aujourd'hui ? Où est-elle, cette borne posée par le Congrès de Vienne? Ne pouvant plus être une force pour l'Europe, la Pologne est une plaie pour la Russie. Ce n'est pas nous, j'espère, qui la cicatriserons par notre silence ! »

Enfin la Chambre adopta l'amendement du marquis de Mornay, combattu par le président du Conseil : *Cette heureuse harmonie nous donne l'espoir que, d'accord avec la Grande-Bretagne et les puissances dont les intérêts sont liés aux nôtres, vous pourrez, Sire, rétablir l'équilibre européen si nécessaire à la paix et que le premier gage en sera la conservation de l'antique nationalité polonaise consacrée par les traités* [1].

Le ministère était en pleine dissolution. Un cabinet Thiers le remplaça le mois suivant, mais le nouveau chef avait montré qu'il n'aimait guère ces manifestations parlementaires en faveur d'un peuple encombrant qui lui déplaisait par son caractère sentimental et poétique à l'excès.

D'ailleurs à quoi servaient-ils, ces votes sans résultat pratique ? Ce n'était qu'un geste, affaibli par son retour traditionnel et régulier. Même platonique et vain, ce geste encourageait pourtant les Polonais à la résistance et c'est pourquoi le tsar, agacé par ces coups

[1] Voté le 12 janvier 1836.

d'épingle, invitait son ambassadeur à se multiplier pour les empêcher.

Effrayés de perdre leur place à chaque session des Chambres, les pauvres agents russes à Paris faisaient de leur mieux pour intéresser quelques organes de presse à calomnier la Pologne ou pour impressionner au moins quelques parlementaires avec des arguments d'opportunité. Le plus habile consistait à brandir l'épouvantail de la colère impériale. On faisait répandre à dessein le bruit que chaque témoignage de sympathie coûterait aux Polonais un redoublement de leur misère et les braves gens hochaient la tête avec un soupir.

Quand Montalembert s'écriait : « Messieurs, il est bien beau d'être assez haut placé pour faire l'aumône à la justice et à la gloire... ce n'est ici qu'une question de pitié et d'équité ! » on chuchotait d'un air entendu : « La vraie pitié serait de se taire. » Le duc de Broglie employa cet argument dans les deux Chambres et Lamartine en fit usage avec une sincérité naïve.

Le tsar confirma cette campagne d'épouvante par son violent discours du mois d'octobre. Voulait-il intimider l'Europe et montrer quel cas il faisait du chiffon de papier « déchiré par les Polonais » comme il disait toujours à l'ambassadeur anglais ? En tous cas il maintenait son point de vue avec intransigeance : La rébellion de 1830 l'avait délié de tout engagement et d'ailleurs le traité de Vienne avait bien garanti au Royaume « sa constitution », mais sans en préciser les termes. Il s'estimait donc entièrement libre de la modifier à son gré.

En supprimant la charte d'Alexandre I[er], qu'il avait juré de respecter, Nicolas avait déclaré dans son manifeste du 26 février 1832 que les habitants du Royaume « ne devaient former désormais avec les Russes qu'une seule et même nation ». Les nouveaux *statuts organiques* débutaient par ces mots :

ARTICLE PREMIER : *Le Royaume de Pologne est à jamais réuni à l'Empire russe et forme une partie inséparable de l'Empire.*

Il n'y avait plus ni armée, ni Diète, ni représentation nationale, ni aucune liberté. La russification allait commencer. Un gouverneur s'installait à Varsovie comme à Kiev ou à Tobolsk. La justice, la censure, les finances, le choix des hauts fonctionnaires et l'impôt du sang, tout était livré d'avance à l'arbitraire par les articles 10, 13, 14, 20, 26, 56, 57 et 67 de ce vrai blanc-seing à la tyrannie.

C'est le maréchal Paskiewicz qui fut chargé d'organiser le pays pour la destruction de la nationalité polonaise, dont le roi de France venait d'affirmer qu'elle savait « résister au temps et à ses vicissitudes ». Il eut beau fermer l'Université, l'Ecole polytechnique et la Société des amis des sciences, faire transporter à Pétersbourg leurs bibliothèques et leurs archives [1], réduire presque au néant l'enseignement primaire, interdire l'instruction secondaire au peuple et même imposer la langue russe dans les écoles [2] ; le tsar eut beau lui faire élever un jour à Varsovie un monument grandiose et méprisé, la langue et l'esprit de la Pologne

[1] Ordre impérial du 15 avril 1832 et du 18 avril 1832.

[1] En 1838.

restèrent plus vivants que jamais et les poètes fameux, dont Paskiewicz pourchassait l'œuvre comme un douanier poursuit la contrebande, élevèrent leur voix si haut qu'ils furent entendus et répétés jusqu'au fond des campagnes.

Résistante au pays, éloquente à l'étranger, la Pologne passionnait le monde entier pour sa cause. Il semblait en vérité qu'elle n'eût jamais été plus vivante que depuis qu'on l'avait tuée.

Pendant quinze ans, jusqu'en 1848, elle sera dans l'Europe agitée un drapeau cher aux peuples et gênant pour les cabinets. On entendra son nom sur toutes les bouches, on verra ses héros sur toutes les barricades. Elle servira même de prétexte aux révolutions. Elle sera le symbole du mécontentement général et ses fils seront le sel de la terre.

L'empereur Nicolas Ier pouvait donc se vanter à bon marché d'être seul à savoir imposer l'ordre à ses sujets : il avait jeté sur le brasier polonais des cendres mouillées de sang ; mais si le feu couvait chez lui, les flammes sortaient chez les autres.

CHAPITRE XVIII

LA CAUSE POLONAISE A L'OCCIDENT

La Pologne et les gouvernements. — Récapitulation. — Résultats obtenus. — Déception. — Jugements de la génération suivante. — M. Billault et Lord Russell. — Echec diplomatique. — Cause d'impopularité. — Littérature politique. — La Russie symbole de l'absolutisme. — La Pologne levain d'agitation.

Toute l'histoire de la Pologne depuis les partages peut se résumer en ces deux termes alternant sans cesse : espoir et déception. Déçue par Napoléon, déçue par Alexandre, écrasée par Nicolas, trahie par la Prusse, elle avait mis sa dernière espérance dans l'appui de l'Europe occidentale et démocratique : sympathie verbale et faiblesse officielle, telle fut la réponse à ses appels. Plaidoyers éloquents et protestations bruyantes n'aboutissant jamais à aucun résultat pratique, voilà tout ce qu'elle obtint.

« Cette politique de beaucoup de paroles et de très peu d'action avait le triple inconvénient d'être à la fois excitante pour le malheureux peuple qu'elle ramenait toujours à l'espérance, irritante pour son souverain qui ne supportait pas les représentations, et impuissante pour obtenir quoi que ce fût. » C'est le jugement que devait prononcer la génération suivante après la chute de Louis-Philippe et je trouve ces

paroles dans la bouche d'un ministre français du second empire en 1863 [1].

Les poètes furent beaucoup plus sévères encore et pourtant l'indignation rétrospective était bien vaine, car on ne voit pas bien quel autre cours les événements auraient pu suivre étant donné les circonstances. D'une part il était fatal que la cause de la Pologne passionnât l'opinion publique et d'autre part il était presque aussi fatal que le gouvernement de Louis-Philippe, sinon l'Angleterre, ne pût rien faire pour elle. On tournait dans un cercle vicieux qui ne pouvait avoir d'autre aboutissement qu'une exaspération générale.

Le dernier partage de la Pologne était encore assez récent pour la génération de 1830. On y était donc moins habitué qu'aujourd'hui et l'histoire d'un grand peuple était présente à toutes les mémoires avec les souvenirs de la brillante épopée napoléonienne. Qu'on s'imagine une France complètement démembrée en 1870 et l'on peut se représenter à peu près ce que nos grands-pères pouvaient penser de la patrie de Mickiewicz, grandie par le malheur et par le prestige de ses artistes. Son insurrection était la plus grande guerre européenne depuis Waterloo en 1815. Elle avait éclaté juste à point pour sauver la France et la Belgique d'une intervention russe. Après son écrasement, les émigrés venaient témoigner chaque jour des nouvelles cruautés du vainqueur, et leur présence était comme un reproche vivant qu'on pouvait lancer à la tête du gouvernement.

[1] Discours de Son Excellence M. Billault, ministre sans portefeuille, au Sénat le 19 mars 1863, à propos de la nouvelle insurrection polonaise.

Ainsi la passion pour la Pologne allait sans cesse en augmentant, trouvant dans les événements tout ce qu'il fallait pour l'exciter, jamais rien pour la satisfaire.

Quant à la monarchie de Juillet, sa position n'était pas facile. En 1831 le nouveau gouvernement royal de France était en butte aux attaques de tous les côtés : menacé à l'intérieur par les émeutes et à l'étranger par l'hostilité des grandes puissances, il avait toutes les peines du monde à s'installer solidement en place et à faire avaler à l'Europe du Congrès de Vienne cette nouvelle Belgique indépendante qu'il protégeait au prix de grands efforts. Casimir Périer et ses successeurs reculèrent tous devant l'éventualité d'une guerre avec le tsar, qui aurait groupé derrière lui toute la Sainte-Alliance. Leur plus forte excuse était l'abstention de l'Angleterre qui avait besoin de la Russie pour développer son commerce et qui avait eu trop de peine à faire aboutir le Congrès de Vienne pour accepter de remettre en question tous les traités qu'on y avait signés et pour détruire la paix qu'ils avaient établie. Les plus violents articles du *Times* et les plus beaux discours au palais de Westminster ne changeaient rien à cela.

« Jamais aucun homme d'Etat anglais ayant rempli les fonctions de premier ministre n'a eu dans l'idée de prêter une assistance matérielle aux Polonais... Jamais aucun ministre n'a pensé que le devoir de ce pays fût de s'interposer autrement que par l'expression de ses opinions. » Cette fois c'est Lord John Russell qui va parler ainsi comme chef du gouvernement

britannique à la veille de la nouvelle insurrection polonaise [1].

Quand il avait reçu chez lui le marquis Wielopolski à Londres en 1831, Lord Palmerston avait insisté sur le fait que l'Angleterre était décidée à s'en tenir aux traités de 1815, ni plus, ni moins. Or ces traités n'avaient pas du tout résolu la question polonaise, au contraire. Ils l'avaient rendue plus brûlante que jamais en posant des termes impossibles à concilier. Réunir sous un même sceptre un peuple habitué aux plus grandes libertés et une vaste nation soumise encore au régime d'ignorance et d'arbitraire, faire un royaume constitutionnel avec un souverain monarque absolu, maintenir à ses portes une petite république indépendante à Cracovie en lui défendant de s'intéresser au sort de la grande patrie, laisser des lambeaux de celle-ci en trois mains différentes et leur garantir enfin leur nationalité « d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder », voilà qui justifiait les plus noires prophéties d'un Pozzo di Borgo.

On vit assez comment une discussion pouvait s'engager après coup sur des bases pareilles. Les uns insistaient sur les données positives et les autres sur le côté facultatif des conditions. Les démarches diplomatiques n'avaient donc pas grande chance de succès. Après deux ou trois dépêches, Lord Palmerston avait dû se taire et le gouvernement français n'était

[1] Discours à la Chambre des communes, séance du 26 mars 1862.

pas même allé si loin vis-à-vis d'un empereur déjà mal disposé pour la dynastie d'Orléans.

Ainsi l'on n'avait absolument rien obtenu, sinon de mieux convaincre le tsar qu'il était plus libre que jamais d'interpréter ou de violer les traités à sa guise. C'était sans contredit le plus grand échec de la diplomatie occidentale et, en France, où ces choses-là ne se pardonnent pas, c'était pour la monarchie de Juillet une blessure toujours saignante, dont elle finit par mourir. Les circonstances et le sentiment populaire avaient transformé la Pologne en un symbole avant même que la philosophie messianiste ait fait triomphé cette idée dans la poésie polonaise.

Un gouvernement qui avait laissé mettre au tombeau la nation crucifiée était condamné désormais à déplaire au peuple et à se voir juger avec malveillance à chaque occasion nouvelle. Sa faiblesse en cette affaire devenait symbolique en elle-même et tachait son drapeau d'une marque ineffaçable que tous ses adversaires pouvaient montrer du doigt jour après jour, afin de ruiner son prestige. Les vieux pamphlets poudreux qu'on retrouve aux archives du Musée polonais de Rapperswil contiennent tous le même refrain sévère :

La faiblesse du ministère, s'écrie un citoyen scandalisé, nous fait jouer dans la balance politique un rôle secondaire qui remplit les esprits d'indignation. Il est né de la révolution, et il renie son origine, en se montrant docile à toutes les exigences contraires à l'honneur national. Une pareille conduite entretient l'irritation dans les esprits, ôte aux fonctionnaires de l'Etat l'énergie qui leur est si

nécessaire dans la situation critique où nous nous trouvons, et ébranle la confiance sur laquelle repose le crédit public [1].

Les émigrés polonais démocrates n'étaient pas moins violents dans leur langage, au contraire, et fournissaient aux ennemis du gouvernement toute une littérature emphatique assez peu faite pour le bien disposer envers des hôtes aussi farouches. On vendait chez Dupont des brochures enflammées comme la *Lettre d'un Polonais à M. Sébastiani :*

Nos prisons regorgent de victimes, la plainte est étouffée... Que fait la France et son représentant à Varsovie ? Hélas, j'oubliais que celui-ci, aux ordres de Nicolas, n'a prêté serment à Louis-Philippe qu'après en avoir reçu la permission de l'empereur moscovite, et que depuis lors vous l'avez laissé dignement représenter la France dont vous êtes le ministre.

Ainsi plus d'espoir pour ma patrie ; la Pologne a passé comme une ombre dans le champ de la liberté. Et vous, M. le comte, dont les premières années ont vu notre courage et notre dévouement pour la France, vous avez assisté à la longue et sanglante agonie de la Pologne, vous l'avez vu périr de la mort des braves, sans lui donner une larme, un soupir, sans prendre le deuil pour une sœur dont le trépas vous annonce qu'il faut songer à votre dernière heure.

Adieu, M. le ministre ; que de fois votre nom sera répété dans les vastes et glaciales solitudes de la Sibérie, dans les profonds et noirs abîmes d'où le Russe tire l'or et l'argent, que de fois on le prononcera dans l'exil, le malheur, l'accablement et la misère ! Dire que, de ces milliers de voix qui feront entendre le nom de Sébastiani, pas une ne saurait

[1] *Ruines de Pologne* ou *Le dernier jour de Varsovie*, patriotiques regrets adressés au peuple, par J. Petit, Paris, chez Dupont.

prendre un accent flatteur; ce ne sera partout que malédiction, et la malédiction de l'infortune est poignante au cœur de l'homme; rarement elle lui a porté bonheur. Dormez en paix, si vous pouvez; quant à moi, malheureux proscrit, dont tous les miens sont morts à Varsovie, dont les biens sont aujourd'hui le partage du cosaque ou du Russe, j'irai de cité en cité; à mon nom de Polonais, je trouverai des cœurs sensibles et compatissants. Puisse le ciel ne jamais vous préparer des jours de revers!... Il est douteux qu'une porte hospitalière s'ouvre jamais au nom de Sébastiani, nom inséparable du souvenir de la Pologne immolée à un étroit système politique, dont vous êtes le triste héros.

Adieu! nous nous reverrons...

Un Polonais [1].

Le symbole dépassait d'ailleurs les limites de la France et s'imposait de plus en plus à l'opinion de l'Europe entière à cette époque de romantisme général. Trahir la Pologne, c'était trahir la liberté tout court ; opprimer le peuple martyr, c'était se poser en ennemi du genre humain. Désormais en Italie, en Hongrie, à Paris, en Allemagne, il ne pourra jamais y avoir

[1] L'attitude et le langage intempestif des émigrés polonais démocrates à l'égard du gouvernement royal n'étaient pas appréciés également par tous les Français. Une correspondance entre le colonel A. Gallois et le colonel Lebeau, commandant le 57e de ligne, nous révèle que ce dernier avait blâmé dans une allocution aux troupes la participation des émigrés polonais à un charivari organisé à Bergerac en mai 1833 contre le préfet du département. Il fut provoqué en duel par son collègue qui avait pris part à la guerre de Pologne.

« Aux yeux de tous les bons Français, répliquait-il dans sa lettre du 28 mai, les Polonais qui conspireraient contre la royauté de Juillet perdraient leur part de notre sympathie. Mon pays et son repos avant tout : ces sentiments sont ceux qui m'ont animé dans nos glorieuses batailles, où j'ai figuré depuis Hohenlinden jusqu'à Waterloo. Quarante-deux blessures sur mon corps le prouvent, le bras droit me reste et avec lui un cœur dont vous n'auriez pas dû douter ; l'un et l'autre vous attendent, monsieur. »

nulle part de manifestation démocratique ou de révolution nationale sans que la Pologne soit nommée en première place ou ne serve même de prétexte au mouvement. En 1848 les légionnaires polonais seront salués partout comme des porte-bonheur. Quiconque les avait de son côté pouvait être sûr en tous cas de lutter pour la bonne cause.

En 1831 on nommait déjà la résistance russe à leur soulèvement *la guerre de l'absolutisme contre la liberté.* Dans une brochure qui porte ce titre, un avocat démontrait que « l'intérêt de l'Europe s'accorde encore avec le droit ; les souverains atteindraient-ils par la guerre le but auquel ils voudraient parvenir ? Rien n'est plus incertain... Pour détruire la liberté, il faudrait détruire l'opinion des peuples qui la veulent. On les comprime par la force, mais rien ne peut changer l'opinion ; elle reste, elle mine toujours, et quand l'occasion s'en présente elle reprend son essor. Renverser par la force la liberté des peuples, c'est les exposer à de nouvelles révolutions [1]. »

Si la Pologne était un symbole, il faut ajouter que la Russie tsariste en devenait un autre et prenait cette valeur par contrecoup. Tandis que les émigrés se contentaient de la faire passer pour la grande menace de barbarie asiatique, suspendue sur l'Occident, et répétaient volontiers le mot de Napoléon : « Dans cent ans l'Europe sera république ou cosaque », les intellectuels des grandes nations libérales définis-

[1] *Opinion sur la guerre de l'absolutisme contre la liberté et de la Russie contre la Pologne,* par un avocat. Paris, 1831.

saient d'une manière beaucoup plus précise la conception politique et le danger qu'elle représentait pour le progrès des idées démocratiques.

« N'est-elle pas à la tête des *propagandistes armés de l'absolutisme et du droit divin*, elle qui nous reproche de lui opposer les *propagandes du droit humain et naturel ?* » demandait Népomucène Lemercier, de l'Institut de France, dans une lettre ouverte an gouvernement du roi [1]. Toute cette littérature pro-polonaise, au temps de l'insurrection et dans les années qui suivirent, est d'un bout à l'autre une préparation quotidienne de l'opinion publique aux événements de 1848 et de 1854. On ne saurait comprendre à fond la mentalité qui provoqua la nouvelle révolution ni celle qui rendit la guerre de Crimée si populaire sans tenir compte de cet élément d'influence. En écrasant la patrie de Kosciuszko, le tsar avait gratifié l'Europe d'un puissant levain d'agitation.

[1] *Vœu d'un membre du Comité polonais adressé au gouvernement du roi des Français.* In-8°. Paris (sans date).

CHAPITRE XIX

La République de Cracovie et les massacres de Galicie

Le traité de Vienne et Cracovie. — Cité libre et neutre. — Occupation russe en 1831. — Deuxième occupation étrangère en 1836. — Protestations parlementaires à Paris et à Londres. — Lord Palmerston et Sir Stratford Canning. — Thiers et Saint-Marc Girardin. — Polonais expulsés de Paris. — Nouvelles protestations en 1839.

La politique autrichienne en Galicie. — Propriétaires et paysans. — La Prusse et la Posnanie. — Mieroslawski et l'insurrection de 1846. — Troisième occupation de Cracovie. — Les autorités autrichiennes ameutent les paysans. — Têtes mises à prix à Tarnow. — Massacre et pillage des châteaux.

Milbacher, Breindl von Vallerstern et Szela. — Récompenses impériales. — Opinion du *Times* et des *Débats*. — Montalembert et Guizot. — Discours de Victor Hugo à la Chambre des Pairs. — Hume et Palmerston.

L'Autriche annexe Cracovie. — Désinvolture de Metternich. — Grégoire XVI blâme les Polonais. — L'évêque de Tarnow persécuté. — Protestations catholiques en France. — Indignation populaire. — Satire de Barthélemy.

De 1830 à 1836, c'est le Royaume de Pologne qui attire l'attention de l'Europe occidentale par son insurrection malheureuse et les représailles du tsar. Dans les années qui suivent, c'est la République de Cracovie qui devient à son tour un sujet d'actualité brûlante.

En 1815 le Congrès des puissances en avait fait *une cité libre, indépendante et neutre, sous la protection de la*

Russie, de l'Autriche et de la Prusse[1]. Dans ses vieux remparts aux tourelles pittoresques elle gardait pieusement les souvenirs du passé grandiose. Des quatre lambeaux du pays déchiré, la jeunesse accourait pour vénérer les tombes royales sous les voûtes du Wawel et pour suivre à l'Académie la tradition des Copernic ou des grands humanistes. C'était le dernier refuge et le foyer sacré de la culture polonaise.

L'article 9 du traité de Vienne stipulait que : « Les cours de Russie, d'Autriche et de Prusse s'engagent à respecter et à faire respecter en tout temps la neutralité de la ville libre de Cracovie et de son territoire ; *aucune force armée ne pourra y être introduite sous quelque prétexte que ce soit.* »

En revanche il était entendu que la cité neutre ne pourrait accorder le droit d'asile aux transfuges, déserteurs ou gens poursuivis par la loi, et que les trois puissances pourraient demander l'extradition de ceux de leurs sujets répondant à l'une de ces déterminations et qui seraient venus s'établir à Cracovie. C'était par là qu'on allait pouvoir justifier toutes les interventions.

La Constitution de la ville libre était annexée au traité de Vienne et placée sous la garantie des trois cours. Le gouvernement se composait d'un Sénat de douze membres et d'un président, nommés par l'Assemblée des représentants, par le Chapitre et par l'Académie. L'évêque était choisi par l'empereur de Russie. Quant à l'Université, soumise au contrôle d'une commission étrangère, on lui garantissait la propriété de

[1] Article 6 du Traité de Vienne.

ses domaines et des capitaux qu'elle possédait, mais on ne tarda pas à lui en confisquer une bonne partie et toutes les protestations restèrent vaines.

L'avènement de Nicolas Ier allait menacer plus gravement encore l'existence et les droits de la petite république. Le nouveau tsar craignait partout les étudiants : en 1826 il confie la police universitaire au comte Zaluski, son aide de camp, et le charge de présenter des rapports au sénateur Nowosiltsoff, qui terrorisait déjà l'Académie de Vilna. Il exige le renvoi de plusieurs professeurs et l'expulsion des jeunes gens trop patriotes. Il fait déposer le président du Sénat et propose aux cours de Prusse et d'Autriche de modifier la Constitution.

En septembre 1831, après la chute de Varsovie et pour prévenir toute occasion de refuge, une armée russe occupe Cracovie en violation formelle des engagements pris à Vienne en 1815. Le général Rüdiger commence par arrêter l'évêque, Mgr Skórkowski, et le faire garder à vue dans son palais pour le punir d'avoir laissé percer dans ses mandements les sentiments de sympathie des habitants pour l'insurrection du Royaume. L'occupation dura deux mois et ne prit fin que sur les protestations de l'Autriche et sur la promesse qu'elle donnerait son consentement à la revision complète de la Constitution.

Cette revision fut achevée en 1833 et tous les droits de Cracovie et de son Université furent abolis d'un seul trait de plume. On supprime à la ville sa liberté de commerce, et la bourgeoisie en est réduite à la misère. Le Sénat n'est plus qu'un jouet dans les mains des

trois résidents étrangers, qui font la loi désormais et nomment les professeurs. On supprime l'enseignement de l'histoire et de la littérature polonaises. On crée une chaire de langue russe. La faculté de droit passe aux mains de la Prusse, l'Autriche prend celle de médecine et la Russie orthodoxe veut bien se charger de la théologie catholique. Le pouvoir suprême appartient à la « Conférence des résidents ».

En 1834, à Münchengrätz, le tsar discute avec les deux autres souverains protecteurs les moyens d'établir une autorité militaire à Cracovie afin d'y empêcher toute manifestation de l'opinion publique. La clause du traité de Vienne sur les réfugiés va faciliter l'élaboration d'un plan machiavélique : il s'agira de compromettre la république en attirant chez elle des personnages suspects qu'on fera surveiller de près. Les autorités de Breslau accordent bientôt des passeports à plusieurs réfugiés et la police russe envoie de son côté quelques agents provocateurs suivant la méthode qu'elle a pratiquée partout jusqu'à nos jours. Le Sénat flaira cette manœuvre et voulut à tout prix sauver sa patrie du péril. Depuis la première occupation russe un certain nombre d'anciens officiers et soldats de l'armée polonaise étaient venus s'établir dans la vieille cité royale, y compris le général Chlopicki. En 1833 déjà, le gouvernement avait prié les trois cours de permettre à ces réfugiés de se rendre en France ou de retourner dans le Royaume [1]. Il avait également proposé la dissolution de la milice afin de pouvoir éloigner

[1] Note du 26 septembre 1833.

sans bruit les réfugiés qu'elle contenait. Les puissances avaient refusé les deux mesures.

En 1835 le président du Sénat Wieloglowski demande à la conférence des résidents l'expulsion de trois personnages arrivés de Breslau sous de faux noms [1]. Il ne reçoit pas de réponse et quelques mois plus tard les événements expliquent ce silence. Le soir de l'anniversaire du tsar un agent russe illumine ses fenêtres : un marron lancé de la rue brise une vitre chez lui. On arrête le coupable et l'on reconnaît l'un des trois compères. Un matin l'on trouve le corps d'un espion russe assassiné pendant la nuit. On met la main sur des complices et qui trouve-t-on au premier rang ? Encore un des trois personnages. La population est indignée et les résidents comprennent qu'il faut presser les choses.

Le 9 février 1836 les trois plénipotentiaires somment le Sénat d'expulser dans les huit jours tous les réfugiés polonais et tous les étrangers signalés comme dangereux par les puissances protectrices. Le Sénat s'empresse de publier l'ultimatum et plusieurs centaines d'émigrés quittent la ville et sont dirigés sur le port de Trieste. Ils pensaient avoir sauvé l'existence de Cracovie en acceptant spontanément ce dur sacrifice. Ils se trompaient.

Le 17 février les troupes des trois souverains font leur entrée solennelle à Cracovie au mépris des engagements signés à Vienne. Le général autrichien Kaufmann, qui commande l'expédition, rassure les habi-

[1] Note du 30 mai 1835.

tants par une proclamation douteuse : la ville sera évacuée sitôt la sécurité rétablie et les mesures d'expulsion exécutées jusqu'au bout. En 1839 l'occupation durait encore. On trouva mille prétextes.

Cette nouvelle violence fit scandale à Paris comme à Londres. A la Chambre des communes Sir Stratford Canning interpelle et demande au gouvernement royal de protester énergiquement. Lord Palmerston répond qu'il compte envoyer à Cracovie un agent diplomatique. « Je suis obligé, dit-il, de convenir que je ne puis trouver aucune justification suffisante des mesures adoptées à l'égard de Cracovie... Il est aussi important pour nous de veiller à ce que l'indépendance d'un Etat comme Cracovie ne soit pas plus troublée sans cause et sans justice que s'il s'agissait de la Prusse ou de tout autre gouvernement plus puissant [1]. »

A la Chambre française le marquis de Mornay, M. Salverte et Saint-Marc Girardin font appel au cabinet Thiers. Celui-ci ne veut pas s'engager dans la question de droit, mais il offre une retraite en France aux réfugiés qui sont arrivés à Trieste et assure la Chambre qu'il a demandé l'évacuation de Cracovie.

Au printemps les contingents russe et prussien quittent le territoire de la petite république, mais une garnison autrichienne y demeure, soi-disant pour surveiller la réorganisation de la milice après le départ forcé de tous les Polonais compromis dans l'insurrection du Royaume.

Tandis que les nouveaux émigrés polonais s'embar-

[1] Séance du 8 mars 1836.

quaient pour Marseille, une trentaine de leurs prédécesseurs étaient expulsés de Paris à la demande insistante de l'ambassade russe, qui se plaignait qu'on ait laissé les chefs démocrates et le général Dwernicki former en France une nouvelle confédération contre l'autorité du tsar. Thiers, qui voulait avant tout maintenir la paix, s'efforçait tant bien que mal de ménager la chèvre et le chou.

A Cracovie le président du Sénat, Wieloglowski, démissionne pour protester contre l'attitude des trois puissances et celles-ci établissent un régime d'arbitraire complet, qui donne à l'Autriche la direction de la police. On révoque les sénateurs les plus récalcitrants, on modifie encore la nouvelle constitution de 1833, on interdit aux étudiants des provinces limitrophes de venir à l'Université de Cracovie et l'on s'oppose à l'envoi d'un consul anglais, qui pourrait observer de près le genre de gouvernement institué par la « Conférence des résidents ». Lord Palmerston n'ose pas insister.

En 1838 les représentants de la Diète cracovienne adressent une supplique aux trois souverains protecteurs de la République pour leur exposer la misère du pays et les prier de rétablir le régime légal : les résidents refusent de la transmettre [1]. En désespoir de cause les citoyens s'adressent alors à la France et à l'Angleterre et font parvenir à ces deux gouvernements un long mémoire daté du 15 octobre 1839.

Ils demandaient aux puissances signataires du traité

[1] 25 février et 18 avril 1838.

de Vienne de réunir une conférence internationale pour discuter avec les délégués de la République la réorganisation de son administration civile sur la base de l'indépendance garantie en 1815. Ils priaient la France et l'Angleterre de bien vouloir accréditer auprès de leur Etat des agents diplomatiques au même titre que les trois cours du Nord.

Cet appel émouvant fit sensation dans la presse européenne et provoqua de nouvelles interventions parlementaires à Paris et à Londres.

Aux interpellations du comte de Tascher, du baron de Mounier et de François Villemain, qui avait fait partie du dernier ministère, Thiers répondit qu'on ferait du tort aux Polonais en parlant trop souvent d'eux et que le gouvernement ne pouvait donner des explications détaillées, mais que l'indépendance de Cracovie était un article du droit européen et qu'à toutes les époques la France avait protesté en sa faveur [1].

A la Chambre des communes Lord Palmerston engagea les députés à ne pas suivre l'exemple de la Chambre des pairs de France, mais il eut en face de lui le chef du parti conservateur Sir Robert Peel, aux côtés de Sir Stratford Canning, de Hume, de Gally Knight et de Lord Eliot, qui blamèrent tous le cabinet de n'avoir pas su faire accepter aux puissances du Nord l'envoi d'un consul anglais à Cracovie [2]. Les banquiers et les grands négociants de Londres, de Birmingham, de Hull et de Glasgow s'étaient

[1] Séance de 10 juillet 1840.
[2] Séance du 13 juillet 1840.

plaints de la suppression du commerce avec une ville qui exportait du zinc et qui importait chaque année pour une somme considérable de tissus de laine et de coton.

Ni la France, ni l'Angleterre ne purent donner de suite pratique à toutes ces manifestations. La république de Cracovie attendit en vain les agents consulaires qui devaient la protéger contre ses trois voisins, et l'occupation militaire se prolongea jusqu'en 1842. Aux explications demandées par les cabinets d'Occident, Metternich avait répondu simplement qu'il ne prenait aucune mesure contraire aux traités.

La politique autrichienne à l'égard des Polonais de Galicie était plus perfide encore. Comme la Russie, le gouvernement de Metternich s'appliquait à creuser un fossé profond entre les propriétaires et les paysans afin de pouvoir un jour écraser les uns par les autres. La noblesse finit par comprendre le péril qui menaçait la cause nationale et la peur lui dicta même une tardive réforme agraire. Il faut lire par exemple une supplique des Etats de Galicie adressée à l'Empereur Ferdinand Ier le 26 septembre 1845. Les propriétaires en arrivaient à proposer eux-mêmes la suppression de la corvée et l'émancipation de leurs paysans. Mais cela n'entrait nullement dans les plans de Metternich ; au contraire.

On empêcha toute réalisation de ces projets et l'on interdit les arrangements à l'amiable. Bien mieux, on inventa quelque chose de plus machiavélique encore : on chargea les propriétaires du recrutement des soldats et de la perception des impôts dans leurs

villages, afin de multiplier ainsi leurs occasions de mécontenter les paysans. Pendant que le gouvernement force donc les gentilshommes campagnards à exiger des cultivateurs des taxes toujours plus lourdes pour le compte du trésor impérial, les fonctionnaires autrichiens emploient une partie de ces revenus pour accorder aux paysans leur secours et leur protection. On oblige les uns à faire subir aux autres les rigueurs de la loi et l'on accorde à ces derniers le dégrèvement ou la dispense à l'insu des premiers. De cette manière on répartit les rôles avec fruit. Cette fourberie est l'une des plus habiles que l'histoire ait connues.

En Posnanie la Prusse avait supprimé dès 1823 le régime agraire du servage et de la corvée. Elle avait même donné un tiers de la propriété foncière aux paysans qui la cultivaient. Par contre, au point de vue politique, elle s'éloignait de plus en plus des garanties du traité de Vienne après la chaude alerte de 1830. Le président du grand-duché, Flottwell, inaugure une tactique nettement anti-polonaise. Il élimine peu à peu des écoles et de l'administration provinciale la langue et les fonctionnaires du pays. Il commence à faire acheter des terres polonaises par des colons allemands et envisage même de nouvelles mesures d'expropriation.

Les Polonais réagissent avec une grande énergie. Comme la Prusse a développé la Posnanie au point de vue économique et poussé la civilisation matérielle beaucoup plus loin que l'Autriche ou la Russie, les habitants les plus cultivés peuvent consacrer toutes leurs forces à défendre le patrimoine intellec-

tuel et national. Ils organisent des sociétés, des écoles, des bourses d'étudiants et des cours populaires du soir. A chaque session, la Diète provinciale élève la voix contre les abus des autorités prussiennes.

En 1840, à l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, le président Flottwell perd son poste et les Polonais reconquièrent une partie du terrain perdu. Les journaux politiques et les écoles se multiplient. Après Varsovie, après Cracovie, après Vilna, c'est Poznan qui devient cette fois le centre actif de la Pologne démembrée.

Les cercles démocratiques sont en correspondance continuelle et secrète avec les émigrés de Paris et de Londres. Les plus ardents préparent une révolution nationale. Elle devait éclater le 21 février 1846 dans les différents lambeaux du pays. Mais la police prussienne était aux aguets : le 12 février on arrête à Poznan Louis Mieroslawski, le chef du mouvement, ainsi que Libelt et six autres conspirateurs. On avertit la Russie, qui fait pendre immédiatement leurs correspondants du Royaume après une tentative d'insurrection armée devant la ville de Siedlce.

Les révolutionnaires n'eurent pas le temps d'informer assez tôt leurs complices en Galicie de la mauvaise tournure que prenaient les événements. Avertis par la police russe, les troupes autrichiennes laissent éclater un complot aux environs de Tarnow et en profitent pour occuper immédiatement la ville de Cracovie. Le général Colin proclame l'état de siège et terrorise une population qui n'avait aucune idée de ce qui se passait, tant les plans de la minorité

révolutionnaire étaient ignorés du grand public. Les habitants reçoivent l'ordre absolu de rester enfermés chez eux. Des éclaireurs de réverbères et quelques femmes allant aux provisions tombent sous les balles en traversant les rues. On entend des feux de peloton sur la grande place. Dans la nuit du troisième jour le général quitte la ville avec ses bataillons et se retire de l'autre côté de la Vistule en emmenant avec lui les trois résidents, la milice et les autorités de Cracovie.

Au milieu de la stupeur générale, les démocrates affiliés au mouvement de Poznan forment un gouvernement suprême, nomment un dictateur et lancent un manifeste accordant aux paysans la terre et la liberté : « *Les corvées et les droits usurpés seront abolis et ceux qui se dévoueront à la cause nationale obtiendront une indemnité en terre sur les biens nationaux.* »

Les organisations clandestines sont mobilisées et sont prêtes à soutenir un soulèvement de la Galicie mais, à leur première sortie, elles voient l'ennemi renforcé par ceux-là mêmes qu'elles voulaient affranchir. Les armes leur tombent des mains.

La politique du gouvernement autrichien se révèle avec brutalité. Comme il soupçonne toute la noblesse et les intellectuels polonais de favoriser le mouvement démocratique, il fait comme autrefois Catherine II avec les Zaporogues : il oppose à l'insurrection une levée furieuse de paysans mécontents. Le gouverneur de Léopol adresse un ordre du jour aux fonctionnaires au nom des autorités impériales :

Appelez tous les paysans. Qu'ils arrivent avec leurs faux. Ordonnez qu'ils s'emparent de tous les révolutionnaires. S'ils se défendent, qu'on les tue! Avec cent paysans vous pourrez tuer deux cents de ces bandits. Dans la circonscription de Tarnow les paysans ont bien travaillé : ils en ont pris cent huit, entre autres quatre comtes. Ils en ont tué vingt-sept.

Lemberg, 22 février 1846. (signé) MILBACHER.

Ce fut une véritable Saint-Barthélemy. Des agents autrichiens, déguisés en campagnards, conduisaient les bandes. On enivrait les malheureux chez les cabaretiers juifs et, comme ils ne savaient pas lire, on leur faisait croire que le manifeste de Cracovie était dirigé contre eux et que le but de la révolution était de les égorger tous. Beaucoup résistèrent, mais la masse ivrogne et la lie des pauvres incultes se laissait convaincre, d'autant plus qu'on leur distribuait de l'argent et des médailles de la part de Sa Majesté catholique apostolique. Les plus féroces étaient les anciens conscrits. Encore fallait-il les entraîner assez loin de leurs villages, car ils étaient enclins à défendre leur propre seigneur. A Tarnow le préfet Breindl von Wallerstern payait dix florins par tête de gentilhomme tué et cinq florins seulement pour ceux qu'on prenait vivants. On vit des misérables amener des chars pleins de têtes sanglantes devant le bâtiment de la préfecture. Les bandes attaquaient partout les châteaux et les maisons de campagne. On égorgeait tout le monde, vieillards, femmes et enfants comme les autres. Le sang ruisselait dans les escaliers et pendant ce temps les agents

de la police autrichienne pillaient l'argenterie dans les armoires.

Par décret impérial du 5 août 1847 un certain Szela, qui avait tué dix-sept membres de la famille Bogusz, reçut la grande médaille d'honneur en or avec l'inscription de *bene meriti*. La mention commençait par ces mots : « Désirant donner une preuve toute spéciale pour les marques de fidélité données à notre trône et récompenser la conduite toute loyale du sieur Jacques Szela dans les événements de Galicie de l'année passée... »

Quant au sinistre organisateur des massacres, le préfet Breindl von Wallerstern, il fut décoré de la croix d'officier de l'ordre impérial de Léopold le 11 juillet 1846 en récompense « des services éminents rendus à l'Etat dans les derniers événements ».

Ces atrocités firent courir un frisson d'émoi considérable à travers l'Europe entière :

Nul n'a pu lire sans horreur et sans dégoût les récits de cette boucherie, écrit le *Journal des Débats* du 12 mars 1846. On a vu les autorités autrichiennes de la province rassembler les paysans, les exhorter, leur distribuer des armes, des sabres, des faux, des fourches, puis les lâcher comme une meute sur les malheureux dont ils avaient mis la tête à prix. Savaient-ils, ceux qui ont donné de pareils ordres, jusqu'où la fureur populaire les étendrait ?... Lorsqu'on crie : *Guerre aux châteaux* ! il faut prendre garde au trône, parce que c'est le même chemin qui y amène... La domination qui s'exerce par la division n'offre qu'une sécurité douteuse.

Le *Times* du même jour déclare que :

Les scènes dont la Galicie a été le théâtre sont une honte pour une nation civilisée... Bien que les mesures prises par la Prusse pour faire avorter l'insurrection dans le duché de Posen aient été beaucoup mieux calculées et plus efficaces que celles adoptées par l'Autriche, ces deux gouvernements sont contraints, par leur complicité dans le partage criminel de la Pologne, de se traîner à la remorque de la politique barbare de la Russie.

A Paris la Chambre des députés reproche au gouvernement de Guizot sa timidité. Odilon Barrot, Mauguin, le marquis de Castellane et le comte de Mornay soutiennent l'interpellation de M. de Larochejaquelin [1]. Ministre des Affaires étrangères depuis 1840, Guizot refuse de modifier la politique royale à l'égard de la Pologne. « Elle se réduit à ces deux faits : ne point intervenir dans les affaires de Pologne et en même temps ouvrir aux Polonais un asile hospitalier en France. » Il rappelle aux députés la maxime de morale : *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît* et leur montre le droit qu'ils auraient d'être froissés si quelque puissance étrangère encourageait la révolte africaine contre l'occupation française.

Cette comparaison malheureuse fut relevée par Montalembert à la Chambre des pairs : « Comment M. Guizot a-t-il pu comparer les Polonais à Abd-el-Kader et aux Bédouins ? Il a dit avec raison que tromper le malheur, c'était un grand crime. Oui, messieurs, mais savez-vous quelque chose de pire encore ? C'est de flatter le bonheur, c'est de flatter le succès, le succès

[1] Séance du 13 mars 1846.

inique, le succès impie, le succès sanglant ! Voilà ce qui est pire et voilà ce que vous avez fait par des analogies qui m'ont causé autant de stupéfaction que de douleur ! »

Si des flots de paroles avaient pu sauver la Pologne, il eût fallu bénir ces débats, car le prince de la Moskowa, le comte de Tascher, Villemain, le duc d'Harcourt et Victor Hugo prononcèrent d'admirables discours. Celui du poète est un spécimen assez typique de sa prose grandiloquente et cadencée :

Deux nations entre toutes, depuis quatre siècles, ont joué dans la civilisation européenne un rôle désintéressé : ces deux nations sont la France et la Pologne. Notez ceci, messieurs, la France dissipait les ténèbres, la Pologne repoussait la barbarie ; la France répandait les idées, la Pologne couvrait la frontière. Le peuple français a été le missionnaire de la civilisation en Europe ; le peuple polonais en a été le chevalier.

...Ce qui fait qu'aujourd'hui j'élève la parole, c'est que le frémissement de la France, je le sens comme vous ; c'est que la Pologne ne doit jamais appeler la France en vain ; c'est que je sens la civilisation offensée par les actes du gouvernement autrichien...

Eh bien ! Messieurs, ce qu'on vous demande d'engager dans cette question, ce ne sont pas les armées et les flottes de la France, c'est son ascendant moral...

Au commencement du siècle dernier l'inquisition espagnole était encore toute puissante : Voltaire et la France ont parlé, l'inquisition est morte.

Aujourd'hui comme alors une intervention morale peut suffire. Que la presse et la tribune françaises élèvent la voix ; que la France parle et, dans un temps donné, la Pologne renaîtra.

Que la France parle, et les actes sauvages que nous

déplorons seront impossibles, et l'Autriche et la Russie seront contraintes d'imiter le noble exemple de la Prusse, d'accepter les nobles sympathies de l'Allemagne pour la Pologne ! [1].

Victor Hugo voyait vraiment les choses en beau. Il croyait sans doute à l'Allemagne démocratique. On la vit s'épanouir quelques jours en 1848, mais elle ne devait pas durer longtemps.

Au Parlement anglais Lord Palmerston, employait sa fine ironie à refroidir l'enthousiasme causé par le virulent appel de Hume à la Chambre des communes. Il disait le 12 août 1846 :

« M. Hume dans sa généreuse ardeur a parlé un peu légèrement de faire la guerre aux puissances pour la défense de Cracovie et des Polonais en général. Je suis sûr qu'avec la réflexion il n'est personne qui ne soit moins disposé que mon honorable ami à conseiller la guerre pour cet objet...

« J'ai la conviction fondée que vis-à-vis de Cracovie les trois puissances respecteront le traité de Vienne. »

Elles le respectèrent si bien que le 11 novembre de la même année elles adjugèrent Cracovie à l'Autriche, qui l'annexa purement et simplement à son Empire.

Lord Palmerston et Guizot durent bien protester cette fois, mais ils se trouvèrent en face d'un fait accompli et Metternich put leur répondre en toute sécurité le 4 janvier 1847 que « les trois cours alliées partageaient, non seulement la solidarité de l'acte d'incorporation, mais aussi l'impression produite sur elles

[1] Séances des 19 et 20 mars 1846.

par les protestations de la France et de l'Angleterre ; qu'en conséquence de cette impression les trois cours n'admettront jamais aucune contestation ultérieure sur le droit de supprimer l'existence politique de Cracovie ; qu'enfin en l'incorporant aux Etats héréditaires de l'Autriche, Sa Majesté Impériale et Royale avait non seulement fait usage d'un droit, mais rempli un devoir pour sauvegarder ses intérêts. »

Une désinvolture pareille en disait long sur la politique d'illusions simulées poursuivie par les cabinets opportunistes. Il leur fallut prendre une grosse voix pour feindre au moins la surprise avec l'indignation. Le discours de la couronne au Parlement anglais proclama que l'extinction de l'Etat libre de Cracovie était une violation manifeste du traité de Vienne.

L'opinion publique à Londres était fort excitée. Un grand meeting eut lieu le 2 mars 1847 au Freemason's Hall, sous la présidence du marquis de Northampton. Lord Fitzwilliam, l'amiral Codrington, Sir Charles Napier, Lord Beaumont et le lord-maire protestèrent contre la conduite des trois puissances du Nord. Le surlendemain Hume propose à la Chambre des communes de suspendre le paiement de la dette anglaise à la Russie en manière de représailles. Après une discussion de trois jours, il retire sa motion sur les instances du premier ministre Lord Russell et du leader tory Sir Robert Peel, mais il avait atteint son but principal en provoquant toute une série de nouveaux discours désagréables au tsar et à l'empereur d'Autriche.

En attendant, les Polonais étaient une fois de plus

abandonnés à leurs persécuteurs. Comme en 1832, ils durent avaler par-dessus le marché l'amertume et l'affront d'un nouveau blâme de Grégoire XVI, qui prenait encore le parti du puissant contre l'opprimé.

Au premier signe du complot patriotique à Tarnow, le gouvernement autrichien avait dépêché à Rome un courrier par exprès, qui arriva le 26 février auprès du comte de Lutsow, ambassadeur impérial. Ce dernier fit une démarche immédiate au Vatican et le pape adressa dans les vingt-quatre heures un bref à l'évêque de Tarnow pour rappeler aux Polonais la doctrine de l'obéissance aux souverains, pour maudire le mouvement démocratique et pour condamner toute entreprise contre l'autorité de l'empereur d'Autriche, « le sérénissime prince qui a bien mérité du saint-siège apostolique, qui soutient la religion catholique dans ses Etats, qui défend avec soin ceux qui la professent et qui pourvoit de tout son pouvoir au bonheur des populations ».

Le bref était daté du 27 février. Huit jours plus tôt son destinataire avait publié un mandement pour arrêter les massacres et calmer la fureur sauvage des égorgeurs. Quand l'époque de la confession pascale approcha, le gouvernement autrichien fit avertir les prêtres polonais — par une circulaire aux autorités locales — d'avoir à fermer les yeux sur les crimes de février et ne pas refuser le pardon des péchés à ceux qui avaient tué ou pillé en soutenant la cause impériale.

Le clergé ayant néanmoins refusé l'absolution aux meurtriers ou à ceux qui s'étaient enrichis par le vol,

le baron Krieg, vice-président de l'administration en Galicie expédia un blâme officiel au vénérable évêque Mgr Woytarowicz, qui fut bientôt sommé par le ministère de venir s'expliquer à Vienne. Comme il s'obstinait à ne pas vouloir déposer sa charge épiscopale sans un ordre écrit du pape, on fit des démarches à Rome, et le saint-siège finit par céder à la pression autrichienne. En 1850 le prélat dut résigner ses fonctions.

Comme l'encyclique de 1832, le bref de 1846 produisit en Europe une impression pénible. « Le sentiment public a fait explosion, déclara le *Constitutionnel*, et ce document soulève en France l'indignation universelle [1] ». La *Réforme* et le *Siècle* reprochèrent à Grégoire XVI d'avoir pris parti pour le bourreau contre la victime : « Pour l'honneur du catholicisme et de notre pays, la nation d'une voix unanime, proteste contre cette espèce d'apostasie politique et religieuse [2]. »

En effet, sans proférer aucune parole aussi directe, l'Eglise de France avait témoigné son sentiment par deux voix éloquentes. Mgr Affre, archevêque de Paris, publia un mandement pour inviter les fidèles à prier pour la Pologne « qui fut notre alliée, notre auxiliaire et notre émule ». Il fut imité par les évêques du Puy et de Montpellier, et l'abbé Pintaud, prêchant le carême au Havre, menaça de la colère de Dieu les vainqueurs de la Pologne.

« En se révoltant contre l'oppression, s'écria l'abbé Murion dans une Eglise du diocèse de Troyes, les Polo-

[1] Le *Constitutionnel* du 1er avril 1846.

[2] Le *Siècle* du 31 mars 1846.

nais n'ont fait qu'user du droit légitime pour le triomphe duquel vous priez tous avec moi ! »

On pouvait interpréter aussi comme une réponse indirecte au blâme de Grégoire XVI la circulaire du comité électoral néo-catholique, où Montalembert écrivait le 30 mars 1846 : « Ceux qui se sont imposé une modération et une patience fondées sur les préceptes de l'Evangile, ne sauraient trop s'abstenir de toute connivence avec les calculs d'une politique étroite et sans entrailles. »

L'excitation populaire était telle en France au sujet des événements de Galicie que la *Varsovienne*, bientôt remplacée par la *Cracovienne*, était demandée sur tous les théâtres de Paris et de province comme en 1830.

A Toulouse, la police ayant empêché les acteurs de répondre à ce vœu de la foule, une collision sanglante éclata dans la salle. Le peuple français, qui s'ennuyait sous le régime de Guizot, brandissait la Pologne comme un signal de fronde et jetait son martyre à la tête du gouvernement pour lui témoigner sa lassitude et son besoin d'idéalisme.

A Paris on vendait sur les boulevards cette satire de Barthélemy dédiée aux Polonais :

Chers et vieux compagnons ! Ne nous condamnez pas :
La Doctrine nous tient sous son étroit compas ;
De poltrons guichetiers, en la traitant de folle,
Aux deux bras de la France ont mis la camisole.
D'égoïstes rhéteurs, aux dogmes astringens,
Ont fait à la tribune un cours de droit des gens,
Ils ont verbiagé sur les lois respectives
Qui protègent les rois dans leurs prérogatives,
Sur la raison d'Etat qui ment à la raison.
Quoi donc ? quand l'incendie assiège une maison,

Dans un chemin public, à l'angle d'une rue,
Sur un faible passant quand un brigand se rue,
C'est un devoir pour nous d'accourir sans retard,
De combattre le feu, d'arrêter le poignard ;
Et quand des millions d'hommes qu'on supplicie,
N'importe la contrée, à Naple, en Galicie,
Dans leur dernière angoisse agitent le tocsin,
En criant au secours, au meurtre ! à l'assassin !
Il faut, les bras croisés, comme de vieilles femmes,
Contempler, en pleurant, les meurtres et les flammes,
Sans pouvoir accourir à leurs cris déchirants,
Sans nous précipiter entre eux et leurs tyrans ?
C'est là le droit des gens ? que l'enfer l'engloutisse !
Logique à double face ! exécrable justice !
Si c'est un homme seul, on peut le secourir ;
Si c'est un peuple entier, on le laisse mourir [1].

[1] *Zodiaque. Satires.* Au prince de Metternich. *La Pologne,* par Barthélemy, Paris, 1846, chez Lallamand-Lepine, 52, rue Richelieu.

CHAPITRE XX

Les révolutions de 1848.

La seconde République en France. — Soulèvement à Berlin. — Promesses de Frédéric-Guillaume IV. — Parlement de Francfort. — Espoir et déception en Posnanie. — Violences prussiennes. — Les militaristes contre Willisen. — Czartoryski et Lamartine. — Manifestation du 15 mai à Paris. — La Constituante et la Pologne. — Procès de Bourges. — Lord Kinnaird et le marquis de Lansdowne. — Mickiewicz en Italie. — Son fauteuil vide au Collège de France. — Ses légions acclamées. — Son discours à Florence. — Guerre à l'Autriche. — Défense de Rome.

L'insurrection de la Hongrie. — Bem et Dembinski soutiennent Kossuth. — Déception des Polonais devant la conduite madgyare envers les minorités nationales. — Défaite en Transylvanie. — Retraite en Serbie.

Bilan des efforts en 1848 et 1849. — Réaction de l'Autriche et de la Prusse. — Des fleurs sur une tombe.

Profondément las du gouvernement bourgeois de Guizot, le peuple français renversa Louis-Philippe et la royauté par la révolution du 22 février 1848. La seconde République débutait par un gouvernement provisoire où Lamartine avait le portefeuille des Affaires étrangères. Il voulut rassurer les puissances par un manifeste pacifique, mais l'Europe entière allait répondre à l'élan spontané des Parisiens.

L'émeute éclate à Vienne le 17 mars et, le surlendemain, la population de Berlin, soulevée à son tour, envahit la prison de Moabit, délivre les condamnés

politiques et porte en triomphe les Polonais qui s'y trouvaient enfermés. On crie : « Vive la Pologne ! » sous les fenêtres du roi Frédéric-Guillaume et celui-ci doit se découvrir devant les prisonniers. En Posnanie une grande assemblée populaire nomme un comité national. Une délégation part pour Berlin. Le roi de Prusse, effrayé, s'engage à réformer l'organisation du Grand-Duché de Posen pour satisfaire aux vœux des Polonais [1].

Leur cause est populaire dans toute l'Allemagne. Le parlement préparatoire de Francfort proclame la nécessité de rétablir une Pologne indépendante. On acclame partout sur son passage le prince Adam Czartoryski, accouru de Paris, et l'on parle de faire avec la France une guerre à la Russie pour délivrer les Polonais du Royaume. Un corps national s'organise à Poznan et les volontaires s'engagent en grand nombre. On en compte bientôt vingt-cinq mille.

Pendant ce temps les rois s'entendent par-dessus les frontières. Le tsar engage Frédéric-Guillaume à ne pas se laisser intimider. Tandis qu'il berne de son mieux la députation polonaise, le roi fait occuper militairement la Posnanie. Quand les délégués reviennent, ils trouvent leur pays inondé de troupes, et la désillusion commence. Les officiers prussiens, dont plusieurs avaient dû battre en retraite à Berlin devant la population victorieuse, avaient encore la rage au cœur après une humiliation pareille. Les généraux von Colomb et Steinecker ont quarante-cinq mille hommes sous leurs

[1] Déclaration royale du 24 mars 1848.

ordres. Le 3 avril 1848 ils proclament l'état de siège à Poznan et décrètent la loi martiale.

Comme la jeunesse avait arraché quelques aigles prussiennes, l'armée royale se venge en foulant aux pieds, non seulement les cocardes polonaises, mais aussi les couleurs de l'union germanique de Francfort : jaune, noir et rouge. Une lutte acharnée menace d'ensanglanter le pays et déjà les paysans arrivent en masse avec des faux pour appuyer la cause nationale et délivrer le pays des militaires allemands. Cette fois les campagnards font cause commune avec les propriétaires. En deux occasions, des patriotes polonais s'interposent pour empêcher les hostilités : le comte Chlapowski est tué « par erreur » et tombe sous les balles prussiennes au moment où il s'avance pour parlementer. Le comte Potocki est lâchement assassiné par un officier et mutilé par la soldatesque à l'heure même où il vient de reconduire chez eux toute une bande furieuse de villageois armés de fourches.

Le roi de Prusse dépêche un commissaire en Posnanie pour arrêter la guerre. C'est le général Willisen, un homme de cœur et de bon sens. Il traite avec les chefs du Comité national et signe avec eux une convention le 11 avril 1848 [1]. Il est entendu que les hauts fonctionnaires du Grand-Duché seront désormais des Polonais et que le pays formera un corps administratif indivisible et autonome avec son armée et ses couleurs nationales. D'autre part les forces polonaises poseront les armes et rentreront dans leurs foyers à l'exception

[1] A Jaroslawieç en Posnanie.

de quatre divisions de volontaires spécialement désignés. Sitôt cette condition remplie, l'armée prussienne évacuera la Posnanie.

Le 17 avril le général von Willisen publie une proclamation pour remercier les habitants «d'avoir exécuté les conditions de la convention sur tous les points et dans le temps prescrit grâce aux plus grands efforts des commandants de camps ». Mais les généraux de l'armée allemande avaient d'autres plans et voulaient attaquer les Polonais. Ils y renoncèrent à contre-cœur et leurs troupes molestèrent de toutes les façons les volontaires désarmés qui revenaient des camps. Il y eut de nombreux morts et blessés et le général von Colomb lui-même dut blâmer dans un ordre du jour les crimes et les atrocités commises. Pendant ce temps le roi de Prusse demande à la Diète provinciale de dire «en toute liberté» si elle désire que le Grand-Duché soit réuni à la Confédération germanique. Par 26 voix contre 17 la Diète répond négativement.

Le roi décide alors d'enlever à la Posnanie plusieurs districts où la minorité germanique est considérable. Le Comité national proteste avec indignation contre un pareil partage et ses membres démissionnent. La population s'excite et les paysans courent aux armes. Les troupes allemandes profitent pour mettre à sac plusieurs villages avec leurs églises et massacrer les prisonniers désarmés.

Le gouvernement prussien fait appel à l'archevêque pour calmer l'irritation du peuple et Mgr Przyluski répond fièrement qu'il faudrait commencer par tenir la parole donnée : ces militaires ont seuls rompu la

paix en violant la convention signée au nom du roi [1]. Le témoignage épiscopal est confirmé par le juge allemand Christian Fischer, assesseur à la Cour suprême, qui envoie une protestation solennelle au Parlement de Francfort contre les violences de ses compatriotes [2].

Les principaux instigateurs de la réaction militariste étaient les fonctionnaires prussiens, qui redoutaient de perdre leur place au cas où l'administration de la Posnanie passerait aux mains des Polonais. La bureaucratie s'efforce donc à tout prix d'ameuter les colons allemands de Poznan et ceux-ci parcourent bruyamment les rues en manifestant leur fidélité au souverain et en réclamant sa protection pour justifier la conduite des soldats. La population indigène est d'autant plus scandalisée par ces manœuvres, qu'elle avait acclamé quinze jours plus tôt l'appel à la fraternité des races, lancé par le Comité national aux habitants juifs et prussiens.

Des milliers de citoyens démocrates signent une adresse à la France pour lui demander des armes. Un délégué de confiance est envoyé à Paris pour la transmettre au Club des clubs. Elle faisait le récit de l'occupation militaire : « La voilà, Français, cette liberté dont vous nous félicitez, dans la pensée que le gouvernement prussien est aussi sincère que vous l'êtes vous-mêmes ! Voilà comme il les tient, les promesses qu'il nous a faites, le roi de Prusse ! Voilà l'œuvre des bureaucrates prussiens et des commandants militaires [3] ! »

[1] 22 avril 1848. Lettre au Ministre des Cultes.
[2] 19 mai 1848.
[3] Adresse du peuple polonais au peuple français, Poznan 19 avril 1848.

Le général Willisen, violemment attaqué par les chauvins allemands de Poznan et de Berlin, était rentré faire son rapport à Frédéric-Guillaume. Bien qu'il ait obtenu finalement l'approbation royale pour sa conduite humaine, il refusa de retourner à son poste en manière de protestation contre l'attitude indigne des chefs militaires et du parti qui les soutenait. Le 26 avril des milliers de Berlinois, réunis en assemblée populaire sous les tilleuls lui témoignèrent leur sympathie dans une adresse votée par acclamation :

Général,

Le peuple allemand vient d'apprendre avec honte et douleur la réception que vous a faite la colonie allemande de Posen, animée d'un esprit de conquête et d'injustice, qui montre une dégénérescence et un éloignement complet de nos convictions. Ne prenez pas la furie de ces insensés pour la voix du peuple allemand. Vous savez qu'il regarde la restauration de la Pologne comme nécessaire à son honneur, qui a souffert du partage barbare et de l'oppression de la noble nation polonaise, accompli au nom de l'Allemagne.

Le peuple allemand, l'histoire en est témoin, a toujours suivi avec des sentiments d'espoir et de sympathie profonde les luttes et les efforts de la malheureuse Pologne. La poésie allemande n'a jamais rencontré plus d'écho dans l'âme populaire que lorsqu'elle a chanté les souffrances et les espérances polonaises. Les chants du *Vieux capitaine* et *La Pologne n'est pas encore perdue* ont dépassé en popularité nos hymnes nationaux... La nation allemande tout entière blâme avec dégoût la conduite de ceux qui souillent le nom allemand à Posen... Elle vous remercie d'avoir sauvé là-bas notre honneur national, elle vous supplie de continuer vos nobles efforts en faveur de la Pologne et leur réserve la plus pure et la plus belle page de son histoire.

A la députation qui vint lui présenter l'adresse, le général répondit qu'il n'avait fait que son devoir d'Allemand et de patriote en s'inspirant avant tout d'un sentiment de justice et d'humanité :

...« Je n'ai pas dans les veines une goutte de sang qui ne soit pas allemand et je n'aurais jamais cru qu'on pût douter de mes sentiments patriotiques... Heureusement vous m'avez montré que vous sentez comme moi et je ne l'oublierai pas : tout l'état présent de notre pays ne serait qu'un mensonge et qu'une illusion s'il fallait considérer comme le vrai germanisme un orgueil faussé par la passion, comme celui qui a éclaté en ces jours cruels pour m'attaquer au nom de l'Allemagne. »

Les conseillers du roi de Prusse étaient malheureusement plus près de ce germanisme-là que de celui du général Willisen et des poètes. Le prince Adam Czartoryski, arrivé de Paris plein d'espoir, quitte Berlin le cœur navré. Il l'écrit en toute franchise au baron d'Arnim, le ministre prussien des Affaires étrangères :

Réduire aujourd'hui le territoire du Grand-Duché d'une manière hâtive et sur des données statistiques d'une inexactitude notoire (puisqu'elles vont jusqu'à faire de la capitale même du duché une ville allemande !) serait accomplir un nouveau partage de la Pologne, auquel les nobles sentiments du roi répugneront sans doute et contre lequel tous les Polonais protesteront. C'est pour eux un devoir. Je dois le remplir aussi en m'éloignant de Berlin[1]...

Le prince avait écrit le même jour à Lamartine pour le supplier d'adopter devant l'Assemblée nationale une

[1] Berlin, 26 avril 1848.

politique décidée en faveur de la Pologne, « abandonnée par les précédents gouvernements de la France malgré toutes les sympathies de l'opinion publique et malgré les protestations quinze fois répétées par les Chambres ».

Le comité franco-polonais, présidé par le duc d'Harcourt, menait une campagne active dans ce sens et les différents milieux de l'émigration vivaient dans une grande agitation. Ils envoyaient des députations à Lamartine, qui ne les aimait pas et qui s'amusait de les voir s'interrompre et se contredire mutuellement devant lui. Dans son *Histoire de la Révolution* de 1848 il fait de l'ironie à leurs dépens et ne cache pas son aversion pour la propagande polonaise. Il craignait qu'on n'entraînât la France dans une guerre et nous assure qu'il répondit aux délégués par ces mots : « Messieurs, nous aimons la Pologne, nous aimons l'Italie, nous aimons tous les peuples opprimés, mais nous aimons avant tout la France. Vous avez admirablement parlé comme Polonais ; quant à nous, notre devoir est de vous parler comme Français... Laissez à la France le choix des moyens et du moment. En attendant profitez des grands avantages que l'Allemagne offre à la Posnanie. »

Les délégués et leurs amis français furent de plus en plus déçus. L'opposition, la gauche socialiste et les ouvriers mécontents saisirent volontiers cette occasion de protester contre un gouvernement qu'ils trouvaient encore trop tiède et trop prudent. Ils décidèrent d'appuyer les revendications de la Pologne par une grande manifestation populaire.

Le 15 mai 1848, dix jours après l'installation de la Constituante, qui venait d'être élue au suffrage universel, une foule immense partit de la place de la Bastille et se dirigea vers le Palais Bourbon où un député d'origine polonaise, Wolowski, avait précisément la parole et commentait la pétition adressée par les manifestants :

Citoyens, représentants du peuple. Dieu a réparti aux nations des missions diverses, mais il les a créées libres et inviolables... A cette heure suprême où la Pologne, électrisée par notre propre régénération, s'agite et se soulève à l'aurore de la délivrance que nous faisons briller à ses yeux, la laisserons-nous en proie à cette horrible agonie que la trahison et l'incroyable despotisme viennent de lui préparer encore ?

La laisserons-nous périr, cette fois, et pour toujours ?

Salut et fraternité.

Arrivée aux escaliers du Palais Bourbon, la foule se précipita contre les portes et força l'entrée. Lamartine voulut faire appel aux troupes, mais il n'en eut pas le temps. La masse houleuse envahit la Chambre en criant : « Vive la Pologne », et descendit les gradins en cascade avec des centaines de drapeaux qui portaient ces trois mots en grosses lettres. La séance fut suspendue au milieu d'un bruit et d'une confusion qui se prolongea pendant deux ou trois heures avant qu'on pût rétablir l'ordre avec le secours de la garde nationale.

Le 22 mai les survivants de la Diète polonaise de 1831 se réunirent à Paris pour voter une adresse à la Constituante et lui témoigner la confiance et l'espoir qu'ils plaçaient en elle :

...Citoyens représentants, mandataires d'un peuple dont les sympathies généreuses et ardentes n'ont jamais manqué à la Pologne, vous veillerez à ce que ces sympathies se traduisent en faits utiles à sa cause et à ce que la France prenne l'initiative sur la question importante du rétablissement de la Pologne indépendante [1].

Le 24 mai la Constituante adopta la résolution suivante :

L'Assemblée nationale invite la commission du pouvoir exécutif à continuer de prendre pour règle de sa conduite les vœux unanimes de l'Assemblée, résumés dans ces mots :

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;

Reconstitution de la Pologne indépendante et libre ;

Affranchissement de l'Italie.

Mais la sanglante insurrection de juin et l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence allaient noyer ces décisions dans l'oubli. Les organisateurs de la manifestation du 15 mai furent jugés l'année suivante par la haute cour siégeant à Bourges et plusieurs des accusés, comme Raspail, Barbès et Blanqui, furent condamnés à diverses peines le 2 avril 1849.

Les événements de Pologne avaient eu leur écho de l'autre côté de la Manche. Lord Dudley Stuart avait prononcé un important discours à la Chambre des communes au lendemain même de la journée du 15 mai. Un mois plus tard ce fut Lord Kinnaird qui prit la parole à la Chambre des lords pour demander au gouvernement

[1] Quatorze députés et trois sénateurs assistaient à la séance et signèrent l'adresse.

de faire distribuer des copies de la convention passée entre le général Willisen et les Polonais de Posnanie. Le marquis de Lansdowne refusa de prendre cette responsabilité dans une affaire « qui ne concernait pas la Grande-Bretagne. » Lord Beaumont put lui répondre avec raison que les garanties que Lord Castlereagh avait obtenues du Congrès de Vienne en faveur de la nationalité polonaise étaient prévues pour les sujets de la Prusse aussi bien que pour ceux de l'Autriche et de la Russie [1]. L'occasion était bonne également pour corriger publiquement certaines erreurs de fait, répandues par la presse anglaise. Une véritable campagne de calomnies était menée par les agents prussiens pour accuser les Polonais d'avoir violé la convention, alors que le général Willisen avait reconnu lui-même que les coupables étaient ailleurs.

Les plus enthousiastes parmi les émigrés polonais firent autre chose que d'exciter la foule de Paris ou d'inspirer des discours aux députés anglais. En mars 1848 Mickiewicz était en train d'organiser une légion polonaise en Italie pour lutter contre l'Autriche avec les Sardes et les Lombards. La prédication messianiste avait produit son effet. Depuis une visite révélatrice de Towianski en 1841, le grand poète était devenu à son tour un visionnaire illuminé, qui proclamait de toute son âme la mission divine de sa patrie crucifiée et ses devoirs d'alliée des peuples. En 1844 il avait transformé son cours du Collège de France en une véritable improvisation politique et religieuse où il se lais-

[1] Séance du 22 juin 1848.

sait emporter par une inspiration de prophète qui lui fit perdre sa chaire. La révolution de 1848 rétablit Michelet et Quinet au Collège de France et, le 9 mars, quand la jeunesse les acclama dans la grande salle de la Sorbonne, ils n'oublièrent pas l'illustre absent dont ils avaient partagé l'enthousiasme. On fit placer trois fauteuils sur l'estrade et le troisième resta vide en l'honneur de Mickiewicz. Un tableau d'André Bouillet évoque aujourd'hui ce souvenir à la Faculté des lettres.

L'Italie était alors en pleine agitation nationale et révolutionnaire. La Sicile venait de s'insurger contre Ferdinand, Pie IX venait de promettre aux Etats pontificaux les réformes libérales que leur avait refusées Grégoire XVI ; le roi de Sardaigne avait donné l'exemple et soutenait les Lombards dans leur lutte armée pour chasser les Autrichiens d'Italie. N'était-ce pas l'heure sacrée qui sonnait pour les pèlerins polonais d'accomplir leur mission d'alliés des peuples ? Mickiewicz en était convaincu. Son vibrant appel fit surgir une légion de ses compatriotes qui reprit à son compte la devise de Dombrowski en 1797 : *Gli uomini liberi sono fratelli.*

Acclamé par la population romaine, le premier noyau de la petite armée se mit en route avec la permission du cardinal Antonelli, secrétaire d'Etat. Embarqués le 11 mars à Civita Vecchia, les Polonais arrivent le 12 mars à Livourne et leur chef adresse un manifeste aux marins slaves qui séjournent dans le port. Le 14 avril la ville d'Empoli fait à Mickiewicz une réception grandiose et quelques jours plus tard à

Florence un long cortège de citoyens se porte au-devant de lui.

Au nom de cette foule imposante, massée devant lui sur la Place du Dôme, le jeune poète Napoléon Giotti salue les légionnaires et le « Dante polonais ». Celui-ci répond en italien par un discours enflammé qui déchaîne l'enthousiasme :

Amis et frères... La Pologne va ressusciter et rappeler à la vie toutes les nations slaves, les Croates, les Dalmates, les Bohêmes, les Moraves, les Illyriens. Ils formeront un boulevard contre le tyran du Nord...

Et vous, Florentins, vous avez scellé aujourd'hui la fraternité chrétienne. En fêtant ces étrangers, pèlerins en armes, qui vont défier les plus grandes puissances de la terre, vous n'avez salué en nous que l'esprit immortel : notre patriotisme et notre foi. Nous vous en rendons grâce et nous allons à l'Eglise en remercier Dieu.

Un cri général s'éleva de toutes parts : *Alla Chiesa! Alla Chiesa!* et la foule envahit l'église de *Santa Croce* qui contient deux tombeaux de femmes polonaises [1].

Accueillis en triomphe à Bologne, à Modène, à Parme, à Lodi, les volontaires se battirent vaillamment au service du gouvernement provisoire de Lombardie, et Nicolas Kamienski, leur colonel, fut grièvement blessé à Lonato le 6 août. Après la chute de Milan ils furent incorporés le 8 septembre dans l'armée sarde et rejoignirent en avril 1849 un nouveau contingent d'émigrés que Mickiewicz avait formé à Paris en automne. Réunies en corps auxiliaire de la République romaine,

[1] La comtesse Zamojska, morte à Florence en 1832, et la mère du philosophe Cieszkowscki.

les deux légions perdirent beaucoup de monde en défendant le gouvernement révolutionnaire de Garibaldi, Avezzana et Mazzini contre les troupes françaises envoyées par le prince-président pour rétablir le pouvoir temporel du pape.

Après sa conduite en Galicie et l'annexion de Cracovie, l'Autriche devait s'attendre à trouver partout devant elle des Polonais pour lui rappeler son crime. Ils furent pour elle un peu comme l'œil de la conscience qui poursuivait Caïn jusque sous terre. Quand la Hongrie, soulevée par Kossuth, prit les armes pour obliger son roi à respecter la constitution, elle eut des Polonais à la tête de ses armées. Les généraux Bem et Dembinski furent de brillants stratèges et l'Autriche dut faire appel au tsar pour venir à bout d'une insurrection d'autant plus grave qu'elle était soutenue par les sympathies du peuple viennois révolté.

La tâche des Polonais ne fut pas facile car, outre les Russes et les Autrichiens, les Madgyars avaient à combattre encore les Croates avec Jellachich et les Roumains de la Transylvanie. Bem eût souhaité que la Hongrie se montrât libérale envers les minorités nationales au lieu de les tourner contre elle par une intransigeance aveugle. Il refusa d'exécuter les mesures de répression qu'on lui dictait contre les Roumains et finit par se brouiller avec Kossuth pour n'avoir pas voulu favoriser la politique antislave. Comme Bem l'avait prédit, la cause hongroise fut perdue par ses prétentions impérialistes et la victoire du maréchal Paskiewicz écrasa du même coup l'orgueil des Madgyars et leur indépendance en août 1849. Grâce à la popula-

rité de ses généraux polonais, les débris de l'armée hongroise purent se réfugier en Serbie, où l'on n'avait pas oublié les services rendus jadis par le prince Adam Czartoryski.

C'est la fin d'une épopée qui n'avait pas mieux réussi que les autres. Sans doute Guizot, Louis-Philippe, Metternich et l'empereur Ferdinand avaient dû quitter le pouvoir devant la poussée populaire, sans doute les Polonais avaient glorifié la fraternité des peuples en versant leur sang pour la liberté des autres, mais la réaction avait comblé les vides. Louis-Napoléon préparait son coup d'Etat du 2 décembre. L'Autriche occupait Budapest et Milan, et quant à la Pologne, elle était plus opprimée que jamais.

Effrayé par la révolution de Vienne, l'empereur d'Autriche avait comblé de promesses la députation qui lui demanda le 6 avril 1848 une réorganisation de la Galicie avec des écoles et des fonctionnaires polonais, mais il s'empressa de revenir en arrière, sitôt sa peur calmée, et se contenta de proclamer l'émancipation des paysans après avoir refusé aux Comités nationaux l'autorisation de le faire eux-mêmes.

Cracovie avait manifesté en avril et Léopol en novembre 1848. Pour toute réponse on avait bombardé la première et terrorisé la seconde.

En 1850 le roi Frédéric-Guillaume IV, au mépris de la parole donnée, incorpore tout le Grand-Duché de Posnanie au Royaume de Prusse et reprend la politique de germanisation à la Flottwell. L'envoi des journaux polonais par la poste est rigoureusement interdit jusqu'en 1858.

Le tsar est content de ses deux voisins et l'on espère dans les trois cours avoir enfin réduit la Pologne au silence.

En France on avait désormais d'autres soucis et le public en arrivait à goûter les oraisons funèbres d'un poète comme Henri Mulot, qui s'écriait dans le *Dernier soupir :*

...Pologne, revêts donc ta robe de martyre ;
Meurs, tu feras vibrer encore plus d'une lyre,
Car tu vivras toujours pour nous.
Et si quelque Français foule jamais la pierre,
Dôme glacé des morts qui doit couvrir ta bière,
Ce ne sera qu'à deux genoux.

Va, nous y porterons tant de fleurs, tant de roses,
Et sur tes faits passés nous dirons tant de choses,
Qu'un jour les générations
Diront en t'admirant : « Oh, ciel, qu'elle était belle !
Certes si tout est vrai ce qu'on nous a dit d'elle,
C'était la fleur des nations... »

CHAPITRE XXI

La guerre de Crimée et le traité de Paris

Déception du parti révolutionnaire après 1848. – Alliance anglo-franco-turque. — Nouvel espoir des Polonais. — Discours de Kossuth à Londres en 1854. — La Suède et l'Autriche. – Sadik-Pacha.

La russophobie en Occident. — Les caricatures du *Charivari*. — Congrès de Paris. – Clarendon et Orloff. — Succès diplomatique russe. — Silence sur la Pologne. — Alexandre II à Varsovie. — Ses deux discours. – Protestations anglaises. — Lord Lyndhurst au Parlement. — Déception du parti diplomatique.

Les cruels massacres de Galicie en 1846 et la déception générale qui suivit les différentes révolutions de 1848 jetèrent le découragement au sein de l'émigration démocratique. Après l'échec de toutes les tentatives insurrectionnelles en Pologne, après tant de sang versé en vain au service des uns ou des autres, le parti de l'enthousiasme et de l'action directe avait perdu le prestige du succès. Le joug imposé à la Pologne était plus dur que jamais sur le sol divisé de la patrie, et tous les efforts des plus vaillants démocrates n'avaient en somme abouti à aucun résultat pratique et n'avaient servi à rien, sinon toutefois à soutenir constamment l'intérêt du monde pour le sort de leur pays et plus encore à témoigner hautement de sa volonté invincible et de sa résistance inébranlable. C'était déjà bien quelque chose.

Comme jamais les Polonais d'aucun temps n'ont perdu l'espoir de retrouver un jour une liberté précieuse, la pensée et la confiance des émigrés se tournèrent de plus en plus vers les idées du prince Adam Czartoryski : N'ayant pas réussi par les méthodes révolutionnaires, ils voulurent garder au moins une illusion réconfortante et la cherchèrent dans l'activité diplomatique à l'heure où le chef du parti prudent commençait à désespérer lui-même de sa propre tactique.

La guerre de Crimée en 1854 allait rallumer leurs espérances immédiates. Une alliance, la plus heureuse possible, unit bientôt contre la Russie l'Empire ottoman qui leur était favorable, et les puissances occidentales (Angleterre et France), qu'ils n'avaient jamais cessé de considérer comme leurs défenseurs traditionnels.

Au grand meeting du 29 novembre 1854, à Londres, le patriote hongrois Kossuth avertit l'Angleterre que si l'on ne réglait pas cette fois la question polonaise, il faudrait un jour recommencer la guerre, qui serait alors plus dangereuse pour quelques-uns et plus effroyable pour tous.

« O nation polonaise, s'écria-t-il en conclusion, prépare-toi, accepte le secours de n'importe où qu'il te vienne, mais prends garde de ne pas mettre ta confiance dans les rois. Ils ne peuvent aimer la Pologne : ils détestent la liberté. »

La question polonaise en effet ne fut pas même posée, et la Suède en conclut qu'on ne pousserait pas la guerre assez loin pour qu'elle eût avantage à se joindre aux alliés. L'Autriche comprit de même qu'il ne valait pas la peine de s'engager dans ces

conditions et de risquer ses forces contre la Russie, qui l'avait aidée en 1849 et qu'on ne pourrait d'ailleurs pas abattre assez complètement si l'on négligeait d'emblée de la frapper à son point vulnérable. La France et l'Angleterre préféraient ne pas tenter une aventure aussi considérable et trouvèrent beaucoup plus prudent d'obtenir de la Prusse et de l'Autriche une neutralité, même douteuse, que de soulever un problème qui menacerait les possessions polonaises de ces deux puissances et risquerait d'entraîner des complications incalculables. On abandonna donc la Pologne pour ménager la Prusse et pour circonscrire la lutte.

Mickiewicz alla mourir à Constantinople, où il voulait former une légion de ses compatriotes. Les ambassadeurs alliés opposèrent mille entraves à ce projet, mais Czayka, transformé en Sadik-Pacha, finit par mettre sur pied un régiment polonais incorporé à l'armée turque sous le nom de « Cosaques du sultan ».

Un peu plus tard, quand les Anglais eurent besoin de nouvelles troupes et cherchèrent des renforts de tous les côtés, le général Zamoyski fut appelé à Londres pour former une division polonaise dans l'armée britannique, mais la paix survint trop tôt pour donner suite à cette nouvelle décision. En 1856 on vit encore des émigrés, conduits par Lapinski, se rendre au Caucase et faire le coup de feu avec les Circassiens, révoltés contre l'oppression russe.

A défaut de satisfaire aux vœux des Polonais, la guerre de Crimée avait en tout cas ramené l'attention de leur côté, et les rédactions de Paris ou de Londres

faisaient appel aux principaux chefs de l'émigration pour avoir des renseignements sur la Russie et pouvoir mieux la ridiculiser dans tous les domaines. Les caricatures de Cham et de Taxile Delord dans le *Charivari* de ces deux années sont pleines d'allusions à la Pologne et à la conduite inhumaine du tsar. On y voit souvent revenir un crocodile, qui essuie quelques larmes devant une Varsovie enchaînée : il va lui adresser une proclamation émue pour assurer le succès d'un nouvel impôt.

Après les déceptions de la guerre, il restait aux Polonais l'espoir et l'illusion du congrès de la paix, qui s'ouvrit à Paris le 25 février 1856, environ cinq mois après la chute de Sébastopol.

En 1815 la France vaincue avait osé tenir tête à Vienne aux prétentions du tsar. Il y avait donc cette fois tout lieu de penser qu'après avoir battu la Russie et pris une revanche aussi éclatante, elle allait exiger la restauration d'un Etat polonais. Napoléon III y avait bien songé, mais jusque-là c'était l'Angleterre qui faisait des objections et s'efforçait de prêcher la modération à son alliée.

A la conférence, la situation était bien différente. L'empereur des Français avait déjà compris que la Russie était loin d'être écrasée et qu'elle se montrerait absolument intransigeante au sujet de la Pologne. Il avait donc renoncé d'avance à mettre l'accent sur ce point et sacrifié cette question à son grand désir de préparer l'entente franco-russe.

La Grande-Bretagne, au contraire, offrait maintenant d'appuyer une démarche commune en faveur

des Polonais pour tâcher de brouiller le tsar avec Napoléon III et de faire échouer une politique de rapprochement qu'elle voyait de mauvais œil. Les diplomates français ne se laissèrent pas prendre au piège et le comte Walewski dut alors supplier l'ambassadeur anglais de bien vouloir agir seul, puisque la France avait décidé de se taire.

Lord Clarendon s'adressa donc au comte Orloff en particulier pour lui demander s'il admettrait qu'on ouvrît au congrès une discussion relative au rétablissement du royaume de 1815 avec son ancienne constitution. L'envoyé russe répondit qu'une intervention pareille serait blessante pour le tsar et l'empêcherait de réaliser les projets magnanimes qu'il avait en vue pour le bonheur des Polonais. Alexandre II, qui venait de monter sur le trône après la mort de Nicolas Ier, en mars 1855, tenait à ne pas dévoiler d'avance « les mesures généreuses qu'il préparait pour illustrer son couronnement », et toute pression étrangère ne pourrait que provoquer un retard ou une diminution des faveurs que Sa Majesté désirait accorder à ses sujets polonais. « Dans l'intérêt même de ceux-ci, m'a dit le comte Orloff en termes amicaux, n'amenez pas le sujet à la table du congrès, car je ne pourrai rien vous dire là, ni admettre votre droit de m'interroger. Ma réponse serait donc décourageante pour les Polonais et l'Empereur pourrait estimer que sa dignité l'oblige d'ajourner ce qu'il a l'intention de faire[1]. »

[1] Dépêche du 15 avril 1856 au Foreign Office, Lord Clarendon à Lord Palmerston.

Deux jours après, lord Palmerston approuvait, par dépêche du 17 avril, la décision de lord Clarendon de s'abstenir en conséquence de toute allusion à la Pologne. La manœuvre avait réussi. Par sa méthode éternelle de ruse, toujours la même et toujours habile envers les naïfs, sincères ou non, la diplomatie du tsar avait obtenu le silence qu'elle voulait imposer et avait su remporter ainsi un triomphe qui pouvait la consoler de sa défaite en Crimée.

Un mois plus tard, Alexandre II fit sa visite royale à Varsovie, où l'on comptait sur sa magnanimité, proclamée par les cours de France et d'Angleterre. On attendait les fameuses « faveurs » que les cabinets de Paris et de Londres avaient annoncées en grand secret aux Polonais pour les consoler de leur désappointement tragique devant le traité de Paris, qui ne faisait pas même allusion à leur patrie.

On fait donc une réception chaleureuse et confiante au nouveau souverain. Celui-ci déclare aux maréchaux de la noblesse qu'il les porte dans son cœur « comme les Finlandais et ses autres *sujets russes* » :

Mais j'entends que l'ordre établi par mon père soit maintenu. Ainsi, messieurs, et avant tout, point de rêveries, point de rêveries ! Ceux qui voudraient continuer à en avoir, je saurai les contenir, je saurai empêcher que leurs rêves dépassent la sphère de leur imagination. *Le bonheur de la Pologne dépend de son entière fusion avec le peuple de mon Empire. Ce que mon père a fait est donc bien fait : je le maintiendrai. Point de rêveries, Messieurs, point de rêveries* [1].

[1] 23 mai 1856.

Le surlendemain, remerciant les Polonais d'un bal magnifique et luxueux qu'on lui avait offert, l'empereur tient à répéter à une autre députation ce qu'il avait dit l'avant-veille :

Soyez, messieurs, dans la réalité, soyez unis à la Russie et abandonnez toutes les rêveries d'indépendance, impossibles désormais à réaliser et à maintenir...

M'avez-vous compris ? J'aime mieux être à même de pouvoir récompenser que punir... mais tenez-vous le pour dit, messieurs, que quand cela sera nécessaire je saurai réprimer et punir et l'on verra que je punirai sévèrement. Adieu, messieurs [1] !

Ce discours fit scandale à Londres, où l'on attendait la réalisation des « faveurs » annoncées par le comte Orloff au nom de Sa Majesté.

Une amnistie pleine de restrictions, proclamée par le tsar, fit plus mauvais effet encore. Les différents partis politiques de l'émigration polonaise élevèrent la voix pour protester à l'étranger. Au Parlement anglais lord Lyndhurst interpelle sévèrement le gouvernement de la reine Victoria :

« Si mon honorable ami lord Clarendon s'est occupé de la Pologne au dernier congrès de Paris, le résultat doit être pour lui aussi humiliant qu'il est offensant à l'égard du gouvernement dont il est l'un des représentants. J'exprime ma propre opinion et je crois être l'organe de tous les hommes modérés, non seulement de l'Angleterre, mais de toute l'Europe civilisée.

» Il est du devoir de l'homme dont la voix peut

[1] 27 mai 1856.

être entendue de s'indigner contre tant de cruautés, tant de violence et tant d'oppression !

» Disons-le hautement : c'est être le complice de toutes ces horreurs que de les couvrir d'un silence officiel et complaisant [1]. »

Lord Clarendon, qui était devenu ministre des Affaires étrangères, dut avouer la profonde déception du gouvernement anglais, mais il pria le Parlement de ne pas insister de peur d'aggraver encore la situation des Polonais en exaspérant leur souverain.

Ce dernier échec donna le coup de grâce au parti diplomatique et le prince Adam Czartoryski comprit qu'il ne pouvait plus compter sur les sympathies officielles pour rétablir sa patrie, puisqu'elle n'avait pas même obtenu l'ombre d'un avantage de cette victoire des puissances libérales sur son principal ennemi.

Ainsi, ni les intrigues savantes, ni la méthode révolutionnaire n'avaient pu sauver la Pologne. Après avoir dépensé toute leur vie et multiplié leurs efforts au point de passionner l'Europe entière pendant vingt-cinq ans, ces quelques milliers d'émigrés, décimés par leurs sacrifices, voyaient le rideau se baisser comme à la fin d'un cinquième acte, où la tragédie laisse un dilemme en suspens. Héros ou diplomates à l'étranger, ils avaient tenu le monde en haleine devant le drame sacré de leur nation. Leur rôle était fini. La parole était au pays.

[1] Chambre des Lords, séance du 11 juillet 1856.

CHAPITRE XXII

Les massacres de Varsovie

Napoléon III en Italie. — Les trois souverains du Nord à Varsovie. — Manifestations populaires. — Premier massacre. — Deuil national. — L'hymne polonais. — Montalembert à Varsovie en 1861.

Deuxième massacre. — Zamoyski et Gortchakoff. — La non-résistance. — Dernières paroles d'Adam Czartoryski. — Le poète Krasinski contre la violence.

En 1847, après l'annexion de Cracovie par l'Autriche, lord Palmerston avait déclaré devant le Parlement anglais que, si les traités de Vienne perdaient leur valeur sur la Vistule, ils pourraient bien la perdre un jour sur le Pô. Son avertissement fut prophétique et les victoires de Magenta et de Solférino vinrent confirmer ses prévisions. Les événements d'Italie provoquèrent en Pologne une grande agitation parmi la jeunesse. En proclamant le principe des nationalités, Napoléon III remettait tout en question. S'il aidait aujourd'hui les Italiens à faire leur unité, pourquoi ne serait-ce pas demain le tour des Polonais ? Beaucoup d'entre eux avaient passé la frontière pour aller combattre en Lombardie, et les défaites autrichiennes furent saluées avec joie dans leur pays.

En 1860 la rencontre à Varsovie des trois souverains oppresseurs de la Pologne fut considérée comme une véritable provocation. Les habitants décidèrent de témoigner leur sentiment par une démonstration

publique. Toutes les familles nobles quittèrent la capitale avant l'arrivée du tsar et de ses deux hôtes. La population travailleuse boycotta les spectacles et s'enferma chez elle. Au gala du théâtre on devait représenter le ballet de Robert et Bertrand ou *Les deux voleurs*. Sur toutes les affiches le mot *deux* fut remplacé par *trois* pendant la nuit. Le soir, l'atmosphère de la salle fut empoisonnée d'acide sulfureux par les étudiants de l'Ecole de médecine. L'effet produit fut décisif : le programme des festivités s'interrompit et les trois Majestés reprirent chacune le prochain train.

Au point de vue politique on pouvait se demander si la méthode était la meilleure, mais elle correspondait bien au tempérament national des Polonais, souvent divisés pour un acte et toujours unis pour un geste. L'audace générale allait d'ailleurs en augmentant tous les jours. On était las des sempiternelles déceptions, et le peuple en voulait aux aristocrates d'avoir accueilli d'abord si courtoisement le nouveau tsar, qui s'était moqué d'eux ensuite. Il avait bien accordé cette Ecole de médecine à Varsovie et rétabli le polonais comme langue administrative, mais il ne parlait pas de rouvrir les écoles secondaires et les universités, supprimées par son père, ni de rendre au pays sa Constitution, ni même d'appliquer le statut organique de 1832 qui prévoyait au moins une représentation municipale. Il parlait moins encore de réunir au Royaume les territoires de l'Est pour tenir la parole d'Alexandre Ier.

En 1830 les Polonais croyaient encore au traité de Vienne, et leur insurrection avait commencé par

demander simplement qu'on en respectât les clauses, à tel point que le général Chlopicki commandait encore *au nom du roi*. En 1860 un tout autre esprit régnait. Napoléon III refaisait la carte d'Europe et reprenait les traditions de son oncle. Tous les souvenirs et tous les espoirs qui remontaient au cœur des opprimés étaient la négation même des traités de 1815.

La Pologne était victime d'une injustice bientôt séculaire, que ces traités n'avaient pas réparée, au contraire : elle ne pouvait plus se contenter de tel ou tel petit lambeau de réforme, attendu pendant trente ans et payé de toutes sortes d'humiliations. Le nouvel empereur n'avait-il pas imposé le costume russe aux femmes polonaises en 1857 quand il était venu à Varsovie en compagnie de l'impératrice ? Une grande nation dépouillée de ses droits devait protester devant le monde et réclamer sans cesse jusqu'à ce qu'elle obtienne réparation complète.

C'est dans cet esprit que la jeunesse des Beaux-arts décida d'organiser une manifestation grandiose pour l'anniversaire de l'insurrection du 29 novembre. Une foule immense prit part au cortège et salua le drapeau national à l'aigle blanc sur fond rouge par le chant spontané du *Boze ćos Polske* (Dieu sauve la Pologne). Une émotion profonde envahit tous les cœurs au son de cet hymne impressionnant. Ce fut comme une inspiration générale. On ne pouvait se lasser de l'entendre et l'on se réunit les jours suivants dans les églises pour le chanter encore.

Le successeur du maréchal Paskiewicz à Varsovie était le prince Michel Gortchakoff, le galant défenseur

de Sébastopol et le cousin du ministre impérial des Affaires étrangères. Il télégraphia pour avoir des instructions de Saint-Pétersbourg et reçut des renforts militaires. La ville fut inondée de Cosaques. Les patrouilles galopaient en tous sens pour empêcher les rassemblements.

La population finit par s'habituer à ce déploiement de cavalerie et les patriotes décident de commémorer dignement l'anniversaire de la bataille de Groczów le 25 février 1861. Cette fois le cortège est dispersé par la troupe et les cosaques chargent à coup de sabres.

Le surlendemain 27, on célèbre un service funèbre à l'Eglise des Bernardins. L'assistance est si nombreuse qu'elle déborde jusqu'au milieu de la rue. La cérémonie terminée, l'assemblée s'écoule très lentement au son de l'orgue et se prépare à saluer le mort... quand un escadron de cavalerie, lancé à toute allure, fonce à l'improviste sur la masse des fidèles. Aucun ne bronche et bientôt le convoi se met tant bien que mal en marche et suit la bière. Furieux, les cosaques vont chercher du renfort : un détachement d'infanterie arrive au pas de course. Les soldats s'alignent et chargent leurs fusils. Sans aucune sommation, l'officier fait ouvrir le feu sur la foule désarmée. La boucherie commence et l'hymne polonais, entonné par mille bouches, répond seul aux balles russes.

Tout voyageur qui s'est arrêté à Varsovie est allé dîner un jour à l'Hôtel de l'Europe : c'est là qu'on rapporta les cadavres et qu'on interdit la porte aux gendarmes envoyés pour les enlever. On fit aux victimes des funérailles nationales. Cent mille personnes

accompagnèrent les cercueils au cimetière avec le clergé catholique, juif et protestant au grand complet. Le prince Gortchakoff obtint de Pétersbourg la permission de ne pas intervenir. Il avait averti le gouvernement russe qu'une nouvelle collision pourrait provoquer un soulèvement terrible.

Un deuil général fut proclamé dans toute la Pologne et se prolongea pendant deux ans : les femmes ne portèrent plus que du noir, les théâtres furent fermés, les jardins publics abandonnés, la danse interdite par la simple autorité du sentiment populaire. On ne sut jamais d'où partirent ces consignes et pourtant chacun les suivit si religieusement qu'elles s'imposèrent toutes seules jusqu'au fond de la Ruthénie-Blanche et de la Lithuanie [1]. A Vilna, à Grodno, à Minsk, à Mohileff, on se mit à chanter le cantique polonais dans les églises et à se vêtir en noir au point qu'on ne voyait partout que des veuves. Une circulaire occulte passait de ville en ville :

Dans toutes les parties de l'ancienne Pologne on prendra le deuil pour un temps indéterminé ; les femmes pourront porter des robes blanches le jour de leurs noces. Supportons avec fierté notre infortune séculaire et nos blessures toujours saignantes. Evitons toute vaine provocation. Prouvons par une indissoluble concorde que nous sommes la nation du sacrifice. La couronne d'épines, voilà depuis près d'un siècle notre emblème ! Cette couronne ornait hier les cercueils de nos frères. Chacun de vous en a compris le sens ; elle signifie patience dans la douleur, sacrifice, délivrance et pardon. Nous invitons tout Polonais,

[1] Voir le rapport secret de Valouieff au ministère de l'Intérieur russe (octobre 1862) publié in extenso par Sutherland Edwards, correspondant du *Times* en Russie en 1863.

quel que soit son culte, à répandre ces paroles dans les contrées les plus reculées.

Ce deuil national était profondément impressionnant. Chacun sentait bien que la patrie ne pleurait pas seulement ses martyrs, mais son bien le plus sacré : son indépendance. Un peuple entier, recueilli dans la douleur et dans la prière, attestait solennellement devant les hommes et devant Dieu sa constance inébranlable et sa volonté de vivre.

A Paris l'on courait aux Boulevards, à Londres on criait à la Bourse, à Rome on faisait queue pour l'Opéra. Tout entière à ses pensées de souffrance, la Pologne offrait au monde un spectacle unique. Elle protestait contre l'injustice. Elle protestait contre l'indifférence. Elle protestait contre l'égoïsme. Elle faisait plus : elle espérait.

Il y avait dans sa plainte et dans son silence une foi toujours vivante sous les voiles funèbres. Il y avait dans son cœur une certitude, immortelle comme son âme. Ce deuil qu'elle portait si fièrement, c'était celui d'une liberté perdue, mais qu'elle était sûre de retrouver. Cet hymne qu'elle chantait partout, c'était au delà des tombes un appel au Dieu de justice.

Pour comprendre un peu l'extraordinaire émotion que provoque encore aujourd'hui ce cantique, il faut l'avoir entendu résonner là-bas au temps du tsar dans une église ou dans une école du village lorsqu'on tenait les volets fermés à cause de la police et qu'un enfant désigné faisait le guet devant la porte. Jamais un tel souvenir ne s'effacera de ma mémoire.

Le comte Montalembert, qui visita la Pologne après

les massacres, écrivait en 1861 dans son éloquente brochure *Une nation en deuil* : « Jamais l'imploration n'a pu exprimer des modulations plus suaves, plus pénétrantes et plus passionnées. Je plaindrais sincèrement celui qui pourrait l'écouter sans que son cœur fût transpercé et sa paupière mouillée, à mesure que ces notes plaintives s'élèvent et retombent une à une, sur un rythme de plus en plus pathétique jusqu'au moment où l'invocation finale éclate avec un irrésistible élan d'angoisse et d'amour.

» Que doivent donc éprouver ceux qui l'ont entendu sortir comme un torrent de feu de la bouche de vingt mille, de cinquante mille chrétiens à la fois, debout et désarmés devant leurs oppresseurs déconcertés, de ces multitudes, décidées, non plus à combattre, mais à mourir, et, en mourant, à exhaler avec leur dernier soupir, comme un défi et une protestation suprême, cet appel irrésistible à la toute-puissance de Dieu ? »

Dieu très saint, au nom des plaies sanglantes du Christ, daigne ouvrir la lumière éternelle à nos frères qui sont morts pour leur peuple opprimé ! Daigne accepter l'offrande de nos larmes et de nos chants funèbres. Rends-nous la patrie, rends-nous, Seigneur, la liberté !

Dieu très saint, dont un seul mot peut en un instant nous ressusciter, daigne arracher le peuple polonais de la main des tyrans, daigne bénir les ardeurs de notre jeunesse.

Rends-nous, Seigneur, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté.

Seigneur Dieu, toi dont le bras juste et vengeur brise en un clin d'œil les sceptres et les glaives des maîtres du monde, mets à néant les desseins des pervers, réveille l'espérance dans notre âme polonaise.

Rends-nous la patrie, Seigneur, rends-nous la liberté.

Au moment où la foule entonnait cette strophe admirable en revenant du cimetière, le 8 avril à Varsovie devant le palais du lieutenant impérial, un officier russe commanda le feu de salve. Cinquante personnes tombèrent. Le chant continua. L'officier répéta les sommations pour faire évacuer la place. Personne ne bougea. Au contraire. La foule s'était agenouillée et les manifestants se tenaient par la main pour s'encourager mutuellement.

Un second feu de salve partit. Les premiers rangs furent abattus. Le chant continua de plus belle. La troupe recula. Les officiers firent cesser le feu : c'était la victoire de la non-résistance.

Le héros de Sébastopol et de l'Alma ne put survivre à la honte d'avoir dû faire massacrer des femmes et des enfants sous ses fenêtres. Sur son lit de mort, le général Gortchakoff demanda qu'on transportât son corps en Crimée, où de plus nobles souvenirs pourraient entourer sa tombe. Il ne voulut pas être enterré dans un pays de larmes, où la population devait maudire son nom, tandis que son gouvernement l'accusait de faiblesse.

Les massacres de Varsovie eurent un immense retentissement dans l'Europe entière. La cruauté russe indigna tout le monde et le calme imposant des Polonais devant la mort arracha des cris d'admiration aux esprits les plus positifs. C'était pour la Pologne un triomphe moral d'une portée sans précédent.

On racontait partout comment une mère, avant d'expirer sous le cheval d'un Cosaque, avait jeté son enfant dans les bras du barbare en s'écriant : « Tu

veux tuer des Polonais ? En voici un ! » On répétait l'histoire du gendarme qui avait laissé tomber son sabre : un jeune homme le ramasse et fait mine de s'en servir ; une femme aussitôt l'arrache de ses mains et le rend au Russe en disant à l'étudiant : « Vous oubliez, monsieur, que ce ne sont pas là nos armes aujourd'hui. »

Les Polonais s'étaient vu recommander cette attitude par un poète et des chefs respectés. Le comte André Zamoyski, président de la Société agricole, avait donné sa parole d'honneur au prince Gortchakoff qu'il n'y aurait aucune violence commise par les habitants si l'on autorisait les manifestations. Il avait accepté de maintenir l'ordre au moyen d'une milice de jeunes gens sans armes. L'engagement fut tenu de son côté. Le prince exaspéré lui avait dit un jour : « Puisque j'ai des soldats, il faudra bien que nous nous battions ! »

— Mais non, répondit le comte, nous ne nous battrons pas, car nous sommes désarmés. Vous ne pourrez que nous tuer.

— Voulez-vous des armes ? Je vous en donnerai, répliqua le vieux militaire, qui ne comprenait pas une guerre pareille.

— Non, nous n'en avons pas besoin ; notre droit et notre force morale nous suffisent.

Le prince Gortchakoff était complètement déconcerté : « Que faut-il donc faire, s'écria-t-il enfin ? »

— Vous en aller.

La foule massée devant son palais trouva la même

réponse quand le prince voulut tenter la persuasion et circula parmi les groupes avec son état-major en disant partout : « Rentrez chez vous ! Allons ! Chacun chez soi ! »

— Mais nous y sommes, lui cria-t-on de toutes parts. C'est vous qui n'y êtes pas ! Retournez-donc chez vous *en Russie !*

De Paris, le prince Adam Czartoryski encourageait de son côté les sentiments pacifiques de ses compatriotes. Avant de mourir, à quatre-vingt-douze ans, il voulut encore prononcer un vibrant appel à la patience devant les émigrés qui vénéraient ses cheveux blancs :

« Ne descends pas, ô ma nation ! de cette hauteur à laquelle les peuples et les puissants sont forcés de te respecter... Au milieu de tes cruelles douleurs et du désespoir vers lequel te poussent la trahison et la violence, rejette les tentations de la colère, ne t'abaisse pas à des combats indignes de toi... Souviens-toi qu'il faut plus d'héroïsme pour aller à la mort en découvrant sa poitrine que pour défendre sa vie, le glaive à la main [1]. »

Dans ses *Psaumes de l'Avenir* [2] le poète Sigismond Krasinski avait légué à sa patrie ces vers, qui se transmettaient de bouche en bouche :

Seigneur, ce que nous te demandons, ce n'est pas l'espérance, car elle tombe déjà sur nous comme une pluie de fleurs. Ce n'est pas la mort de nos ennemis : elle est écrite

[1] Séance annuelle de la Société historique polonaise, Paris 3 mai 1861.

[2] Les *Psaumes de l'Avenir* datent de 1845. Krasinski mourut en 1859.

sur les nuages de demain. Ce ne sont pas des armes, puisque tu en as mis dans nos âmes. Ce que nous te demandons, c'est de nous mettre une intention pure au fond de nos cœurs... Faut-il donc être meurtrier avec les meurtriers, criminel avec les criminels ? Faut-il mentir, tuer, haïr, blasphémer ? Le monde nous crie : « A ce prix, à vous la puissance et la liberté, sinon rien ! »

Non, mon âme, non, pas avec ces armes. Le poids du sacrifice peut seul écraser à son tour le sort qui nous écrase... ô ma patrie ! sois plutôt la patience qui enseigne comment on relève l'édifice pierre à pierre ; sois l'inflexible volonté et l'humble recueillement qui préparent la victoire future ; sois le calme dans la tempête ; sois l'harmonie parmi les cris de haine ; sois l'éternelle beauté au milieu des laideurs ; sois, pour les lâches et les pharisiens, le silence accablant qui méprise ; sois pour les faibles la force qui relève les courages ! sois l'espérance pour ceux qui l'ont perdue ! Dans ton combat contre l'enfer de ce monde, qui se dresse contre toi, sois cette force de calme et d'amour, devant laquelle l'enfer tout entier sera toujours impuissant !

CHAPITRE XXIII

L'insurrection de 1863

Le parti rouge. — Question agraire. — Le parti blanc. — La Société agricole. — André Zamoyski et Thomas Potocki. — Le marquis Wielopolski. — L'adresse au tsar. — Ses concessions. — Echos à Paris. — La non-résistance exaltée à la Madeleine.

Dissolution de la société agricole. — Manifestation de Horodlo. — Manifestation de Varsovie. — La foule assiégée dans les églises. — Comité national secret. — Exécutions et attentats. — Le tsar exile André Zamoyski. — Recrutement forcé. — La révolution éclate le 22 janvier 1863. — Les paysans. — Gouvernement national. — Langiewicz et Mieroslawski.

Atrocités. — Mgr. Felinski et le tsar. — Panique russe. — Rappel de Wielopolski. — Sac de la maison Zamoyski. — Mouravief à Vilna. — Berg à Varsovie.

Les patriotes n'étaient pas tous convaincus de la valeur pratique de la non-résistance. Les idées de Mickiewicz étaient plus populaires chez les démocrates que celles de Krasinski. Beaucoup d'entre eux trouvaient qu'il était bien inutile d'offrir indéfiniment sa poitrine aux balles des cosaques pour le seul avantage d'exciter les sympathies de l'Europe occidentale. Un héroïsme plus actif en 1830 avait attiré déjà ces sympathies à la Pologne. A quoi donc lui avaient-elles servi ?

La jeunesse et les ouvriers des villes regrettaient qu'on n'eût pas profité de la première manifestation de novembre 1860 pour tenter une nouvelle insurrection

et secouer le joug russe avant que la capitale fût inondée de troupes. Il n'y avait que 5000 hommes à Varsovie à cette époque au lieu des 50 000 qui s'y trouvaient désormais.

On nomma bientôt ces révolutionnaires les activistes ou le *parti rouge*. Leur extrême gauche était sous l'influence de Mieroslawski, le grand conspirateur de Posnanie, alors réfugié à Paris et qui prêchait la guerre immédiate et par tous les moyens possibles. La grande masse formait un groupe moins violent et plus fidèle aux principes d'un Mickiewicz ou d'un Lelewel. Son chef était un ouvrier métallurgiste qui avait précisément choisi le nom du grand historien populaire comme pseudonyme politique [1]. Il déclarait bien dans ses proclamations que la Pologne devait compter sur elle seule et préparer sa délivrance elle-même, mais il taxait aussi de pure folie une insurrection qui ne serait pas solidement organisée ou qui serait déclanchée avant qu'on eût réuni assez d'armes et de munitions.

Les deux ailes du parti rouge étaient d'accord sur un programme politique très clair : l'émancipation complète des paysans, qui devaient recevoir la terre qu'ils cultivaient eux-mêmes et devenir possesseurs de leur petite ferme comme en Posnanie et en Galicie [2]. Il faut rappeler qu'à cette époque (en 1860) le servage était encore la loi dans les provinces polono-ruthènes annexées à la Russie. Dans le Royaume, Napoléon l'avait aboli en 1807 et les paysans n'étaient donc plus

[1] Son vrai nom était Martin Borelowski.
[2] En Posnanie depuis 1815. En Galicie depuis 1848.

attachés au sol, mais ils n'en étaient pas propriétaires et devaient payer en *corvées* leur droit de le cultiver.

En 1858 le tsar avait autorisé le comte André Zamoyski à fonder la Société agricole, qui devait jouer un rôle si considérable au cours des événements de Varsovie. Une des premières tâches de la nouvelle association fut d'améliorer le sort des paysans. Elle s'en occupa dès la seconde année et adopta le 27 février 1861 la résolution défendue par le vieux comte Thomas Potocki : au nom des 4000 propriétaires fonciers qu'elle comptait, la société proposait l'abolition des corvées et la cession immédiate d'une partie de la terre aux paysans. Les anciens serfs deviendraient ainsi fermiers à leur compte et s'acquitteraient d'une faible indemnité, payable en versements annuels au fonds de rachat de la Banque agricole.

Une telle victoire des riches sur eux-mêmes contribuait pour une grande part au triomphe moral de la Pologne. Ces aristocrates libéraux mettaient de leur côté la population modérée, qui était comme eux opposée à toute insurrection violente. Ils étaient fiers de voir leur chef André Zamoyski acclamé dans les rues de la capitale. Ils croyaient à la force de l'exemple et pensaient que les manifestations patriotiques finiraient par impressionner tellement l'Europe, que la Russie devrait céder à la pression générale. C'était *le parti des blancs.*

Tandis que les uns et les autres se tournaient de plus en plus vers les idées d'indépendance et vers les « rêveries », qui déplaisaient si fort au nouveau tsar, un Polonais de grand talent faisait exactement la route inverse

et se persuadait qu'il y aurait plus d'avantage pour sa patrie à éviter toutes les démonstrations publiques et à tâcher de s'entendre avec la Russie, en acceptant même les plus petites concessions pour commencer. C'était le marquis Wielopolski.

Hautain, glacial et souverainement impopulaire, il vivait retiré dans ses domaines, enfermé dans sa bibliothèque et lisant tous les jours un volume. Le droit lui apprenait la lenteur des réformes, et l'histoire lui enseignait la vanité des enthousiasmes et des illusions populaires. Sa vie d'ailleurs était marquée par deux grandes leçons : déçu par l'Angleterre en 1830 comme envoyé du gouvernement provisoire à Londres, déçu par l'Autriche en 1846 comme témoin des massacres de Galicie, il avait perdu toute confiance dans l'Europe occidentale et voulait engager ses compatriotes à faire une politique réaliste, en s'appuyant sur le tsar.

Comme l'opinion publique en Pologne a toujours exécré les complaisances envers n'importe quel oppresseur, le marquis ne pouvait pas avoir beaucoup d'amis, sauf parmi tels propriétaires galiciens qui avaient juré de se venger de l'Autriche. Il vivait donc solitaire, attendant son heure et ne paraissant à Varsovie que pour ses procès d'affaires, qu'il menait lui-même avec un implacable sang-froid. C'était lui qui formait le troisième parti, celui du « traître » aux yeux du peuple.

La Société agricole était encore en séance le 27 février pendant le premier massacre. Elle confia sur-le-champ à huit de ses membres la rédaction d'une adresse au

tsar au nom de la nation polonaise. Le vieux comte Potocki aurait voulu qu'on adoptât les termes proposés par le marquis Wielopolski, dont le projet demandait le rétablissement de la constitution de 1815. Mais la commission ne voulut pas sanctionner une supplique avec des regrets pour l'insurrection de 1830 et sans aucune allusion aux territoires de l'Est. On lui préféra donc un texte beaucoup moins positif et plus général, qui fut contresigné par l'archevêque, le grand rabbin, le chef du Consistoire évangélique et les principales notabilités de Varsovie :

Varsovie, le 27 février 1861.

Sire, les douloureux événements qui viennent de se passer à Varsovie, la longue irritation qui les a précédés et le profond sentiment de tristesse qui a pénétré tous les esprits, nous amènent à porter la présente requête aux pieds de Votre Majesté, au nom de tout le pays, espérant que votre noble cœur, Sire, ne restera pas sourd à la voix d'une nation infortunée.

...Notre nation qui, pendant des siècles, avait été régie par des institutions libérales, endure depuis plus de soixante ans les plus cruelles souffrances ; privée de tout organe légal pour faire parvenir au trône ses doléances et l'expression de ses besoins, elle est forcément réduite à ne faire entendre sa voix que par le cri des martyrs que chaque jour elle offre en holocauste. Au fond de l'âme de chaque Polonais brûle un sentiment indestructible de nationalité : ce sentiment résiste au temps et à toutes les épreuves ; le malheur, loin de l'affaiblir, n'a fait que le fortifier ; tout ce qui le blesse ou le menace, bouleverse et inquiète les esprits.

...Aussi, toute confiance a-t-elle cessé entre gouvernants et gouvernés. Les moyens répressifs ne sauraient la faire renaître, quelles que soient leur violence et leur durée. Un

pays jadis au niveau de la civilisation de ses voisins d'Occident ne saurait d'ailleurs se développer moralement ni matériellement tant que son Eglise, sa législation, son instruction publique et toute son organisation sociale ne seront pas marqués du sceau de son génie national et de ses traditions historiques.

...En déposant au pied du trône l'expression de notre douleur et de nos fervents désirs, confiants dans la haute équité et dans la justice de Votre Majesté, nous osons, Sire, en appeler à votre magnanimité.

L'adresse fut envoyée à Pétersbourg avec l'autorisation du prince Gortchakoff et les copies qui circulaient en ville furent bientôt couvertes de milliers de signatures. Le tsar répondit qu'il n'avait pas à tenir compte d'un document privé qui ne représentait que l'opinion de quelques individus. Toutefois il promit certaines réformes et fit appel au marquis Wielopolski pour les introduire en l'élevant au rang de ministre de l'Intérieur, des Cultes et de l'Instruction publique.

La nouvelle du massacre avait produit une telle impression d'horreur à l'étranger que le gouvernement impérial jugea nécessaire d'annoncer par voie diplomatique les nouveaux projets du tsar. On y vit une victoire de l'héroïque non-résistance des Polonais, et à Paris, l'éloquent chanoine Deguerry put s'écrier du haut de la chaire de la Madeleine :

Ce sont des martyrs, ce sont aussi des vainqueurs, car martyr veut dire vainqueur. Oui, nobles victimes dont nous honorons la mort, le sang a été répandu, la foule a été décimée... et vous avez vaincu !... Vous avez forcé l'ennemi à vous regarder avec une certaine soumission à votre volonté ; il a compris qu'il fallait céder, qu'il fallait

s'arranger avec vous, et c'est sous ce rapport que vous avez été victorieux.

Eh bien ! supposez, qu'armée contre armée, ardeur contre ardeur, glaive contre glaive, munitions contre munitions, puissance matérielle contre puissance matérielle, vous eussiez succombé sous le nombre, vainqueurs par le courage, est-ce que vous auriez eu une victoire pareille à celle que vous venez de remporter ? Et alors même que vous eussiez triomphé matériellement, — vous l'avez fait dans d'autres circonstances et magnifiquement ; — mais comment voulez-vous que le petit nombre triomphe toujours contre le grand ? Quand il s'agit d'employer la force matérielle, il faut des miracles, des prodiges. Dieu ne les donne pas toujours : d'ailleurs Il voulait vous faire passer par les grandes épreuves, par les grandes victoires, Il voulait vous faire remporter une de ces éclatantes victoires qui appartiennent autant au ciel qu'à la terre.

Mais le 27 février 1861 vous avez vaincu, car on écoute vos plaintes, vos réclamations, on écoute vos observations. Tous vos droits, sans doute, n'ont pas été reconnus, mais enfin quelque chose l'a été, et c'est un fait immense. Ce quelque chose, c'est la victoire des premiers chrétiens. Ils ne combattaient pas non plus avec le glaive contre le glaive, ils acceptaient le feu, ils acceptaient le fer, et ils ont vaincu tout cela. Est-ce vrai ? il y a donc une force dans cette arme de la réclamation pacifique.

Le gouvernement russe avait espéré pouvoir mener en Pologne une politique pareille à celle de l'Autriche en excitant les paysans contre les propriétaires. La résolution de la Société agricole était donc un sérieux embarras. Le tsar fut très mécontent d'avoir été devancé. Le 3 mars il décréta l'abolition du servage sur tout le territoire de l'Empire, mais il allait moins loin que les Polonais et se contentait de faire des pay-

sans des fermiers qui *loueraient* la terre en payant une redevance à leurs anciens maîtres.

Le 6 avril 1861 il ordonna la dissolution de la Société agricole et la repression sévère de toute manifestation publique. La population voulut protester et se porter en masse devant la maison du comte André Zamoyski. Le 7 avril elle mettait des crêpes au local de l'Association. Le 8 avril elle se faisait de nouveau massacrer par la troupe en chantant le *Dieu sauve la Pologne.* Ces nouvelles violences firent perdre au parti modéré son influence, et les *rouges* eurent désormais beau jeu pour intensifier leur propagande en faveur d'une révolution. De son côté le général Suchozanet, qui avait succédé au prince Gortchakoff, ne faisait rien pour calmer les esprits. Au contraire.

Quand il fut remplacé à son tour par le comte Lambert, on accueillit froidement les réformes que celui-ci venait apporter. Indignée des boucheries sanglantes qui l'avaient décimée, exaspérée par les complaisances du marquis Wielopolski et souverainement défiante à l'égard de ses projets, la population ne pouvait se contenter d'un système scolaire et de conseils municipaux. En somme le tsar voulait faire passer pour une grâce envers les Polonais un simple retour au *Statut organique,* imposé par son père en manière de représailles après l'insurrection de 1830. En outre il spécifiait bien qu'il ne pouvait s'agir que du Royaume et, dans une proclamation officielle, il parlait même de la Lithuanie comme d'une *province russe* « dont l'union avec la Pologne avait duré trop peu de temps

pour qu'on en puisse tenir compte. » Un long cri de protestation s'éleva de toutes les régions de l'ancienne République. Une assertion pareille était un vrai blasphème contre la patrie des Kosciuszko et des Mickiewicz. On décida de rappeler au tsar que l'union s'était maintenue pendant quatre siècles, et des milliers de pèlerins des deux pays se rendirent en cortèges interminables pour en célébrer l'anniversaire le 10 octobre à Horodlo en Wolhynie, où elle avait été conclue en 1413.

Pendant les élections municipales, en fin septembre 1861, les électeurs avaient signé deux pétitions pour demander une Diète nationale et l'émancipation des Juifs. On devait les remettre au lieutenant impérial le 18 octobre et l'on se préparait en outre à commémorer le quarante-quatrième anniversaire de la mort de Kosciuszko. Or des troubles venaient d'éclater dans les universités de Pétersbourg et de Moscou. Redoutant plus que jamais les démonstrations populaires, le gouvernement russe fit proclamer l'état de siège à Varsovie.

Le 15 octobre les habitants remplirent les églises dès le matin pour assister au service religieux solennel. La troupe les cerna pendant la messe, et la foule y fut assiégée toute la journée et toute la nuit. Pendant dix-huit heures consécutives, elle resta ferme devant les autels, oubliant son inquiétude et sa faim. Tantôt agenouillée en prière et tantôt relevée dans un élan d'enthousiasme, elle répondait par le chant de l'hymne polonais aux sommations des officiers russes et aux

cavalcades furieuses des cosaques impériaux, qui galopaient tout autour des temples.

Tout à coup, vers quatre heures du matin, la force armée envahit la cathédrale. Ce fut une mêlée épouvantable. Deux mille personnes furent arrêtées et traînées à la citadelle.

« Les actes de profanation qui ont été commis hier, écrivit le vicaire-général du diocèse au lieutenant impérial, ont rempli d'horreur et d'indignation tous les habitants du pays, à quelle dénomination religieuse qu'ils appartiennent. Une conduite pareille trouve le langage impuissant à la qualifier et nous fait reculer jusqu'aux temps d'Attila. »

Le clergé fit fermer toutes les églises et le gouvernement russe répondit en condamnant le vicaire à mort, puis en commuant sa peine en une déportation perpétuelle en Sibérie[1].

Le comte Lambert eut vite fait de comprendre quelle faute le commandant militaire avait commise en poussant ainsi le clergé dans les bras des révolutionnaires. Il eut donc une altercation violente avec le général Gertenzweig et quitta Varsovie du jour au lendemain, tandis que l'autre se brûlait la cervelle.

La situation devenait tragique autant pour la Russie que pour la Pologne. Une fermentation générale agitait tout l'Empire, et la Cour s'efforçait de persuader au tsar que ce n'était pas le moment de se laisser entraîner par le marquis Wielopolski dans une poli-

[1] Rappelé plus tard par le grnad-duc Constantin, il fut encore une fois jeté en prison par le général Berg.

tique de concessions aux Polonais à l'heure où l'armée, les écoles d'officiers et la jeunesse universitaire étaient partout gagnées par la contagion révolutionnaire. Le marquis tâchait, au contraire, de faire comprendre à l'empereur que c'était le seul moyen d'éviter une éruption dangereuse et que tout retard pouvait avoir des conséquences irréparables.

En effet le parti de l'action organisait la Pologne en vue d'un soulèvement général. Un comité national secret s'était fondé qui recueillait des fonds et commandait des armes à l'étranger. Il publiait un journal, lançait des proclamations, donnait des ordres sur papier timbré sans que jamais la police pût arriver à découvrir où il siégeait, ni quels étaient ses membres. En mai 1862 il était déjà si puissant qu'il put même lever un impôt de guerre au nom de la nation.

Le gouvernement russe résolut de couper court à ces manœuvres en recrutant de force tous les jeunes gens suspects et en les envoyant faire leur service militaire loin de leur pays. Ses intentions furent dévoilées au Comité national par des informateurs privés qui soutenaient sa cause. L'un d'eux, Baumgard, était un jeune Suisse précepteur du comte Starzynski. La police l'arrêta vers le milieu du mois de juin et l'enferma dans la citadelle. Ensuite un foyer de conspiration fut découvert en été parmi les officiers de la garnison de Modlin et trois d'entre eux furent passés par les armes. Les événements se précipitaient.

Ces exécutions furent vengées par deux attentats sur la personne du général Luders et du grand-duc

Constantin, que le tsar envoya successivement à Varsovie comme lieutenants impériaux. Tous deux furent blessés, mais la grande majorité de la population désavoua ces crimes et rappela aux jeunes fanatiques du parti extrémiste que les traditions séculaires de la patrie interdisaient l'emploi de ces moyens-là. Des milliers de patriotes allèrent déposer leur carte chez le grand-duc, et celui-ci publia une proclamation au peuple en l'assurant qu'il ne voulait pas le tenir pour responsable d'un acte individuel, mais en l'engageant par contre à soutenir le gouvernement avec fidélité.

On lui répondit par une adresse, où plusieurs centaines des plus grands propriétaires du pays déclaraient qu'ils étaient prêts à donner leur appui aux nouvelles institutions créées par le marquis Wielopolski à condition qu'elles fussent étendues aux territoires de l'Est et que ceux-ci fussent réunis au Royaume afin de reconstituer une vraie Pologne. L'adresse fut signée le 14 septembre et portée au comte André Zamoyski avec prière de la transmettre au grand-duc.

Le comte refusa de se charger de cette commission, mais comme le document lui était adressé personnellement, il promit au moins de le conserver pour en faire l'usage qui lui semblerait convenable.

Ayant eu vent de cette affaire, le grand-duc fit venir le comte pour l'interroger, mais un ordre arriva par télégraphe et, sans pouvoir même rentrer chez lui, l'ancien président de la Société agricole fut dépêché à Saint-Pétersbourg avec une escorte militaire. Sommé de comparaître devant le tsar, André Zamoyski plaida

pendant deux heures la cause de sa patrie avec toute la chaleur et l'éloquence d'un homme qui oublie complètement son propre intérêt. Il adjura le tsar de faire justice aux Polonais et de couvrir son nom d'une gloire immortelle en rétablissant l'unité du pays sous son sceptre.

Pour toute réponse Alexandre II invita son hôte à passer la frontière et à finir ses jours en exil. C'était un nouveau coup pour le parti modéré. Le Comité central national en profita pour hâter ses préparatifs et beaucoup de *blancs* passèrent dans le camp des *rouges*. Le 1er janvier 1863 le comte Stroynowski, Ladislas Yeska, Edouard Rolski, Léon Frankowski et sept autres activistes de l'aile gauche proposèrent au Comité de lancer un appel aux armes. La majorité refusa, trouvant par trop imprudent de commencer la lutte avec aussi peu de munitions qu'ils n'avaient pu s'en procurer jusque-là, mais ce n'était plus qu'une question de semaines et les souscriptions affluaient de toutes les parties du pays.

Encouragé par les ambassadeurs de France et d'Angleterre, le marquis Wielopolski était bien décidé à faire le bonheur de ses compatriotes en dépit d'eux-mêmes. Pour vaincre à la fois la méfiance de la Cour et supprimer la résistance en Pologne, il voulut presser le recrutement qui devait débarrasser les villes de la jeunesse turbulente.

Depuis 1834 le Royaume était assimilé aux provinces de l'Empire en ce qui concerne l'obligation militaire, mais il n'y avait pas eu de levée de sol-

dats depuis la guerre de Crimée en 1855. Un ukase du 1er septembre 1862 annonçait une levée générale pour l'année suivante et le décret impérial, publié dans le journal officiel de Varsovie du 6 octobre, ajoutait que *le tirage au sort serait remplacé pour cette fois par une désignation individuelle, faite par des autorités spéciales.* Comme on indiquait d'avance que les paysans et les propriétaires fonciers seraient exemptés du service, il était assez clair qu'on voulait frapper avant tout les habitants des villes. En fait, la liste des conscrits avait été dressée par la police et le marquis Wielopolski n'avait pas reculé devant ce procédé machiavélique pour faire enlever en masse tous ses adversaires politiques et tâcher de mettre les campagnards de son côté.

On commença par Varsovie. Pendant la nuit du 14 au 15 janvier 1863 les rues et les places de la capitale sont occupées militairement depuis onze heures du soir. Des régiments de la garde, arrivés la veille en grand secret, sont postés dans les différents quartiers; des patrouilles de cavalerie parcourent la ville en tous sens. Des agents de police, accompagnés de cinq ou six soldats, baïonnette au canon, pénètrent dans les maisons, une liste à la main. Les malheureux désignés sont arrêtés et conduits d'abord à l'Hotel de Ville. On les répartit en groupes de vingt ou vingt-cinq, on leur lie les mains et on les traîne sous bonne escorte à la citadelle.

Toute résistance est impossible. On n'entend dans les rues sombres que les plaintes étouffées des mères

de famille qui se lamentent derrière les contrevents, de temps en temps le galop des chevaux sur le pavé, puis le pas rythmé des prisonniers qui marchent par files entre deux rangs de soldats, et bientôt les accents mélancoliques du chant national qui s'élèvent tout à coup dans la nuit comme un dernier adieu de la jeunesse et comme un appel suprême.

Deux mille jeunes gens furent enlevés dans cette première nuit. L'opération devait se poursuivre et s'étendre aux autres villes du pays. Cette fois le Comité central fut unanime à juger qu'il n'y avait plus de temps à perdre et l'insurrection générale fut décidée pour le 22 janvier. Des courriers furent dépêchés immédiatement dans toutes les directions et le secret fut admirablement gardé. Le jour fixé, les patriotes devaient attaquer partout les casernes en même temps et débarrasser le pays des garnisons russes.

Une provocation inouïe vint renforcer l'appel aux armes du Comité. Le gouvernement impérial fit paraître le 19 janvier dans le *Journal officiel de Varsovie* un rapport qui contenait ce passage incroyable :

« *Jamais depuis trente ans le recrutement ne s'était opéré avec tant d'aisance et de facilité! les conscrits déposés dans la citadelle étaient pleins d'allégresse ; ils témoignaient de leur joie d'entrer dans cette école d'ordre qu'est l'armée, et d'y reprendre une vie active et sérieuse après des années passées dans le dérèglement de rêves pernicieux...* »

Il n'en fallait pas plus pour électriser la nation. La lutte à mort commença le 22 janvier dans le Royaume

et l'incendie gagna rapidement la Volhynie, la Ruthénie-Blanche et la Lithuanie. Réfugiée dans les forêts pour échapper au recrutement, la jeunesse forma des détachements qui harcelaient partout les troupes russes et tombaient sur elles à l'improviste. Il y eut plus de mille combats en dix-huit mois et jamais les généraux du tsar ne purent livrer bataille au gros des forces polonaises. On ne pouvait pas l'atteindre et l'on se demandait s'il existait vraiment. Chaque jour l'insurrection semblait écrasée et chaque fois elle se réveillait sur un autre point le jour suivant, éclatant toujours à l'endroit et au moment où l'on s'y attendait le moins.

Il y avait de quoi décourager les meilleurs militaires : il fallut deux ans pour éteindre, en le noyant dans le sang, cet incendie extraordinaire qui se rallumait sans cesse comme un feu follet. Ainsi que l'avouait un journal russe, *la tête était insaisissable*. Un gouvernement national occulte lançait des proclamations, donnait des ordres, envoyait même des courriers à Paris et scellait tous ses messages de son mystérieux timbre aux armoiries nationales avec l'aigle polonais et le cavalier lithuanien. Il eut bientôt des ministères avec de nombreux commissaires et de véritables administrations : impossible de mettre la main sur lui. Comme un quartier général, en temps de guerre, il paraissait mobile au plus haut degré.

En stigmatisant les massacres de 1846 en Galicie, le marquis Wielopolski avait écrit que le tsar était trop *gentleman* pour jamais songer à faire usage d'un

pareil moyen. Il se trompait. Le 6 mars 1863 le gouvernement impérial fit paraître au *Journal officiel* un appel aux paysans qui rappelait celui de Milbacher à Léopol. On invitait les campagnards à collaborer avec la police « pour rétablir l'ordre » et l'on accordait à tous le pouvoir d'arrêter les personnes « suspectes » qui demeuraient dans leur contrée ou qui passeraient par leur village. Pour joindre l'action à la parole, on leur fit même distribuer des armes blanches. Les fermiers ukrainiens d'aujourd'hui, en certaines régions de la Podolie vous montrent encore les longs couteaux dont ils se servent pour tuer les cochons et qui furent donnés à leurs grands-pères pour égorger les Polonais.

Une mesure pareille était bien faite pour faire passer les *blancs* du côté des *rouges*. Le parti modéré, qui avait regretté le déchaînement de la révolution, n'hésita plus à se mettre en rapports avec le Comité central et à participer au nouveau gouvernement national, qui n'avait pourtant pas attendu l'avis des propriétaires pour disposer de leurs terres et proclamer dans son manifeste que *tous les fils de la Pologne seraient libres et égaux entre eux et que la terre occupée par les paysans leur appartiendrait désormais en toute propriété*. La Société agricole en avait bien parlé dans le même sens, mais en prévoyant une garantie d'indemnité.

Déroutés par la propagande et par les assurances contradictoires des agents russes et des révolutionnaires, les paysans restèrent le plus souvent dans les limites de la prudence. Les plus éclairés sympathisèrent avec le mouvement national et cachèrent ici et

là dans leur grange des patriotes poursuivis. Les plus ignares se laissèrent entraîner par la police au crime et au pillage de quelques châteaux ; mais la grande masse eut surtout peur de se compromettre et vécut dans la terreur des représailles d'un côté ou de l'autre. En effet le gouvernement occulte, instruit par l'expérience de 1846, avait organisé tout un service de surveillance et pendait sans pitié les paysans qui renseignaient les Russes ou prenaient leur parti.

Les délégués des rouges et des blancs se réunirent le 4 mars 1863 à Cracovie et formèrent un gouvernement de concentration nationale avec quatre départements bien distincts : guerre, intérieur, finances et politique étrangère. Ce dernier était une concession immense au parti modéré, qui ne pouvait s'empêcher de tourner ses yeux vers la France et l'Angleterre alors que les autres jugeaient au contraire qu'il pouvait y avoir un véritable danger à se fier comme en 1830 à des sympathies verbales au lieu de compter sur ses propres moyens. D'ailleurs le gouvernement français, qui soutenait le marquis Wielopolski à Pétersbourg, avait montré dès le début qu'il désapprouvait l'insurrection en arrêtant les envois d'armes et de munitions des émigrés.

Cette nouvelle création fut la première cause de discorde. La nomination du dictateur Langiewicz fut la seconde. On avait déjà fait appel à Mieroslawski et celui-ci arrivait de Paris par la Posnanie, déguisé en commis-voyageur d'une maison de vins. Il ne voulut pas reconnaître l'autorité de son rival, et la défaite de

ce dernier près de la frontière galicienne acheva de brouiller les affaires. La noblesse blanche abandonna la partie et se contenta de soutenir l'insurrection en fournissant des fonds. Officiellement les propriétaires gardaient la réserve et le Comité central était seul à diriger l'action. Les rouges approuvaient cette abstention qui leur paraissait favorable au succès de l'entreprise en laissant le champ libre à l'audace et à la rapidité dans les décisions.

Les atrocités commises par les troupes russes et par les gouverneurs militaires chargés de rétablir l'ordre en Pologne firent frémir d'indignation l'Europe entière. Il est juste pourtant d'ajouter que les Polonais, de leur côté, menaient une lutte acharnée et terrible en renonçant aux ménagements de courtoisie généreuse qui avaient caractérisé l'insurrection de 1830. Il ne s'agissait plus cette fois d'une guerre selon toutes les règles avec deux armées normales en face l'une de l'autre : Il n'y avait pas une partie du pays restée libre et l'autre envahie par l'ennemi : la Lithuanie et le Royaume étaient entièrement occupés et soumis à la terreur de l'état de siège. Le général Berg régnait à Varsovie et Mourawief à Vilna.

La révolution était partout et nulle part. A la terreur d'en haut, les activistes répondaient par la terreur d'en bas. Appuyée sur la connivence de la population, leur puissance invisible et mystérieuse agissait par tous les moyens possibles pour rendre la position des Russes intenable. Ceux-ci redoublaient de fureur. Ayant reçu l'ordre implacable de tenir

quand même et par n'importe quel emploi de la force, les militaires exaspérés assouvissaient leur rage en cherchant tous les jours quelles cruautés sauvages ils pourraient bien inventer pour venir à bout d'un adversaire insaisissable. Un pareil combat devait glisser rapidement vers la barbarie sanglante.

Les Russes multiplièrent les exécutions. Ils firent dresser partout des échafauds, ils brûlèrent les châteaux et les presbytères. Ils peuplèrent la Sibérie de nouveaux déportés. Les révolutionnaires en vinrent aux attentats. Ils menacèrent la vie des gouverneurs, tendirent des guet-apens, lancèrent des bombes. La Pologne, qui n'avait jamais connu l'assassinat pendant des siècles d'histoire et qui, la veille encore, avait répondu par des chants pacifiques aux balles des cosaques, était maintenant livrée aux passions farouches d'un combat sans merci. Faible, à peine armée, écrasée par le nombre, elle résista pendant deux ans au géant formidable qui la piétinait.

C'est en vain que le 12 avril 1863 le tsar offrit une amnistie générale aux Polonais à condition qu'ils abandonnassent définitivement les « *chimères de la passion* » pour se soumettre avec confiance à l'autorité de la Russie, en acceptant « l'organisation rationnelle de l'autonomie dans l'administration locale comme fondement de l'édifice. » Le Comité Central National répondit le même jour par une proclamation où il repoussait toute grâce et toute promesse fallacieuse : « La nation verse son sang parce qu'elle veut une existence politique ».

Le 15 avril, Mgr. Felinski, l'archevêque de Varsovie, écrivit dans le même sens à l'Empereur :

« Sire... le sang coule à grands flots, et la répression, au lieu d'intimider les esprits, n'en fait qu'augmenter l'exaspération. Je supplie Votre Majesté, au nom de la charité chrétienne et au nom des intérêts des deux pays, de mettre fin à cette guerre d'extermination. Les institutions octroyées par Votre Majesté sont insuffisantes pour assurer le bonheur du pays ; la Pologne ne se contentera pas d'une autonomie administrative, elle a besoin d'une vie politique.

» Sire, prenez d'une main forte l'initiative dans la question polonaise ; faites de la Pologne une nation indépendante, unie à la Russie seulement par le lien de votre auguste dynastie : c'est la seule solution qui soit capable d'arrêter l'effusion du sang et de poser une base solide à la pacification définitive.

» Le temps presse. Chaque jour perdu creuse davantage l'abîme entre le trône et la nation. N'attendez pas, Sire, l'issue définitive du combat ; il y a plus de vraie grandeur dans la clémence qui recule devant le carnage que dans une victoire qui dépeuple un royaume. Une grande parole digne de la magnanimité d'un grand souverain, suffit pour nous sauver. Nous l'attendons de la bouche de Votre Majesté.

» ... Pardonnez, Sire, la franchise de mon langage ; mais le moment est solennel. Pardonnez à un pasteur qui, témoin de malheurs immenses, ose intercéder pour son troupeau. »

Le tsar ne voulut pas céder. Puisque les Polonais persistaient dans leurs « chimères », il fallait résoudre le conflit par les armes. C'était aussi l'avis du parti rouge. En juin, Alexandre II renvoya Wielopolski

et rappela Constantin, dont la modération n'était plus de mise.

A quoi bon les concessions puisque la parole était à la violence ? En Russie d'ailleurs la Cour et l'opinion publique des nobles et de la bourgeoisie engageaient le tsar à la sévérité. Les étudiants polonais de Kiev ayant tenté de soulever l'Ukraine, une véritable panique s'empara de certains milieux commerçants de Pétersbourg et de Moscou. Plusieurs délégations municipales allèrent implorer le tsar de sauver l'intégrité de l'Empire et de châtier sans pitié « un peuple incorrigible [1] ».

Le sang coula donc à flots. Les révolutionnaires cernés par les cosaques sont égorgés et mutilés en mainte occasion. Des villages entiers sont incendiés par ordre et tous les habitants mâles fusillés devant leur famille à genoux. On arrête les femmes dans les églises. On les condamne au knout pour avoir soigné des blessés. Faire de la charpie est un crime. Le pharmacien Smit est emprisonné sans jugement : on a trouvé sur un insurgé mort une fiole avec une étiquette à son nom.

Le 19 avril, Mme Bromirska, malade, est lardée de coups de sabres dans son lit. Son château est mis à sac. Le 19 septembre on lance une bombe à Varsovie dans la rue du Nouveau Monde. Le comte André Zamojski avait le malheur d'y posséder un immeuble.

[1] Voir entre autres l'adresse de la municipalité de St-Pétersbourg (14 avril 1863) et aussi celle de la noblesse du gouvernement de St-Pétersbourg (22 mars 1863).

Sa maison doit payer pour les autres : Les soldats la pillent de fond en comble, détruisent les merveilleuses collections d'art qui s'y trouvent, mettent le feu aux manuscrits, jettent par la fenêtre un berceau avec un enfant, des porcelaines précieuses, des meubles et le piano de Chopin, qu'on gardait pieusement.

En Lithuanie Mouravief est plus cruel encore. Il ordonne aux prostituées de Vilna de prendre aussi le deuil pour qu'on les confonde avec les femmes de la société polonaise et qu'on puisse arrêter les une avec les autres et les livrer ensemble aux brutalités de la troupe. Les maisons particulières sont envahies à tout bout de champ et beaucoup de personnes suspectes abattues à coups de hache.

A Varsovie le gouverneur Berg interdit les vêtements sombres et veut supprimer à tout prix ce deuil national insolent. Il organise des bals pour donner le change à l'opinion publique européenne. Il force les dames polonaises à y prendre part. Elles résistent. Leurs maris sont déjà tués peut-être ou torturés dans un cachot. Elles ne peuvent accepter le supplice d'une vraie danse de la mort. Madame Podoska reçoit l'ordre formel d'avoir à se présenter en grande toilette : il faut des dames polonaises à la fête du général. Si elle refuse, elle subira sa vengeance. Elle refuse héroïquement : Son mari est arrêté depuis quinze jours ; qu'on l'arrête elle aussi !

Le gouverneur lui envoie un second billet : « Si vous venez au bal, je vous rendrai votre mari. »

Tremblante, elle accepte le sacrifice macabre. Il faut sourire et valser, la mort dans l'âme et la haine au cœur. A chaque minute elle croit défaillir. L'espoir seul la soutient. Après une longue soirée cruelle interminablement, Caroline Podoska vient réclamer son mari. Le gouverneur est enjoué. Il va s'acquitter de sa promesse et conduit la jeune femme à son cabinet de travail. « Vous verrez que je sais tenir parole, dit-il en ouvrant la porte ; voici votre époux. » Le malheureux était pendu devant la fenêtre.

CHAPITRE XXIV

Bismarck et la remontrance européenne

Bismarck et la Russie. — Convention militaire. — Protestations à la Chambre de Prusse. — Impression en Europe. — Comités pro-polonais en Suède et en Suisse. — L'opinion française. — Le prince Napoléon au Sénat.

Napoléon III et M. Billault. — M. Drouyn de Lhuys blâme la Prusse. — La grande remontrance. — Les puissances en désaccord. — Lord Napier contre l'indépendance polonaise. — Lord Russell et le chancelier Gortchakoff. — Arguments russes. — Eugène Pelletan et Mgr. Dupanloup.

Nouvelles démarches des puissances. — Fin de non-recevoir. — Napoléon III propose un congrès. — Opposition anglaise. — P.-J. Proudhon contre les Polonais. — Note énergique de Lord Russell à la Russie. — Bismarck l'oblige à la retirer. — La Prusse et le Danemark. — La Pologne abandonnée. — Sanglantes représailles. — L'insurrection de 1863 et l'émancipation des paysans. — Allocution de Pie IX contre le tsar.

Dans sa répression sanglante de l'insurrection polonaise, la Russie était assurée de l'appui diplomatique et militaire de la Prusse, alors gouvernée par Bismarck, le plus fidèle ami du chancelier Gortchakoff. On s'était fort inquiété à Berlin de la politique de conciliation du marquis Wielopolski et l'on redoutait ses tendances panslavistes, encouragées par la France et l'Angleterre[1]. Si la diplomatie occiden-

[1] Lord Napier, ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg suivait les efforts du marquis Wielopolski avec une sympathie dont témoigne toute sa correspondance. Il avait pris ouvertement son parti contre les éléments révolutionnaires. Sa dépêche du 27 février 1863 à son gouvernement indique nettement ce point de

tale et son protégé pouvaient amener une entente mutuelle entre la Russie et la Pologne, Bismarck y voyait un danger pour son pays, qui serait menacé d'une alliance franco-russe à brève échéance.

Mais le marquis avait échoué. Son procédé brutal avait hâté la révolution, et la Russie était singulièrement embarrassée d'un soulèvement impossible à vaincre et recommençant tous les jours avec une nouvelle vigueur. Elle en était si lasse et si découragée que certains milieux de la cour suggéraient même au tsar d'abandonner la Pologne. Quelle admirable occasion pour la Prusse de sauver sa grande voisine et d'en faire son obligée !

Bismarck avait déjà signé le 8 février 1863 une convention militaire qui garantissait au gouvernement du tsar le secours des armées prussiennes au cas où l'insurrection prendrait des proportions trop considérables. Soixante mille hommes de troupes sont concentrées dès lors en Posnanie et le 14 février l'ambassadeur anglais à Berlin, sir Andrew Buchanan, informe son gouvernement des intentions du chancelier, qui ne lui avait pas caché ses arrangements avec la Russie.

Bismarck était même allé beaucoup plus loin dans une conversation de bal avec le vice-président de la Chambre de Prusse, Behrend, et lui avait dit à une soirée de la Cour : « Il y a deux manières de résoudre la question polonaise. Ou bien il faut étouffer promp-

vue : « Dès le premier jour où je fis la connaissance du marquis Wielopolski, je fus convaincu de la sincérité et du patriotisme de cet homme d'Etat et je souhaitai de tous mes vœux qu'il pût réussir dans sa tâche ardue d'amélioration et de conciliation. »

tement l'insurrection de concert avec la Russie et arriver devant les puissances occidentales avec un fait accompli ; ou bien on pourrait laisser la situation s'aggraver, attendre que les Russes soient chassés du Royaume ou réduits à demander du secours, et alors procéder hardiment et occuper le pays pour le compte de la Prusse. »

Ces propos causèrent une grande sensation dans les couloirs de la Chambre et plusieurs députés prussiens interpellèrent vivement le gouvernement. Bismarck refusait toute explication sur la convention secrète avec la Russie, « Une telle convention existe donc ! s'écrie le député Waldeck. Sans cela le chancelier eût répondu par un simple *non*, qui seul serait compatible avec l'honneur et la dignité de la Prusse. Nous n'avons pas à servir de gendarmes au tsarisme pour gagner des pourboires [1] ! »

Bismarck répond par de l'ironie. On nomme une commission, dont la majorité propose une motion de blâme contre toute intervention dans les affaires de Pologne. A la séance du 28 février 1863, le chancelier commence par insulter les auteurs de la résolution. Le président le rappelle à l'ordre et Bismarck se fâche :

« Je ne peux pas admettre le droit du président de me rappeler à l'ordre. Je n'ai pas l'honneur d'appartenir à cette assemblée et le pouvoir de son président s'arrête ici au bois de mon pupitre. Je n'ai pas d'autre supérieur que le roi et vous n'avez aucun droit de m'interrompre. »

[1] Séances des 18, 27 et 28 février 1863.

La motion de blâme fut adoptée par 246 voix contre 57, mais Bismarck avait déclaré d'avance qu'il n'en tiendrait aucun compte et que la Chambre perdait son temps !

Les comptes rendus de ces débats et les nouvelles de Pologne avaient produit une impression considérable en Europe, où les sympathies populaires allaient partout aux insurgés comme en 1830. En Suède un comité s'était fondé pour venir en aide à la cause polonaise avec des hommes comme le baron de Raab, le baron de Staël de Holstein, Nilson d'Espoe, Uhr, Andersson et Wieselgren. En Suisse le poète Gottfried Keller organisait une œuvre semblable avec Sultzer et Voegeli. Il y eut de grandes assemblées à Zurich, Olten, Winterthour et La Chaux-de-Fonds, où l'on ouvrit même une souscription nationale pendant les fêtes du Tir fédéral [1].

Ces différents groupes étaient tous en correspondance avec le Comité central franco-polonais, présidé par le duc d'Harcourt et qui comptait parmi ses membres Odilon Barrot, Hippolyte Carnot, Etienne Cambacérès, Anatole de la Forge, Ernest Legouvé, Henri Martin, Montalembert, le marquis de Noailles, Hippolyte Vavin, Elias Regnault, Auguste Neffzer, directeur du *Temps*, etc....

Une phrase revient dans toutes les adresses qu'on envoyait à Paris et montre assez l'espoir qu'on mettait de tous les côtés dans une intervention de la France :

[1] Une grande manifestation publique eut lieu à La Chaux-de-Fonds le 14 juillet 1863 et le colonel Philippin, conseiller d'Etat, le Dr Coulery et M. Hediger, de Schwytz, prononcèrent de vibrants discours contre les cruautés russes.

« Le Comité central helvétique s'unit aux sentiments nobles et généreux exprimés en faveur de la Pologne dans l'adresse du Comité central de Suède et il exprime les mêmes vœux et les mêmes espérances quant à l'influence et à l'activité du Comité franco-polonais, *dont les membres sont les fils d'une nation au bras puissant, qui peut servir une volonté généreuse, et dont la parole, lorsqu'elle se fait entendre sérieusement, n'exprime pas seulement un sentiment, mais annonce une action*[1]. »

La puissance et l'invincibilité de la France ne faisait aucun doute pour ses amis. Victorieuse en Italie comme en Crimée, on la considérait volontiers comme l'arbitre et la justicière de l'Europe, où personne à cette heure n'était prêt à se mesurer avec elle. Il semblait en vérité qu'elle n'eût pas même besoin de faire la guerre pour forcer la Russie à céder sur la question polonaise. Aux yeux d'un Montalembert une simple menace eût suffi. « La France peut aujourd'hui tout ce qu'elle veut, s'écriait-il en février 1863, et j'ajoute : elle doit faire pour la Pologne tout ce qu'elle peut[2]. »

D'ailleurs il y avait en France tout un parti que la guerre elle-même n'effrayait pas. Les brochures belliqueuses abondaient sur les boulevards. On trouvait l'occasion unique : Si Louis-Philippe, en 1830, avait dû résister à la poussée populaire, si Lamartine, en 1848, avait dû garder la prudence, leur excuse était

[1] Adresse du Comité central helvétique pour les affaires de Pologne au Comité central franco-polonais à Paris (15 mai 1863).
[2] *L'Insurrection polonaise*, par le comte Montalembert, Paris 1863.

dans la situation difficile du pays à ces deux époques, mais il n'y avait aucune raison pour hésiter en 1863 quand un seul discours de Napoléon III pouvait faire trembler tous les cabinets d'Europe. C'était au moins ce qu'on croyait à Paris.

Au Sénat, le prince Napoléon, cousin de l'empereur, fit un violent réquisitoire contre la Russie, dont sa mère avait reçu jadis une pension, comme l'ambassadeur du tsar se plut à le rappeler au ministre des Affaires étrangères en insinuant que le prince « avait mordu la main qui l'avait nourri ». Ces violences de langage et cette agitation ne faisaient pas le compte du gouvernement français, déjà très embarrassé par cette insurrection polonaise qui venait déranger tous ses plans d'alliance avec la Russie. Deux ans plus tôt, pendant les massacres de Varsovie, le *Moniteur* avait inséré cette note significative du 27 avril 1861 :

Les événements de Varsovie ont été unanimement appréciés par la presse française avec les sentiments de sympathie traditionnelle que la Pologne a toujours éveillés dans l'Occident de l'Europe. Ces témoignages d'intérêt cependant serviraient mal la cause à laquelle ils s'adressent, s'ils avaient pour effet d'égarer l'opinion publique en laissant supposer que le gouvernement de l'Empereur encourage des espérances qu'il ne pourrait satisfaire. Les idées généreuses dont l'empereur Alexandre n'a cessé de se montrer animé depuis son avènement au trône et qu'atteste si hautement la grande mesure de l'émancipation des paysans, sont un gage certain de son désir de réaliser aussi les améliorations que comporte l'état de la Pologne, et il faut faire des vœux pour qu'il n'en soit

pas empêché par des manifestations de nature à mettre la dignité et les intérêts politiques de l'Empire russe en antagonisme avec les dispositions de son souverain.

Ce fut M. Billault, ministre sans portefeuille, qui dut exposer la politique impériale devant le Sénat dans la séance du 19 mars 1863. Il repoussait toutes les tentations « d'imprudence aventureuse » et faisait prévoir une démarche concertée avec les autres puissances :

« La question de la Pologne est éminemment européenne. Nous n'y avons ni une politique particulière ni une action isolée ; elle intéresse et oblige autant les autres grandes puissances que nous. Elles se doivent à elles-mêmes (si elles ont le sentiment du bien, du droit, du juste, de la civilisation), elles se doivent à elles-mêmes de se joindre à nous et, pratiquant avec nous cette politique à la fois pacifique et libérale, d'essayer de faire comprendre à la Prusse et à la Russie leurs vrais intérêts et les nôtres, en leur expliquant ce que l'humanité, la paix de l'Europe, la nécessité leur imposent de faire pour elles-mêmes. »

Pour bien montrer qu'il n'entendait pas se laisser entraîner dans une guerre pro-polonaise, l'empereur fit publier au *Moniteur* la lettre suivante qui parut dans le numéro du 22 mars 1863 :

Paris, le 21 mars 1863.

Mon cher M. Billault,

Je viens de lire votre discours, et comme toujours, j'ai été heureux de trouver en vous un interprète si fidèle et si éloquent de ma politique. Vous avez su concilier l'expres-

sion de nos sympathies pour une cause chère à la France avec les égards dus à des souverains et à des gouvernements étrangers. Vos paroles ont été sur tous les points conformes à ma pensée et je repousse toute autre interprétation de mes sentiments. Croyez à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Désireux de ménager le tsar, Napoléon III entendait diriger la campagne diplomatique avant tout contre la Prusse et tâcher d'y entraîner l'Angleterre pour la brouiller avec Berlin. Ce fut le contraire qui arriva. Lord Russell évita le piège et ce fut l'entente franco-russe qui sortit la plus compromise de toute cette affaire.

Au nom du gouvernement français M. Drouyn de Lhuys insistait sur le fait que la convention militaire germano-russe donnait aux événements de Pologne un caractère international : « Un semblable accord n'a pas seulement pour conséquence d'étendre le théâtre des hostilités ; il crée une situation nouvelle et transforme un incident des affaires de Pologne en une question européenne [1]. » « ...En intervenant d'une manière plus ou moins directe dans le conflit, le cabinet de Berlin n'accepte pas seulement la responsabilité des mesures de répression adoptées par la Russie, il réveille l'idée d'une solidarité entre les différentes populations de l'ancienne Pologne [2]. »

La grande remontrance européenne, organisée par

[1] Annexe à la dépêche du 21 février 1863, M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, ambassadeur à Londres : projet d'une note collective au gouvernement prussien, proposée à Lord Russell par le gouvernement français.

[2] Dépêche du 17 avril 1863, M. Drouyn de Lhuys au baron Talleyrand, ambassadeur de France à Berlin.

Napoléon III, devait s'exprimer par des notes collectives, mais ni l'Angleterre, ni l'Autriche ne voulurent accepter ce procédé. A Berlin comme à Pétersbourg chacun agit de son côté. Tout ce qu'on put obtenir, ce fut une remise à peu près simultanée des trois dépêches au prince Gortchakoff dans la matinée du 17 avril 1863. Lord Russell avait obtenu de l'Espagne, du Portugal et de la Suède qu'elles appuieraient ces démarches comme signataires du traité de Vienne en adressant aussi des notes séparées au gouvernement russe. Le 23 mars la Chambre des députés à Lisbonne avait même voté une résolution unanime dans ce sens.

Cette action diplomatique n'avait de collective que l'apparence et les points de vue étaient si différents que la Russie n'eut pas lieu d'en être bien effrayée. L'Angleterre s'en tenait comme toujours au Congrès de Vienne et aux engagements pris en 1815, l'Autriche se plaignait des répercussions possibles de la guerre en Galicie, l'Espagne souhaitait l'apaisement général, la France proposait le rétablissement d'une vraie Pologne avec un grand-duc sur le trône royal.

Or cette dernière idée n'avait pas de plus grand adversaire que lord Napier, l'ambassadeur britannique à Pétersbourg, qui déconseillait énergiquement à son gouvernement de favoriser des projets pareils. Dans une longue dépêche à lord Russell, datée du 6 avril 1863, le diplomate anglais exposait en détail les objections principales à la reconstitution d'une Pologne indépendante et terminait par cette conclusion :

Ce serait la fondation d'un grand Etat catholique, militaire et agressif, en proie à toutes les excitations de la vengeance et de l'espoir, inspiré par les plus fortes animosités contre la Russie et la Prusse et par les plus chaudes sympathies pour la France...

Si mes réflexions étaient publiées en Angleterre, je présume que j'encourrais le double reproche d'être froid pour la cause polonaise et pour celle des institutions représentatives. A la première imputation je plaiderais coupable dans la mesure où je préfère ce que je crois être les intérêts de l'Angleterre et de l'Allemagne aux aspirations de la race polonaise ; quant à la seconde, je la repousserais complètement. La cause de la liberté humaine et des institutions parlementaires est en marche en Russie aussi bien qu'en Pologne, en marche sur un terrain plus vaste et avec une plus grande chance de succès peut-être chez une race nullement inférieure aux Polonais en qualités naturelles [1].

Si l'on rapproche aujourd'hui cette dépêche de celle où Lord Napier faisait l'éloge du marquis Wielopolski, l'on a moins de peine à comprendre la défiance inspirée à ses compatriotes par ce dernier, qui leur semblait en vérité poursuivre une politique plus russe que polonaise.

Le prince Gortchakoff accepta la conversation « sur la base et dans les limites du Traité de Vienne ». La discussion dura longtemps. Le gouvernement bri-

[1] Si elle avait été connue, cette dépêche n'aurait pas manqué, en effet, de provoquer des protestations indignées au Palais de Westminster. Aussi Lord Russell, au lieu de la publier dans la correspondance diplomatique distribuée au Parlement, se borna-t-il à la consigner dans ses archives, où elle fut découverte après sa mort. Comparer les cahiers officiels de 1863 avec l'édition complète de la *Confidential correspondence of the British government concerning the insurrection in Poland in 1863*, publiée par M. Filipowicz, d'après les archives de la famille Russell. (Cracovie et Paris, Lesoudier, 1914.)

tannique rappelait son droit d'intervenir comme signataire du traité de Vienne :

Le prince Gortchakoff soutient, comme ses prédécesseurs en charge l'ont fait en d'autres occasions, que la répression de cette révolte déliait la Russie de tous ses engagements du traité de Vienne à l'égard de la Pologne et laissait à l'Empereur de Russie la pleine liberté de traiter le Royaume de Pologne comme un pays conquis et de disposer de sa population et de ses institutions à sa guise. Mais le gouvernement de Sa Majesté ne peut acquiescer à une doctrine qu'il considère comme si contraire à la bonne foi, si nuisible au respect des traités et si fatale à tous les liens internationaux qui maintiennent la communauté des Etats européens.

Si l'Empereur avait possédé la Pologne comme une partie intégrante des anciens domaines de sa couronne ou s'il l'avait acquise par le seul succès de ses armes sans le concours ni le consentement d'aucune autre puissance, il aurait pu soutenir que la force vaut le droit et, sans écouter ce que la générosité et la justice pouvaient lui dicter, il aurait pu châtier la rébellion temporaire d'une partie de ses sujets polonais en les privant tous et tous leurs descendants à jamais des privilèges et des institutions que son prédécesseur avait jugés essentiels au bonheur et à la prospérité du Royaume de Pologne.

Mais la position du souverain russe par rapport à la Pologne était entièrement différente. Il possédait ce royaume de par une stipulation solennelle d'un traité qu'il avait conclu avec la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Prusse, le Portugal, l'Espagne et la Suède, et la révolte des Polonais ne pouvait ni le délier des engagements ainsi contractés, ni effacer sa signature et celles des plénipotentiaires qui avaient ratifié ces engagements.

La question ayant été soulevée de savoir si les engagements que la Russie a contractés par le traité de Vienne ont été et sont aujourd'hui fidèlement exécutés, le gou-

vernement de Sa Majesté se sent obligé à son grand regret de déclarer qu'il faut répondre à cette question par la négative [1].

Le jour même où il envoyait cette dépêche à Pétersbourg, Lord Russell discutait à Londres avec le baron Brunnow, ambassadeur du tsar, et celui-ci lui représentait combien il serait difficile à son maître d'accorder à la Pologne des libertés qui étaient refusées aux Russes. « Pourquoi ne pourrait-on pas donner des institutions démocratiques à la Russie aussi ? » demanda le ministre anglais non sans naïveté [2]. Le mot fit sensation.

Le prince Gortchakoff maintint que la Constitution du Royaume accordée par Alexandre Ier, n'ayant pas été insérée dans le traité de Vienne, devait être considérée comme un acte spontané, révocable à volonté. D'ailleurs si la Pologne était si difficile à contenter, c'était la faute de ses amis d'Occident :

Si le gouvernement britannique relève le contre-coup que les troubles de Pologne exercent sur le repos de l'Europe, nous devons être encore plus frappés de l'influence que les excitations de l'Europe ont été de tout temps en possession d'exercer sur la tranquillité de la Pologne... Son repos n'a été troublé en 1830 qu'à la suite des commotions venues du dehors ; dix-huit ans plus tard, en 1848, alors que l'Europe presque toute entière était bouleversée par la révolution, le Royaume de Pologne a su conserver la tranquillité. Nous sommes persuadés qu'il en serait de même aujourd'hui, sans les instigations permanentes du parti de la Révolution cosmopolite. Si ce parti, voué

[1] Dépêche du 10 avril 1863, Lord Russell à Lord Napier.
[2] Seconde dépêche du 10 avril 1863, *id.*

partout au renversement de l'ordre, concentre aujourd'hui toute son activité sur la Pologne, on commettrait une grave erreur en supposant que ses aspirations s'arrêtent à cette limite. Ce qu'il cherche, c'est un levier pour bouleverser le reste de l'Europe[1].

En agitant ce fantôme on espérait effrayer la bourgeoisie commerçante et la finance étrangère, ennemies de tout changement. Le même argument se retrouve encore dans une brochure officieuse publiée par la librairie de la Cour impériale à Pétersbourg en réponse au virulent discours prononcé par Eugène Pelletan au Palais Bourbon[2]. Pour la diplomatie russe le martyre de la nation polonaise n'est qu'une « invention » du parti révolutionnaire occidental et un prétexte à fomenter des désordres :

Non seulement la Russie ne pesait pas sur la Pologne, mais c'était elle au contraire qui lésait les intérêts de la Russie...

N'y a-t-il pas une mauvaise foi évidente à ne voir dans les fameuses démonstrations de Varsovie qu'un passe-temps inoffensif et que de la cruauté dans les mesures répressives auxquelles elles donnent lieu ? Ces chants religieux, si doux et si émouvants pour les oreilles de MM. Saint-Marc Girardin et Pelletan, sont des prières d'un genre nouveau, adressées non pas au ciel, mais à la terre et aux passions révolutionnaires qu'elles mettent en feu. Les toilettes noires sont l'équivalent d'un mot d'ordre, un signe de ralliement, un drapeau insurrectionnel déployé ostensiblement sur la place publique.

Si le drapeau rouge de 93 ou le drapeau blanc des Vendéens étaient portés processionnellement dans les rues

[1] Le prince Gortchakoff au baron Brunnow, dépêche du 14/26 avril 1863.

[2] Corps législatif, séance du 28 janvier 1864.

de Paris, le devoir du gouvernement, dans l'intérêt du pays au moins autant que dans le sien, ne serait-il pas de sévir avec rigueur contre de pareilles démonstrations [1] ?

Malgré la perfidie trop apparente de telles comparaisons, les arguments de ce genre n'étaient pas sans faire quelque impression sur les esprits timorés. Ce qui nuisait le plus à la Pologne auprès des gens en place, en France ou ailleurs, c'était évidemment la bruyante sympathie que lui avaient témoignée jusqu'ici les milieux avancés. Alors que d'éloquents prélats célébraient dans les églises de France l'admirable constance « d'un grand peuple immortel », un évêque méfiant, Mgr. Dupanloup, avait exprimé publiquement la crainte de voir les « vautours de la révolution » s'emparer de la cause polonaise. Quinze brochures lui répondirent. Celle de Pelletan répliquait avec feu :

Ne changeons pas les rôles ! Les vautours, Monseigneur, mâles ou femelles, ce sont les êtres couronnés qui, du fond de leur palais, au milieu des violons, des fleurs, des danses, des tableaux vivants de femmes nues, disent à un peuple de mourir, puis attendent que la mort ait fait son œuvre pour fondre sur leur proie et pour la dévorer sans danger. La victoire n'éteint pas même leur fureur ; vainqueurs, ils tuent et ils proscrivent encore. Ah ! si les neiges de Sibérie pouvaient parler [2] !

Comme l'insurrection se prolongeait et s'étendait à l'Ukraine et à la Lithuanie, les puissances occidentales profitèrent de l'embarras de la Russie pour faire de nouvelles démarches simultanées le 16 juin

[1] La question polonaise et M. Pelletan. Saint-Pétersbourg, 1864
[2] *Le crime*, par Eugène Pelletan, Paris, chez Pagnière, 1863.

1863. Les différentes notes demandaient toutes pour la Pologne un régime parlementaire avec autonomie nationale et fonctionnaires choisis dans le pays, mais il y avait encore de telles divergences dans les détails que le prince Gortchakoff put les exploiter habilement pour refuser d'accéder au point principal. Il répondit que le tsar était seul juge des mesures qui convenaient à la Pologne et fit appel à l'opinion publique russe pour protester contre les interventions étrangères et justifier des répressions plus sévères contre les révoltés polonais.

Les choses allaient prendre une tournure plus grave en août 1863. Les trois puissances revinrent à la charge et la note française était si ferme cette fois que le tsar songea presque à déclarer la guerre à Napoléon, mais, comme Bismarck refusait de se joindre à la Russie, Alexandre en fut réduit à faire le poing dans sa poche et son chancelier se contenta de répliquer vertement en priant les cabinets d'Occident de bien vouloir se mêler de leurs propres affaires.

Napoléon III n'était pas disposé non plus à se laisser entraîner à la guerre à cause de la Pologne. Comme toutes les guerres finissent toujours par une conférence, il trouvait beaucoup plus simple de convoquer tout de suite un congrès des puissances pour remanier la carte européenne au mieux des intérêts de chacun. C'était d'ailleurs une idée qui lui était chère depuis longtemps et à laquelle il revenait volontiers. Considérant les traités de 1815 comme périmés, il proposa donc le 4 novembre une conférence diplomatique internationale.

La Russie ne repoussa pas le projet. Ce fut pour l'Angleterre une raison de plus d'y opposer un refus énergique. Enchanté de ce désaccord, Bismarck s'occupait activement de préparer l'annexion du Schleswig-Holstein aux dépens du Danemark pendant que l'attention de l'Europe était retenue ailleurs.

En effet l'idée de reviser les traités de Vienne passionnait l'opinion publique et la presse de tous pays la discutait avec ardeur. Cette fois Mgr. Dupanloup n'eût pas pu reprocher à la cause polonaise d'être avant tout défendue par les socialistes, car c'est contre elle que P.-J. Proudhon dirigea sa fameuse étude : *Si les traités de 1815 ont cessé d'exister*[1]. Il nourrissait une haine implacable à l'égard de cette noblesse polonaise et catholique, si populaire en France :

Chose intolérable, qui me fait monter le sang au visage, la Pologne aristocratique a le verbe plus haut à Paris qu'aucun de nos vieux partis ; elle jouit de plus d'autorité que le suffrage universel lui-même. Elle trouve simple aujourd'hui de faire servir à ses desseins notre naïveté chauvinique, dût-il nous en coûter l'invasion et la banqueroute, dût l'Europe entière s'écrouler sur nous. La Pologne régente de haut la politique du gouvernement, elle dispose de toute la presse, tandis qu'à nous, républicains de Février, on ne permet pas d'avoir un carré de papier périodique où nous puissions exhaler nos plaintes et déposer nos espérances. Elle domine dans les conseils de cette soi-disant opposition, que nous entendrons bientôt reprocher au gouvernement impérial les 200 millions dépensés au Mexique, pendant qu'elle demandera un milliard et cent cinquante mille hommes pour la Pologne...

[1] Chez Dentu, Paris, 1863.

La Pologne pérore, lance des défis, donne des démentis, fait rage au Sénat, elle prêche par la bouche de nos évêques, elle dogmatise à l'Académie, je crois même qu'elle s'essaye à la narration dans nos lycées. Bientôt nous ne penserons, nous ne raisonnerons et ne conclurons plus que par la Pologne...

A quoi bon cette pétition de nationalité ? A quoi bon ce rétablissement de la Pologne dans ses anciennes limites? Polonais, à quoi bon ce démembrement de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche, en réparation du vôtre ? A quoi bon ce remaniement de l'Europe ?

Ce que vous voulez, aujourd'hui comme autrefois, comme toujours, car vous êtes nobles, c'est d'exploiter, c'est de régner... Je proteste contre cette trahison envers les peuples. A l'exemple de vos ancêtres je vous oppose mon *veto* de citoyen français : Polonais, le passé, le présent, l'avenir ; la liberté, le progrès, le droit, la Révolution et les traités, tout vous condamne. Votre seule gloire désormais est d'accepter votre condamnation. Hésiter à vous serait indigne.

Une pluie de brochures répondit aux imprécations de Proudhon comme à celles d'Emile de Girardin, qui avait fait de *la Presse* le seul grand journal russophile à Paris ; mais les meilleurs publicistes de la cause polonaise ne pouvaient nier l'incohérence et les contradictions de la diplomatie française, qui s'était appuyée pendant si longtemps sur le traité de Vienne pour intervenir en faveur de la Pologne et qui, subitement, proposait de l'abroger pour rouvrir une discussion générale.

L'Angleterre était sévère pour une pareille méthode et n'entendait point remettre en question les points du traité qui lui convenaient et qui la touchaient de près. Lord Russell avait imaginé quelque chose de

beaucoup plus simple en octobre déjà : si les arrangements de 1815 s'étaient montrés insuffisants à garantir la tranquillité de la Pologne, il n'y avait qu'à régler à nouveau cette question-là sans toucher aux autres et en mettant les frais à la charge du tsar. On avait donc préparé au Foreign Office une note qui déclarait l'empereur déchu de ses droits sur la Pologne « pour n'avoir pas rempli les conditions en vertu desquelles la Russie avait obtenu ce Royaume en 1815 ». Lue au Conseil de la Couronne, approuvée par Lord Palmerston et communiquée au gouvernement français, la note fut expédiée à Lord Napier, qui avait été déjà prié d'informer le prince Gortchakoff d'une communication importante qu'il aurait bientôt l'honneur de lui transmettre.

Au moment où le courrier traversait l'Allemagne, une dépêche de Londres l'arrêta subitement, tandis que Lord Napier recevait de son côté l'avis qu'il ne serait plus donné suite à « l'importante communication ». Il se trouvait que Bismarck venait d'envoyer le comte Bernsdorff au Foreign Office pour avertir Lord Russell que, si l'Angleterre déclarait le tsar déchu de ses droits sur la Pologne pour avoir violé le traité de Vienne, la Prusse pourrait fort bien considérer de son côté le roi du Danemark comme déchu de ses droits sur le Schleswig-Holstein pour n'avoir pas rempli toutes les obligations du traité de Londres.

Lord Russell en fut réduit à rappeler son courrier et à déchirer la note. Quant à la France, on l'avait ainsi laissée en plan, à deux doigts d'une rupture

avec la Russie. Heureusement pour M. Drouyn de Lhuys que l'expérience l'avait rendu prudent. Il avait attendu pour intervenir d'être bien sûr que le prince Gortchakoff aurait reçu la note britannique: « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! »

Or, le 20 octobre 1863, l'Angleterre, ayant remplacé la communication sévère par une dépêche plus agréable au tsar, avait donné quittance à la Russie des affaires de Pologne en l'informant qu'elle renonçait à toute controverse ultérieure à ce sujet.

C'est ainsi que l'infortunée Pologne avait été sacrifiée une fois encore à des intrigues diplomatiques, tandis que Bismarck avait mieux compris que jamais le parti qu'il pouvait tirer de la rivalité franco-anglaise. En 1864 il put faire la guerre au Danemark et lui arracher ses deux provinces avec le consentement du tsar. La question polonaise lui avait servi pour séparer d'une part la Russie de l'Occident et pour diviser d'autre part les puissances occidentales en préparant ainsi les événements de 1870.

Le fantastique projet de Napoléon III resta dans le domaine des chimères, et l'Europe, au lieu d'assister à un congrès général de la paix, s'achemina de plus en plus vers une guerre qui ne pouvait en rien sauver la liberté des Polonais, au contraire.

Non seulement l'intervention diplomatique n'avait pas réussi à rendre à la Pologne un régime légal, mais elle ne sut pas même la préserver des représailles cruelles. Le pays fut couvert de gibets. On déporta dix-huit mille patriotes en Sibérie et la population de Varsovie alla pendant des semaines saluer à la

gare les trains d'exilés qui partaient la nuit parmi des pleurs.

Encouragés par la sympathie de Napoléon III, qui avait insisté sur la *durée* de l'insurrection, les Polonais avaient lutté pendant deux ans et s'étaient épuisés par un effort de résistance inouï. Au bout du compte ils étaient plus que jamais abandonnés à leur sort. L'heure de la résurrection n'avait pas encore sonné pour leur patrie, et le couvercle noir de son cercueil retombait lourdement sur son corps tout sanglant.

Aujourd'hui les enfants des écoles de Varsovie sont parfois conduits en pèlerinage au terrain vague de la citadelle, où s'élève, solitaire, une haute croix de bois sombre. De nombreuses couronnes cachent les noms respectés de Traugut et de ses compagnons. C'est là que furent pendus les membres du gouvernement national de 1863. L'un d'eux avait écrit à sa femme à la veille de son exécution : « Je meurs heureux. La question paysanne est résolue. Le paysan libre travaillera sur sa terre libre. Je ne serai pas mort pour rien. »

En effet le gouvernement provisoire de la Pologne insurgée avait proclamé l'abolition de la corvée et l'émancipation complète des paysans. La Russie impériale ne voulut pas faire moins et pensa profiter de ce moyen pour s'attirer les sympathies du peuple agraire et les tourner contre les intellectuels et le clergé polonais. Elle n'y réussit guère. Les paysans ne voulurent pas se rallier au régime politique établi dans leur pays depuis l'insurrection jusqu'en 1915. Ils

furent heureux de posséder leur terre mais ils n'oublièrent pas le patrimoine de l'âme et restèrent fidèles à leur idéal d'indépendance nationale. Qui les a vus hier encore, penchés sur leurs plaines dévastées par la guerre, les a trouvés calmes et stoïques, mais protestant toujours contre ceux qui persécutaient leurs écoles et leur Eglise, auxquelles ils tiennent tant.

Outre le profit social de la réforme agraire, l'insurrection de 1863 valut encore aux Polonais une consolation morale, très platonique sans doute, mais pourtant bien faite pour les émouvoir profondément après toutes les déceptions qu'ils venaient de souffrir. Moins hésitant que son prédécesseur de 1830, Pie IX osa flétrir publiquement les violences du tsar envers une grande nation catholique, et l'idée ne lui vint pas de blâmer les Polonais de leur insurrection, au contraire. En avril 1864 le pape fit à Rome un discours sévère et digne à la fois, qui sonnait devant le monde entier comme un juste verdict :

Le sang des faibles et des innocents crie vengeance devant le trône de l'Eternel contre ceux qui le répandent. Et de nos jours ne voyons-nous pas aussi un sang innocent versé dans un pays catholique, dans la malheureuse Pologne, où cette même religion catholique, pour laquelle saint Fidèle donna sa vie, est si cruellement persécutée. J'aurais voulu ne pas parler avant le prochain consistoire, mais je crains en gardant plus longtemps le silence, d'attirer sur moi la punition céleste annoncée par les prophètes à ceux qui laissent commettre l'iniquité : *Væ mihi quia tacui!* La conscience me force d'élever la voix contre ce souverain puissant dont les Etats s'étendent jusqu'au pôle.

Ecoutez ! voici ce puissant monarque qui ose aussi s'appeler catholique, étant en dehors de notre sainte Eglise, et qui oublie le jugement de Dieu qui l'attend pour ses forfaits. Ce monarque persécute avec une féroce cruauté la nation polonaise, et il a entrepris l'œuvre impie d'extirper la religion catholique en Pologne et d'y introduire de force le schisme.

Les prêtres de cette nation catholique sont arrachés de force à leur troupeau, d'autres sont exilés, d'autres encore sont condamnés aux travaux forcés ou à des punitions infamantes ; heureux sont encore ceux qui ont pu fuir, et qui maintenant errent sans asile sur la terre étrangère ! Les églises sont profanées, d'autres sont fermées à cause de l'absence des prêtres. Enfin cet arrogant potentat s'est arrogé un pouvoir que le vicaire du Christ ne possède même pas : après avoir arraché à son diocèse, exilé et tenu en captivité depuis un an notre bien-aimé fils, l'archevêque de Varsovie, il a osé le destituer de cette charge que nous lui avions conférée. En jetant l'opprobre contre de tels actes, nous ne pensons nullement donner par là un encouragement à la révolution européenne.

Nous savons bien faire une différence entre la révolution sociale et les légitimes droits d'une nation qui lutte pour son indépendance et pour le salut de la religion. En flétrissant les persécuteurs de la religion catholique, nous remplissons un devoir sacré de notre conscience ; voilà pourquoi j'ai dû vous faire part des tristes nouvelles reçues de ce malheureux pays, pour lequel nous devons redoubler de prières. Nous déclarons en conséquence, que nous donnons notre bénédiction apostolique à tous ceux qui, dans la journée d'aujourd'hui, auront prié pour la Pologne. Prions tous pour elle[1].

Le Tsar sentit l'affront d'un tel réquisitoire. La conséquence assez rapide en fut l'abrogation du Con-

[1] Allocution prononcée le 24 avril 1864 le jour de la célébration de Saint-Fidèle de Sigmaringen.

cordat de 1847 après une scène dramatique au Vatican. A l'occasion des fêtes de Noël, en 1865, le baron de Meyendorff, chargé d'affaires de Russie auprès du Saint-Siège, fut reçu par le Pape en audience officielle. Offensé des reproches que se permit le diplomate au cours de l'entretien, Pie IX indigné le mit à la porte.

Le scandale fut grand. Pendant plusieurs années les relations diplomatiques restèrent interrompues entre Saint-Pétersbourg et Rome.

Comme le remarquait avec raison l'un des plus ardents champions de la cause polonaise en France, Anatole de La Forge [1], Pie IX est le seul souverain qui soit venu en aide, avec les armes dont il disposait, à la Pologne écrasée et persécutée par le tsar.

[1] Anatole de La Forge : *La Pologne en 1864, lettres à M. Emile de Girardin.* Paris, 1864.

CHAPITRE XXV

Les trois régimes

La Pologne oubliée. — Le cri de Floquet. — Prédiction du marquis de Noailles. — Fondation du Musée de Rapperswil en 1868. — Persécution des Uniates. — Rupture entre le saint-siège et la Russie en 1877.

Le régime prussien.— *Kulturkampf.*— Bismarck et la colonisation. — *Ostmarkenverein.* — Hansemann, Kennemann et Tiedemann. — Discours de Bismarck et du prince Sapieha. — Affaire de Wreschen. — Le prince de Bülow et l'expropriation. — Résistance victorieuse des Polonais.

Le régime autrichien. — Le comte Goluchowski. — L'autonomie de la Galicie. — Citation du marquis de Noailles. — Les députés polonais à Vienne. — Les écoles. — Le rayonnement de Cracovie. — Le Piémont de la Pologne. — Profit de l'Autriche. — *Divide et impera.* — Polonais et Ruthènes. — Un avertissement de Montalembert. — Inquiétude russe.

Lr régime russe. — En Lithuanie. — Massacre de Krozé. — La terre et la langue. — La Pologne et les nationalités voisines. — Russification du Royaume. — Mensonge et corruption. — La révolution de 1905. — La Douma. — L'annexion de Chelm. — Le silence de l'Europe.

Il sembla désormais que la question polonaise eût presque entièrement disparu des préoccupations de l'Europe. En juin 1867, quand le tsar Alexandre II vint en France, il se trouva bien à Paris, sur les escaliers du Palais de Justice, un avocat [1] pour lui crier: « Vive la Pologne, Monsieur ! » Mais, en vérité, ce n'était plus qu'un noble écho des sympathies populaires qui avaient

[1] Charles-Thomas Floquet, plus tard président du Conseil, était à cette époque collaborateur politique du *Temps*.

agité l'opinion pendant si longtemps. L'année précédente, le corps législatif avait refusé même la discussion d'un amendement présenté par Carnot, Garnier-Pagès, Jules Simon et Pelletan. En 1870, la Pologne pleura comme un nouveau malheur pour elle-même la victoire prussienne et l'écrasement de la France, qui devrait cesser dès lors de penser aux autres pour songer à se refaire sa position de grande puissance. Pour s'assurer quelque appui militaire contre une Allemagne envahissante, la République finit par conclure cette fameuse alliance avec la Russie, que l'Empire avait tant souhaitée. Le marquis de Noailles, un diplomate français qui connaissait bien la question polonaise, avait déjà mis son pays en garde contre l'illusion d'un oubli dangereux :

« Quelle que soit du reste la valeur de l'alliance franco-russe, écrivait-il en 1863, la Pologne en sera toujours le trouble-fête. Au moment où l'on croira recueillir les fruits de cette alliance, éclatera inopinément quelqu'une de ces convulsions périodiques de la Pologne ; la Russie se livrera contre ce malheureux peuple à ses violences habituelles ; l'opinion publique de la France en témoignera son indignation, et l'alliance franco-russe se verra péniblement entravée [1]. »

En attendant que les expériences du XXe siècle eussent montré la justesse de cette observation, il ne fut donc plus guère question de la Pologne en France. La presse fit l silence en tous cas sur la Pologne russe, car le sujet devenait délicat. Seuls les événements de

[1] *La Pologne et ses frontières*, Paris, Amyot, 1863.

Posnanie furent encore assez vivement commentés par haine de la Prusse, de sorte que la cause polonaise, après avoir été considérée pendant si longtemps par les Français comme essentiellement anti-russe, finit par passer graduellement à leurs yeux pour une cause anti-allemande avant tout.

En 1865, une grande partie de la jeunesse insurgée avait dû s'exiler à l'étranger pour échapper aux persécutions du gouvernement russe. La nouvelle émigration polonaise décida de chercher en Suisse un refuge pour les souvenirs nationaux de sa patrie. C'est ainsi que le comte Plater en vint à restaurer le vieux château de Rapperswil, au bord du lac de Zurich, pour y établir en 1868 le musée historique et les archives qui s'y trouvent encore aujourd'hui.

Neuf ans plus tard, en 1877, la persécution des Uniates par le gouvernement russe vint réveiller l'attention de l'Europe occidentale sur les affaires de Pologne. Au Parlement anglais un vif débat s'engagea sur ces événements, tandis qu'à Rome le pape décidait une nouvelle rupture des relations diplomatiques avec la Russie à la suite d'un brutal affront du prince Ouroussoff, qui refusa de transmettre à Pétersbourg les réclamations du saint-siège[1].

[1] Le prince Ouroussoff représentait le gouvernement du tasr auprès du Vatican. C'est le 10 août 1877 que l'éminentissime secrétaire d'Etat lui écrivit la lettre suivante :

« Prince,

» Par suite de l'outrage fait au Saint-Siège par Votre Excellence, outrage dont il ne se trouve pas d'autre exemple dans l'histoire des rapports du Saint-Siège avec les gouvernements étrangers, — c'est-à-dire par suite de ce que V. Ex., sans même en accuser réception pendant deux semaines, nous a renvoyé une importante communication diplomatique que je lui avais faite pour être envoyée au gouverne-

Ce fut la dernière intervention de l'Occident. A part cet épisode, les Polonais restèrent parfaitement seuls en face de leurs oppresseurs pendant une période prolongée, dont l'histoire détaillée serait mieux en place dans une étude ultérieure comme introduction aux événements du xx[e] siècle. En attendant l'heure de publier une telle étude, un exposé très sommaire des trois régimes imposés aux Polonais servira de conclusion logique au présent volume.

Abandonnée par les puissances, la question polonaise avait cessé pour un temps d'être un problème international pour devenir une question intérieure allemande, autrichienne et russe. Dans chacun des trois empires, les meilleurs fils du pays démembré luttèrent pour sauvegarder au moins leur nationalité menacée, en attendant patiemment qu'une rupture de l'équilibre européen vienne remettre leur sort au premier rang des questions mondiales.

LE RÉGIME PRUSSIEN

En 1848, Bismarck, encore inconnu, avait senti la honte lui monter au cœur en voyant son roi forcé de recevoir, tête nue, les prisonniers politiques polonais délivrés par la révolution de Berlin. Il n'aimait pas la Pologne et comptait bâtir l'Empire de l'Aigle noir sur les ruines de l'ancienne République de l'Aigle blanc. On le vit bien en 1863.

ment impérial de Russie, — le Saint-Père, après mûre réflexion, a résolu de vous faire connaître, par mon intermédiaire, qu'en se refusant à la simple transmission des documents susdits, V. Ex. a rendu inutile la continuation des rapports qu'elle a entretenus jusqu'ici avec le secrétaire d'Etat... »

Sitôt l'Autriche et la France vaincues, il commence en 1871 son Kulturkampf acharné contre l'Eglise catholique. Il visait avant tout les provinces polonaises. Le résultat le plus clair fut de rendre un temps leur cause très populaire chez tous les autres catholiques d'Allemagne et de renforcer puissamment le parti du centre. Il s'était trompé là-dessus comme sur le socialisme, dont il devait doubler la force par ses persécutions brutales et maladroites.

Consacrant sa vie à réaliser l'unité allemande, Bismarck ne pouvait supporter ces députés polonais qui réclamaient sans cesse au Reichstag leur droit de rester en dehors de cette entité nationale et qui refusaient chaque année de voter les crédits militaires. Il résolut de les briser. Un piteux échec répondit à ses efforts : il excita bien au contraire une flamme qui brilla de plus belle au point d'empêcher son sommeil.

Outre l'Eglise, il y avait encore la langue et la terre, qui restaient des éléments puissants de résistance à la germanisation. Bismarck étendit la lutte à ces deux domaines. En 1873, la langue allemande est imposée dans toutes les écoles. Il n'y a plus que l'enseignement religieux qui se donne en polonais. Encore essaie-t-on même de le remplacer par des cours en allemand dans les écoles secondaires. Dès 1876 il n'y a plus qu'une seule langue officielle reconnue sur tout le territoire de l'Empire : partout l'administration, comme la justice, passe aux mains des Allemands.

En 1884, les Polonais originaires du Royaume ou de la Galicie doivent quitter la Posnanie au nombre de quarante mille. En 1886, le chancelier crée une com-

mission de colonisation qui dispose de cent millions de marks pour acheter des terres polonaises et y installer des colons prussiens. On établit d'abord de petits îlots d'Allemands, qu'on relie ensuite entre eux. On les groupe autour des villes, où l'élément germanique est déjà fort. Le péril est grand pour les Polonais.

A l'avènement de Guillaume II, la politique impériale se radoucit. Le chancelier Caprivi remplace bientôt Bismarck et fait des concessions. L'enseignement privé de la langue polonaise est autorisé. La germanisation subit un temps d'arrêt. A ces avances, les Polonais répondent en quittant leur attitude intransigeante et en nommant aux élections suivantes des députés loyalistes qui votent les crédits pour la marine à la grande joie de l'empereur. Guillaume II va les remercier en 1893 à Poznan, où il apparaît au balcon du palais épiscopal en train de fumer un cigare avec son hôte. Il y eut quelque enthousiasme pour cette réconciliation, mais elle ne devait pas durer.

Les pangermanistes sont furieux. Ils vont trouver Bismarck à Varzin, où il s'était retiré après sa disgrâce, et l'ancien chancelier prononce un virulent discours, immédiatement reproduit par toute la presse. On fonde avec son appui l'*Ostmarkenverein*, destiné à sauvegarder la culture germanique dans les marches orientales de l'Empire. Ces nouveaux chevaliers teutons comptaient parmi leurs chefs Hansemann, Kennemann et Tiedemann, les trois principaux fondateurs de l'ordre. C'est de leurs trois initiales, H. K. T., qu'on a formé le nom de *hakatistes*, qui sert depuis lors à

désigner leurs disciples et en général les fonctionnaires prussiens qui font du zèle anti-slave en Posnanie.

Les Polonais fêtaient à cette heure même la gloire de leurs beaux-Arts et de leur industrie par une magnifique exposition nationale à Léopol en Galicie. A la provocation du vieux Bismarck, le prince Sapieha répondit par un discours également reproduit par la presse et revendiquant tous les droits de la nation polonaise. La lutte allait recommencer. La démission du comte Caprivi donna le signal de nouvelles mesures d'oppression, que le prince de Bülow devait pousser à l'extrême.

En 1904, le Landtag prussien vota, par exemple, une loi d'exception qui obligeait les nouveaux propriétaires à demander l'autorisation de la police avant de bâtir une maison d'habitation sur la terre acquise. Il s'agissait d'établir un régime d'arbitraire pour répondre à la tactique des Polonais, qui rachetaient au fur et à mesure les terrains acquis par les Allemands. Dans cette lutte extraordinaire pour la propriété du sol national, l'énergie des persécutés fut absolument inlassable et les crédits impériaux fondirent comme la neige. Le seul résultat fut la hausse générale du prix des terrains.

La nationalité polonaise fut poursuivie jusque dans les noms de villages, qui furent germanisés d'office, et jusqu'à l'enseignement religieux dans les écoles primaires, où l'allemand fut imposé, même pour la prière. C'est à ce propos qu'on vit éclater les fameux incidents de Wreschen en 1901. L'inspecteur avait

donné l'ordre à l'instituteur d'infliger la peine corporelle — admise dans les écoles allemandes — aux enfants qui refuseraient de réciter l'oraison dominicale dans la seule langue officielle de l'Etat. D'un jour à l'autre, les tout-petits se transformèrent en martyrs et voulurent tous être battus pour avoir dit leur prière en polonais ou pour avoir chanté leur hymne national en sortant de classe. La presse de France et de Navarre tympanisa l'affaire de Wreschen comme celle de Saverne en 1914, et le gouvernement prussien se couvrit de honte et de ridicule par cette odieuse pédanterie.

En 1907, plus de cent mille enfants participèrent à la grève scolaire approuvée par les parents : il fallut force amende et prison pour obliger les familles à y mettre fin. L'année suivante, le prince de Bülow fit voter une loi qui donnait au gouvernement le droit d'exproprier la terre sous certaines conditions pour renforcer l'élément germanique. En fait, on n'osa presque pas la mettre en vigueur, tant l'indignation qu'elle provoqua fut violente. Par contre, on appliqua dès lors sans ménagement un règlement de police interdisant désormais les discours en polonais dans les districts ayant plus de 40% de population allemande.

A toutes ces mesures, les Polonais de Prusse ont répondu par une résistance acharnée. Ils ont battu les Allemands sur leur propre terrain. Ils ont fondé partout des clubs littéraires, des sociétés coopératives, des sections de gymnastique et de chant, des banques agricoles, des organisations puissantes de lutte économique et nationale. Ils boycottent le commerce des

Allemands, ils font le vide autour de leurs comptoirs, de sorte que beaucoup de colons s'en vont, découragés ou ruinés. Les instituteurs même demandent leur transfert, lassés d'être haïs par la population. Chose curieuse, on voit les enfants allemands se poloniser au contact de leurs petits camarades et au grand scandale des hakatistes, qui multiplient les tracts et les brochures pour mettre les parents en garde.

Jusqu'ici le polonisme a vaincu ses oppresseurs en Posnanie et ses progrès menacent même la prépondérance allemande en Silésie, où le nombre des députés polonais augmente à chaque élection. A ce contact journalier avec l'activité persévérante et méthodique de leurs ennemis, les Polonais de Prusse ont gagné en force de résistance nationale. Ils ont appris à travailler et à calculer. Ils ont compris la nécessité de l'ordre et de la discipline. De toutes les parties de l'ancienne Pologne indépendante, c'est la leur qui est la plus avancée à tous les points de vue, la seule où les paysans forment une classe instruite et bien organisée au point de vue économique et politique.

LE RÉGIME AUTRICHIEN

Nous avons vu précédemment quelle politique brutale et machiavélique à la fois l'Autriche avait poursuivie à l'égard de la Galicie. Les choses changèrent dès 1860, lorsqu'un Polonais, le comte Goluchowski, fut appelé comme premier ministre à Vienne. C'est lui qui obtint l'autonomie des différentes provinces de l'Empire et la fit garantir par le *diplôme impérial* du 20 octobre 1860.

Comme les autres, la Galicie obtint donc une diète provinciale, mais les centralistes du parti allemand modifièrent déjà ce régime l'année suivante. En 1866, après la guerre malheureuse avec la Prusse, on en revint aux tendances régionalistes et les Polonais surent en profiter.

Le marquis de Noailles avait placé quelque espoir dans une réconciliation de l'Autriche avec ses sujets de Galicie :

« La Pologne n'a pas été conquise, elle a été volée, écrivait-il en 1863. Le vol paraît avoir inspiré quelque remords à Marie-Thérèse. Le jeune empereur, son petit-neveu [1], qui occupe aujourd'hui le trône, se résoudra-t-il à une éclatante réparation ? Il en résulterait peut-être pour l'Autriche une position à laquelle elle n'est jamais encore parvenue [2]. »

L'Autriche ne comprit qu'à moitié ce point de vue, mais elle évolua cependant vers une reconnaissance lente et progressive du droit des différentes nationalités qui composent la population si diverse de la monarchie. Les lois fondamentales du 21 décembre 1867 ayant reconnu l'égalité de ce droit à chacune des nations de l'Empire, la Russie intervint pour demander qu'on n'appliquât pas ces libertés à la Galicie, qui pourrait ainsi devenir un danger de contagion pour les autres parties de l'ancienne Pologne. L'autonomie fut accordée quand même et l'égalité fut même dépassée dans l'autre sens, car les Polonais surent développer leur vie provinciale avec énergie et acquérir à Vienne une

[1] François-Joseph, mort en 1916.
[2] *La Pologne et ses frontières*, Paris, Amyot, 1863.

influence politique beaucoup plus importante que celle des autres Slaves.

Dès 1868, la diète convoquée à Léopol obtint que tous les fonctionnaires fussent polonais. Les tribunaux, l'administration, les écoles, toute la vie publique redevint nationale. Enfin, chose absolument nouvelle depuis les partages, le polonais fut désormais la langue officielle de la province.

A Vienne, au Parlement, les députés polonais, très nombreux, abandonnèrent les bancs de l'opposition pour soutenir le gouvernement et lui prêter l'appui de leurs voix en échange des concessions qu'ils obtenaient pour leur pays. Plusieurs d'entre eux devinrent ministres ou diplomates, et c'est ainsi que l'Autriche fut, jusqu'en 1916, le seul pays où les Polonais pussent faire leur école d'hommes d'Etat.

Suivant les meilleures traditions de l'ancienne Pologne, la Diète de Galicie donna tout de suite un essor extraordinaire à l'instruction publique. Le budget scolaire monta bientôt de 800 000 à 35 millions de couronnes. Les écoles primaires passèrent de 2400 à 5600, le nombre des élèves de 150 000 à un million deux cent mille. Au lieu de 20 gymnases ou lycées avec 7000 jeunes gens, il y en eut bientôt 110 avec 40 000 inscriptions. Une Ecole polytechnique, une Ecole des hautes études agricoles, deux académies commerciales et une industrielle vinrent compléter l'enseignement supérieur, déjà représenté par l'Université de Léopol et par celle de Cracovie, fondée au XIVe siècle.

Cet antique foyer d'études polonaises redevint le

centre actif du mouvement intellectuel et national. Des professeurs et des écrivains des trois lambeaux de la Pologne vinrent s'y fixer, tandis que les étudiants y affluaient aussi de toutes les régions de l'ancienne République. Derrière ses vieux remparts aux tourelles moyenageuses, la ville sacrée des Jagellons multiplia les monuments, les musées et les bibliothèques. Dans cette Cracovie où les souvenirs du passé magique se dressent à chaque pas devant les yeux du pèlerin, toute une jeunesse ardente bourdonnait d'espérance et de foi. On entendait vibrer cette ruche où régnait l'enthousiasme et la volonté fervente. On sentait au fond des cœurs la certitude absolue que la patrie devait renaître un jour.

Un souffle original et puissant renouvelait l'art polonais dans tous les domaines et mettait aux vitraux de Saint-François les couleurs flamboyantes d'un Wyspianski.

Les organisations politiques de toute espèce foisonnaient à deux pas de la frontière et, chaque nuit, quelque imprimé nouveau pénétrait en Pologne russe, caché sous les vêtements d'un voyageur audacieux, qui risquait la Sibérie. Au commencement du xxe siècle on vit des sociétés de gymnastique ou de chasse organiser des exercices en pleine forêt à trois heures du matin et préparer ainsi les fameuses légions polonaises qui devaient sortir de terre un beau jour, à la première occasion de guerre avec la Russie.

La Galicie était devenue pour un temps le Piémont de la Pologne irrédente.

Quant à l'Autriche, elle empochait annuellement

pour cent vingt millions d'impôts qui ne servaient pas à l'entretien du pays. En somme, les Polonais payaient double taxe, l'une au gouvernement impérial en échange de leur autonomie et l'autre à leur administration provinciale pour subvenir aux dépenses.

Ils devaient payer plus cher encore au point de vue moral. D'abord, leur politique loyaliste envers l'Autriche leur commandait une attitude forcément égoïste à l'égard des Tchèques et des Slovènes, dont ils abandonnaient la cause pour soutenir contre eux le cabinet impérial. Ensuite, à l'intérieur, ils en arrivaient à dénier aux Ruthènes les droits qu'ils avaient obtenus pour eux-mêmes. Or la Galicie orientale est habitée en majorité par cette population slave de même langue que les paysans d'Ukraine ou de Petite-Russie [1]. D'après la Constitution autrichienne du 21 décembre 1867, la langue ruthène est admise en Galicie orientale à côté du polonais pour les tribunaux, la diète et l'administration locale, mais tout le gouvernement de la province et presque tous les postes de fonctionnaires restaient aux mains des Polonais, qui disputaient âprement les crédits nécessaires au développement des écoles ukrainiennes. Il fallut de vraies luttes pour obtenir quelques chaires en langue ruthène à l'Université de Léopol. Le comte Potocki, statthalter de Galicie, fut même assassiné par un étudiant, indigné des brutalités ordonnées contre certains paysans pendant les élections.

La question nationale se complique en effet d'un

[1] On donne aujourd'hui le nom d'Ukrainiens à tous les ressortissants de cette nationalité ; mais c'est l'appellation de Ruthènes qui était en usage au XIX[e] siècle.

problème social aigu. Dans ce pays agricole à population ruthène, les Polonais occupent non seulement les principales villes, où ils forment souvent la majorité avec les Juifs, mais ils possèdent encore la grande propriété foncière, et les paysans nourrissent peu de sympathie pour la classe qui est au pouvoir dans tous les domaines à la fois. Il faut encore mentionner la différence de culte, qui joue un rôle assez considérable[1].

Depuis 1847, les Ruthènes ont réclamé la division de la Galicie en deux territoires séparés. Il y eut même à cette époque un décret impérial qui prévoyait la création d'une province de Cracovie et d'une province de Léopol, mais l'intervention des politiciens polonais fit échouer le projet. En 1861, Montalembert attira l'attention de ces derniers sur le danger de leur attitude :

« Je dois signaler ici, écrivait-il à la veille de l'insurrection, un péril sérieux que fait courir à la cause polonaise ce qu'on appelle la question ruthène. Il s'agit des populations russiennes qui habitent une partie de la Galicie, de la Lithuanie et des provinces méridionales de la Pologne et qui professent toutes le rite grec, soit catholique, soit schismatique. Traitées autrefois avec dédain et trop souvent avec dureté par la noblesse et le clergé du rite latin, ces populations ont conservé des rancunes et des défiances qui doivent éveiller la plus vive sollicitude chez les patriotes polonais[2] ».

Il va sans dire que l'Autriche sut habilement tirer parti de ces rancunes et la menace ruthène lui servit

[1] Tandis que les Polonais sont catholiques-romains, les Ruthènes sont en majorité uniates en Galicie et orthodoxes en Ukraine.
[2] *Une nation en deuil*, Paris, 1861, p. 22, note 1.

constamment de moyen de pression pour assurer la fidélité polonaise. « Divide et impera » fut pour elle plus qu'un principe, ce fut un vrai système de gouvernement. Quant à la Russie, elle aurait tout fait pour détruire ce foyer de propagande nationale qui empoisonnait toute l'Ukraine. En effet, le régime tsariste s'efforçait d'étouffer tout souvenir d'indépendance en Petite-Russie et interdisait même l'impression de n'importe quel ouvrage historique ou politique en langue ruthène. La Galicie orientale et l'Université de Léopol restaient donc le dernier refuge d'un mouvement intellectuel et séparatiste, qu'il fallait détruire à tout prix.

Si la région de Cracovie était comme le Piémont de la Pologne, celle de Léopol était comme le Piémont de l'Ukraine et menaçait plus dangereusement encore l'unité de l'Empire des tsars. C'est pourquoi la conquête de la Galicie fut toujours pour la Russie un but de guerre essentiel et une cause de rivalité permanente avec l'Autriche.

LE RÉGIME RUSSE

Après l'insurrection de 1863, le gouverneur Mouravief, installé à Vilna, fit abhorrer plus que jamais le régime russe dans les anciens territoires orientaux de la République. En Lithuanie, le gouvernement impérial cherche à supprimer complètement l'élément polonais et persécute avant tout l'Eglise catholique. On ferme les couvents, on confisque leurs biens. On interdit la restauration des temples. Dans beaucoup de villages on remplace un beau jour le curé par un pope.

Il y a quelques années encore, en 1894, les cosaques massacrèrent la foule avec femmes et enfants dans l'église de Krozé, dont la clôture avait été ordonnée. Ceux qui échappèrent à cette boucherie furent flagellés sur l'ordre exprès du gouverneur de Kowno.

Comme en Posnanie, la lutte se poursuivit aussi dans le domaine de la propriété foncière. Les terres polonaises furent frappées d'un impôt additionnel fixé à 10 % du revenu net. Dès 1865, un ukase interdit aux Polonais d'acheter de nouvelles terres ou de les léguer, même à des collatéraux. L'héritage en ligne directe est seul admis. D'autre part, le gouvernement russe emploie la méthode prussienne et fait acheter des propriétés polonaises pour y installer des colons orthodoxes.

Ensuite on s'attaque à la langue et l'on interdit les publications périodiques et les représentations théâtrales en polonais. Bientôt les enseignes même sont prohibées dans cette langue. Parler polonais en public, dans une église, dans un bureau, dans la rue devient un crime puni d'une forte amende. Pour avoir donné en cachette des leçons de polonais à quelques enfants voisins, des mères de famille se voient infliger la prison. La persécution, l'espionnage et l'inquisition tiennent le pays serré dans un étau.

Pour les appuyer dans leur défense acharnée, les Polonais avaient pu compter pendant longtemps sur les nationalités voisines qui avaient jadis fait partie de leur République, mais il n'en était plus de même à la fin du XIXe siècle. La politique polonaise en Galicie avait éveillé la méfiance, non seulement des

Ukrainiens, mais des Blanc-Ruthènes, des Lithuaniens et des Juifs, qui craignaient d'être oubliés en faisant cause commune avec la Pologne. D'ailleurs, ces différents peuples étaient en pleine renaissance littéraire et patriotique. Leur jeunesse rêvait de rendre une place honorable en Europe à leur langue maternelle et à leur nationalité distincte. Opprimés d'un côté par les Russes, ils étaient las de voir les Polonais revendiquer sans cesse la Lithuanie et la Ruthénie comme de simples provinces et dédaigner leur mouvement littéraire et leurs aspirations nationales.

Au lieu d'encourager au contraire ces mouvements de jeunesse et de se faire, comme autrefois, la protectrice de tous ces peuples contre l'oppression russe, la Pologne y vit un péril pour son étendue territoriale et tomba dans le piège du gouvernement tsariste, qui souhaitait ces disputes. Il se trouva des partis polonais pour soutenir la politique impériale contre les Juifs et contre l'Ukraine. En quelques années, la patrie de Mickiewicz et de Kosciuszko perdit le fruit de siècles entiers de tolérance et se créa tout un cercle d'ennemis bruyants, dont les émigrés allèrent porter jusqu'en Amérique leur accusation d'impérialisme contre les ambitions de la Pologne. Il y a dès aujourd'hui pour les démocrates polonais une tâche urgente à remplir : c'est de regagner à leur patrie la confiance et la sympathie de ses anciens alliés en libérant la presse et l'opinion publique à Varsovie de toutes les tentations du chauvinisme et de l'esprit de domination, qui sont d'importation étrangère.

Même en 1863 le gouvernement russe avait reconnu

que le traité de Vienne lui imposait l'obligation de donner une administration distincte au Royaume de Pologne institué par le Congrès, tandis que la Lithuanie et la Ruthénie restaient tout simplement incorporées à l'Empire. Il supprima pourtant le Conseil d'Etat et les commissions administratives. L'état de siège devint presque un usage permanent. Le régime distinct fut souligné par ce fait qu'on refusa plus tard au Royaume les jurys aux cours d'assises et l'autonomie municipale qu'on accordait aux autres parties de l'Empire.

En 1869, le russe devient la langue officielle de l'enseignement. Toutes les écoles du Royaume et l'Université de Varsovie sont complètement russifiées et les professeurs polonais congédiés. Apouchtine et Witte avaient prédit en vain qu'au bout d'une génération les mères et les nourrices parleraient russe à leurs enfants. Ils se trompaient comme Bismarck.

La population boycotte les écoles. Il n'y a pas 4% des élèves qui vont jusqu'au bout. La grande majorité n'y va pas du tout. Rien n'est plus édifiant à cet égard que les rapports du général Gourko, gouverneur de Varsovie ou de son successeur le prince Imeretynski. Si l'instruction publique est négligée, l'entretien du pays l'est encore plus. Il y a peu de routes, et la plupart du temps ce sont des fondrières, dont la vue est incroyable aux voyageurs étrangers. Les fonctionnaires sont vénaux. Le pays s'habitue au mensonge et à la corruption.

La population polonaise a beau lutter, fonder des sociétés, grouper ses forces, tout est interdit. L'état

de siège autorise tous les arbitraires. Il faut tout faire en secret. Depuis son enfance, la jeunesse du pays prend une mentalité de conspiration perpétuelle qui nuit à l'ouverture de son caractère. Dans un orphelinat tenu par des sœurs de charité, j'assistais un jour à une leçon de géographie : une mappemonde était bien posée devant la classe, mais les fillettes conjuguaient des verbes en polonais. Sur leur pupitre, aucun papier ; rien que des ardoises. Il fallait pouvoir tout effacer d'un coup de manche en cas de visite inspectorale ou policière.

L'alliance franco-russe et l'avènement du tsar Nicolas II rendirent aux Polonais quelques espérances : elles furent déçues. Les vexations se multipliaient dans tous les domaines. C'est en vain que certains conservateurs allèrent faire du loyalisme à Pétersbourg. Il n'y eut bientôt plus un seul employé polonais dans l'administration du Royaume. Même les compagnies privées durent se mettre à tenir leurs livres en russe.

En 1905, l'Empire fut ébranlé d'un bout à l'autre par une révolution générale. A Varsovie, comme partout, la répression fut sanglante, mais la nouvelle Constitution permit aux Polonais d'envoyer 34 députés à la Douma, tandis que la grève scolaire força le gouvernement d'autoriser l'enseignement privé. Une seule organisation nationale d'instruction populaire fonda plusieurs centaines d'écoles en quelques mois et recueillit en une année des sommes fabuleuses pour développer son œuvre.

Devant les proportions que prenait une pareille

activité, la panique s'empara des russificateurs. Toutes les sociétés littéraires, sociales ou philanthropiques furent dissoutes par ordre impérial. En 1907, le coup d'Etat du 3 juin réduisit arbitrairement à douze députés la représentation du Royaume à la Douma. Il fut encore question d'accorder à la Pologne une autonomie municipale, mais le projet fut définitivement enterré par le Conseil d'Empire et l'on comprit à Varsovie qu'il ne fallait plus trop compter sur les moyens légaux.

Le dernier coup porté à la Pologne fut l'annexion de Chelm en 1912. Après avoir écrasé le Royaume au point de vue politique, le gouvernement russe le dépouilla d'une partie de son territoire. Pour faciliter la propagande orthodoxe auprès des paysans ruthènes du pays de Chelm, on détacha cette région de la province de Lublin pour en faire une goubernie russe incorporée à l'Empire [1]. Bien que l'administration distincte, prévue pour le Royaume en 1815 ne fût plus qu'un souvenir, les Polonais sentirent profondément la dangereuse portée d'une telle modification territoriale et firent appel à l'Europe libérale pour protester contre une violation formelle du traité de Vienne. L'Europe fit la sourde oreille. A la veille d'une guerre éventuelle avec l'Allemagne, les puissances occidentales ne pouvaient songer à se brouiller avec la Russie à propos de la Pologne. Un silence impressionnant répondit à ce dernier appel.

[1] Après l'Acte impérial de tolérance religieuse proclamé par le tsar en 1905, les paysans de la région de Chelm étaient retournés en masse au catholicisme.

Un siècle et demi d'expérience avait tué dans les cœurs polonais les dernières illusions, mais non pas cet espoir immortel, qui brûle en inscriptions ardentes jusque sur les tombeaux des martyrs dans leurs cimetières de village. A Varsovie comme à Cracovie, on se prépara pour la guerre. On la sentit venir comme une tempête effroyable, où la foudre peut abattre les chênes les plus imposants, comme elle peut aussi faire jaillir du sol entr'ouvert l'indépendance enfouie des nations oubliées.

Tandis qu'une ombre d'angoisse lourde s'abattait sur notre génération nourrie de soleil, le premier éclair de l'orage laissa comme une lueur d'aube au ciel de la Pologne, resté noir depuis un siècle.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

La Pologne, puissance libérale.

CHAPITRE II

Déclin de la République et causes des partages.

CHAPITRE III

J.-J. Rousseau et la résistance polonaise.

CHAPITRE IV

L'Europe et le premier partage.

CHAPITRE V

Deuxième et troisième partages.

CHAPITRE VI

Les légions polonaises sous le Directoire et le Consulat.

CHAPITRE VII

Napoléon Ier et le Duché de Varsovie.

CHAPITRE VIII

La Pologne au Congrès de Vienne.

CHAPITRE IX

Essai d'autonomie après 1815.

CHAPITRE X

L'insurrection de 1830 et la monarchie de Juillet.

CHAPITRE XI

L'Angleterre et la répression russe.

CHAPITRE XII

L'émigration polonaise en France.

CHAPITRE XIII

La Suisse et la Jeune Europe.

CHAPITRE XIV

Grégoire XVI et l'Eglise persécutée.

CHAPITRE XV

Pologne et romantisme.

CHAPITRE XVI

L'IDÉALISME POLONAIS ET MONTALEMBERT.

CHAPITRE XVII

LA RUSSIFICATION ET L'OPINION PARLEMENTAIRE EN FRANCE.

CHAPITRE XVIII

LA CAUSE POLONAISE A L'OCCIDENT

CHAPITRE XIX

LA RÉPUBLIQUE DE CRACOVIE ET LES MASSACRES DE GALICIE

CHAPITRE XX

Les révolutions de 1848.

CHAPITRE XXI

La guerre de Crimée et le traité de Paris

CHAPITRE XXII

Les massacres de Varsovie

CHAPITRE XXIII

L'insurrection de 1863

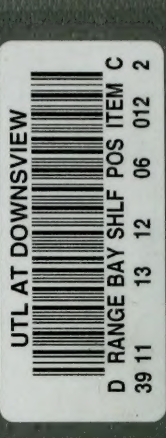
CHAPITRE XXIV

Bismarck et la remontrance européenne

CHAPITRE XXV

Les trois régimes

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 13 12 06 012 2